

Le Monde

15, rue Falguère, 75581 Paris Cedex 15

MARDI 11 DÉCEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

Elu président de la Pologne à une forte majorité

M. Walesa va s'efforcer de rassembler une large coalition de gouvernement

Aube
démocratique

Dix ans après la naissance de la Solidarité, et l'immense espoir que quelques milliers d'hommes avaient soulevé dans le monde entier, le succès de M. Lech Walesa doit être considéré, avant toute chose, comme une victoire de la démocratie. Qui, en effet, aurait pu prévoir, lorsque les accords de Gdansk furent signés, que l'ouvrier des chantiers navals Lénine deviendrait un jour, au terme d'une élection au suffrage universel, le premier magistrat de son pays ? Qui aurait pu prédire, lorsque la nuit de l'état de siège s'abattit sur la Pologne, que le général Jaruzelski souhaiterait, neuf ans après, « bonne chance » à celui qu'il avait fait emprisonner ?

L'agressivité de la campagne électorale, les aspects loufoques et tragiques du phénomène Tyminski, les dérapages de M. Walesa, le peu de talent déployé par le gouvernement pour valoriser son bilan, ne doivent en effet pas non plus faire oublier qu'en dix-huit mois M. Tadeusz Mazowiecki, le premier chef de gouvernement non-communiste du bloc de l'Est, a jeté les fondements d'un État démocratique, que le pays a reconquis sa souveraineté, que la presse y est libre, l'appareil de sécurité totalitaire démantelé, la transition vers l'économie de marché mise en route, la monnaie convertible.

La campagne a pourtant mis en lumière les fragilités de cette démocratie naissante. La loi électorale a montré son inadéquation : la presse n'a pas joué le rôle qu'on pouvait attendre d'elle ; la polémique et les attaques personnelles ont souvent pris le pas sur le débat d'idées et la confrontation des programmes ; l'abstention, notamment au second tour, a pris des proportions inquiétantes. Comme si — et la remarque vaut pour l'ensemble des anciennes démocraties populaires — il ne suffisait pas de créer des structures légales pour animer définitivement la liberté dans des pays qui ont une expérience si récente et si courte de la démocratie.

M. LECH WALESA aura maintenant besoin de tout son talent pour dissiper les ambiguïtés nées dans la fièvre électorale. Il va, en premier lieu, devoir s'efforcer de ne pas décevoir, sous peine d'explosion sociale, une population à bout de fatigue et qui a cru à ses promesses. Mais sans remettre en cause, sous peine alors d'effondrement, les grandes lignes du plan de passage à l'économie libérale. Il va devoir aussi rassurer tous les voisins de la Pologne, que la perspective de son arrivée au pouvoir inquiétait. Ainsi les responsables de Prague, Budapest et Bonn n'avaient pas caché leur préférence pour le très raisonnable Tadeusz Mazowiecki et leur crainte que l'élection de M. Walesa ne favorise la montée du populisme en Pologne et, partant, ne contribue à la désintégration de toute la région.

Le monde occidental, l'Europe des Douze plus particulièrement, a son rôle à jouer pour empêcher une éventuelle dérive polonaise. Sachant que les accès de fièvre nationaliste sont souvent la conséquence de crises économiques, il doit très rapidement mettre en œuvre un véritable plan de soutien aux nouvelles démocraties. En termes plus crus, il ne doit plus se contenter d'arborer un badge de Solidarité à la boutonnière, mais mettre la main au portefeuille...

M 0147 - 1211 0 - 5 00 F



Les trois quarts des électeurs polonais qui ont participé dimanche 9 décembre au second tour de l'élection présidentielle se sont prononcés en faveur de M. Lech Walesa. Le scrutin a été marqué par un taux élevé d'abstention (47 %) et par le tassement des voix recueillies par M. Tyminski.

Le président élu doit maintenant rassembler une large coalition de gouvernement, et tenter d'y rallier en particulier son adversaire d'hier, le premier ministre démissionnaire, M. Tadeusz Mazowiecki.

« D'abord nous aider nous-mêmes... »

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

Après deux semaines d'un tourbillon de folie, la Pologne est rentrée à peu près dans l'ordre. M. Lech Walesa, le président de la Solidarité, a été élu dimanche 9 décembre président de la République avec environ 75 % des suffrages exprimés, selon les résultats officiels diffusés par la télévision, au second tour de la première élection présidentielle libre de l'histoire du pays.

Son adversaire surprise, M. Stanislaw Tyminski, l'homme d'affaires aux trois nationalités qui refusait toutes les règles du jeu et promettait d'enrichir tous les Polonais, s'est déclaré déçu

des 25 % de voix qui lui ont été accordées. « Je m'attendais à 30 % », a-t-il déclaré après être venu à bout des nerfs de la journaliste chargée de l'interroger pour la télévision, en refusant systématiquement de parler chaque fois qu'elle obtenait l'antenne en direct. Estimant que le scrutin avait été faussé et que des actes d'intimidation avaient été commis à l'encontre de ses partisans, il envisage de déposer un recours devant la commission électorale. A ses côtés, son épouse prévenue, coiffée d'une permanente et vêtue d'un fourreau noir orné de strass, ne disait plus rien.

SYLVIE KAUFFMANN
Lire la suite
et nos informations page 6

La crise du Golfe

- Désaccord américano-iranien sur les dates des entretiens
- Pont aérien pour l'évacuation des otages

page 3

« La démocratie en danger »

Un manifeste de douze députés socialistes

page 2

La fin de Jean-Charles Willoquet

L'ancien complice de Mesrine tué à la suite d'une agression qu'il venait de commettre

page 13 - section B

Intempéries

- Huit morts en Grande-Bretagne
- La région Rhône-Alpes ankylosée

page 12 - section B

Les succès de l'AJ Auxerre

Une PME du football

page 20 - section B

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Chers transports urbains

- Conjoncture : un choc amorti
- Demain l'union slave
- La chronique de Paul Fabra : « Le gouvernement économique pleinement démocratique » de l'Europe

pages 25 à 28 - section C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 39 - section C

Un projet de nouveaux instituts

M. Jospin veut adapter l'Université à l'économie

A peine sorti de la crise lycéenne, le ministère de l'éducation nationale relance ses projets universitaires. Avec un objectif ambitieux : mieux adapter les formations supérieures aux besoins de l'économie.

Il envisage donc de renforcer les filières actuelles à vocation professionnelle et d'en créer de nouvelles dans des instituts universitaires spécialisés de deuxième et troisième cycles. Une rénovation en profondeur des premiers cycles est également préconisée.



Lire page 12 - section B l'article de GÉRARD COURTOIS

Skoda échappe à Renault

Dans la compétition entre Volkswagen et Renault pour la reprise de Skoda, la Tchécoslovaquie a choisi le constructeur allemand. La décision a été rendue publique à Prague, dimanche 9 décembre, par le premier ministre tchèque, M. Petr Pithart.

Vingt-quatre constructeurs automobiles mondiaux avaient fait des propositions pour la reprise des usines Skoda de Mlada-Boleslav. Depuis plusieurs semaines, la compétition s'opposait plus que les deux présélectionnés, Volkswagen et Renault, ce dernier allié dans cette opération avec Volvo. Finalement le constructeur de Wolfsburg l'a emporté. Il a promis d'investir 8 milliards de deutschemarks (26 milliards de francs) dans les usines tchécoslovaques.

Lire page 21 - section C l'article d'ANNE DASKATIAN

France Telecom entre dans le capital de la Compagnie mexicaine de téléphone

Lire page 21 - section C l'article de FRANÇOISE VAYSSE

La gauche européenne cherche ses marques

I. - La social-démocratie allemande prise à contre-pied

A lors que les socialistes français entreprennent de redéfinir leur doctrine et que les communistes s'interrogent sur leur avenir, la gauche en Europe occidentale est, dans son ensemble, à la recherche de nouveaux repères. L'effondrement du système soviétique marque-t-il la fin du « mouvement ouvrier » et de ses aspirations, héritées du dix-neuvième siècle ? Nous commençons aujourd'hui, en Allemagne, un voyage dans les principaux PS et PC d'Europe de l'Ouest.

BONN

de notre correspondant

Le SPD, le plus ancien parti social-démocrate européen, le mieux organisé, fort de presque un million d'adhérents, vient de subir une cuisante défaite électorale, le ramenant au niveau où il se situait à la fin des années 50, en dessous de 35 % des voix. Trente et un ans après le fameux congrès de Bad-Godesberg, qui consacra l'abandon par le SPD de toute référence au marxisme et créa les conditions de la marche vers le pouvoir sous la houlette de M. Willy Brandt, les sociaux-démocrates allemands voient s'éloigner la perspective d'une reconquête de la chancellerie et entrent dans une période de doute, de remise en cause de leur stratégie et des personnalités qui l'incarnaient. L'épreuve est d'autant plus douloureuse que, il y a moins d'un an, ce parti volait de succès en succès, gagnait une élection régionale après l'autre, disposait avec la génération des « petits-fils de Willy Brandt » d'une brochette de jeunes politiciens ambitieux et populaires, rassemblés derrière le ministre-président de Sarre, M. Oskar Lafontaine. Les optimistes voient dans la défaite du 2 décembre un accident de parcours lié au caractère exceptionnel de la consultation, qui

a été entièrement dominée par le débat sur l'unité allemande. Les pessimistes voient dans cet échec la traduction d'un mouvement général, lié à l'effondrement des régimes communistes d'Europe orientale et au rejet par la majorité de la population, pour une longue période, de toute espèce de socialisme, y compris le socialisme démocratique dont s'est toujours réclamé le SPD. « La social-démocratie allemande n'a pas attendu les révolutions centre-européennes de 1989 pour comprendre que Lénine allait dans une mauvaise direction. »

LUC ROSENZWEIG
Lire la suite page 9

Le dernier rire de Kantor

Le peintre et homme de théâtre polonais est mort dans la nuit du 7 au 8 décembre à Cracovie

Né en 1915 à Wielopole, Tadeusz Kantor s'est allé retrouver la femme photographique qui fige pour l'éternité un instant de la vie des hommes, cette femme qui est la mort, omniprésente dans son théâtre « comme un dérivé évident de la vie ». Sous cette forme ou une autre, elle est là, souriante, affairée à un travail sans fin. Kantor est mort après la répétition du spectacle qu'il devait présenter au Festival d'Automne et qui s'appelle « Aujourd'hui, c'est mon anniversaire ». Il aimait ce genre de plaisanterie funèbre.

Le rire de Kantor, forçant à la lucidité, met du sel sur la plaie, rappelle que la mort ne nous quitte pas des yeux, que l'agitation de l'amour et de l'ambition va se dissoudre et que seule restera en mémoire une image éphémère. Mais, au lieu de tonner « vanité des vanités », Kantor rit, et son rire ravageur est celui de la décision. Dirigeant sur scène ses

COLETTE GODARD
Lire la suite page 15 - section B

Le suicide de Reinaldo Arenas

L'écrivain cubain dissident, malade du sida, avait quarante-sept ans

Lire page 16 - section B

l'article de LILIANE HASSON



L'affaire Nucci, la loi d'amnistie, la grève des magistrats... Ces événements qui secouent le monde judiciaire sont-ils révélateurs d'une véritable crise de l'institution ? Dépassant la simple critique, François Gerber esquisse les contours de l'indispensable réforme qui ferait de la justice un troisième pouvoir à part entière.

Collection « Politique d'aujourd'hui » 256 pages - 138 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

DÉBATS

Politique

La démocratie en danger

Douze députés socialistes, appartenant à différentes tendances du PS (fabiusiens, jospinistes, mauroyistes, poperistes ou rocardiens), se sont regroupés pour exprimer ci-dessous leur inquiétude face à la « décomposition » de la société politique française, aux dangers que court la démocratie représentative. « Démocratie 2000 » mouvement animé par Jacques Delors est à l'origine de ce texte.

La démocratie représentative est-elle en danger ? Elle ne l'est pas si l'on se borne à observer l'absence de menace totalitaire sérieuse et le respect des libertés publiques. Elle l'est, à l'évidence, si l'on en juge au désordre de la politique, à la dégradation des partis, au déclin du Parlement et, au-delà, à l'indifférence croissante des citoyens au fonctionnement de la démocratie.

Un système mourant sans doute sous nos yeux : l'Europe et la décentralisation d'ici, jour après jour, l'État-nation, le marché démodé ou détruit les régulations mises en œuvre après la guerre, les idéologies faillies ont laissé la place aux syndics du consensus. Quant aux valeurs républicaines, elles ont été, en ordre dispersé, aux forces et aux séductions de l'argent, véritable lame de fond, en cette fin de siècle, prête à fêter la victoire mondiale du capitalisme.

Nous vivons la crise du modèle français, celui né avec la République, ancré sur quelques principes simples : l'affirmation de l'État à l'encontre des corporatismes, la souveraineté de la loi - expression de la volonté générale - la représentation des citoyens par leurs élus, l'équilibre des pouvoirs, notamment du politique par rapport à l'économique, le rôle des partis et des syndicats comme médiateurs privilégiés et vecteurs des conflits.

Cardons-nous, certes, d'idéaliser un quelconque âge d'or. En un siècle, que de scandales, de lâches compromis, d'abdications ! Mais, périodiquement contesté ou bousillé, le modèle français tenait bon.

Aujourd'hui, toute notre société s'engoue dans une « américanisation » progressive des modes de vie et des comportements : l'exaltation de la réussite individuelle, le mépris de l'échec, l'oubli des exclus, la paupérisation de l'État, l'omnipotence culturelle de la télévision, les jugements de la sphère médiatique hissés sans contrôle au rang de références morales, la montée des revendications particulières et de l'intérêt général, l'effacement du civisme militant derrière un simple consumérisme public, le règne des sondages ou des sondages, et pour finir, le recul croissant du politique. Ce sont tous les responsables, de la presse au patronat, des intellectuels aux technocrates, qui l'ont encouragé ou l'ont laissé faire par intérêt, indifférence ou résignation.

Et notre société se brise d'une redoutable fracture sociale : les banlieues, la misère, le chômage, la vio-

lence, façonnent une classe nouvelle, d'autant plus désespérée qu'elle ne se sent pas représentée et qu'elle n'attend plus le grand soir...

Notre démocratie se dessèche, réduite à ses techniques et détournée de ses objectifs. Cette évolution n'est sans doute pas propre à la France, mais elle est plus qu'ailleurs contraire à notre tradition, à notre histoire, aux valeurs que la France a pu porter en Europe et dans le monde.

Dans un tel contexte, reconnaissons que ce qu'il est désormais convenu d'appeler, d'ailleurs inexactement, la classe politique, n'est plus à la mesure de sa tâche. Evitons, certes, de lui faire porter seule la responsabilité d'un tel glissement. Mais soyons francs avec nous-mêmes : la trop fréquente soumission aux charmes du pouvoir, à ses rites, à ses cortèges et à ses séductions, l'abaissement du courage et de l'esprit publics sous le poids des vanités sociales, la facilité avec laquelle les partis politiques ont renoncé à réfléchir, à tenter de substituer des idées neuves aux idées mortes, le plaisir qu'ils semblent prendre à organiser des querelles de clans, des rivalités de personnes et de chefs et à en offrir le spectacle, le temps consacré à lancer des attaques insidieuses contre l'un ou les autres - alors que les problèmes sont immenses, dans la rue, à nos portes, - la démagogie des propos dès qu'il s'agit de sujets complexes ou difficiles comme l'immigration ou l'école, la bassesse avec laquelle les « affaires » sont exploitées au Parlement, la complaisance avec laquelle les vieux choux jouent les nouveaux Poujades, la recherche systématique de succès médiatiques au détriment du service de la démocratie... cette accumulation grossière de bévues finit par ressembler à la préparation méticuleuse d'un suicide.

Pour une morale républicaine

Il n'est plus possible de regarder ce spectacle de décomposition, d'observer ce bateau qui coule sans que ses passagers en aient conscience ou souci. Loin de nous la velléité de nous extraire d'un monde politique auquel nous appartenons. Notre souci est, au contraire, de le défendre car il n'est ni sans honneur ni sans courage. Mais notre devoir est de tenter de le réformer. Nous sommes nombreux, et dans tous les partis, à ne plus nous reconnaître dans les pratiques actuelles. Mais nous croyons en la politique ; c'est pourquoi nous entendons agir.

1. Agir d'abord dans notre camp, la gauche, la majorité présidentielle, en refusant tout comportement qui nuit au rassemblement et à l'unité, qui entacherait l'utilité de notre action et la fraternité que supposent tant de convictions communes. Les rivalités de personnes ou de groupes risquent de compromettre les combats menés par François Mitterrand et le gouvernement qu'il a choisis. Nous serons vigilants chaque fois qu'un écart sera commis, chaque fois que l'essentiel sera froissé.

2. Par ailleurs, si l'on veut que vive la démocratie représentative, il faut consentir rapidement à de profondes

réformes du travail parlementaire. Au-delà de l'indispensable allongement des sessions, il faut redonner aux députés la possibilité de faire les lois ; confier aux commissions un rôle principal dans leur élaboration ; revoir la procédure d'examen de la loi de finances ; ne laisser aux séances publiques que les débats majeurs ; organiser le contrôle, par le Parlement, de l'application des textes qu'il a votés ; renforcer les dispositifs d'expertise. Il faut enfin, dans ce contexte nouveau, instaurer une pénalisation financière de l'absentéisme des députés.

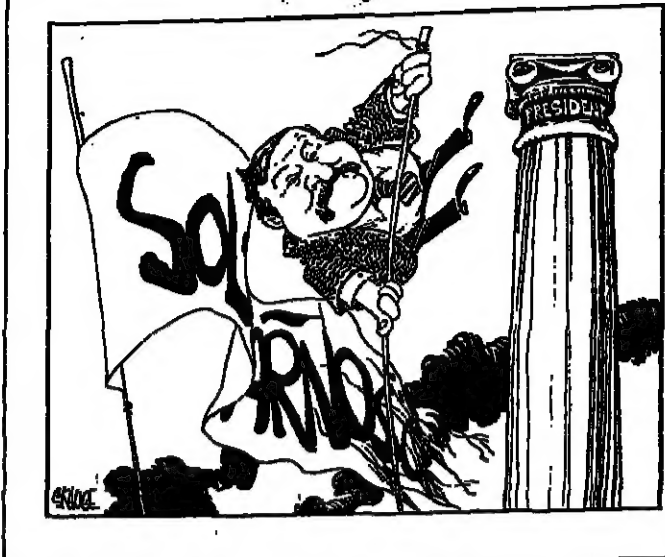
3. Parallèlement, il faut promouvoir une véritable déontologie pour rétablir la morale politique, et par elle les valeurs de la démocratie : une morale républicaine qui commande la supériorité de la vérité sur le mensonge, de la fraternité sur l'égoïsme, du respect sur le mépris.

Qu'il appartienne aux responsables

politiques de répondre concrètement aux attentes de chacun, c'est l'évidence puisque c'est leur fonction même. Mais leur mission consiste avant tout à fournir un idéal à la nation. Nous sommes de la même génération, nous avons choisi l'action publique, nous aimons la politique, nous croyons que la démocratie demande un effort permanent. Nous sommes convaincus de l'urgence d'un sursaut qui passe par l'engagement de chacun. Nous souhaitons un nouvel humanisme en politique.

Ont signé ce texte : Jean-Pierre Balligand (Aisne), Jean-Michel Belorgey (Allier), Frédéric Bredin (Seine-Maritime), Michel Frappat (Oise), Bertrand Gallay (Eure-et-Loir), François Hollande (Corrèze), Jean-Yves Le Déaut (Meurthe-et-Moselle), Jean-Yves Le Drian (Morbihan), Bernard Pérochon (Finistère), Sébastien Royat (Deux-Sèvres), Alain Vidalies (Landes) et Jean-Pierre Worms (Seine-et-Marne).

TRAIT LIBRE



Dessin paru dans Klassekampen (Oslo)

Consommation

Publicité à l'essai

par Bernard Dubois

grandeur n'est disponible en France, et il nous faut chercher ailleurs.

La recherche américaine, menée selon des codes scientifiques précis, est doublement pertinente. Très riche (les premières études remontent à près de vingt ans), elle intervient dans un pays où la publicité comparative a droit de cité depuis longtemps. Que nous apprend-elle ?

D'abord que la publicité comparative n'est pas très fréquente puisque, selon le *Journal of Advertising Research*, 1 % des publicités effectivement diffusées dans la presse entrent dans cette catégorie. Agiterait-on une tempête dans un verre d'eau ? Ensuite que l'avantage global d'un type de publicité sur l'autre est difficile à établir. En général, les publicités comparatives ne sont pas mieux ni moins bien mémorisées que les autres. Les consommateurs ont tendance à trouver les publicités comparatives plus offensives et plus intéressantes mais ne leur accordent pas plus de crédibilité. Ils ont parfois l'impression d'être pris à témoin dans des règlements de comptes, qui ne les concernent qu'à moitié. Ils se déterminent alors davantage en fonction de l'intention perçue de l'annonceur

que du poids des arguments présentés.

Les consommateurs ne différencient pas mieux ni plus mal les marques présentées selon le type de publicité. Cela dépend toutefois du nombre de critères de comparaison adoptés. Lorsque les arguments sont nombreux et complexes, les erreurs d'attribution aux marques se multiplient favorisant une impression d'équivalence globale. On n'a pas pu, enfin, établir que les publicités comparatives déclenchaient des intentions de fidélité ou même des achats plus élevés.

Si peu de lois générales ont ainsi émergé, on a, par contre, mis en évidence de nombreux facteurs qui catalysent l'impact. Ils ont trait tout à la fois aux caractéristiques de l'audience, du message, des médias, des produits et des annonceurs.

L'attitude initiale du consommateur, plus que son profil sociodémographique ou que ses traits de personnalité, détermine en grande partie sa réaction : le fidèle acheteur d'une marque attaquée en publicité comparative s'accroche à son identité et se défend. Incité à contre-argumenter, il renforce souvent sa conviction initiale.

Une publicité comparative qui présente pour la même marque des points de supériorité et des points d'infériorité est plus efficace car jugée plus honnête. De même, une publicité comparative persuadée mieux lorsqu'elle appuie son constat sur des sources impartiales (tests scientifiques, experts reconnus, etc.).

Les publicités comparatives sont plus efficaces en presse écrite qu'à la télévision en raison d'une latence plus grande laissée au lecteur de revenir à son gré sur les arguments présentés. Elles semblent avoir davantage d'impact pour les produits de grande consommation que pour les biens durables. Enfin, il existe une certaine asymétrie dans le combat comparatif : un challenger inconnu n'a rien à y perdre ; un leader établi, rien à y gagner.

L'échec européen nous laisse encore deux ans. Pourquoi ne pas en profiter pour autoriser, à titre expérimental, la publicité comparative en se donnant immédiatement les moyens d'en mesurer les effets ?

► Bernard Dubois est professeur de marketing à HEC.

COURRIER

Décentralisation parisienne

Ainsi Air France, après s'être adjugé le monopole du transport aérien français, a comme premier geste de supprimer ces liaisons qui nous permettaient, à nous autres provinciaux, de sortir de l'Hexagone sans perdre trois heures dans une correspondance à Paris avec transit habituel d'Orly à Roissy.

Il paraît que ces liaisons ne sont pas rentables. Bel argument pour les provinciaux qui subventionnent sans rechigner le métro parisien, Beaugrenelle, l'Opéra Bastille et la Cité des sciences de La Villette, toutes choses dont la rentabilité n'est pas assurée et que l'on n'envisage toutefois pas de supprimer.

Je lis dans le même numéro du *Monde* (30 novembre) qu'il faudrait 200 à 300 millions de francs en quelques années pour réhabiliter les 28 000 hectares de la forêt des Maures brûlés cette année, le conditionnel indiquant qu'on ne les trouvera pas, et que l'on consacre 100 millions de francs en 1991 pour réaménager le jardin des Tuileries.

Tout cela, c'est ce qu'on appelle la décentralisation.

FRANÇOIS JOURDIER

Toulon

Nos montagnes en anglais

En France, le ridicule ne tue plus, et c'est heureux, sinon, en effet, notre ministre du tourisme aurait probablement la pénible charge d'avoir à remplacer certains de ses collaborateurs... Et, en écrivant cela, je pense plus précisément à ceux d'entre eux qui ont eu l'idée saugrenue de promouvoir la montagne française à l'aide d'une « pub » télévisée avec accom-

gnement d'une chanson... anglo-saxonne.

La plus élémentaire décence ne devrait-elle pas commander à nos très officiels services publics d'utiliser notre propre langue, surtout quand il s'agit de chanter les charmes de notre pays ?

ROBERT FLANCHARD

Bézanos

Un tribunal des mots

L'emploi martelé dans les médias du mot « ratonnade » à quelque chose de choquant, l'utiliser c'est déjà le légitimer.

Cela ressemble trop à une chasse au rat (et là nous sommes obligés de faire le détour par le mot raciste colonial « raton »). Quelle navrante désignation pour nous cacher la

vérité et ne pas oser dire que c'est d'une chasse à l'homme qu'il s'agit. A quel procédé d'aplatissement nous participons quand nous utilisons de façon courante certaines expressions pour le moins dangereuses.

Et même le terme « beur... » un emblème en son temps mais qui devient une désignation trop facile d'emploi et tellement ambiguë pour désigner qui ? Ceux que nous ne savons peut-être pas encore nommer. Mais la désignation crée l'assignation.

Peut-être devrions-nous mettre certaines expressions sous surveillance, voire les passer à un tribunal des mots. Ces emplois apparemment anodins qui peuvent être assassins.

AUGUSTIN BARBARA

Nantes

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amaric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDISIR

PIERRE GREFFE / FRANÇOIS GREFFE

Docteur en droit
Avocat à la Cour de Paris
Professeur honoraire
au Centre d'Etudes Internationales
de la propriété industrielle

Avocat à la cour de Paris
Professeur au Centre d'Etudes Internationales
de la propriété industrielle
Membre du conseil d'administration
du B.V.P.

La septième édition de l'ouvrage devenu classique de François GREFFE, Avocat à la Cour de PARIS, Professeur au Centre d'Etudes Internationales de la Propriété Industrielle, qui vient de paraître, comporte désormais un cinquième titre consacré aux régimes juridiques applicables dans chacun des pays du Marché Commun et la Suisse.

LA PUBLICITE ET LA LOI

892 pages, 250 F (Franco : 280 F)

Chez votre librairie spécialisée ou

litec

27, place Dauphine 75001 Paris - 26, rue Soufflot 75005 Paris - 158, rue Saint-Jacques 75005 Paris

مكتبة الأنجلو

ETRANGER

La crise du Golfe

Les Etats-Unis et l'Irak sont en désaccord sur les dates des visites de MM. Tarek Aziz et James Baker

Le conseiller du président George Bush pour les affaires de la sécurité nationale, M. Brent Scowcroft, a fait part, samedi 8 décembre, de son « inquiétude » au sujet des propositions faites par Bagdad concernant les visites de M. Tarek Aziz à Washington et de M. James Baker à Bagdad.

Le département d'Etat avait proposé que le ministre irakien des affaires étrangères vienne à Washington entre le 20 et le 22 décembre et que le secrétaire d'Etat américain se rendre à Bagdad le 3 janvier. L'Irak a répondu en suggérant la date du 17 décembre pour la visite de M. Tarek Aziz et celle du 12 janvier pour les entretiens de M. James Baker à Bagdad.

Il semble que ce soit, surtout cette dernière date qui ne satisfasse pas Washington. Les irakiens « ont proposé une date beaucoup trop

proche de la date limite à laquelle ils doivent se conformer à la résolution des Nations unies autorisant l'usage de la force, ce qui, de nouveau, semble indiquer que Saddam Hussein n'est pas sérieux », a précisé M. Scowcroft, qui a ajouté : « Il s'agit juste d'un nouveau tour qu'il tente d'utiliser pour faire trainer les choses et éviter de faire sérieusement ce que la communauté lui demande ».

Au cours d'une interview sur la chaîne de télévision ABC, M. James Baker a confirmé l'opposition des Etats-Unis à la date du 12 janvier, soulignant toutefois que, si l'Irak maintenait sa position, ce serait au président Bush de prendre la décision. « Nous ne serons pas partie à une manœuvre visant à tourner la date limite du 15 janvier », a déclaré le chef de la diplomatie américaine, soulignant que sa visite à Bagdad ne visait en rien à négocier, mais à exiger « un retrait total du Koweït ». L'ambassadeur d'Irak aux Nations unies,

M. Abdel Amir Anbari, avait estimé peu avant, lors d'une interview sur la chaîne NBC, que « ce ne devrait pas être un problème que de trouver une date convenable ». Il avait jugé « marginal » le différend qui existe entre les deux capitales sur ce sujet.

Le secrétaire d'Etat a déclaré ne pas être au courant de la construction, par l'Irak, d'une nouvelle ligne de défense lui permettant de se retirer du Koweït tout en conservant le champ pétrolier de Roumala. Mais il a estimé qu'un retrait partiel ne serait acceptable ni pour les Etats-Unis ni pour leurs alliés, car il montrerait que l'agression paie. Il a cependant ajouté qu'après un retrait, l'Irak et le Koweït pourraient négocier directement leur différend. Les deux pays auraient alors la possibilité de discuter, par exemple, la cession du gisement de Roumala et des deux îles koweïtiennes de Warbah et de Bubiya dont la jouissance permettrait à l'Irak d'élargir son

accès à la mer. « C'est une affaire entre le Koweït et l'Irak », a dit M. James Baker. Afin d'assurer la stabilité dans la région, a-t-il ajouté, une force multinationale pourrait y être maintenue, ce qui donnerait notamment au Koweït l'occasion de ne pas négocier en position de faiblesse. Il a déclaré qu'il fallait trouver des solutions, peut-être par l'intermédiaire de l'ONU, pour réduire la machine de guerre de l'Irak.

Samedi, à l'issue d'une tournée de six jours dans cinq pays d'Amérique du Sud, le président Bush a déclaré que la libération des otages ne rendait pas une solution pacifique plus probable et a estimé que cela pourrait au contraire faciliter une éventuelle décision de recours à la force. « Il n'y a pas de changement dans ma détermination à obtenir que Saddam Hussein se retire du Koweït conformément aux résolutions de l'ONU », a-t-il déclaré. (AFP - Reuters)

Un pont aérien a été mis en place pour l'évacuation des otages

Le « pont aérien » qui devrait permettre à plus de 2 600 otages libérés par l'Irak de rentrer chez eux avant Noël a commencé, dimanche 9 décembre. Plus de 500 Occidentaux, dont certains paraissent épuisés après avoir passé des semaines dans la clandestinité au Koweït, ont pris place à bord de deux Boeing 747 des Iraqi Airways, affrétés l'un par l'Italie, l'autre par les Etats-Unis.

Un premier appareil a décollé pour Rome avec 200 étrangers, dont 176 Italiens. L'avion transportait également 14 Néerlandais, 11 Britanniques, 9 Irlandais et 9 Autrichiens. L'autre avion a décollé à destination de Francfort dans la soirée, avec plusieurs heures de retard. Il transportait 325 Occidentaux, dont 175 Américains et 93 Britanniques. Etaient également à bord 32 Canadiens, 12 Irlandais, 5 Grecs et 1 ressortissant de chacun des pays suivants : Argentine, Danemark, Italie, Pays-Bas et Suisse.

Le pont aérien avait, en fait, commencé dans la matinée avec le départ pour le Koweït d'un Boeing 707 affrété par les Etats-Unis. L'avion a ramené à Bagdad environ 140 personnes, en majorité des Américains, qui étaient bloqués dans l'émirat occupé. Le président Saddam Hussein avait donné le feu vert, jeudi dernier, en annonçant la libération de tous les otages. Bagdad exigeait que le rapatriement soit effectué par des appareils irakiens.

Des groupes d'étrangers dont la libération avait été autorisée avant l'initiative spectaculaire de jeudi sont également rentrés chez eux dimanche : 39 Japonais sont ainsi arrivés à Tokyo en compagnie d'un parlementaire qui avait négocié leur départ. De leur côté, 22 otages américains sont arrivés à Houston à bord d'un Boeing 707, d'une compagnie texane.

Le pont aérien devait se poursuivre lundi, notamment avec le départ de Bagdad d'un avion transportant environ 350 Britanniques, a annoncé le Foreign Office. Les otages britanniques forment le plus fort contingent d'Occidentaux retenus en Irak et au Koweït depuis le 2 août - ils sont environ 1 200.

Part ailleurs, plus de 170 Soviétiques ont quitté Bagdad pour Moscou dimanche à bord d'un avion de ligne soviétique, a-t-on appris auprès de l'ambassade d'URSS. Le Parlement irakien avait autorisé mardi les quelque 3 000 ressortissants soviétiques présents en Irak à quitter le pays.

« Les gens se font tirer dessus sans raison »

A son arrivée à Amman, un médecin islandais a déclaré dimanche que de nombreux bébés étaient morts dans les hôpitaux koweïtiens en raison du manque de personnel médical. Le Dr Gisl Sigurdsson, seul otage islandais, a cependant démenti que des nouveau-nés prématurés aient été retirés des couveuses par des soldats irakiens, afin de pouvoir transférer ces équipements vers l'Irak. « En dehors des hôpitaux et cliniques militaires, ils n'ont pas pris de matériel », a-t-il indiqué.

Le Dr Sigurdsson, qui travaillait encore à l'hôpital Moubarak el Kabir de Koweït il y a trois semaines, a précisé que seulement 10 % à 15 % pour cent du personnel médical de l'établissement étaient encore à leur poste. Les enfants sont les plus touchés par les déficiences car les pédiatres étaient le plus souvent des étrangers, a précisé le médecin, qui a reçu l'ordre de quitter le Koweït après avoir été arrêté à plusieurs reprises. Il a ajouté que son équipe avait soigné des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants koweïtiens blessés par balles immédiatement après l'invasion de l'émirat le 2 août. « Ils tirent tous les jours pour tuer, ils visent toujours la poitrine », a-t-il dit. Une dizaine de blessés par balles étaient encore admis à l'hôpital chaque jour en novembre, a-t-il précisé.

« Les gens se font tirer dessus sans raison, certains parce qu'ils changent de religion », a-t-il encore indiqué. « Il y avait un Koweïtien qui protestait car il avait dû faire la queue pendant deux jours pour avoir du pain. Quelques soldats irakiens passaient devant tout le monde. Il a fait une réflexion, a été poussé hors de la queue et a reçu des balles dans la poitrine et à l'abdomen ». (Reuters)

Grâce à l'appui de la délégation soviétique

Washington a obtenu un nouveau report du vote du Conseil de sécurité concernant une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient

Repoussée d'heure en heure pendant quatre jours, la réunion du Conseil de sécurité consacrée à l'examen du projet de résolution recommandant notamment la tenue d'une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient a été reportée au lundi 10 décembre, grâce à une motion présentée en extrême par la délégation soviétique.

Washington s'est raidi et un veto américain est prévisible si le texte est maintenu en l'état alors que la Chine et la France se sont détachées de la position américaine.

Israélienne » et souligne « la détérioration dangereuse de la situation dans le territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem ». D'une part, il demande au secrétaire général de « suivre et d'observer la situation dans les territoires occupés avec le concours du personnel des Nations unies qui y est stationné... et d'informer régulièrement le Conseil de sécurité de l'évolution de la situation ». D'autre part, il « considère que la tenue, à un moment approprié, d'une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient, dotée d'une structure appropriée, à laquelle participeraient toutes les parties concernées, faciliterait un règlement négocié et l'instauration d'une paix durable » dans la région.

Le premier point constituait déjà le résultat d'un certain nombre d'amendements justifiés par les réticences américaines. Le texte initial prévoyait la nomination d'un commissaire, jouant le rôle d'« ombudsman » de façon permanente, ce qui était interprété comme une ingérence dans les affaires israéliennes. Jérusalem, estimant qu'aux termes de la convention de Genève, elle est seule responsable de la sécurité dans les territoires occupés. Un argument déjà invoqué pour refuser l'envoi d'une mission spéciale du secrétaire général après la tragédie du Mont du Temple, en octobre dernier.

Mais c'est sur l'autre passage de la résolution concernant la conférence internationale que l'impasse est totale. Est-ce la perspective de mécontenter gravement M. Itzhak Shamir à quelques heures de la

visite que le premier ministre israélien doit effectuer à Washington. En dépit de la réelle animosité qui existe entre MM. Bush et Shamir et par crainte de voir l'Irak interpréter le vote de cette résolution comme un aveu de faiblesse des Etats-Unis, la délégation américaine, sur instructions directes de M. James Baker, n'a pas cédé. Tout au plus a-t-elle proposé d'occuper le paragraphe litigieux et de le remplacer dans une déclaration en annexe à la résolution, laquelle précisait toutefois que cette disposition n'impliquait aucun lien entre la crise du Golfe et la question des territoires occupés et que s'il doit y avoir une conférence internationale « à un moment approprié », ce moment n'est pas encore venu.

Envoi des délégations arabes

Autant de conditions que les non-alignés ne pouvaient accepter. Toutefois, devant leur volonté de passer aux voix, quitte à essayer un veto américain, l'ambassadeur soviétique, M. Yuri Vorontsov a créé la surprise en demandant un vote afin d'autoriser un report de l'examen de la résolution à lundi. Cette décision a été approuvée par neuf voix (le minimum requis) face à l'opposition des quatre signataires du document, la France (laquelle avait déclaré qu'il s'agissait d'un « bon texte ») et la Chine s'abstenant.

« L'initiative soviétique a suscité un veto parmi les délégations arabes à l'ONU », rapporte un diplomate qui a participé aux péripéties de

DIPLOMATIE

Les Pays-Bas critiquent l'initiative franco-allemande sur l'union politique européenne

Le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans Van den Broek, a qualifié, samedi 8 décembre à La Haye, le contenu de la lettre franco-allemande sur l'union politique européenne (le Monde daté 9-10 décembre) de « provocant », et s'est opposé à tout renforcement du rôle du Conseil européen.

La lettre de MM. Mitterrand et Kohl ne témoigne pas d'une « haute considération envers la Commission et le Parlement européens », a souligné M. Van den

Broek, qui s'exprimait lors d'un congrès organisé à La Haye à une semaine du début de la conférence intergouvernementale sur l'union politique.

Pour le chef de la diplomatie néerlandaise, le renforcement du rôle du seul Conseil européen ne constitue pas un gage de démocratisation des institutions européennes. Or cette démocratisation conditionne le feu vert néerlandais à tout élargissement des pouvoirs communautaires. (AFP)

Rencontre entre M. Baker et M. Chevardnadze à Houston

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a accueilli son homologue soviétique Edouard Chevardnadze, dimanche 9 décembre, à Houston (Texas), où les deux hommes doivent s'entretenir pendant deux jours de la crise du Golfe et de la mise au point du traité de réduction des armements stratégiques START. De la conclusion de ce traité dépend la tenue, au début de l'année prochaine, du prochain sommet des présidents George Bush et Mikhail Gorbatchev. M. Chevardnadze a cependant affirmé lui-même, fin novembre, que ce sommet n'aurait probablement pas lieu en janvier, comme prévu initialement. (AFP)

Selon M. Roger Garaudy

Le président irakien accepterait de discuter d'une « relève » au Koweït par des troupes arabes

M. Roger Garaudy, qui avait été reçu mercredi dernier par le président irakien, a affirmé lundi 10 décembre que celui-ci « accepte comme base de discussion », le projet de « relève de son armée au Koweït par des troupes arabes, simultanée à la levée du blocus et au retrait américain, pour une période intermédiaire ».

« Saddam Hussein accepte le dialogue, pas l'ultimatum », a déclaré à l'AFP M. Garaudy. Le président irakien s'est dit, selon lui, d'accord pour « donner la parole aux Koweïtiens », mais « dans un délai long ».

M. Garaudy, philosophe converti à l'islam, ancien membre du bureau politique du Parti communiste français, et dont la démarche à Bagdad a été « strictement personnelle », a exposé au président irakien un « plan de paix en cinq points ». Ce plan prévoit notamment une « solution arabe », une « solution démocratique » - excluant le retour de l'émir du Koweït, Cheikh Jaber Al Ahmad Al Sabah - et la tenue d'une conférence internationale sur l'ensemble des questions du Proche-Orient.

PROCHE-ORIENT

Un Israélien et un Palestinien tués en Cisjordanie et à Gaza La quatrième année de l'Intifada a commencé dans le sang

La première journée de la quatrième année de l'Intifada s'est achevée, dimanche 9 décembre, avec deux morts : un Palestinien tué par balle à Gaza et un Israélien mortellement blessé lors d'un attentat à la bombe à Bethléem, en Cisjordanie.

JERUSALEM

Le dernier incident a eu lieu, dans la soirée de dimanche, devant le gouvernorat militaire de la région de Bethléem, à la sortie de la ville, sur la route de Hébron. Deux engins explosifs dissimulés dans des tubes de métal ont été actionnés au passage d'une patrouille de parachutistes qui regagnaient le gouvernorat.

Trois soldats ont été touchés et l'un d'eux devait succomber à ses blessures un peu plus tard. Ce

attentat s'est donc produit le jour même du troisième anniversaire de la révolte dans les territoires occupés, alors que près d'un million de Palestiniens étaient sous couvre-feu en Cisjordanie et dans la bande de Gaza - où un résident a été tué dans la matinée par un soldat auquel, selon les autorités, il avait tenté de prendre son arme. Immédiatement, la presse et les milieux militaires ont de nouveau spéculé sur un revirement stratégique des Palestiniens : la quatrième année de l'Intifada sera-t-elle celle du passage aux armes à feu ?

Il y a huit jours, le soixante-cinquième communiqué de la direction de l'Intifada (IOLP) appelait à une « escalade par tous les moyens possibles », expression qui, pour les spécialistes militaires, était un appel à la lutte armée.

ALAIN FRACHON



HISTOIRE DE L'UNION SOVIÉTIQUE

Nicolas Werth

Le temps n'est-il pas venu de faire sortir la soviétologie de sa conceptualisation de bois, de rompre avec une vision d'émurgique du Parti, bref d'appliquer à l'histoire soviétique des concepts universels et des méthodes de recherche éprouvées pour l'analyse d'autres sociétés ?

Collection « Thémis-Histoire » dirigée par Maurice Dange et Jean-François Sirinelli. 552 pages - 170 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

AMÉRIQUES

COLOMBIE : les résultats de l'élection à l'Assemblée constituante

L'ancien guérillero du M-19 Antonio Navarro arrive en tête

Les résultats des élections à l'Assemblée constituante qui se sont tenues dimanche 9 décembre ont apporté deux surprises : une abstention record (70 %) et la victoire de l'ancien guérillero du M-19 Antonio Navarro.

BOGOTÁ

de notre envoyé spécial

Les élections destinées à former, dimanche 9 décembre, une Assemblée constituante en Colombie, qui devrait siéger de février à juillet 1991, se sont avant tout soldées par une abstention record, évaluée à plus de 70 %. C'est un échec pour le gouvernement Gaviria qui parlait de « journée historique ». Samedi soir, le président colombien invitait fermement ses concitoyens à voter « massivement », mais c'est l'abstention qui a été massive. Le projet de révision constitutionnelle du gouvernement – celui du président Barco repris en août dernier par son successeur M. Gaviria – prévoyait quelques ajustements. La cour suprême, en octobre, a donné son feu vert à une Constituante dotée de tous les pouvoirs et ouverte à tous les thèmes de discussions, par exemple celui de l'extradition des barons de la drogue, qui a suscité de vives polémiques. La très faible participation électorale – même pour la Colombie où l'abstention est de tradition et le vote non obligatoire – risque, cependant, de relancer le débat sur la « représentativité » de cette assemblée.

M. Gaviria ne se laisse pas démonter pour autant. Il s'est félicité, dès dimanche soir, des résultats, encore provisoires, en affirmant : « Le passé est liquidé ». Son optimisme tranche cependant avec les commentaires entendus dans de nombreux bureaux de vote étrangement désertés de la capitale : « Les vieux routiers sont revenus au premier plan pendant la campagne ; les électeurs sont lassés de cette classe politique. C'est la première cause

d'abstention ». « Le pays est fatigué de ses politiciens » : c'est ce que dit aussi M. Antonio Navarro Wolf, leader du M19, organisation de guérilla qui a négocié cette année sa participation légale à la vie politique. Sa victoire attendue aux élections de dimanche – son score se situe à 27 % environ des suffrages exprimés – confirme la force de ce courant d'opinion hostile à un système souvent corrompu et inadapte à la nouvelle société colombienne. Malgré son long passé de violence, malgré le désastre sanglant de l'assaut contre le palais de justice de Bogotá en 1985, le M19 représente aujourd'hui

un espoir pour de très nombreux Colombiens. Ses partisans, jeunes et enthousiastes, qui déployaient dimanche leurs banderoles bleu, blanc, rouge frappées de la colombe de la paix, affirment que le triomphe de leur champion aurait été encore plus net si « le gouvernement ne s'était pas opposé à de nouvelles inscriptions sur les listes électorales ».

Représentatif avec des bémols de cette volonté de renouveau, M. Alvaro Gomez, dirigeant du Mouvement de salut national, une dissidence du Parti social-conservateur (nouvelle appellation conserva-

trice), arrive en seconde position avec 16 % des voix. M. Alvaro Gomez a été séquestré pendant cinquante-trois jours en 1988 par le M19. « Je pardonne, mais je n'oublie pas », dit-il. Son virage politique, en tout cas, a suivi sa libération.

Offensive contre le QG de la guérilla

En revanche, le leader conservateur et ancien président de la République, M. Misael Pastrana, est sérieusement battu, et d'abord dans la capitale. Les libéraux, quant à eux, sont allés à la bataille électorale

en ordre dispersé. Trente-six listes différentes pour le parti au pouvoir !

Coincidence qui n'est sans doute pas innocente : la journée électorale a été aussi marquée par l'annonce d'une violente offensive hélistopée de l'armée contre le quartier général de la guérilla des FARC (Forces armées révolutionnaires colombiennes, pro-communistes) à Casa Verde, dans les contreforts de la cordillère orientale, au sud-est de Bogotá. Casa Verde est aussi le siège de la coordination Simon-Bolívar, qui regroupait tous les mouvements de guérillas, y compris le M19. Parmi les forces de guérilla, ne restant, en fait avec les FARC, que l'ELN du prêtre espagnol Manuel Perez. FARC et ELN avaient dit « oui », en septembre, à l'offre de négociations du gouvernement, mais des affrontements sanglants avec l'armée, en novembre, ont torpillé les pourparlers qui devaient, en principe, leur ouvrir, comme au M19, les portes de la Constituante.

L'armée avait déjà, à la mi-novembre, lancé une offensive contre Casa Verde. Dimanche, l'affaire a été plus sérieuse. Onze militaires, selon un communiqué du ministère de la défense, et au moins soixante guérilleros ont été tués dans les combats qui se poursuivaient dans la nuit de dimanche à lundi.

MARCEL NIEDERGANG

Un personnage sartrien

BOGOTÁ

de notre envoyé spécial

« Je n'ai jamais été marxiste... » : M. Antonio Navarro, leader du M19 et vainqueur du scrutin du 9 décembre, doit convaincre les Colombiens de sa conversion à la social-démocratie. La formule n'a pas encore été prononcée, mais l'ex-commandant du front sud de l'ancienne organisation de guérilla accepte le programme du gouvernement Gaviria : l'ouverture économique néo-libérale, les privatisations, la nécessité des investissements étrangers dans l'industrie pétrolière. Il reconnaît, ce qui est plus important encore, que les forces armées doivent avoir le monopole des armes. Un avertissement indirect à l'adresse des guérillas encore actives : FARC et ELN.

Son profil bas pendant la campagne électorale n'a pas désarmé les préventions de ses nombreux adversaires. « La Constituante ne sera pas prise d'assaut par le M19 », dit M. Misael Pastrana, leader conservateur. « Comment faire

confiance à ceux qui ont du sang sur les mains ! Le pays peut bien pardonner à celui qui a tenté de le tuer, mais il ne l'a pas nommé cardinal », ajoute M. Carlos Lemos, dirigeant libéral en froid avec Gaviria.

Des séquelles physiques de son combat clandestin

La modération de l'ancien guérillero inquiète ses partisans de gauche. M. Navarro n'a pas réussi à mobiliser de larges secteurs du parti des abstentionnistes. Il navigue entre deux pères. Numéro deux du M19 jusqu'à l'assassinat, en avril, de Carlos Pizarro, il est maintenant en première ligne. Ministre de la santé pendant deux mois dans le premier gouvernement Gaviria (« Mon meilleur ministre », dit le chef de l'Etat) et bénéficiant à ce titre de mesures de protection exceptionnelles, il a replongé dans une quasi-clandestinité comme candidat à la Constituante. Il a, de justesse, échappé à un attentat ; deux de ses plus proches collabo-

rateurs ont connu le même sort à la veille du scrutin.

M. Antonio Navarro porte les traces de son combat clandestin dans le M19. En mai 1985, à Cali, une grenade lui a arraché une jambe (il porte une prothèse) et brisé la mâchoire. Il a des difficultés d'élocution et ce n'est pas par le verbe qu'il séduit. Agé de quarante-deux ans, cet ingénieur et idéologue est resté très longtemps dans l'anonymat bien qu'il ait adhéré dès 1974 au M19. Pendant l'assaut contre le palais de justice – crime majeur de la guérilla pour ses adversaires –, il était à La Havane, en traitement médical après l'attentat de Cali.

Mélange de froideur apparente et de passion, M. Antonio Navarro est aussi un personnage sartrien. Il assume avec hauteur ses révisions déchirantes mais il s'engage dans cette recherche difficile d'une nouvelle cohabitation avec une passion qui apporte un souffle nouveau dans les coulisses de la scène politique.

M. N.

SALVADOR

Fin de l'instruction du dossier sur l'assassinat des jésuites

L'église salvadorienne a une nouvelle fois dénoncé, dimanche 9 décembre, les insuffisances de l'enquête sur l'assassinat de six jésuites, en novembre 1989, au Salvador, après que le juge chargé du dossier ait annoncé que l'instruction était close.

Le juge a ordonné samedi la comparution en justice du colonel Guillermo Benavides, accusé d'avoir commandité le meurtre des religieux, et de huit autres militaires, mais la date du procès n'a pas été précisée.

Le Père José Maria Tojeira, responsable des jésuites pour l'Amérique centrale, a estimé que l'affaire n'était pas suffisamment éclaircie pour être jugée. Selon lui, le juge a subi des pressions de la part de l'armée salvadorienne.

La guérilla a accusé de son côté l'armée d'avoir éliminé les militaires détenus des informations. Selon le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), le capitaine Carlos Herrera Carranza, témoin durant l'instruction, a été assassiné afin d'éviter que l'on découvre l'identité « des chefs militaires auteurs intellectuels du massacre ». – (AFP.)

(Publicité)

SPECIAL LIBAN

Un message de Slim Hoss... Les manœuvres de la Syrie et d'Israël... Les forces en présence... Les 10 figures de proue... Espoirs et réalités économiques...

Dans le numéro de janvier d'Arabes en Europe et en Israël 75, rue Jaffroy 75117 PARIS 15 Tél. : 46.22.34.14



VOUS EN CONNAISSEZ, VOUS, DES ÉVÉNEMENTS HISTORIQUES QUI ATTENDENT LE JOURNAL DE 20 HEURES ?

FRANCE INFO, C'EST TOUJOURS L'HEURE DES INFOS.

FRANCE
info
105.5

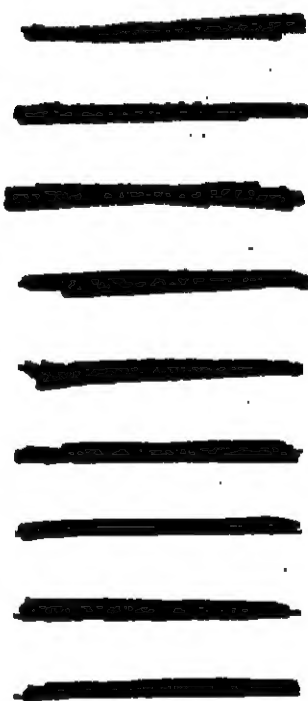
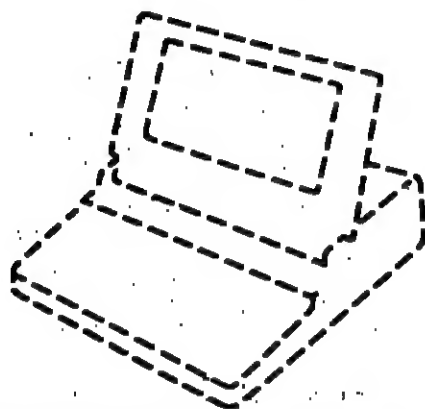
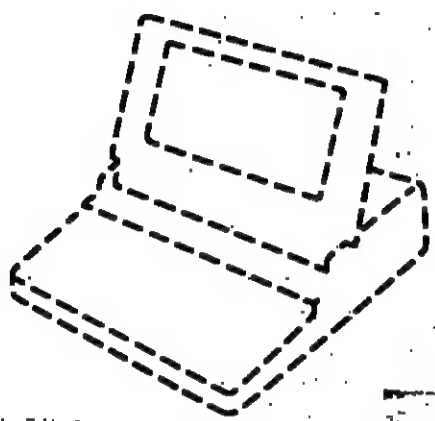
هكذا من الأمل

Plus besoin de gratter pour trouver un portable 386 à moins de 25.000 F HT.*

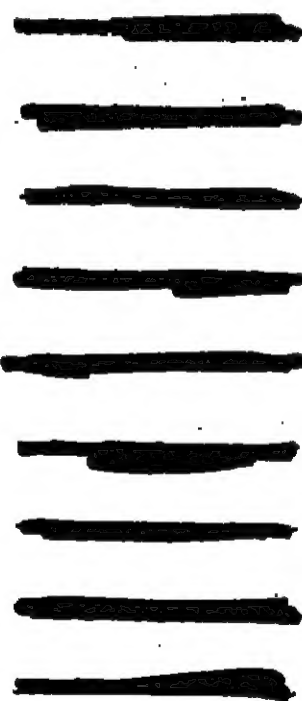
386 portable

386 portable

V386PX Victor



≈ 42.500 FF HT



≈ 38.400 FF HT

Intel 80386SX

- + 4 Mo RAM
- + Disque dur 40 Mo
- + Ecran LCD rétro-éclairé
- + VGA 10"
- + Autonomie > 2h.00
- + Clavier 82 touches amovible
- + MS-DOS 4.01
- + MS-Windows 3.0

= 24.990 FF HT*

* (A partir de 29.638 FF TTC, prix moyen constaté)

VICTOR

Micro-ordinateurs professionnels.

TAPEZ 3 6 1 5 V I C T O R O U T É L . (1) 4 7 . 5 2 . 2 2 . 5 2 .

se.
sav
ars
rés
à la
r le
ter-
des-
ritie
our.

son
de la
A (le
n un
sami-
s.

BERG
page 8

75 PIA
1.200 \$

EUROPE

POLOGNE : l'élection de M. Lech Walesa à la présidence de la République

La consécration de vingt années de luttes

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

Un jour d'août 1984, traversant Gdansk au volant de son minibus, Lech Walesa a été arrêté par les policiers et les automobilistes d'un baiser affectueux ou d'un « V » de la victoire, Lech Walesa, attendri et fier, fit tout haut cette remarque : « Vous savez que vous circulez avec le prochain président de la république de Pologne ? » Il était très en vogue ce jour-là, adressait des signes ironiques aux agents de la police politique qui le suivaient, plaisantait sur les succès féminins que lui valait sa célébrité, et la remarque sonna comme une boutade.

C'était il y a six ans, et la Pologne, bien que sortie de l'état de guerre, vivait encore sous une chape de plomb. Lech Walesa avait quarante et un ans, il était, certes, fraîchement lauréat d'un prix Nobel de la paix, mais Solidarité était clandestine et il rejoignait tous les matins son poste d'électricien aux chantiers navals Lénine. Avec Danuta, qui n'avait encore que sept enfants et trente-cinq ans, il vivait dans un appartement de la gigantesque cité-dortoir de Zaspa ouvert à tous. Il ne se passait pas grand-chose en Pologne, les policiers et les médias avaient fait de lui, fils de petits paysans devenu ouvrier, un homme unanimement respecté en Occident, où on le considérait comme le leader incontesté de la « vraie » Pologne, celle que les communistes tentaient de bâillonner. Chaque manifestant, avant de prendre le premier coup de matraque des zomoz, criait « Solidarité » et « Lech Walesa ». Les années suivantes, par un grand tour du monde libre ne se rendait en Pologne sans faire un crochet par Gdansk.

L'épopée de Solidarnosc

Walesa pensait-il vraiment, à cette époque, devenir un jour le premier homme de Pologne ? A sa manière, il l'était déjà, et l'homme sombre du pays ne le décourageait pas. Le comité Nobel, le pape, l'Amérique et les médias avaient fait de lui, fils de petits paysans devenu ouvrier, un homme unanimement respecté en Occident, où on le considérait comme le leader incontesté de la « vraie » Pologne, celle que les communistes tentaient de bâillonner. Chaque manifestant, avant de prendre le premier coup de matraque des zomoz, criait « Solidarité » et « Lech Walesa ». Les années suivantes, par un grand tour du monde libre ne se rendait en Pologne sans faire un crochet par Gdansk.

Lorsque, le 14 août 1980, Lech Walesa sauta le mur d'enceinte des chantiers navals pour y prendre la tête d'une grève, peu de

gens, bien sûr, se doutaient que ce petit ouvrier moustachu — mince, à l'époque — finirait par faire basculer l'histoire. Ce n'était pas son premier acte de défi à l'égard du régime : il avait participé aux sanglantes émeutes de la Baltique en décembre 1970, et son activité dans les tentatives ouvrières de création de structures parallèles lui avait valu d'être licencié des chantiers navals en 1976. La suite relève déjà de l'histoire : les accords de Gdansk, le premier syndicat indépendant du monde communiste, l'alliance des ouvriers et des intellectuels polonais qui marqua l'épopée de Solidarité, le coup de force du général Jaruzelski qui, le 13 décembre 1981, jeta tout ce monde dans les camps d'internement et instaura l'état de guerre.

« J'ai décidé démocratiquement, seul »

Lech Walesa est interné séparément, isolé de ses troupes et de ses fameux conseillers. Mais, il ne cède pas. Libéré le 14 novembre 1982, il rejoint, la tête haute, le reste des Polonais pour vivre avec eux cette sombre période. Il arrive parfois à déjouer la surveillance policière et à prendre contact avec les structures clandestines : la plupart de ses anciens conseillers sont encore en prison, et il est contraint, le plus souvent, d'agir seul, sans consulter la commission nationale du syndicat. Pendant l'époque légale de Solidarité, surtout lors du premier congrès, en octobre 1981, l'autoritarisme de Walesa avait fait l'objet de maints débats ; mais sous le règne du général Jaruzelski, personne ne s'en plaignait : démocratie et clandestinité, c'est bien connu, ne font pas bon ménage. Walesa s'habitua à ce mode de décision, illustré par une de ses phrases : « Alors, j'ai décidé démocratiquement, seul... »

Cette autorité, il en fait d'ailleurs essentiellement un usage modérateur. Combien de fois le président de Solidarité a-t-il mis tout son poids dans la balance pour freiner des mouvements qui s'emballaient ? C'était la fameuse stratégie de l'autolimitation, et il fallait de l'autorité pour l'imposer. Tout comme il fallait de l'autorité pour ne pas laisser les gens se lancer dans des actions désespérées pendant l'état de guerre. L'une des grandes figures de Solidarité, Karol Modzelewski, aujourd'hui député, rappelait récemment que depuis 1980, les conseillers de Solidarité ont débatté sans cesse sur la position dominante de Walesa, convain-

cus que, jusqu'à un mouvement de masse tel que Solidarité était incapable d'apprécier les exigences de réalisme politique, ce réalisme devait être imposé aux masses par un leader dont la position serait incontestée. Ce sont ces conseillers qui ont fait le leadership de Walesa, et ce sont eux qui aujourd'hui se battent contre lui. Walesa était un phénomène unique dans les pays du pacte de Varsovie ; la Tchécoslovaquie avait Havel, mais Havel n'avait que quelques centaines de personnes derrière lui ; la Russie avait Sakharov, mais Sakharov était encore plus dramatiquement

clairement, en avril dernier, lors du second congrès de Solidarité, dans la course à la présidence, cela fait belle lurette qu'il ne se limite pas à son rôle de syndicaliste.

« Monsieur Walesa »

En septembre 1988, quand le pouvoir se décida à dialoguer avec l'opposition, c'est tout naturellement avec Lech Walesa. En quelle qualité, puisque Solidarité est illégale ? En qualité de « Monsieur Walesa ». Chaque homme, indépendamment du



isolé, comme il le fit remarquer lui-même lorsqu'il rencontra Walesa, à Paris, en décembre 1988.

Alors, héros ou dictateur ? L'honnêteté impose de reconnaître que bien peu, parmi les destructeurs actuels de M. Walesa, expriment tout haut leurs objections — s'ils en avaient — avant que la transition démocratique ne fit éclater au grand jour les rivalités politiques. C'est, retournant-ils, qu'un bon leader syndicaliste ne fait pas forcément un bon candidat à la présidence de la République. Pourtant, lorsque Lech Walesa se lance assés

poste qu'il occupe, représente par lui-même une valeur, un poids, une autorité, une histoire, nous répond Jozef Czyrek, alors numéro deux du POUP. Deux mois plus tard, le 30 novembre 1988, la télévision officielle accepte de donner la parole au président de Solidarité, dans un débat en direct face au président des syndicats officiels, M. Alfred Miodowicz. C'est un tournant ; Lech Walesa triomphe. Dix jours après, il est autorisé, pour la première fois depuis l'état de guerre, à se rendre en France, à l'invitation du président Mitterrand, accompagné de son conseiller le

professeur Gremak, « sans lequel je serais aveugle », dit-il. Paris — l'Elysée, M. Laurent Fabius à l'hôtel de Lassay — l'accueille en chef d'Etat.

En mars 1989, lorsque les pourparlers de la table ronde s'enlisent, Lech Walesa arpente la Pologne pour expliquer, de meeting en meeting, le bien-fondé de la négociation à une population de plus en plus méfiante. Puis c'est le grand saut : les élections « semi-démocratiques » de juin 1989, les premières du bloc de l'Est, auxquelles Lech Walesa fait élire deux cent soixante et un députés et sénateurs de Solidarité sur une simple photo répétée 261 fois, celle de chaque candidat à ses côtés.

La nuit pour réfléchir

Fortement ébranlé, le régime ne parvient pas à se remettre sur pied. Adam Michnik propose que Solidarité forme le gouvernement, mais comment s'y prendre ?

Une fois de plus, c'est Lech Walesa qui négocie la manœuvre, l'impose aux députés de Solidarité — « puisque vous êtes incapables de décider vous-mêmes » — en leur faisant plus ou moins croire qu'il prendra lui-même la tête du gouvernement, détruit la coalition du Parti communiste (le POUP) et des partis satellites, et, un soir d'août, demande à Tadeusz Mazowiecki de devenir premier ministre en lui donnant la nuit pour réfléchir. « L'intuition politique de Walesa lui avait fait sentir que tout cela était possible, avec la décomposition en URSS », dit l'un de ses conseillers, Andrzej Mieczkowski. « L'élite politique n'avait pas compris mais lui, l'électricien, il avait compris. »

Commence alors une nouvelle vie pour Lech Walesa. Ses anciens conseillers occupent le devant de la scène à Varsovie, au Parlement, au gouvernement. Lui n'est plus, finalement, que le président d'un syndicat qui a du mal à définir son nouveau rôle. Ceux qui le connaissent bien pouvaient-ils imaginer qu'après avoir tant payé de sa personne, il se retirerait discrètement ? Dès janvier 1990, un des dirigeants régionaux de Solidarité, Władysław Frasyniuk, prévoit dans une interview à *Gazeta Wyborcza* « que, cette année, la Pologne aura un nouveau président, et il s'appellera Walesa ».

Pourtant, lorsque arrive l'élection présidentielle, Władysław Frasyniuk mène activement campagne non pas pour Lech Walesa, mais pour Tadeusz Mazowiecki.

C'est qu'entretiens Lech Walesa a divisé Solidarité. Il l'a fait, dit-il, pour « accélérer » (c'est devenu son leitmotiv) les changements en Pologne, parce qu'il sentait l'impétuosité et le mécontentement croître au sein de la population. Ses adversaires affirment que c'était pour assouvir ses ambitions présidentielles.

A double tranchant

Lech Walesa a, encore une fois, suivi sa fameuse intuition politique : lorsque le POUP s'est sabordé, en janvier 1990, il fallait, estime-t-il, profiter de l'occasion et en finir une fois pour toutes avec les vestiges de l'ancien régime. Mais Tadeusz Mazowiecki et son entourage craignent la déstabilisation. C'est le début de la déchirure et d'échanges profondément blessants entre les anciens amis.

Lech Walesa a pour lui d'être très en contact de la population, une vieille recette qui n'a jamais failli, et il rassure davantage que l'élite de Varsovie la frustration de la Pologne profonde. Mais c'est un instrument à double tranchant, car, en voulant à tout prix faire appel à cette Pologne épuisée et désorientée, il encourage l'expression du ressentiment, de l'amertume et de la colère, et la tentation de la démagogie.

Il attaque les intellectuels, tient des propos contradictoires sur la réforme économique et ambiguë sur l'antiaméricanisme ; il parle trop, et maladroitement. Hormis une bonne partie de l'intelligentsia, les Polonais ne lui en tiennent pas trop rigueur ; ils le connaissent bien et lui vouent une profonde affection. « Il dit des bêtises mais n'en fait pas », affirme un de ses nouveaux conseillers. Cependant, ces aspects négatifs de la campagne ternissent son image en Occident, où la classe politique et les intellectuels se sentent plus proches d'hommes comme M. Mazowiecki. Le soir du premier tour, le 25 novembre, le désastre Tymniski couronne cette difficile année.

Le légendaire flair politique de Lech Walesa lui a joué un mauvais tour : lui non plus n'a pas vu venir le phénomène Tymniski. Il émerge du premier tour comme un boxeur groggy mais parvient, en deux semaines, à tirer les leçons de cette humiliation. Le 9 décembre au soir, Walesa a gagné. Après vingt ans de luttes, de résistance à tous les pièges et à toutes les manipulations, la suffrage universel le sacré premier homme de Pologne. Mais le plus dur est peut-être devant lui.

S. K.

« D'abord nous aider nous-mêmes »

Suite de la première page

M. Tymniski n'a pas voulu dévoiler ses projets politiques ultérieurs : sa décision de rester ou non en Pologne « dépend de [sa] femme », a-t-il dit, car elle jugerait jusqu'à la situation trop dangereuse pour faire venir [leurs] enfants du Canada. Un moment auparavant, il avait déclaré devant d'autres journalistes qu'il avait l'intention de rester en Pologne et de fonder un parti pour « construire la démocratie, même si je dois le faire en prison ». Stan Tymniski a donc son intervention par la lecture d'un passage d'françois, de Walter Scott.

A Gdansk, l'annonce de la victoire de M. Walesa a été accueillie par des manifestations de joie d'un millier de supporters de Solidarité qui, malgré le froid, ont fêté dans la rue, devant le siège du syndicat, l'homme qui

pendant près de dix ans, a symbolisé tout un pays en lutte contre le géant communiste. Accompagné de sa femme Danuta, un peu crispée mais déjà présidentielle dans une tenue semblable à celle qu'elle portait à Oslo, en 1983, lorsqu'elle était venue recueillir le prix Nobel de son mari, M. Walesa a salué ses partisans de la fenêtre en faisant le « V » de la victoire, un signe qu'on n'osait plus utiliser ici depuis que les dirigeants de Solidarité s'étaient entre-déchirés. Le « président-élu », comme on l'appelle désormais (selon le président de la Diète, son introduction ne devrait pas pouvoir se faire avant le 21 décembre), s'est déclaré conscient des lourdes tâches qui l'attendaient, « mais si nous avons vaincu l'ancien système sans une goutte de sang, a-t-il dit, nous pouvons aussi construire un nouveau système ». « Nous devons d'abord nous aider nous-mêmes, car c'est là-dessus que va nous juger l'Europe, a poursuivi M. Walesa. La Pologne doit être un pilier de calme, sans quoi un mur de méfiance se dressera à nos frontières... Que Dieu nous aide ! »

Au cours d'une conférence de presse tenue dans la soirée, M. Walesa a espéré jouer le rôle d'un « bon shérif, déterminé et efficace ». Il faut faire les comptes qui n'ont pas encore été faits. Il a ajouté qu'il fera connaître mardi ou mercredi le nom de son premier ministre et a souhaité que M. Mazowiecki, son adversaire malheureux du premier tour, « trouve une place, comme patriote, pour aider la Pologne, car il a sa part dans notre

victoire et dans le succès de Solidarité », a-t-il dit. En revanche, a-t-il estimé, « l'étoile de M. Tymniski devrait s'éteindre rapidement car il n'a rien à proposer ». Mais celui-ci devra s'expliquer sur toutes les accusations qu'il a formulées contre le gouvernement. M. Walesa a aussi souligné l'importance qu'il attache à la formation d'une armée de métier en Pologne, « une armée forte et importante » — un thème qu'il a souvent développé au cours de la campagne électorale. L'actuel chef de l'Etat, le général Jaruzelski, lui a envoyé un télégramme de félicitations.

Faible taux de participation

Les électeurs polonais se sont donc rassemblés pour battre M. Tymniski, répondant en cela à l'appel de l'épiscopat et à celui, plus réservé, du camp de M. Mazowiecki. Le report des voix de l'ancien premier ministre parait s'être fait très fidèlement sur M. Walesa, qui a aussi recueilli, selon les estimations d'instituts de sondage, une bonne partie des voix des ex-communistes et du Parti paysan. Il a même récupéré une petite portion des électeurs de M. Tymniski, à la sortie d'un bureau de vote à Varsovie, dimanche après-midi, une jeune femme indignait ainsi avoir voté Tymniski au premier tour mais Walesa au second après s'être aperçue qu'elle s'était « trompée ». « Cet homme n'est pas sûr », a-t-elle ajouté ; il faut élire l'un des siens. M. Tymniski, lui, conserve pratiquement un quart de l'électorat, essentiellement chez les jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans, de milieu ouvrier et parmi les habitants des petites villes. Ses liens avec des représentants de l'appareil commu-

niste et ses tentatives rocambolesques, mais vaines, de discréditer M. Walesa l'ont vraisemblablement empêché d'améliorer son score.

Le point noir de ce second tour reste néanmoins le faible taux de participation (53 %), qui est inférieur à celui du premier tour (60,6 %), et inférieur également à celui des élections parlementaires « semi-démocratiques » de juin 1989, traduisant un inquiétant manque de confiance dans le processus démocratique.

Mgr Goculowski, évêque de Gdansk dont on parle comme prochain pape de Pologne, a commenté à la télévision les résultats de l'élection, au terme d'une journée qui a vu se produire un autre fait inhabituel : le cardinal Glemp allant voter, entouré de caméras. Mgr Goculowski a appelé à « remercier Dieu » pour « ce jour de grande joie », et a souhaité que les Polonais s'identifient à leur pays et à leur président.

L'engagement du clergé dans cette campagne électorale, en particulier avant le second tour, suscite évidemment quelques interrogations sur les rapports futurs de l'Eglise et du pouvoir, même s'il est vrai que les relations de M. Walesa, catholique très pratiquant, avec l'épiscopat n'ont pas toujours été aussi simples qu'on pourrait le croire.

Le président Walesa va sans doute avoir à se battre sur deux fronts : d'abord celui des électeurs de M. Tymniski qui, eux, demeurent, que leur candidat décide ou non de retourner à ses aventures canadiennes.

L'émergence dramatique de cette « Pologne des frustrés » et les graves tensions qu'elle a fait naître entre les deux camps ont traumatisé la classe politique, qui va devoir tenir compte de ce « front du refus » : l'un des organisateurs de la campagne radio-télé-

visée de M. Walesa avouait, dimanche soir, que les efforts déployés « pour se débarrasser de cette bosse cauchemardesque qui menaçait le second tour » avait été l'une des tâches les plus graves de sa carrière.

L'autre front est celui de l'équipe du premier ministre démissionnaire, M. Mazowiecki, à laquelle il va falloir du temps pour passer les blessures infligées par cette campagne. L'un des principaux collaborateurs de M. Walesa, M. Jacek Merkel, que certaines sources avancent comme futur ministre de l'Intérieur, a estimé que « le bon report des voix rendait possible une ouverture vers le camp Mazowiecki ».

Mais un proche du premier ministre, M. Aleksander Hall, rétorquait aussitôt qu'après les attaques frontales menées contre le gouvernement par Walesa et Tymniski, le consensus sera difficile à atteindre : le camp Mazowiecki va logiquement adopter une attitude réservée.

Le sort de M. Balcerowicz

Une partie des intellectuels, comme ceux de l'équipe d'Adam Michnik à *Gazeta Wyborcza*, et les politiciens qui se sont battus pour M. Mazowiecki au premier tour, semblent décidés à se placer dans l'opposition, à quelques exceptions près, alors que les simples électeurs, eux, se sont ralliés sans trop de difficulté à M. Walesa, preuve que la « famille Solidarité » tient toujours une place dans leur cœur.

Si cette tendance se confirme, elle augurera mal des chances de l'Union démocratique, le mouvement créé le 2 décembre par M. Mazowiecki dans la perspective des élections parlementaires, qui pourraient intervenir

dès le premier trimestre 1991. Plusieurs membres du gouvernement actuel engagés aux côtés de M. Mazowiecki dans la campagne estiment qu'il ne serait pas dans leur intérêt de servir M. Walesa quelques mois, d'ici aux élections législatives. Reste « l'intérêt d'Etat » et le problème crucial de M. Leszek Balcerowicz, actuellement vice-premier ministre et ministre des finances et surtout maître d'œuvre de toute la transition vers l'économie de marché.

Les résultats du premier tour ont été considérés comme un désaveu très clair des sacrifices que la rigueur de ses réformes impose à une partie de la population ; mais il a le soutien du FMI et de l'Occident et M. Walesa sait qu'il n'y a pas d'autre voie, tout en préconisant des « corrections ». Selon l'un de ses collègues au gouvernement, M. Balcerowicz est prêt à continuer sous M. Walesa, à condition d'avoir une autonomie et une marge de manœuvre suffisantes.

Le choix du futur premier ministre fournira sans doute une indication à cet égard : celui de M. Jan Olszewski, avocat des procs politiques, parait l'hypothèse la plus conciliante ; le nom de M. Andrzej Stelmachowski, le président du Sénat, circulait ces derniers jours au Parlement : proche de M. Mazowiecki, il a été le premier à appeler à voter pour M. Walesa au second tour.

En revanche, le choix de M. Jarosław Kaczyński, qui soulignait, dimanche soir, que l'attention du président élu devait d'abord aller à ses électeurs du premier tour, « catholiques, traditionnels et patriotes », serait difficilement compatible avec une ouverture. Au président Walesa de mettre maintenant en pratique ses talents proprement politiques.

SYLVIE KAUFFMANN

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09



Rolf Blum, qui a sauvé une petite fille de trois ans d'une maison en flammes.

Il s'en est fallu de quelques secondes... Nous les lui avons données.

Pour Rolf Blum, il y a des secondes qui valent une vie. Pour lui comme pour tous les pompiers du monde, pouvoir rester quelques instants de plus au contact du feu est vital. Quelques secondes de plus... qui ont demandé plusieurs années de collaboration entre Du Pont de Nemours et les services de sécurité. Le résultat : Le NOMEX® III, une fibre légère, résistante

à la chaleur et aux flammes, qui permet de travailler au plus près du foyer.

C'est un équipement en NOMEX III qui a permis à ce pompier de sauver cette petite fille.

Aujourd'hui, les brigades de sapeurs-pompiers de nombreuses villes comme Francfort, Milan et Londres sont équipées de vêtements en NOMEX III.

Du Pont et la vie...

La sécurité est précisément un des domaines dans lequel Du Pont réalise d'importantes innovations. En consacrant un budget de Recherche et de Développement de plus de

7 milliards de francs par an et en travaillant en étroite collaboration avec les spécialistes de domaines aussi variés que l'industrie, l'agriculture et la médecine, Du Pont de Nemours met la

technologie au service de la vie.

Pour toute information, contacter :
Du Pont de Nemours (France) S.A. ;
137 rue de l'Université, 75554 Paris
Cedex 07 - Tél : (1) 45.50.63.81.

*Marque déposée de Du Pont de Nemours.

Je
vais
arrê
rés
à la
r le
ser-
dev-
rtie
our-

à son
de la
A (le
n un
xami-
b.

BERG
page 8

75 PTA.
1.250 \$



De meilleurs produits pour une vie meilleure.



EUROPE

ESPAGNE : la résurrection du « commando Barcelone »

Six policiers tués dans un attentat en Catalogne

Six morts, une dizaine de blessés : voilà deux ans que l'Espagne n'avait connu un attentat aussi sanglant que celui perpétré, samedi 8 décembre, en Catalogne. Une action qui n'a pas encore été revendiquée, mais dont personne ne doute qu'elle est l'œuvre de l'ETA militaire, qui a désormais recours systématiquement au procédé de la voiture piégée.

MADRID

de notre correspondant

L'attentat s'est produit peu avant 17 heures à Sabadell, un centre industriel situé à une vingtaine de kilomètres au nord de Barcelone. Une charge d'une centaine de kilos d'explosifs placée dans une voiture volée a été actionnée à distance au passage d'une camionnette de la Police nationale qui venait de quitter le commissariat afin d'assurer la surveillance d'un match de football. Le véhicule, qui a pris feu immédiatement, a été presque entièrement détruit. Six de ses huit occupants ont été tués sur le coup. Les deux autres sont dans un état grave.

Huit autres personnes, des passants, ont également été blessés. L'enterrement des victimes a eu lieu, dès dimanche en présence, notamment, du ministre de l'Intérieur, M. José Luis Corcuera, resté d'urgence de Rome. Quatre à cinq mille personnes ont assisté aux obsèques.

Tout porte à croire que l'ETA militaire a donc réussi à se réorganiser, plus de deux ans après le démantèlement de sa branche dans la région, le « Commando Barcelone ». C'est en effet en juin 1987 que l'organisation séparatiste basque avait commis son dernier attentat d'envergure en Catalogne : une bombe placée dans le parking souterrain d'un supermarché de Barcelone avait fait vingt et un morts. Trois mois plus tard, les auteurs présumés de l'attentat étaient arrêtés par la police à Barcelone.

Les Jeux olympiques de 1992

Depuis, l'ETA avait cessé de se manifester dans cette région. Les forces de l'ordre disposaient pourtant depuis quelques mois d'indices permettant de penser qu'elle entendait frapper à nouveau à Barcelone, devenue à ses yeux un objectif de premier plan en raison de la proximité des Jeux olympiques de 1992. C'est ce qui ressortait, notamment, de documents internes de l'organisation saisis à la mi-novembre à l'occasion de l'arrestation en France de Carmen Guisasa, considérée comme une responsable de premier plan de l'ETA.

Le responsable du nouveau « commando Barcelone » serait Joan Carlos Montesgudo, un ancien dirigeant de Terra Lliure, une petite organisation indépendantiste catalane qui a collaboré à plusieurs reprises avec l'ETA. En août dernier, Montesgudo avait failli être arrêté par la police alors que en compagnie d'un autre membre présumé du commando, Juan Felix Erezuma, il était tombé en panne avec une voiture volée dans laquelle une trentaine de kilos d'explosifs étaient transportés.

THIERRY MALINIAC

POLITIQUES & CHRÉTIENS 7



EAMON DE VALERA
par ROLAND MARX

IRLANDE
LE FONDATEUR
DE LA RÉPUBLIQUE

120 PF 192 pages

BEAUCHESNE
72, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

URSS

L'aide alimentaire afflue mais le système de distribution est paralysé

Alors que les cargaisons d'aide – et une nouvelle mission d'experts de la CEE – arrivent lundi 10 décembre en URSS, divers responsables soviétiques ont souligné que les propos sur la « famine » menaçante cachaient le problème réel du pays : la désorganisation, par corruption et paralysie des autorités, du système de distribution.

Un rapport du KGB, publié samedi par l'agence Tass, cite ainsi une tentative d'exportation illégale de 150 tonnes de lait en poudre, la découverte dans un ravin d'Ouzbékistan de 76 tonnes de riz volé ou encore le détournement quotidien de quatre tonnes de viande dans une boucherie industrielle d'Ukraine.

Les autorités, placées quotidiennement face à ces phénomènes, y participent ou ne résistent pas à

l'achat de leur silence, ajoute le rapport.

Il indique aussi que les marchandises sont bloquées dans les ports, les plus engorgés étant ceux de Leningrad et de l'Extrême-Orient.

La Pravda de son côté rapporte que cent wagons de viande importée sont abandonnés sur un quai de Moscou depuis le 25 novembre, les abattoirs d'Ostankino étant incapables de gérer cet arrivage n'ayant pas de place pour le stocker. Deux cents autres wagons attendent à Moscou d'être déchargés de leur bananes, vêtements ou médicaments.

Pendant ce temps, un groupe de députés conservateurs a accusé le président Gorbatchev de transformer l'URSS en « un pays de mendians » et exigé l'arrêt de l'aide internationale.

Le vice-maire de Moscou, Sergueï Stankévitch, a pour sa part affirmé que cinq cent mille Moscovites ont un besoin urgent d'être secourus et que sa ville, comme celle de Leningrad ou les centres industriels de Sibérie, ne sont pas en mesure de passer l'hiver sans cette aide. — (Reuters, AP.)

Le PC géorgien quitte le PCUS. — Le 28^e congrès du Parti communiste de Géorgie a décidé samedi 8 décembre de quitter le PC soviétique. Un de ses dirigeants, M. Georgi Bazerachvili, a proposé de compenser les pertes financières du parti par la vente aux Géorgiens de voitures d'occasion achetées en Occident et leur location en devises aux touristes étrangers. — (Reuters.)

ROUMANIE : à l'approche du premier anniversaire des événements de Timisoara

Le climat politique et social s'exacerbe

BUCAREST

de notre correspondant

Le syndicat des chauffeurs de Roumanie, qui a reçu le soutien des grandes centrales syndicales du pays, devait commencer, lundi 10 décembre, une grève « générale illimitée » pour obtenir la démission du gouvernement. Ce mouvement a été jugé « illégal, antisocial et antinational » par le gouvernement, qui s'est dit prêt à faire face à la « déstabilisation politique » et à « prouver sa fermeté ». Les six syndicats, qui avaient décidé d'organiser un meeting lundi à Bucarest pour soutenir la grève des chauffeurs, ont décidé de maintenir leur manifestation, bien que celle-ci ait été interdite par les autorités de la capitale. Les étudiants, jusqu'alors fers de lance

de l'opposition extra-parlementaire, réunis dimanche en convention nationale à Timisoara, ont décidé, eux aussi, de se mettre en grève, peut-être à partir de mardi, pour exiger la démission du gouvernement.

Sans s'associer pour le moment à la grève, les principales centrales du pays, le Carpat Alfa, qui revendique 1,6 million de membres, l'Alliance inter-syndicale (1,8 million) et la Convention des syndicats non affiliés (1 million), avaient assuré de leur soutien le syndicat des chauffeurs, qui appartient à la Confédération syndicale d'opposition Fratia (700 000 membres). Seuls les ex-syndicats officiels – réunis au sein de la Confédération nationale des syndicats libres de Roumanie (CNSLR, ex-UGSR), qui revendique plus de

3 millions d'adhérents – ont déclaré ne soutenir que les revendications « sociales » des chauffeurs, refusant de s'associer à la demande de démission du gouvernement.

Vendredi soir, lors de son discours mensuel télévisé à la nation, le président Ion Iliescu, plus tendu que d'ordinaire, avait demandé à la population de ne pas se laisser « entraîner dans des actions déstabilisatrices » et « d'isoler ceux qui tentent de troubler le climat social ». Ce regain de tension a été renforcé par l'annonce de l'anniversaire des événements de décembre dernier à Timisoara, intervenant alors que la Roumanie subit les premières frigidités d'un hiver, qui risque d'être le plus rude depuis la guerre. — (Reuters, AP.)

JEAN-BAPTISTE NAUDET

ALBANIE

La police a dispersé une manifestation d'étudiants à Tirana

Entre 500 et 1 000 étudiants albanais scandant « Réformes » et « Non à la dictature » se sont heurtés à la police anti-émeutes, dimanche 9 décembre, à Tirana, ont rapporté des diplomates joints par téléphone depuis Vienne. Les étudiants de l'université de Tirana manifestaient au centre-ville pour protester contre leurs conditions de vie. Un diplomate a vu des policiers frapper des manifestants et des étudiants lancer des pierres sur les forces de l'ordre. Mais Tirana avait retrouvé son calme dimanche après-midi.

L'agence albanaise ATA a précisé que la manifestation avait eu lieu dans la matinée et que les étudiants protestaient contre la fréquence des coupures d'électricité, dont la dernière était survenue samedi soir dans deux nouveaux dortoirs du campus. « Certains étudiants, écrit-elle, ont tenté de faire usage de ce mécontentement dans des buts politiques. Ils ont provoqué les forces de l'ordre et violé la loi. Dans ces circonstances, les forces de

l'ordre ont été contraintes d'intervenir pour les disperser. » C'est la première fois en quatre décennies de régime communiste que les médias officiels font état d'une manifestation politisée.

Les étudiants ont scandé des slogans favorables à Mikhail Gorbatchev et au président albanais Ramiz Alia. Beaucoup d'Albanais considéraient ce dernier comme un réformateur qui doit composer avec le conservatisme du Parti du travail albanais (PTA, communiste). Le ministre de l'Éducation, Skender Gjinushi, et le recteur de l'université se sont entretenus avec les étudiants, selon ATA. Une commission gouvernementale a été spécialement créée pour « adopter des mesures afin de stabiliser la situation et résoudre les problèmes des étudiants ». L'opposition est interdite en Albanie, mais des manifestations sporadiques contre la rigueur économique et le manque de démocratie ont été signalées cette année. — (Reuters.)

YOUgoslavie

L'opposition dénonce des irrégularités lors des élections en Serbie

Les premières élections libres de l'après-guerre dans les deux dernières Républiques communistes de Yougoslavie, la Serbie et le Monténégro, ont été marquées, dimanche 9 décembre, par une forte participation, à l'exception toutefois de la province du Kosovo, où une consigne d'abstention avait été donnée par les mouvements nationalistes albanais pour protester contre la politique de la Serbie, qu'ils jugent discriminatoire à leur égard. Ce scrutin a également été marqué par les protestations de l'opposition,

qui a accusé les autorités de s'être livrées à des manipulations.

Le principal parti d'opposition, le Mouvement du renouveau serbe de M. Vuk Draskovic, a notamment dénoncé les appels indirects lancés, samedi 8 décembre, à la télévision de Belgrade en faveur des communistes et la possibilité accordée à certains électeurs de voter sans carte d'identité. Le parti de M. Draskovic a également accusé le Parti socialiste (ex-communiste) d'avoir fait voter les morts et des personnes inexistantes. — (AFP.)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

Le Congrès panafricain refuse de s'asseoir à la table des négociations

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le Congrès panafricain (PAC) a rejeté, au cours du week-end, les propositions du gouvernement de venir s'asseoir à la table des négociations. L'organisation d'extrême gauche, légalisée depuis février dernier en même temps que les autres mouvements, a tenu son premier congrès en Afrique du Sud depuis 1959, aux portes de Johannesburg. Dans une résolution, le PAC estime en effet que « le président de Klerk n'a pas réussi à créer les conditions nécessaires menant à des négociations, comme cela était recommandé par les Nations unies et la communauté internationale ».

M. Clarence Makwetu, président par intérim depuis la mort de Zeph Mchopeng en octobre, a été élu président du parti. Il a précisé que le PAC n'accepterait la proposition gouvernementale que dans l'hypothèse où les négociations seraient précédées de « l'élection d'une

assemblée constituante » sur la base d'« une personne, une voix ». Le nouveau président du PAC a toutefois souligné qu'il était prêt à discuter avec le gouvernement « des modalités de l'élection d'une telle assemblée constituante ».

Appel au renforcement des sanctions

Le congrès du PAC a appelé au « maintien » et au « renforcement » des sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud, et a réaffirmé qu'il se battrait pour la restitution de la terre et des richesses aux « masses africaines ». « Nous ne nous sommes pas battus uniquement pour la levée de l'état d'urgence et la reconnaissance de nos organisations politiques », a souligné M. Makwetu.

Des délégations égyptienne, yougoslave, iranienne, togolaise et zimbabwéenne ont assisté au congrès, apportant le soutien de leurs gouvernements au PAC. Le

représentant zimbabwéen a affirmé que son pays maintiendrait les sanctions tant qu'un changement « irréversible » ne serait pas intervenu en Afrique du Sud et que toutes les organisations ne seraient pas associées aux négociations.

Au cours du même week-end, à Umtata, la capitale du KwaZulu (bantoustane autonome, mais non indépendant), l'Inkatha, le parti conservateur de M. Buthelezi, également réuni en congrès, a demandé au président de Klerk de lancer les discussions sur la nouvelle Constitution tôt au début de l'année prochaine avec toutes les organisations qui se sont déclarées en faveur des négociations.

L'Inkatha a appelé l'ANC à formuler la même demande et le PAC à « rejoindre ses frères et sœurs noirs des autres mouvements qui, maintenant, sont persuadés que les négociations l'emporteront sur la violence ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER

TCHAD : l'affaire des anciens prisonniers de guerre « retournés » par Washington

La Libye demande que la France et les Etats-Unis soient « exclus » de l'ONU

Selon plusieurs témoins, un nouveau « contingent » d'environ quatre cents anciens prisonniers de guerre libyens « retournés » par Washington a été évacué de N'Djamena, samedi 8 décembre, par un avion cargo de l'US Air Force. L'appareil a décollé en fin d'après-midi pour une destination inconnue. La veille, quelque deux cents ex-soldats libyens avaient déjà été discrètement évacués du Tchad par les Américains, en direction du Nigeria (Le Monde daté 9 10 décembre).

Selon certaines sources, ces hommes auraient fait partie de « commandos anti-Kadhafi », constitués et entraînés par les « bérés verts », branche armée de la CIA.

Tripoli, qui avait aussitôt dénoncé ces évacuations comme un « acte de piraterie », a demandé, dimanche, que les Etats-Unis et la France – accusés de complicité – soient « exclus » de l'Organisation des Nations unies. « Ces actes criminels ont été commis en coopération et avec une coordination méticuleuse entre les Etats-Unis et la France », a expliqué le ministre libyen des affaires étrangères, précisant que « le camp d'où les prisonniers de guerre ont été emmenés était, et est encore, sous le contrôle des forces françaises ». Le colonel Kadhafi a adressé, samedi soir, une lettre au président François Mitterrand.

Mais c'est contre les Etats-Unis, bien sûr, que les dénonciations libyennes sont les plus virulentes. Selon l'agence de presse Jana, « dix-sept prisonniers de guerre libyens au Tchad », qui « refusaient d'être emmenés » par les services améri-

cains, ont été « exécutés ». Tripoli, qui accuse les Etats-Unis d'avoir trompé le Nigeria en faisant passer les évacués libyens pour de simples « réfugiés », n'a pas remis en cause les « protestations d'innocence » du nouveau gouvernement tchadien.

Le président Idriss Déby a déclaré, samedi, que c'est « en toute souveraineté » qu'il avait décidé de laisser les Américains évacuer les anciens prisonniers libyens. Ces derniers ont eu « le choix, soit de déposer les armes et demander le statut de réfugiés – et ils auraient été les bienvenus – soit de partir », a souligné le successeur d'Hissène Habré. « Nous avons hérité de cette situation. Nous ne voulons pas avoir de problèmes avec nos voisins. » — (AFP, AP, Reuters, UPI.)

ANGOLA

Feu vert pour le multipartisme

A l'issue de son troisième congrès, réuni à Luanda du 4 au 9 décembre, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA, parti unique au pouvoir) a donné son accord pour une révision de la Constitution en vue de l'instauration du multipartisme d'ici à la fin de mars 1991. Les sept cents délégués ont aussi adopté le principe de réformes favorables à l'économie de marché et à la restauration de la propriété privée.

MAROC

M. Le Pen a été reçu par Hassan II

Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, a été reçu, dimanche 9 décembre à Rabat, par le roi Hassan II. L'entretien a porté sur « les moyens de préserver les intérêts de la communauté marocaine en France, ainsi que sur la crise du Golfe et la nécessité de trouver une issue pacifique à cette crise », a indiqué l'agence officielle MAP.

M. Le Pen était reçu en tant que membre d'une délégation de députés européens appartenant à son parti. Selon des sources proches de cette délégation, cette initiative est motivée par « la place privilégiée qu'occupe le Maroc dans le monde, grâce aux efforts déployés par le roi Hassan II en faveur de la paix en Afrique et au Moyen-Orient ». — (AP, Reuters.)

Centrafrique : afflux de réfugiés soudanais. — Selon le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) à Genève, près de quinze mille civils soudanais, fuyant la guerre civile qui ravage le sud de leur pays, ont trouvé refuge en Centrafrique. — (AFP.)

Somalie : les Américains invités par Washington à quitter le pays. — Dans un communiqué publié samedi 8 décembre, le département d'Etat a conseillé aux Américains résidant en Somalie de quitter ce pays en raison de « l'état de guerre civile » qui prévaut dans le pays. Selon Washington, au moins vingt personnes ont été tuées à Mogadiscio depuis début décembre. — (AFP.)

EN BREF

Cambridge : M. Han Sen à Hanoï. — Le premier ministre de Phnom-Penh effectue à partir du lundi 10 décembre une visite de quelques jours à Hanoï pour des discussions sur le plan de paix au Cambodge des Cinq Grands, ont annoncé des sources diplomatiques dans la capitale du Cambodge. — (AFP.)

Corée du Nord : le premier ministre à Séoul. — Le premier ministre nord-coréen, M. Yong Hui-muk, a quitté Pyongyang lundi 10 décembre pour Séoul où il doit rencontrer, pour la troisième fois en l'espace de quatre mois, son homologue sud-coréen Kang Young-boon. M. Yong, qui se rend dans le Sud en train, est attendu mardi dans la capitale sud-coréenne. — (AFP.)

Sénégal : attentat en Casamance. — Un militant du Parti socialiste au pouvoir, M. Dawda Diémé, a été tué dans la nuit du jeudi 6 au vendredi 7 décembre, à son domicile, dans les faubourgs de Ziguinchor, capitale de la Casamance, à l'occasion d'un bonsoir source samedi 8 décembre à Dakar. M. Diémé, connu pour ses positions anti-indépendantistes, a été abattu d'une rafale d'arme automatique. Cet attentat pourrait être imputé au Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC, opposition armée). — (AFP.)

Thaïlande : le roi reconduit le premier ministre démissionnaire dans ses fonctions. — Le premier ministre thaïlandais, M. Chatichai Choonhavan, qui avait annoncé samedi 8 décembre sa démission, a été reconduit dimanche dans ses fonctions par le roi Bhumibol Adulyadej. Le porte-parole du gouvernement, M. Suwit Yodman, avait auparavant indiqué à des journalistes que M. Chatichai entamerait prochainement d'« intenses discussions » avec des personnalités politiques, militaires et du monde des affaires en vue de former un nouveau gouvernement. « Ceci demandera quelques jours », a-t-il ajouté. — (AFP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SCIENCES et MÉDECINE

ENQUÊTE

La social-démocratie allemande prise à contre-pied

Suite de la première page

« Déjà, au début du siècle, au plus tard après la Révolution d'octobre, les socialistes et réformistes s'étaient séparés : déjà, à l'époque, la social-démocratie avait rejeté sans compromis la dictature du prolétariat, le « socialisme scientifique », la collectivisation totale des moyens de production », rappelle, amer, l'un des plus brillants théoriciens du SPD, M. Peter Giotz, ancien secrétaire général du parti, pour se plaindre de l'injustice historique dont est victime, selon lui, sa famille politique.

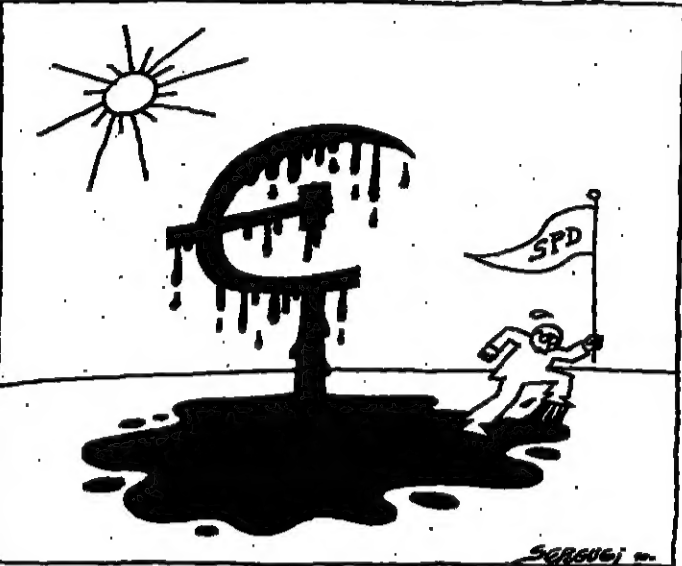
Si la gauche démocratique allemande a été, après la guerre, moins tentée que d'autres par les sirènes du communisme ou du compromis idéologique avec les tenants du totalitarisme stalinien, cela tenait au caractère exceptionnel de la situation d'un pays divisé, où les communistes gouvernaient sans partage la RDA, alors que la social-démocratie avait la quasi-monopole de la représentation de la gauche en République fédérale. Aussi ne pouvait-il exister de tentation de « programme commun de gouvernement », ni de compromission avec un parti, le SED, à l'Est, issu de la fusion forcée du SPD de la zone soviétique avec le Parti communiste allemand (KPD) en 1946, réprimant durement ceux qui refusaient cette unification.

Fortement teinté d'anticommunisme primaire jusqu'à la fin des années 60, le SPD, avec la détente, entamait un dialogue intensif avec les partis au pouvoir dans les pays de l'Est, dont le SED de M. Erich Honecker. Les nécessités de l'« Ostpolitik » de M. Brandt et Helmut Schmidt, qui obligeaient le SPD, au pouvoir, à négocier avec Moscou et Berlin-Est pour obtenir un adoucissement du sort des habitants de la RDA, établissent des liens qui se poursuivent lorsque le SPD retourne dans l'opposition en 1982. Les stratégies du SPD sont, alors, convaincues que le camp de la réforme va s'imposer à la tête des PC d'Europe orientale et préfèrent cultiver leurs contacts avec ces derniers plutôt que d'appuyer ouvertement les mouvements dissidents anticommunistes qui apparaissent. Les sociaux-démocrates et les syndicats allemands apporteront, certes, une aide matérielle au syndicat polonais Solidarnosc, mais poursuivront jusqu'à leur écoulement leur rapports privilégiés avec le POUK et le syndicat officiel polonais OPZZ.

L'arrivée au pouvoir de M. Mikhail Gorbatchev, la mise en œuvre de la glasnost et de la perestroïka confirment, dans un premier temps, l'analyse du SPD : le communisme est capable d'entreprendre des réformes, de sortir par ses propres forces de la gangue stalinienne. Il convient donc de soutenir ceux de ses dirigeants qui sont susceptibles, dans les pays de l'Est, de s'engager sur cette voie. L'idéologie des droits de l'homme, le soutien des dissidents des pays de l'Est sont regardés avec méfiance par une gauche allemande qui ne fait pas grand cas de Soljenitsyne. C'est l'épo-

que, au début des années 80, où André Glucksmann est violemment attaqué par des intellectuels allemands proches du SPD, comme Günter Grass. Obsédé par sa préoccupation pacifiste, tenté par l'anti-américanisme, qui fait reculer dans une population lasse de quarante ans de présence sur son sol de troupes et d'armes nucléaires de l'OTAN, le SPD fait passer son combat contre les fusées avant la défense de la démocratie et des droits de l'homme dans les pays communistes.

C'est dans cet esprit qu'est élaboré, en septembre 1987, un document



commun avec le SED est-allemand, que le parti traite encore aujourd'hui comme un boulet. Sans masquer les divergences de fond qui séparent communistes et sociaux-démocrates, ce document affirme que les deux partis puisent leur philosophie aux mêmes sources de l'humanisme et, surtout, que les deux systèmes, capitaliste et communiste, ont la capacité de se réformer de l'intérieur. Sans illusions sur les intentions de l'ancienne génération des chefs communistes formés à l'école stalinienne, les penseurs du SPD croient cependant au succès, à terme, des « réformateurs » issus du parti, qui conduisent, dans le sillage de M. Gorbatchev, leur pays sur le chemin de la démocratie et de l'économie de marché.

Une chance historique manquée

Les émissaires du SPD, comme MM. Horst Ehmke et Karsten Voigt, parcourent les pays d'Europe centrale et en reviennent avec la conviction qu'il est préférable pour leur parti de soutenir des gens comme MM. Imre Pozsgay et Gyula Horn en Hongrie ou M. Stobodan Milosevic en Yougoslavie, plutôt que de prendre sous son aile les partis sociaux-démocrates

qui naissent ou renaissent — dans la semi-clandestinité — dans ces pays. « Ce n'est pas parce qu'une formation s'intitule social-démocrate que nous devons automatiquement la soutenir », tranche M. Ehmke, à l'automne 1988, après la création d'un parti porteur de son nom en Slovaquie. En agissant ainsi, le SPD, seul parti socialiste européen à disposer des capacités matérielles et humaines pour aider à la renaissance d'une gauche démocratique en Europe de l'Est, est passé à côté d'une chance historique. L'écroulement des régimes communistes en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, pays voisins de l'Allemagne, se fera au profit de courants politiques se réclamant de théories économiques et politiques ultralibérales. Les partis sociaux-démocrates de ces pays n'obtiendront que des scores négligeables dans les premières élections libres ou, pis encore, verront la bannière du socia-

lisme démocratique occupée par les ex-partis communistes.

Cette évolution n'était pas sans conséquence sur la situation du SPD en Allemagne même. « La République fédérale d'Allemagne est la seule démocratie occidentale qui est devenue une partie de cette Europe centrale », constate encore M. Giotz pour expliquer le succès de la droite dans l'ex-RDA. Cela fait partie du mouvement pendulaire qui, selon lui, doit se traduire par l'existence de gouvernements de droite dans les pays ex-communistes « pour les sept ou huit prochaines années ». Après la chute du mur de Berlin, le SPD fondait pourtant de grands espoirs sur son avenir en RDA. La Saxe et la Prusse n'étaient-elles pas des terres d'élection de la social-démocratie avant 1933 ? Trompés par les premiers sondages, se fondant sur la popularité de dirigeants historiques comme M. Brandt dans cette partie du pays, les dirigeants du SPD croyaient dur comme fer, jusqu'aux élections du 18 mars dernier, qu'ils allaient se retrouver en position dominante dans une RDA en voie de disparition. La victoire écrasante de la CDU et de M. Helmut Kohl, puis la stabilisation d'un rapport de force défavorable à la gauche dans les nouveaux Länder

Écologie et défense des salariés

Dans son entreprise visant à moderniser le parti, à lui donner un programme et une organisation susceptibles de lui assurer une position dominante dans la société de l'an 2000, M. Lafontaine avait fait l'impasse sur une question qui s'est révélée fondamentale : le rôle de la question nationale dans le débat public immédiat. L'hypothèse avancée par les dirigeants sociaux-démocrates de la nouvelle génération, celle de ceux qui n'avaient jamais connu une Allemagne unifiée, se fonde sur l'idée que l'unité allemande devenait une question secondaire face au dépeuplement, à terme, de l'Est-allemand. La constitution de grands ensembles transnationaux et le rôle accru des régions au sein de ces ensembles devaient transcender la vieille pensée nationaliste. Seul, ou presque, le patriarche du parti, M. Brandt, saluait l'unité nationale retrouvée et s'entendait reprocher à mi-voix son « pathos nationaliste ».

Le débat entre la modernité et la tradition ne se limitait pas, au sein du SPD, à la question nationale. La social-démocratie allemande a été confrontée, bien avant les autres partis de gauche d'Europe occidentale, à la coexistence d'un mouvement écologiste recueillant d'appréciables succès électoraux. Cela a conduit à une remise en cause du schéma productiviste, qui constituait l'armature idéologique du parti depuis plus d'un siècle. Pour rendre les Verts inutiles, le SPD s'est lancé, dans le cadre de sa « commission des valeurs fondamentales », sur la question de savoir s'il ne fallait pas faire passer la défense du milieu naturel avant sa mission traditionnelle de défense des travailleurs. Ce débat a mis aux prises, encore une fois, M. Lafontaine, qui s'attachait, dans son livre, *La Société de l'avenir*, à redéfinir la place du travail dans l'échelle des valeurs, et l'aile syndicale du SPD, liée aux structures du DGB, réticente à sortir du chemin éprouvé de la défense des intérêts immédiats des salariés.

L'échec de M. Lafontaine et son retrait boudeur dans son fief sarrois laissent désemparés les partisans d'une rénovation de la théorie et de la pratique du SPD. Les luttes sociales liées aux difficultés économiques de l'union vont faire revenir au premier plan les tenants d'une vision plus traditionnelle du combat politique. Le nouveau « Bad Godesberg » de la social-démocratie est ajourné sine die, pour cause d'unité allemande.

LUC ROSENZWEIG

Prochain article :

Le « modèle » suédois ne répond plus.

Les anciens communistes veulent incarner la gauche

Ayant réussi à préserver 10 % des voix sur le territoire de l'ancienne RDA lors des premières élections législatives de l'Allemagne unifiée, le 2 décembre, le Parti du socialisme démocratique (PDS) a quatre ans pour tenter de réussir le pari lancé en décembre dernier lors de l'effondrement du régime communiste de RDA : transformer l'ancien PC est-allemand en un nouveau parti, capable de disputer à la social-démocratie la représentation de la gauche allemande.

BERLIN

de notre correspondant

Les résultats plus que modestes obtenus par le PDS dans l'ancienne RFA, où il n'a pas dépassé 0,3 % des voix, ne sont pas de très bon augure pour le président du parti, M. Gregor Gysi, et ses amis, mais leur premier objectif était d'être représentés dans le premier Parlement de l'Allemagne unifiée. C'était la condition pour ne pas disparaître purement et simplement de la carte politique allemande. Ils ont réussi grâce à la Cour constitutionnelle, qui, pour préserver les chances des petits partis est-allemands, avait instauré pour cette élection une double zone électorale dans les anciennes RFA et RDA. Ainsi décomptés, les résultats du PDS, qui se limitent à un maigre 2,2 % pour l'ensemble des deux Allemagnes, lui permettent de disposer de quatorze députés, puis-

qu'il a dépassé la barre des 5 % sur le territoire de l'ex-RDA.

Le succès des communistes réformateurs, à l'Est, est d'autant plus notable que leur campagne a été perturbée par un grave scandale financier. Depuis des mois, les nouveaux dirigeants du parti, principalement MM. Gysi et André Brie, n'avaient cessé d'affirmer que le nouveau parti se voulait, pour rompre avec le passé, un modèle de transparence et d'abnégation. Or, alors que ce qui reste de l'immense fortune du SED est sous le contrôle d'une commission gouvernementale, qui doit décider de ce qui revient à l'État et de ce qui peut être considéré comme propriété légitime du PDS, les responsables de la trésorerie, qui craignent de voir le parti privé de moyens d'existence, se sont fait prendre la main dans le sac en transférant, par des subterfuges, une partie de ces fonds à l'étranger.

Un aspect corporatiste

Le résultat des élections du 2 décembre a un aspect corporatiste. Berlin-Est, où le PDS a obtenu 24 % des voix aux élections sénatoriales, arbitrairement le fleuron de la société communiste est-allemande, fonctionnaires de l'ancien État et de l'ancien parti communiste, intellectuels, artistes. Des milliers d'entre eux sont aujourd'hui au chômage, ou en passe de perdre leur emploi. D'autres savent qu'ils n'ont aucune chance de s'adapter dans la nouvelle société. Le PDS

représente une dernière bouée de sauvetage. Qui d'autre pourrait défendre leurs intérêts ? M. Gysi a obtenu le seul mandat direct du parti en se présentant à Marzahn, la cité rouge que l'ancien régime avait fait construire à la sortie est de Berlin pour ses fonctionnaires et où habitaient bon nombre de membres de la STASI.

Le risque du « ghetto »

Le combat de MM. Gysi et Brie pour une nouvelle gauche ne serait-il finalement qu'une couverture idéologique ? Ils s'en défendent énergiquement. M. Brie a beaucoup voyagé ces derniers mois dans les capitales européennes, pour tisser des liens avec les nouveaux partis de gauche émergents à l'Est et pour chercher des interlocuteurs avec les différents courants de la gauche ouest-européenne. Le PDS estime que ce qui s'est fait au cours des quarante dernières années dans l'ex-RDA, en matière d'expérience socialiste, n'est pas à rejeter sé bloc et que, débarrassé de toute ambition de pouvoir, il peut servir de creuset à une nouvelle réflexion de gauche en Allemagne. La disparition des Verts du Bundestag lui a donné des arguments supplémentaires pour prétendre à ce rôle.

M. Brie pense que le PDS peut, ainsi, servir d'aiguillon à une social-démocratie trop souvent tentée, selon lui, par l'opportunisme politique et qui ne peut, de ce fait, défendre de façon conséquente les valeurs de la gauche. Au cours de ses meetings, M. Gysi n'a cessé

d'affirmer que l'existence de son parti serait déjà justifiée s'il permettait de renforcer ceux qui, au sein, de la social-démocratie, cherchent à s'opposer à une dérive droite. « La capitale ne peut être la dernière réponse de l'histoire », assure-t-il. La difficulté pour le PDS va être de trouver une crédibilité hors de l'ancienne RDA. Si, d'ici quatre ans, il n'y réussit pas, il disparaîtra inéluctablement.

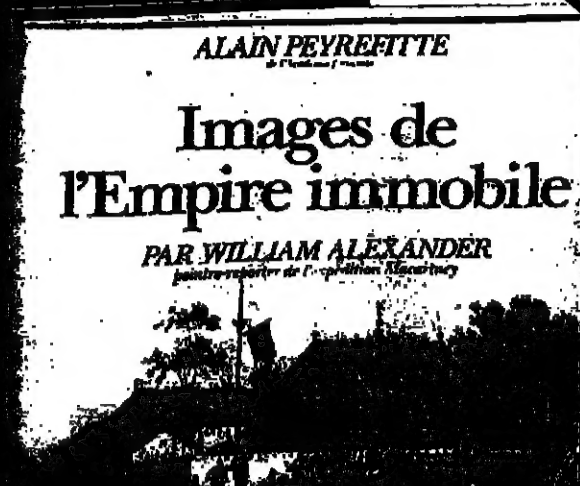
Les meetings de M. Gysi à l'Ouest, pendant la campagne, ont eu du succès. A Munich, la brasserie Löwenbräu, qui rassemble encore des grandes envolées du feu Franz Josef Strauss devant son public de la droite bavaroise, avait fait salle comble pour la venue du président du PDS à la veille de l'élection. Beaucoup de jeunes, surtout, étaient curieux de venir écouter en direct le jeune avocat berlinois, dont l'humour acide, les vives réparties ont assuré la popularité bien au-delà des rangs de ses propres fidèles. Le résultat des élections à l'Ouest montre, cependant, que ce succès d'estime ne suffira pas.

Le parti, qui se cherche des alliés à l'Ouest, n'a réussi jusqu'à présent qu'à intéresser certaines mouvances de l'extrême gauche ouest-allemande, avec lesquelles il a fondé une alliance électorale PDS-Linka Liste (« Liste gauche »), et cette alliance, qui s'est déjà révélée d'un maniement difficile en raison du sectarisme de beaucoup de ces groupes, peut facilement devenir un « ghetto » pour le PDS.

HENRI DE BESSON

Alain PEYREFITTE

Vient de paraître le grand album de l'Empire immobile



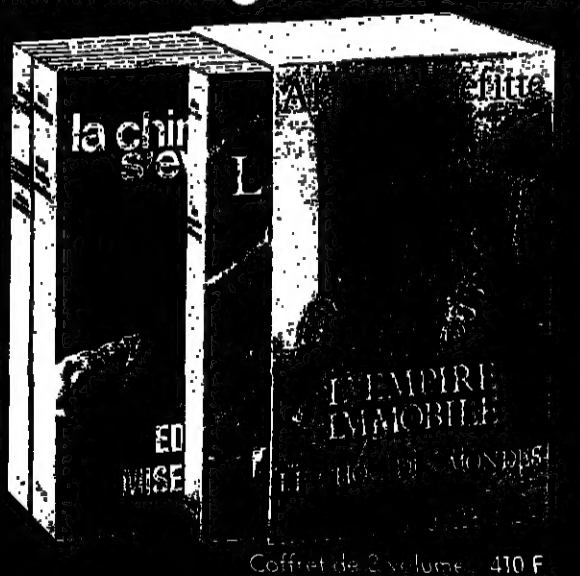
Un ouvrage relié 226 p. en couleurs, 490 F

Moi, j'ai trouvé l'Empire immobile vraiment extraordinaire.

Un récit scintillant d'anecdotes. On ne saurait ressusciter avec un plus minutieux brio, plus de virtuosité dans la manipulation des personnages, cet opéra de Pékin... Éblouissantes variations sur l'incommunicabilité.

Jean Lacouture, *Le Nouvel Observateur*

Une trilogie chinoise :



L'Empire immobile est une fabuleuse somme, un livre def, un tour de force.

Quand la Chine est un « rapport d'enquête » brillant, vivant et dense, froidement objectif. Un livre lucide, solitaire et durable, que rehausse encore un style aisé et pur, parsemé de saisisants raccourcis et d'éblouissantes formules.

Quand la Chine : une surprise heureuse. Après tant d'enfers ou de paradis chinois, quel confort de lire un ouvrage qui se garde avec probité du manichéisme, de l'anathème, du zélisme ! Un bilan intelligent, alerte, objectif. On lit ce livre, ce fut mon cas, d'une traite nocturne.

La Tragédie Chinoise, véritable enquête d'historien, ouvrage si dense, si lourd de réflexions, est un guide très précieux à la compréhension de la Chine du printemps perdu, mais aussi de la Chine de demain.

À sa lumineuse manière, en procédant par accumulation de faits, par chapitres brefs et clairs, Peyrefitte met si bien en perspective ce nouvel épisode de la tragédie céleste.

FAYARD

POLITIQUE

Après la démission de M. Noir et la publication d'un manifeste de douze députés socialistes

La rénovation se cherche, à droite comme à gauche

M. Michel Noir, qui a quitté le RPR et abandonné son mandat de député jeudi 8 décembre, a été rejoint dans cette démarche, samedi, par M. Jean-Michel Dubernard, député RPR du Rhône. Cela porte à trois, avec M. Michèle Barzach, le nombre des démissionnaires au RPR. Avant ces démissions, un groupe de douze députés socialistes avait rédigé un manifeste appelant à la défense de la « démocratie en danger » (lire page 2). France unie, mouvement animé par des ministres d'ouverture, se présente aussi comme le fer de lance de la « rénovation » dans la majorité.

Le RPR devrait réunir, cette semaine, la commission nationale des investitures pour examiner la situation électorale créée dans le

Rhône et à Paris par la démission de trois députés. Pour sa part, le mouvement la Force unie auquel appartient M. Noir, devrait également se réunir. M. Pierre-André Wiltzer, député UDF de l'Essonne, estime cependant qu'aux raisons avancées par M. Noir il manque un volet de contre-propositions, et il regrette que sa décision n'ait pas été prise en considération avec les autres membres de ce groupe.

M. François Léotard, cofondateur de la Force unie, a « approuvé » lundi la démission de M. Noir, mais rappelle que c'était au chef de l'Etat de dissoudre l'Assemblée nationale. Si cela se produisait, M. Léotard proposerait aux candidats de l'actuelle opposition de « constituer une majorité libérale et européenne pour un contrat de législature au sein d'une formation commune ».

Dans la treizième circonscription de la capitale, dont M. Barzach était l'élu, le comité local du RPR, réuni samedi 8 décembre par

M. Jean Tibéri, président de la fédération de Paris, a décidé de présenter un candidat lors de l'élection partielle. Celui-ci pourrait être M. René Galy-Dejean, maire du quinzième arrondissement, dont fait partie cette circonscription électorale. Les militants de l'autre circonscription, dont le député est M. Edouard Balladur, se sont également prononcés dans le même sens en soutenant leur

voisin.

A Lyon, en revanche, la situation était moins claire après la réunion du comité fédéral du Rhône, à laquelle M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a participé samedi après s'être entretenu avec M. Noir au domicile de ce dernier. Les cadres lyonnais du RPR attendent de connaître les intentions précises des deux députés démissionnaires. Certains se demandent même si M. Jean-Michel Dubernard briguera un nouveau mandat, puisqu'il a affirmé qu'il avait le sentiment « de

perdre son temps à l'Assemblée nationale et d'y être inutile ». D'autres estiment que c'est notamment le cas de M. Raymond Barre — que, dans la circonscription de M. Noir, la présence d'un candidat RPR permettrait de réintégrer une partie des voix, qui, sans cela, se porteraient sur le Front national. Celui-ci pourrait alors se prévaloir de progrès sensibles par rapport au premier tour de 1988, où il avait recueilli 13,65 % des suffrages. De même, l'absence d'un candidat RPR pourrait encourager certains électeurs de l'opposition à s'abstenir.

M. Chirac n'a pas non plus pris de décision au cours du week-end. Samedi, à Epinal, où M. Séguin, l'avait accueilli de façon particulièrement chaleureuse, le maire de Paris avait évoqué brièvement, et sur un plan général, l'expression de parent, les problèmes internes à l'opposition en parlant « de quelques familles — comme toutes les familles en connaissent — qui ne sont pas faites pour durer et dans lesquelles les liens sont souvent partagés mais qui peuvent être l'expression d'incompréhension et d'égoïsme ».

En revanche, M. Charles Pasqua a condamné la décision de M. Noir, demandant, dimanche, au Club de la presse d'Europe 1 : « L'opposition est-elle désormais plus solide et plus crédible ? L'image du Parlement est-elle renforcée ? L'extrême droite est-elle affaiblie ? A ces trois questions, la réponse est « non ». Pour le président du groupe sénatorial RPR, cette affaire « n'est pas un tremblement de terre ».

C'est une attitude plus circonspecte qu'a observée M. Raymond Barre, qui n'avait pas été mis dans la confidence par ses deux collègues lyonnais. Le député appartenant à l'UDC du Rhône refuse de voir dans M. Noir un disciple ou un concurrent.

La « Société civile » de M. Kouchner

Au « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 9 décembre, l'ancien premier ministre a pu se distancer à l'égard d'une affaire qui concerne un parti auquel il n'adhère pas et qui revêt certains aspects « microcosmiques ». Il a déclaré : « M. Noir a des problèmes particuliers avec la formation politique à laquelle il appartient. Je ne pense pas qu'il soit un disciple. Il raisonne par lui-même et il n'a pas besoin d'un évangélisme. Il n'est pas non plus un concurrent pour moi, car il est clair que les différences existent. Les intérêts ont voulu montrer par un geste leur désaccord avec la situation actuelle. D'autres attitudes sont concevables. Il faut respecter les décisions individuelles ».

BRUNO CAUSSE

(1) Dans un « Point de vue » publié dans l'édition Rhône-Alpes du Monde, daté 9-10 décembre.

M. Dubernard : un « novice » qui apprend vite

LYON

de notre bureau régional

En politique, M. Jean-Michel Dubernard est encore considéré par certains comme un amateur, mais, dans sa discipline première, la médecine, il est depuis longtemps reconnu comme un grand patron. Ce fils de généraliste, né en 1941, à Lyon, avait réussi, en 1977, une première mondiale : la greffe d'un pancréas, devenue aujourd'hui une technique courante.

Directeur du service d'urologie et de chirurgie de la transplantation à l'hôpital Edouard-Herriot, M. Dubernard est un homme d'action qui privilégie toujours le pragmatisme à la spéculation. La petite histoire veut qu'il ait pris sa carte du RPR, en 1989, pour faire plaisir à l'épouse d'un de ses amis. L'année suivante, il assure la vice-présidence du comité de soutien de M. Jacques Chirac dans le Rhône et assume, coup sur coup, deux défaites : celle de son champion à l'élection présidentielle et la sienne propre aux législatives de juin 1981. Deux ans plus tard, élu sur la liste Noir aux élections municipales, il peut assouvir son besoin d'engagement concret en

appelant à une « morale républicaine » afin de défendre une démocratie en danger, avait été préparé avant que ne soit connue la décision de M. Noir. Mais cette décision lui donne une publicité et un impact inattendus. Ce manifeste, dont Démocratie 2000, mouvement animé par M. Jacques Delors, est à l'origine, a été rédigé en étroite concertation avec M. Jean-Pierre Jouyet, l'un des animateurs de France unie et directeur de cabinet de M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, lui-même membre de France unie. Les signataires seront reçus, à leur demande, par M. Mauroy, mardi.

Ainsi les socialistes et leurs alliés s'efforcent-ils, dans un premier temps, de tirer bénéfice des initiatives de M. Noir en les utilisant comme un moyen d'amplifier leurs propres tentatives de rénovation.

ANDRÉ PASSERON et JEAN-YVES L'HOMEAU

A Lyon, des militants RPR sans boussole

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a assisté, samedi 8 décembre, à la réunion du comité départemental du Rhône de son mouvement. Le même après-midi, il a rencontré M. Michel Noir et a appris la démission d'un autre député RPR du Rhône, M. Jean-Michel Dubernard. M. Juppé a déclaré qu'il s'attendait à d'autres démissions : « Si elles se multiplient, nous examinerons les investitures cas par cas, a-t-il expliqué. Avant de les soutenir, nous demanderons aux candidats s'ils souscrivent au projet politique et à la stratégie du RPR ». Les militants RPR du Rhône paraissent aujourd'hui désorientés.

LYON

de notre bureau régional

« La politique, pas la guerre » : cet appel pour la paix des chefs, lancé par M. Mario-Thérèse Geoffroy, secrétaire nationale du RPR et maire du cinquième arrondissement de Lyon (1), témoigne du désarroi de certains militants et responsables du mouvement gaulliste lyonnais. La démission de M. Michel Noir laisse une partie des « compagnons » en porte-à-faux. Ne

lui doivent-ils pas une large victoire aux dernières élections municipales ? N'a-t-il pas incarné le renouveau du parti, même si son autorité et ses initiatives ont parfois froissé quelques susceptibilités locales ?

L'intervention, plutôt ferme sur les principes, de M. Juppé et l'annonce, au même moment, de la démission d'un autre député, M. Dubernard, ne les ont pas rassurés. « Aux questions de fond soulevées par Michel Noir, on a répondu par le règlement intérieur », a regretté un partisan du maire de Lyon. L'hypothèse de présenter un candidat lors de l'élection législative partielle contre M. Noir, si celui-ci cherche à reconquérir son mandat, a même provoqué des haussements d'épaules : d'abord sur le « malheur » qui ira défendre la bannière RPR dans une circonscription très favorable au député démissionnaire. Mais surtout, plusieurs intervenants se sont demandés si, dans ce cas, on respecterait la « logique de l'union », car, rappellent-ils, M. Noir reste, jusqu'à preuve du contraire, dans l'opposition.

Plus l'opposition, mais « avec des stratégies divergentes », a commenté M. Jean Besson, député, secrétaire du RPR du Rhône, après avoir assisté, dans l'après-midi, à la réunion entre M. Noir et M. Juppé. Si l'entretien d'un heure a été qualifié d'« amical et privé » par le secrétaire général, qui s'est refusé à tout autre commentaire, le constat de séparation a pris,

samedi, une rigoureuse traduction mathématique : sur quatre députés que comptait le mouvement dans le Rhône, deux sont désormais en rupture.

L'affirmation de M. Juppé, « le RPR du Rhône continue », n'a pas suffi à tranquilliser certains militants, même ceux qui ne suivront pas la logique de M. Noir, « nouvel élément de désordre et de division ». Beaucoup s'inquiètent de l'avenir immédiat d'une fédération privée d'un capitaine « éminent compagnon » et de la nature des relations avec la municipalité. D'autant que trois adjoints de la garde rapprochée du maire, MM. Dubernard, Henry Chabert, député européen, et Serge Guinchard — les deux derniers restant encore membres du mouvement, — ont clairement pris position pour M. Noir. M. Besson espère une « cohabitation » entre le RPR lyonnais et l'Hôtel de Ville. L'idée, et son passage de référence, dépasse largement les terres entre Rhône et Saône. Avec la démission de M. Noir, le RPR a-t-il perdu la deuxième ville de France ? On sait l'importance des réseaux de soutien et d'influences tissés par les maires lors des grandes échéances électorales, législatives ou présidentielles.

BRUNO CAUSSE

(1) Dans un « Point de vue » publié dans l'édition Rhône-Alpes du Monde, daté 9-10 décembre.

Le deuxième rassemblement régional de France unie

« Rénovateurs de tous bords, rencontrez-vous ! »

France unie, mouvement animé par MM. Soisson et Durafour, a tenu son deuxième rassemblement régional, samedi 8 décembre à Toulouse. M. Soisson, qui considère que l'on s'oriente vers une nouvelle majorité formée par le PS et France unie, a appelé les « renovateurs de tous bords » à dialoguer. M. Kouchner, chargé de cette entreprise, lancera, le 8 janvier prochain, son propre mouvement, « Société civile ».

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

« Rénovateurs de tous bords, rencontrez-vous ! », a lancé M. Jean-Pierre Soisson, ministre du Travail et d'« ouverture », samedi 8 décembre à Toulouse, devant le deuxième rassemblement régional de France unie, le mouvement qu'il anime en compagnie de M. Michel Durafour, ministre de la Fonction publique, et d'« ouverture » lui aussi. En fait, M. Soisson avait pris contact avec ses amis renovateurs de droite avant l'annonce de la démission de M. Michel Noir, afin qu'au-delà des clivages partisans ils réfléchissent ensemble, discrètement si possible, à quelques sujets de société qui les préoccupent. M. Soisson espère bien que les ambitions du maire de Lyon ne mettront pas en cause cette entreprise.

M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, est chargé de maintenir le contact avec M. Noir et M. Barzach. Lui-même organise actuellement son propre mouvement, qu'il appellera tout

bêtement « Société civile » et qui mettra le jour officiellement le 8 janvier prochain. Ce mouvement veut rassembler tout ce qui, dans les milieux de chefs d'entreprise, de professions libérales, d'artistes, d'intellectuels et d'associations qui travaillent sur le terrain, se défie des engagements partisans. « Les militants, ça existe, dit-il. Il faut aller les chercher dans les associations ».

M. Soisson prétend donc « rénover » la politique. France unie s'y est essayé, samedi à Toulouse, en conviant tous ceux qui, dans la région, en avaient envie à venir dialoguer avec les ministres présents, MM. Durafour, Doublin, Fauroux, Kouchner, Baylet et de Beaucourt, tous membres de cette organisation. Ils sont venus six cents ou sept cents, mais le dialogue n'a pas toujours été à la hauteur de l'ambition affichée. Qu'importe, on a tout de même parlé, à ras de terre, d'affaires concrètes, d'éducation nationale, de gestion d'entreprise, du rôle des élus, de la sécurité sociale, voire du coût exagéré des prothèses dentaires. On a aussi eu le privilège d'entendre M. Jean-Michel Baylet, ancien président du Mouvement des radicaux de gauche, politicien à l'ancienne s'il en est, prononcer une sorte d'autocritique — dans son esprit elle ne l'était certainement pas — en affirmant que « les Français sont lassés par la pratique des partis, par les querelles de personnes sans contenu idéologique, par la lutte sans scrupule pour le pouvoir, et par l'arrogance d'organisations dont la seule justification semble être aujourd'hui de légitimer l'existence de leurs propres structures ». On a enfin pu écouter quelques dialogues étranges, propos échan-

gés sans précautions devant une dizaine de journalistes, qui signifient peut-être la mort de la langue de bois. Exemple, de M. Kouchner à M. Fauroux, ministre de l'Industrie : « L'autre jour, j'ai dit avec ton ami Calvet (président-directeur général de Peugeot). Il est pas si con qu'on le croit ! » réponse de M. Fauroux : « Il n'est pas con. Il est psychopathe. Un peu éternel, quoi ». On a pu, aussi, savourer quelques emportements publics. De M. Fauroux, encore, contre la toute-puissance du ministère des finances, dont il a beaucoup à souffrir. De M. Soisson aussi : « Moins l'Etat intervient, moins le Parlement légifère, mieux les Français se portent. Laissons l'évolution de la société se produire. J'ai toujours peur de bloquer, par la loi, une évolution ».

La main de M. Mitterrand

En fait, France unie, lancée à l'initiative de M. Mitterrand, a une autre fonction politique, extrêmement traditionnelle celle-là. Il s'agit de garnir le flanc droit du Parti socialiste afin de préserver, ou d'élargir si possible, la majorité. M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, lui reconnaît volontiers ce rôle nécessaire. Le chef de l'Etat, semble-t-il, s'inscrit des lenteurs de sa mise en place. A M. Soisson, qui exprimait devant lui l'ambition de former un groupe parlementaire après les élections législatives de 1993, il a signifié que l'objectif est trop modeste. Dès lors, M. Soisson veut présenter des candidats dans quarante à cinquante circonscriptions gagnables par ses amis et qui seraient perdues d'avance par des

prétendants socialistes, étant entendu que les « sortants » actuels et à venir de France unie seraient protégés. « J'étendrai la main », si besoin est, contre le Parti socialiste, lui aurait assuré M. Mitterrand. Sans attendre les législatives, M. Soisson considèrera d'ailleurs, après la motion de censure votée à l'Assemblée nationale par les communistes, que « nous sommes gentiment en train de changer de majorité ». On s'oriente, a-t-il dit dimanche à Radio J, vers une nouvelle majorité formée par le PS et France unie.

Avant de rénover les autres, France unie a besoin, déjà, de se rénover elle-même. Ce mouvement, contesté par les radicaux de gauche — qui font partie de la « coordination nationale » — lors de leur dernier congrès, est traversé par de sévères, bien que microcosmiques, luttes d'influence. Ainsi, à Toulouse, les radicaux de M. Baylet ont roulé des muscles afin d'affirmer leur relative puissance. La moitié, au moins, des participants avaient été mobilisés par le MRG, et la Dérive du Midi, propriété de la famille Baylet, avait fourni la logistique d'une réunion qui, sans elle, aurait eu du mal à exister. Mais la Dérive du Midi a ses bons côtés. C'est M. Evelyn Baylet qui a mis un terme à cette guerre pichrocoline en obtenant de ses « deux gamins » — le vrai, M. Jean-Michel Baylet, et l'adoption, M. Jean-Pierre Soisson — qu'ils se mettent d'accord sur l'équilibre des pouvoirs à la direction de France unie, dont les structures seront vraisemblablement en place avant la fin de l'année. Comme dit M. Soisson, « croyez-moi, ce qui est beau en politique, ce sont surtout les commencements ».

J.-Y. L.

Aux états généraux de l'opposition

L'union en jachère

LA GACILLY (MORBIHAN)
de notre envoyé spécial

C'est bien connu : lorsque tout va bien, l'optimisme est un luxe ; quand tout va mal, une nécessité. Pénétrés de cette évidence, les organisateurs des états généraux de l'opposition s'en étaient allés, vendredi 7 et samedi 8 décembre, planter leur chapiteau dans le Morbihan afin de deviser sur l'agriculture. D'une série entamée en début d'année, cette sixième convention devait dans leur esprit marquer l'union aux champs et au travail, à mille arpents de la glorieuse des premières et des mauvaises grâces Barzach et Noir. Ce fut plutôt l'union en jachère !

Ces états généraux, qui ne méritent plus leur nom, ont permis de dresser un triste état des lieux de l'opposition, ce qui était somme toute superflu. Le ressort est cassé. L'UPF est devenue l'Union pour la Forme. En coulisses, on s'empresse de dénoncer les comportements coupables de M. Noir et M. Barzach.

Venu vendredi en coup de vent prononcer entre potes et far breton un discours de comédie agricole, M. Chirac, victime d'un emploi du temps — on l'avait compris — surchargé, est reparti samedi matin quand arrivait M. Giscard d'Estaing. Encore avaient-ils fait tous deux, certes contraints et forcés, l'effort de se déplacer. La plupart de leurs lieutenants s'étaient fait porter pâles. Au Parlement, le budget de l'agriculture draine pléthore d'orateurs, prompts à regretter le sort injuste des paysans fran-

çais. Epanchements à Paris, ignorance au-delà. M. Le Pen, qui a entrepris sur ces terres d'utiles moissons, pourra encore se frotter les mains. Devant un parterre de paysans réquisitionnés sur place, ceux qui étaient venus ont fait semblant de s'entendre et de débattre pour occuper le temps entre l'office du soir de M. Chirac et les vœux du lendemain de M. Giscard d'Estaing. MM. Alain Madelin et Nicolas Sarkozy, tous deux passionnés par le sujet, tenaient comme d'habitude leur rôle de Monsieur Loyal, de moins en moins loyal. Parait dossier ne méritait sûrement pas semblable pantomime. « L'union, a quand même dit M. Giscard d'Estaing, c'est avant tout le rapprochement des esprits et la bonne volonté réciproque. Reconnaissons-le franchement : on ne guérit pas les plaies en les léchant avec une langue de bois. Je regrette ces divergences, mais sans en exagérer l'importance. Quelle est la grande formation politique où ces problèmes ne mériteraient pas d'être discutés et approfondis ? On se console comme on peut ».

« Plus ça va mal et plus ça va bien », préférait résumer avec bon sens un agriculteur du Finistère. Cela se passait à La Gacilly, berceau communal d'Yves Rocher, le fort en crèmes et en cosmétiques. Plus que de maquillages, n'est-ce pas de baume que le RPR et l'UDF ont besoin ?

DANIEL CARTON

هنا من الأهل

POLITIQUE

Au Palais du Luxembourg

Les sénateurs rejettent le budget du logement et de l'urbanisme...

Les sénateurs ont rejeté, dans la nuit du samedi 8 au dimanche 9 décembre, les crédits du logement et de l'urbanisme. Les groupes RPR, UREI, centriste et communiste ont voté contre. Les sénateurs ont en revanche adopté le budget de la mer, de l'aviation civile et de la météorologie, rattachés au même ministère.

Au lendemain du séminaire gouvernemental sur la ville et la politique urbaine, M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement et M. Louis Besson, ministre délégué au logement, pouvaient se présenter les mains pleines devant les sénateurs. Rappelant les principales mesures adoptées lors de ce séminaire en faveur du développement social des quartiers (le Monde daté 9-10 décembre), et le dépôt au printemps prochain devant le Parlement d'un projet de loi « anti-ghetto » et d'une réforme des mécanismes de la dotation globale de fonctionnement (DGF), M. Delebarre a souligné le rôle de l'Etat, « garant des solidarités nationales », dans la politique urbaine.

Cette action qui, selon M. Delebarre, « doit s'appuyer sur une très forte déconcentration » ne trouvera toutefois sa pleine efficacité « que si tous, au plan local, départemental et régional, assument leurs responsabilités dans le cadre des compétences respectives ». « A travers la politique de la ville », a ajouté le ministre, ce qui est en jeu, c'est notre capacité collective à résorber les déséquilibres, les tensions et les inégalités qui se manifestent aujourd'hui dans la société française, en menacent la cohésion et donc la réussite.

« Désengagement de l'Etat »

Si la majorité sénatoriale ne pouvait qu'approuver cette volonté politique et le renforcement des moyens financiers en faveur du logement qu'elle implique, elle n'a toutefois pas oublié qu'on lui demandait, samedi 8 décembre, de se prononcer sur un budget et non sur des projets de loi à venir. Aussi le rapporteur de la commission des finances M. Ernest Cartigny (RDE, Seine-Saint-Denis) ne s'est-il pas départi de sa sévérité. Demandant le rejet du budget de l'urbanisme et du logement, il a expliqué que la réalité des chiffres « interdit au gouvernement de présenter le logement social comme une priorité ». Pour M. Cartigny, « l'Etat doit s'engager à une solvabilité financière des candidats à l'accès social, laquelle est devenue objectivement plus coûteuse ». Quant à l'accusation selon laquelle le logement ne serait plus une réelle priorité gouvernementale, M. Besson a répliqué qu'une telle priorité, pour être réelle, n'a pas forcément besoin d'un budget en croissance de 20 % chaque année.

Les sénateurs, à l'exception du groupe communiste, ont en revanche adopté les crédits de la météorologie et de l'aviation civile, ainsi que ceux de la mer et des ports maritimes, présentés par M. Jacques Mellick, ministre délégué à la mer.

PASCALE ROBERT-DIARD

...et adoptent celui des charges communes

Les sénateurs ont adopté, dans la nuit du vendredi 7 au samedi 8 décembre, le budget des charges communes de l'Etat proposé par M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget. Auparavant, les sénateurs avaient adopté les crédits du ministère de l'Industrie - comprenant également ceux du tourisme - et repoussé ceux de l'aménagement du territoire. Ils avaient également adopté les crédits des services financiers et de la consommation, ainsi que le budget annexe des monnaies et médailles et celui de l'imprimerie nationale.

En 1991, le budget des charges communes représentera près de 40 % des dépenses civiles de l'Etat, autant que l'éducation nationale et la défense additionnées, a indiqué M. Claude Belot (rat, Union cent., Charente-Maritime), rapporteur spécial de la commission des finances. Il a fait également remarquer que « la dette de l'Etat », qui figure dans ce poste au même titre que les crédits du revenu minimum d'insertion, ceux du fonds

national de solidarité, ou ceux consacrés aux dotations au capital des entreprises publiques, « représente, avec plus de 17 % des dépenses civiles ordinaires, le deuxième budget civil, derrière l'éducation nationale ». L'examen de ces crédits survenant un vendredi à une heure très avancée, les travaux des sénateurs ont été interrompus par M. Paul Lorient (PS, Essonne), qui a regretté que le Sénat ne manifeste pas autant d'intérêt à ce qui constitue le premier budget de l'Etat qu'à l'agriculture.

L'examen du budget de l'Industrie s'était déroulé quelques heures auparavant devant des bancs moins clairsemés. Il avait donné l'occasion à de nombreux sénateurs, dont M. Maurice Schumann (RPR, Nord) et M. Francisque Collob (rat, Union cent., Rhône), de s'inquiéter des conséquences pour l'industrie textile de l'Uruguay Round. M. Roger Fauroux avait alors estimé qu'en la matière il valait mieux « pas d'accord plutôt qu'un mauvais accord ».

Au « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Barre conteste la « méthode Rocard »

Invité, dimanche 9 décembre, du « Grand Jury RTL-Le Monde », M. Raymond Barre a déclaré qu'il existe actuellement en France une double crise : une crise de la politique et une crise de la société. « Dans ces deux domaines, a-t-il expliqué, il n'existe pas de recette magique. Les solutions doivent intervenir s'inscrivant dans la durée. Par conséquent, tous ceux qui estiment que les choses changent du jour au lendemain parce qu'ils remplacent les hommes en place font, comme on dit au bridge, un jump qui ne se justifie pas toujours. » Parant plus précisément de la situation de l'opposition, l'ancien premier ministre a affirmé « que l'union de l'opposition ne peut pas se réaliser par des procédures artificielles. Elle dépend essentiellement de la loyauté des acteurs et de l'accord entre les arrière-pensées ».

Evocant les problèmes de l'heure, M. Barre a contesté la « méthode Rocard », arguant que « la concertation, le dialogue et la parole ne suffisent pas à substituer l'indifférence à la décision et à l'action ». Il a regretté la réception des lycéens par le président de la République et jugé prioritaire la déconcentration du système éducatif. Plus généralement, le député du Rhône s'est prononcé de nouveau pour un accroissement du rôle des régions : « Nous devons tendre vers la constitution en France de grandes régions ayant une assise suffisante pour que les initiatives régionales et locales puissent se déployer librement. Il faudrait aller vers une atténuation du rôle exclusif du département et veiller à ce qu'il ne soit pas un échelon qui puisse gêner ou freiner l'action au niveau régional ».

Evocant la situation dans les banlieues, M. Barre a estimé que les mesures envisagées par le gouvernement « vont dans la bonne direction, mais qu'elles ne sont pas suffisantes », en ajoutant : « Il faut aborder un problème social qui est beaucoup plus complexe, celui des jeunes, et il faut trouver les conditions d'une politique d'intégration. On ne résoudra pas simplement ce problème unique et non pas une monnaie commune, car c'est une belle formule qui permet de ne rien faire. M. Bérégovoy a eu parfaitement raison de mettre l'accent sur le fait que la monnaie unique devait s'accompagner d'un gouvernement européen fort ».

Parlant enfin de la construction de l'Europe, M. Barre s'est dit favorable à un renforcement de l'organisation de l'Europe occidentale, notamment sur le plan monétaire. « Nous voulons aujourd'hui, a-t-il ajouté, qu'il y ait une gestion commune de l'espace monétaire européen, qui comportera d'abord plusieurs monnaies, mais traitées sur un pied d'égalité, et ensuite une monnaie unique et non pas une monnaie commune, car c'est une belle formule qui permet de ne rien faire. M. Bérégovoy a eu parfaitement raison de mettre l'accent sur le fait que la monnaie unique devait s'accompagner d'un gouvernement européen fort ».

Deux élections cantonales partielles

SEINE-SAINT-DENIS : La Courneuve (1^{er} tour).
Inscr., 14 461; vot., 4 703; abst., 67,48 %; suffr. exp., 4 512 (31,20 %). M^{me} Muguette Jacquaint, PCF, 2 820 voix (62,50 %). ELUE; M. Pierre Dufour, FN, 1 692 (37,50 %).

[M^{me} Muguette Jacquaint (PCF), députée de la Seine-Saint-Denis, a été élue conseillère générale, dimanche 9 décembre, en remplacement de Maurice Taveras (PCF), récemment décédé, au second tour des élections cantonales partielles de la Courneuve (Seine-Saint-Denis). Malgré un taux d'abstention supérieur à celui du premier tour (67,48 %), M^{me} Jacquaint a

bénéficié d'un bon report des voix de gauche. Le candidat de l'Union nationale, M. Pierre Dufour, progressa de 537 voix par rapport au premier tour, remportant probablement sur son concurrent une grande partie des suffrages RPR-UDF.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 14 461; vot., 4 994; abst., (66,09 %); suffr. exp., 4 512. M^{me} Muguette Jacquaint, PCF, 2 183 voix (48,35 %); M. Pierre Dufour, FN, 955 (20,97 %); M. Gérard Pickarts, RPR-UDF, 845 (18,67 %); M. Roland Brété, PS, 598 (13,20 %); M. Pierre Benkroun, Verts, 192 (4,01 %).

AIN : Vailly-sur-Aisne (1^{er} tour).
Inscr., 6 468; vot., 2 769; abst., 57,18 %; suffr. exp., 2 679. M^{me} Annick Venet, div. d., 1 001 (37,36 %); M. Roger Turot, Association des démocrates, 528 (19,70 %); M. Claude Pichon, PS, 369 (13,77 %); M^{me} Annick Moret, PCF, 293 (10,93 %); M^{me} Colette Fecci, FN, 276 (10,30 %); M. Jean-Pierre Lepoird, Verts, 214 (7,98 %). Il y a ballottage.

[Il s'agit de pourvoir le siège laissé vacant par M. Raymond Sadolski (PS), qui a démissionné. M^{me} Annick Venet, divers droite, soutenu par le RPR et l'UDF, arrive largement en tête avec 37,36 % des voix.

En 1985, au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 6 228; vot., 4 700; abst., 24,54 %; suffr. exp., 4 598. M. Raymond Sadolski, PS, 2 296. M. Albert Morin, non inscrit, 941. M. Alain Lavandier, RPR, 521. M. Bernard Pontral, PCF, 403. Charles-Bernard Dubroca, FN, 324. M. Claude Regnier, UDF, 113. Au second tour, M. Raymond Sadolski, 2 876. M. Albert Morin, 1 697.]

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Le FLNKS espère susciter un consensus sur l'indépendance en 1998

Le « comité de suivi » des accords de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, réunissant les représentants du gouvernement, les délégués du RPCR et ceux du FLNKS, est réuni depuis lundi matin 10 décembre à Paris, jusqu'au vendredi 14, pour la deuxième année consécutive, afin de dresser le bilan annuel, point par point, de l'application de la loi référendaire du 9 novembre 1988 préparatoire au référendum d'autodétermination du territoire prévu en 1998.

Une course cycliste a eu lieu sur l'atoll d'Ouvéa. Le Club Méditerranée va construire un village de vacances à Hienghène. Le conseil municipal de Nouméa a accepté de céder, malgré l'opposition de l'extrême droite, un terrain de 8 hectares à l'Agence de développement de la culture kanak, présidée par M^{me} Marie-Claude Tjibaou, pour

l'implantation d'un centre culturel qui portera le nom de l'ancien président du FLNKS, assassiné en avril 1989. La paix suit son cours en Nouvelle-Calédonie. Mais le premier ministre et son ministre des DOM-TOM continuent sagement d'y porter une attention vigilante et la réunion du « comité de suivi » permettra, cette semaine, d'avancer davantage dans le règlement des dossiers économiques et sociaux dont dépendra l'issue politique du processus engagé le 26 juin 1988 à Matignon.

L'Etat a tenu avec doigté son rôle de juge de paix et il ne manque plus grand-chose pour parachever, dans le cadre des nouvelles institutions locales, la mise en place de tous les instruments et de tous les moyens conçus il y a deux ans dans l'espoir de briser la logique d'affrontement qui prévalait jusque-là. Les deux provinces indépendantes du nord de la Grande Terre et des îles Loyauté, notamment, disposent, pour leur fonctionnement et leurs besoins en équipement, de dotations financières substantielles. Leurs dirigeants sont placés, désormais, devant leurs propres responsabilités. « Le problème de la Kanaky se règle maintenant », soulignait avant son départ pour Paris le président de l'Union calédonienne, M. François Burek. C'est maintenant que nous, indépendantistes, devons prouver que nous sommes en train de mettre en place une indépendance viable.

A la Réunion

Un conseiller général condamné pour corruption

SAINT-DENIS

(de notre correspondant)

M. Guy Zitte (divers droite), conseiller général du cinquième canton de Saint-Denis, a été condamné, vendredi 7 décembre, en première instance, par le tribunal correctionnel de Saint-Denis à six mois de prison avec sursis, pour corruption électorale.

Il était reproché à M. Zitte d'avoir, peu avant les élections cantonales de septembre 1988, distribué des feuilles de tôle, de la peinture, du ciment et divers autres matériaux de construction à une trentaine d'électeurs pour obtenir leurs votes. Des matériaux que les intéressés devaient retirer, sur la présentation d'un bon, au magasin général de la commune de Saint-Denis. Le candidat était également conseiller municipal et bénéficiait alors du soutien de l'ancien maire, M. Auguste Legros (député non inscrit).

Dans le cas où la cour d'appel confirmerait le jugement, M. Zitte devrait démissionner de son mandat au conseil général et abandonner également ses fonctions au service météorologique de la Réunion. Tout au long de son procès, M. Zitte a bénéficié du soutien du président du conseil général, M. Eric Boyer (divers droite). A l'issue de l'audience, ce dernier a déclaré qu'il ressentait ce jugement « comme étant d'un profond mépris pour l'homme réunionnais ».

ALEX DIJOUX

les héritiers politiques de Jean-Marie Tjibaou et de Yvénat Yvénat se proposent, eux, au contraire, de convoquer les calédoches de se rallier à la perspective de l'indépendance. M. Burek, en particulier, parle de la nécessité de « trouver un consensus avant 1998 ». Utopie ?

La délégation du FLNKS, conduite par M. Paul Neaoutyine, insistera, en tout cas, pour que soient publiés le plus rapidement possible les deux décrets qui doivent fixer la composition du corps électoral appelé à se prononcer « entre le 1^{er} mars et le 31 décembre 1998 », conformément à l'article 2 de la loi référendaire. Ce texte dispose que la participation au scrutin d'autodétermination sera réservée aux électeurs inscrits sur les listes électorales lors du référendum du 9 novembre 1988. Le Conseil d'Etat a donné, le 8 novembre, un avis favorable au décret visant à confirmer cette disposition. La Commission nationale pour l'informatique et les libertés a émis un avis analogue, en septembre, sur la création d'un fichier électoral automatisé. Selon le ministère des DOM-TOM la publication des deux décrets au Journal officiel interviendra avant la fin de ce mois de décembre.

La nomination de M. Alain Christnacht, directeur de cabinet de M. Le Pen, au poste de haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, traduit la volonté du gouvernement de ne pas relâcher sa vigilance. Familier des affaires calédoniennes, M. Christnacht a déjà séjourné trois ans sur le territoire, en qualité de secrétaire général, de 1980 à 1983. Il apparaît, en effet, comme l'un des hauts fonctionnaires les plus qualifiés pour succéder à M. Bernard Grasset, ce préfet impartial, rigoureux, lucide, qui a dit un jour l'essentiel : « Sans un meilleur partage, il ne peut y avoir de paix durable en Nouvelle-Calédonie ».

ALAIN ROLLAT

LA CARTE DES GRANDES ECOLES
ADMISSIONS SUR DEUG, LICENCE OU MAITRISE

- HEC, ESCP, ESCAE 2^{ème} année
- ESCP 1^{ère} année
- ESSEC 2^{ème} année
- SCIENCES-PO 2^{ème} année
- E.N.M. - C.F.P.A.

IPESUP
HEC - SCIENCES-PO
MONTAIGNE - PHARMACIE
E.N.M. - C.F.P.A.

LA PREPARATION AU SUCCES
IPESUP : enseignement supérieur privé.
16-18 rue du Cloître Notre-Dame 75004 PARIS 2^e (1) 43 25 63 30

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'EUROPE DE L'AUDIOVISUEL

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)

L'INDISPENSABLE MOZART DES MASSIN

WOLFGANG AMADEUS MOZART

Version Brochée : 1300p. 140 F
Version reliée : 1300p. + 36p. hors-textes 300 F

L'édition "revue et augmentée" d'un grand classique de la littérature mozartienne, à la fois Biographie du compositeur et Histoire de son œuvre.

la Musique chez **FAYARD**

13 Les records du Téléthon 90
14 La crise des producteurs de télévision

15 L'Europe romaine pluvieuse : l'histoire et le déconstruit Mozart
16 Le mort du cinéaste Martin Pitt

17 Escapes : Gary Kasparov reprend l'avantage
20 Football : la pie de nez aux ennemis à Marseille

L'Université, cap sur l'emploi

Le ministère de l'éducation nationale entend remodeler les formations supérieures pour les adapter aux besoins de l'économie

La crise lycéenne de ces deux derniers mois et les projets de rénovation pédagogique des lycées ont occulté la rentrée universitaire et fait passer au second plan le vaste chantier de l'enseignement supérieur. Sur ce terrain, pourtant, l'essentiel reste à faire. Ou, plutôt, le plus délicat.

L'année 1989 avait été largement dominée par le problème de la revalorisation des personnels, dont les effectifs tendent, toutefois, à apparaître sur les feuilles de paie des universitaires. L'année 1990 aura surtout été consacrée au lancement du programme Universités 2000, destiné à remodeler et à étoffer la carte universitaire pour permettre l'accueil de quelque deux millions d'étudiants dans une dizaine d'années (voir encadré).

Or, sans attendre que ce dossier soit bouclé, le ministère de l'éducation nationale paraît décidé à s'engager sur un terrain autrement plus périlleux : celui du remodelage et de la modernisation de l'ensemble des filières d'enseignement supérieur, de leur organisation, comme de leurs contenus.

M. Lionel Jospin a levé un coin du voile, la semaine dernière, en rendant public le rapport Goulloud sur la formation des cadres pour l'industrie (le Monde du 8 décembre). « L'enseignement supérieur, devait-il souligner, s'est adapté ces dernières années à l'évolution des emplois. Ce mouvement doit être encouragé et amplifié. L'adaptation des formations à l'emploi ne signifie pas adéquation parfaite, pointue, immédiate des diplômés aux postes offerts. Il s'agit plutôt d'offrir des formations sans débouchés et les pénuries de qualifications. » Pour éclairer ces mécanismes complexes, le ministre de l'éducation a annoncé son intention d'organiser chaque année une « conférence nationale enseignement-emploi », réunissant des représentants d'universités, directeurs de grande école et chefs d'entreprise. La première édition devrait se tenir au mois d'avril prochain.

Adapter l'offre à la demande

Derrière cette initiative, c'est tout d'abord une réflexion qui est bel et bien engagée dans l'entourage de M. Jospin pour repenser l'enseignement supérieur, son architecture et ses finalités. Avec un objectif crucial : assurer une meilleure adéquation entre les diplômés et les emplois, réduire le fossé qui, trop souvent, sépare l'offre de formation de la demande du monde économique. Bref, éviter que les diplômés de l'Université soient obligés d'accepter des emplois déqualifiés, tandis que les entreprises ou le secteur

public manquent de cadres ou de techniciens.

Une meilleure adéquation de l'offre à la demande de formation passe tout d'abord par une connaissance beaucoup plus précise des flux de diplômés (par secteur, par niveau et par région) et des besoins de l'économie à moyen terme. Or les uns et les autres font l'objet de prévisions et d'analyses encore très approximatives. Le ministère de l'éducation souhaite donc mobiliser l'ensemble des partenaires pour sortir du brouillard actuel et construire deux tableaux prévisionnels, un de l'offre et un de la demande de diplômés.

Le premier serait réalisé par le Centre d'études et de recherche sur l'emploi et les qualifications (CERER), le Haut Comité d'éducation économique, la commission formation du CNPF (Conseil national du patronat français) et la direction générale de la fonction publique. Le second serait établi par les services du ministère. Le rapprochement de

deux tableaux de ce genre permettrait de faire apparaître pour chaque branche, chaque secteur et chaque niveau de qualification, les écarts quantitatifs et qualitatifs prévisibles entre offre et demande de formation.

Mais disposer de meilleurs instruments de pilotage ne suffit pas. Encore faut-il pouvoir réguler les flux d'étudiants et leur offrir des formations correspondant mieux aux besoins. Entreprise d'autant plus

La relance des IUT

Beaucoup plus complexe est le problème des premiers cycles, qui accueillent, dès à présent, quelque

absorbent actuellement 52 % des bacheliers et n'en accueilleraient plus que 40 %.

Les premiers cycles universitaires eux-mêmes seraient sérieusement rénovés. Ainsi la douzaine de filières existant aujourd'hui seraient ramenées à six grands domaines de formation (sciences, technologie, lettres et civilisation, sciences humaines, droit-économie-administration, vie et santé). Plus ramassées et plus flexibles, ces premières cycles seraient organisés, de façon beaucoup plus souple, en modules capitalisables.

Sans revenir à un système de propédeutique généralisée, le premier cycle comprendrait deux « niveaux », le premier sanctionné par un nouveau diplôme (le certificat d'études universitaires) et le second par le DEUG actuel. Enfin l'ensemble des cursus de premier cycle serait piloté grâce à un système d'orientation beaucoup plus développé, permettant dès la lycée des choix initiaux plus clairs et des orientations plus aisées en cours de formation.

La volonté de clarté et de souplesse se serait pas moins forte au niveau des deuxième et troisième cycles universitaires. Les filières thématiques classiques (lettres, mathématiques, droit, etc.), voies traditionnelles vers la recherche, seraient ainsi concentrées autour d'une cinquantaine de maquettes de licence et de maîtrise, au lieu de deux cent cinquante actuellement.

Création d'instituts professionnels

Mais surtout le ministère envisage de créer, en parallèle, des filières à finalité professionnelle dans le cadre d'instituts universitaires spécialisés. Ces formations seraient définies en fonction des besoins de l'économie (ingénierie, gestion financière, vente, administration générale, communication) et offriraient systématiquement des cursus en formation initiale et continue. Leurs enseignants seraient pour moitié des professionnels bénéficiant du nouveau statut d'enseignant associé. Enfin l'entrée dans ces instituts professionnels pourrait se faire soit en deuxième année de premier cycle (après le certificat d'études universitaires), soit en second cycle (après avoir obtenu un DEUG, un DUT ou un BTS). A long terme, ces filières professionnelles, qui pourraient aller jusqu'au troisième cycle et la recherche, pourraient accueillir environ la moitié des effectifs universitaires.

Comme pour l'ensemble de ses projets, le ministère souhaite adapter et non chambouler le paysage, partir des formations existantes et des expériences actuelles les plus dynamiques pour construire ces nouvelles filières longues à vocation professionnelle. Il est évident cependant que la mise en œuvre de ces orientations bousculerait bien des habitudes universitaires. Le ministère de l'éducation semble désormais persuadé que la modernisation et l'efficacité des formations supérieures est à ce prix.

GÉRARD COURTOIS

SCIENCES

Retour sur Terre des cosmonautes soviétiques et américains

Au terme d'une mission de huit jours à bord de la station orbitale soviétique Mir, le japonais Toyohiro Akiyama est revenu sur Terre, lundi 10 décembre, à bord du vaisseau Soyuz TM-10. Il était accompagné des deux Soviétiques Guennadi Manakov et Guennadi Serebriakov. Ces derniers, qui ont passé quatre mois à bord de Mir, ont été remplacés par Viktor Afanassiev et Moussa Manarov, dont la mission spatiale devrait durer 169 jours.

La sonde spatiale Galileo « ricoche » sur la Terre. La sonde spatiale américaine Galileo, lancée en octobre 1989 pour explorer Jupiter en 1995, a frôlé la Terre, samedi 8 décembre, à 950 kilomètres de distance. Utilisant notre planète comme un tremplin gravitationnel pour se propulser de nouveau dans l'espace interplanétaire,

elle a vu ainsi sa vitesse passer de 107 000 km/h à 125 000 km/h. « Notre rendez-vous était juste à une demi-seconde près », ont commenté les responsables de la NASA. Une belle exécution après un voyage de quatorze mois, durant lequel la petite sonde a déjà parcouru plus de 650 millions de kilomètres. (Reuters)

Le mauvais temps en Europe

Des tempêtes de neige provoquent la mort de huit personnes en Grande-Bretagne

Des tempêtes de neige dans la moitié nord de la Grande-Bretagne, les vendredi 7 et samedi 8 décembre, les plus graves depuis vingt ans, ont provoqué la mort de huit personnes. Des centaines d'automobilistes sont restés bloqués sur le réseau routier devenu, dans sa majeure partie, impraticable. Le trafic ferroviaire et aérien a été très perturbé, et un demi-million de foyers étaient encore privés d'électricité dimanche soir. L'armée britannique a été appelée à l'aide, notamment dans les Midlands.

La France a été également touchée par le mauvais temps au cours du week-end, en particulier la région Rhône-Alpes, l'Auvergne, la Bretagne, le Nord-Pas-de-Calais. Plus de cent mille foyers étaient encore privés d'électricité lundi matin, notamment dans des villages retirés de la Drôme, de l'Ardèche, de l'Ain et de l'Isère. Les verglas a provoqué nombre d'accidents, mortels comme en Dordogne. De nouvelles chutes de neige étaient prévues de mardi à mercredi sur les régions Poitou-Charentes et Limousin.

La moitié nord de l'Espagne a subi, elle aussi, des tempêtes de neige. En Andorre, sept mille touristes sont restés bloqués dans la nuit de samedi à dimanche et ont dû être hébergés dans des bâtiments publics.

Rhône-Alpes ankylosée par la neige

LYON

de notre bureau régional

Les importantes chutes de neige intervenues au cours du week-end sur plusieurs départements de la région Rhône-Alpes ont provoqué de graves perturbations du trafic routier et ferroviaire, tandis que plusieurs dizaines de milliers d'habitants étaient privés d'électricité, donc dans bien des cas, de chauffage.

Comme souvent, ces dernières années, c'est moins l'abondance que la lourdeur des flocons qui a été à l'origine des principaux problèmes observés dans l'Ain, la Loire, une partie du Rhône, l'Isère et les départements alpins. L'accumulation de la neige sur les lignes électriques et sur les caténaires a ainsi souvent causé la rupture des câbles et, parfois, celle des poteaux ou pylônes. Dans la matinée de lundi 10 décembre, on évaluait ainsi à quelque 300 000 le nombre de Rhodanais réduits à s'éclairer à la bougie et à se réchauffer avec des moyens de substitution. Les équipes de dépannage d'EDF s'employaient à rétablir la distribution dans les meilleurs délais, moins de 24 heures le plus souvent.

La perturbation de la circulation routière et ferroviaire était particulièrement sensible sur les axes Lyon-Grenoble, Lyon-Chambéry et Grenoble-Valence, l'autoroute A43 ayant dû être fermée au trafic dans la nuit

de dimanche à lundi, puis, de nouveau, lundi matin, dans le sens Lyon-Alpes, les véhicules circulant au ralenti, sur une seule file, dans l'autre sens. « D'énormes chutes de neige sur le versant italien ont entraîné la fermeture du tunnel du Mont-Blanc », expliquait un responsable du Centre régional d'information et de sécurité routière. Du coup, les poids lourds ont tenté de gagner le tunnel du Frejus et le trafic s'est trouvé saturé sur l'A 41. Par ailleurs compte tenu de l'accumulation de camions à la barrière de piage de Saint-Quentin-Fallavier (Isère), nous avons formé des convois précédés par des chasse-neige, mais les deux derniers paraissent être bloqués dans le secteur des Terres froides. Pour nous, la situation est préoccupante ».

A partir de dimanche après-midi, les liaisons ferroviaires ont été suspendues entre Lyon et Chambéry et Lyon et Grenoble à la suite de ruptures de caténaires ou d'obstructions des voies par des arbres brisés ou déracinés. Dans les gares, quelques cheminots débordés ne parvenaient plus à renseigner les voyageurs désorientés, « mais les responsables régionaux de la SNCF envisagent, lundi matin, de faire circuler quelques trains tirés par des moteurs diesel ». Dans la région grenobloise, tous les transports scolaires étaient supprimés lundi matin.

R. B.

Les lignes électriques sous le poids de la neige

Les lignes électriques cassent sous le surcharge énorme qu'impose aux câbles d'aluminium depuis une trentaine d'années et donc aux pylônes (éléments d'acier boulonnés) la constitution de manchons de neige collante. Pareil désastre s'est produit le 27 novembre 1982 dans les départements du Rhône, de la Loire et de la Haute-Loire : il y a huit ans, 534 000 personnes et plusieurs centaines d'entreprises avaient été privées de courant, parfois pendant plusieurs jours.

Les lignes à très haute tension (400 000 volts) sont faites d'un « trio » de trois câbles pesant ensemble 4,8 kilos par mètre. Elles sont portées par des pylônes de 6 à 80 tonnes espacés, en général, de 500 mètres. Les lignes de 63 000 volts sont faites d'un câble unique pesant 800 grammes par mètre et soutenu par des pylônes de 1 à 3 tonnes espacés, en moyenne, de 250 mètres.

Sous l'effet de conditions très particulières de températures au sol et en altitude, la neige devient collante et s'agglutine en manchons épais qui imposent à chaque câble une surcharge pouvant atteindre 10 kilos par mètre. Dans les lignes à très haute tension, les câbles tiennent souvent, mais pas les pylônes qui se tordent ou cassent. Pour les lignes à moyenne et basse tension, les câbles sont beaucoup plus petits (de 350 à quelques grammes par mètre) et cassent donc souvent. Ce qui n'empêche pas les poteaux de bois, de ciment ou de

feraille de casser eux aussi.

Tous les pylônes, certes, sont calculés en fonction des surcharges qui peuvent leur être imposées, c'est-à-dire en fonction des probabilités régionales et locales de chutes de neige importantes, de pluies verglaçantes, de givre et de vents violents ainsi que des probabilités de défilé qui favorisent la recrudescence de tous ces phénomènes liés à la météorologie. Mais les coûts entrent aussi obligatoirement, bien sûr, dans les calculs. De toute façon, une ligne « ordinaire » est capable de supporter une surcharge de 2 kilos par mètre. Et le surcoût est de 100 % à 150 % pour une ligne capable de résister à une surcharge de 6 kilos par mètre et encore de 60 % pour celle qui supportera une surcharge de 4 kilos par mètre...

On a bien songé à enterrer les lignes électriques. Mais l'enfouissement est impossible pour les lignes à 400 000 volts car, au-delà de quelques kilomètres, celles-ci se chargent d'électricité statique et sont dès lors incapables de transporter le courant. Pour les lignes à 225 000 volts, l'enfouissement est acceptable sur une vingtaine de kilomètres. Ce qui est fait en zone urbaine mais rend difficile la localisation de ruptures éventuelles. Quant aux lignes à moyenne et basse tension (longues de 500 000 kilomètres pour chacune de ces deux catégories), elles sont enterrées au rythme de réfection de leurs réseaux.

YVONNE REBEYROL

ENVIRONNEMENT

Selon deux enquêtes épidémiologiques

La décharge de Montchanin était nocive

LYON

de notre bureau régional

Deux enquêtes épidémiologiques menées durant un an, auprès de la population de Montchanin, ont été rendues publiques vendredi 7 décembre par la préfecture de la Saône-et-Loire. Conduites par le médecin grenoblois Denis Zmirou, directeur du Centre alpin de recherche épidémiologique et de prévention sanitaire (CAREPS), ces études permettent d'établir, de façon nuancée, une corrélation entre la présence de produits polluants dans la décharge de Montchanin, fermée depuis juin 1988, et l'aggravation de certaines pathologies dans la population vivant à proximité.

La première de ces deux études, commandée et financée par le ministère de la santé, confirme « au moins partiellement » les présentiments de l'ensemble des médecins de la région de Montchanin, qui suspectaient la décharge de provoquer des irritations des muqueuses et des yeux, des manifestations neuropsychiatriques et, plus globalement, un état de malaise général.

Cette étude, qui a porté sur 332 foyers tirés au sort dans trois zones d'exposition différentes, n'a pas permis, en revanche, selon le docteur Zmirou, de faire apparaître de nouvelles pathologies, qui auraient pu être liées aux émanations de gaz toxiques, alors que la décharge était en activité.

La deuxième enquête avait pour objectif de vérifier si la fermeture de la décharge depuis plus de deux ans avait éliminé tout risque toxique pour la population locale. Réalisée avec la participation de l'ensemble des médecins locaux, elle repose sur l'analyse de 794 dossiers médicaux, la moitié concernant des personnes atteintes d'affections susceptibles d'être dues à la décharge, l'autre ayant consulté pour des motifs a priori étrangers aux émanations toxiques.

« Absence de risque actuel »

Les résultats de cette deuxième étude peuvent être interprétés « comme traduisant une absence de risque actuel observable », affirment les médecins du CAREPS. « Les gaz volatils qui s'échappent encore de la décharge n'ont pas une concentration telle qu'ils puissent provoquer aujourd'hui de nouvelles maladies », concluent les spécialistes grenoblois du laboratoire de santé publique.

Ces résultats apaiseront-ils le climat de passion et de polémique lié à la présence de la décharge qui a agité la région ? Les médecins du CAREPS recommandent aux pouvoirs publics une surveillance « au long cours » de la population de Montchanin, ces deux études ne permettant pas une évaluation de l'impact à long terme des rejets toxiques de la fameuse décharge.

GÉRARD CLAVALOY



كتاب النظم

SOCIÉTÉ

CIRCULATION

La région Ile-de-France envisage de créer des axes rouges et des autoroutes souterraines à péage

M. Pierre-Charles Krieg (RPR), président du conseil régional d'Ile-de-France, devait exposer, lundi 10 décembre, un plan pour améliorer la circulation routière. Certaines routes seront mises en « axe rouge » comme c'est le cas dans Paris depuis deux mois. Un réseau d'autoroutes souterraines à péage sera mis en place, construit et exploité par des sociétés privées.

Après les transports en commun, les voies routières. La semaine dernière, le conseil régional d'Ile-de-France présentait son projet de rocade autour de Paris : un réseau de 170 kilomètres de voie ferrée destiné à faciliter les relations de banlieue à banlieue (le Monde du 8 décembre). Mais la région veut mener de pair le développement des transports collectifs et celui de la route car, dit M. Krieg, « pour être valorisée sur le plan européen, l'Ile-de-France doit être une région où l'on circule ».

Les axes rouges créés à l'automne par le maire de Paris ont accéléré le trafic et diminué les embouteillages. La région classera à son tour en axes rouges des routes nationales et des rues de banlieue, où tout stationnement et parfois tout arrêt seront proscrits. La RN 305, par exemple, qui relie Vitry à Ivry, pourrait devenir axe rouge.

Le président du conseil régional devait présenter ses projets, lundi 10 décembre, en présence du président du conseil général des Hauts-de-Seine, M. Charles Pasqua (RPR), et de M. Roger Prévot, président de l'association des maires du département. En effet, l'aménagement de la boucle nord de la Seine, qui traverse les Hauts-de-Seine, devra être l'un des premiers chantiers ouverts : la liaison la

Défense-Orly, inexistante actuellement, devient une priorité.

Selon M. Krieg, le choix n'est pas « entre autoroutes avec ou sans péage, mais entre autoroutes souterraines à péage ou pas d'autoroutes du tout ». La région, a-t-il rappelé, a inscrit 3,7 milliards de francs d'autorisations de programmes au projet de budget 1991. Il est impossible, selon lui, de dégager plus de 7 milliards de francs par an de financement public, alors qu'il en faudrait de 10 à 12 « pour redresser la situation ».

Aussi le conseil régional a-t-il demandé à l'IAURIF (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France) d'étudier avec un bureau d'études qui dépend de la Caisse des dépôts, Sotauroute, un projet de réseau autoroutier souterrain à péage. Celui-ci serait articulé sur les axes existants, branché par exemple sur le tronçon sud du périphérique que la Ville de Paris envisage, elle aussi de doubler en souterrain. Ainsi seront assurés les itinéraires tels que l'axe Roissy-la Défense-Orly ou Roissy-Enro Disneyland.

Les sociétés privées concessionnaires financeraient la construction du réseau. Le prix du péage pour les usagers varierait selon la longueur du trajet emprunté, mais il pourrait se situer en moyenne autour de 2 F le kilomètre.

M. Krieg espère que l'étude attendue aboutira au printemps. Si les concessions sont attribuées sans tarder, la réussite technique du tunnel sous la Manche montre que les travaux pourraient avancer rapidement... étant entendu que ce projet ne pourra pas ignorer le futur schéma directeur de la région. Mais on prête au nouveau préfet de l'Ile-de-France, M. Christian Sautter, l'intention d'aller lui-même très vite pour mener la révision de ce schéma directeur.

CHARLES VIAL

FAITS DIVERS

Anteur avec un complice d'une agression contre une octogénaire à Alençon

Jean-Charles Willoquet a été tué par des policiers

Auteur, avec un complice, d'une agression contre une personne âgée, dimanche soir 9 décembre à Alençon (Orne), Jean-Charles Willoquet, quarante-six ans, a été tué lors d'une fusillade avec des policiers. Considéré comme un malfaiteur particulièrement dangereux, l'homme avait, à de multiples reprises, défrayé la chronique et bénéficié, en décembre 1989, d'une libération conditionnelle.

Il avait commencé comme coiffeur pour dames à Nevers. Il aura fini agresseur de vieilles dames à Alençon. Jean-Charles Willoquet, quarante-six ans, celui-là même qu'en 1974, le directeur de la police judiciaire d'alors, M. Jean Ducas, qualifiait d'« ennemi public numéro un », est mort, d'une balle dans la tête, au domicile d'une femme âgée de quatre-vingt-un ans, qu'avec un complice, Alain Guilleminot, vingt-neuf ans, il venait d'agresser, dimanche soir 9 décembre, comme un vulgaire petit malfaiteur.

C'est en début de soirée que les deux hommes, se présentant comme des policiers enquêtant sur des vols commis par des gitanes, avaient réussi à pénétrer à l'intérieur de l'appartement de M^{me} Rosa Kahn, veuve d'un antiquaire. Peu avant 19 heures, une jeune voisine, entendant des cris, alertait le commissariat de police. Trois policiers en tenue étaient alors dépêchés sur place et, dès leur arrivée, se trouvaient face à l'un des deux malfaiteurs qui

ouvrait immédiatement le feu. Un brigadier, Jean-Yves Vergne, quarante-quatre ans, était gravement blessé à l'abdomen, tandis que ses collègues ripostaient, après une poursuite dans les étages. Un des deux agresseurs, identifié plus tard comme étant Jean-Charles Willoquet, était tué d'une balle dans la tête, tandis que son complice réussissait à prendre la fuite au volant d'une voiture bleu marine.

Après cette fusillade, les services de police portaient secours à M^{me} Rosa Kahn, qui avait été ligotée par les malfaiteurs et brutalement. Un pouce cassé, le visage couvert d'ecchymoses et très commotionnée, la vieille dame devait être admise à l'hôpital d'Alençon, comme le policier blessé et considéré, lundi matin, hors de danger.

L'identification du malfaiteur tué, grâce notamment aux papiers d'identité qu'il portait sur lui, a été très rapide et a provoqué la surprise chez les policiers. Jean-Charles Willoquet, qui avait bénéficié, au mois de décembre 1989, quatre jours seulement avant la Saint-Sylvestre, d'une libération conditionnelle, aura connu, en effet, une fin inattendue pour un homme qui, durant une vingtaine d'années, fut considéré comme un criminel d'envergure et, de ce fait, défraya la chronique.

Rien ne prédisposait Jean-Charles Willoquet, à devenir une des « vedettes » du gangstérisme contemporain. Son entrée en délinquance se fit à la fin des années 60 par toute une série de cambriolages dans de petits châteaux des bords de Loire, qui lui permirent, par la vente des objets volés, de satis-

faire sa passion des grosses voitures.

Arrêté en 1968, condamné à cinq ans de prison dont trois avec sursis, le coiffeur-cambrioleur allait, dès sa sortie de prison, verser dans le grand banditisme. Recherché pour onze agressions à main armée, trois tentatives de meurtre contre des policiers et de multiples affaires de racket, il était blessé de six balles et arrêté le 29 juin 1974, au rond-point des Champs-Élysées à Paris.

Un an plus tard, le 8 juillet 1975, avec l'aide de sa femme, Martine, déguisée en avocate, Jean-Charles Willoquet, qui devait comparaître devant le tribunal correctionnel, réussissait une sanglante évasion. En pleine audience, Martine Willoquet, tenant à la main une grenade décapotée, passait un pistolet à son mari. Prenant en otages le président André Cozette et le substitut Antoine Michel, le couple parvint à s'enfuir après que Jean-Charles Willoquet, ait fait usage de son arme blessant le colonel de gendarmerie Guillaume, commandant la garde du palais de justice et le gendarme Jean Germainaud.

« Bonnie and Clyde » de l'évasion

La « légende » de Martine et Jean-Charles Willoquet, « Bonnie and Clyde » de l'évasion, était née. Quelques mois plus tard, Martine Willoquet était arrêtée la première, le 23 octobre, et son mari, le 1^{er} décembre 1975. En 1977, Martine Willoquet, mère d'un petit garçon, William, né en prison, était condamnée par la cour d'assises de

Paris à deux peines de cinq années de réclusion criminelle, sans bénéfice de la confusion des peines, contrairement, semble-t-il, à ce que plusieurs jurés avaient compris.

Le problème de la séparation éventuelle de la mère condamnée et de son enfant avait provoqué, fin 1977, une véritable polémique. En 1977 toujours, devant la même cour d'assises, Jean-Charles Willoquet était condamné, lui, à quelques jours d'intervalle, à deux fois vingt ans de réclusion criminelle, peines bénéficiant de la confusion, mais aussi à une peine supplémentaire de cinq ans de prison pour l'évasion de 1975. Plusieurs jurés, siégeant à la cour d'assises, avaient fait savoir ultérieurement que les magistrats, concernant cette peine supplémentaire, leur avaient indiqué, lors des délibérations, qu'il y aurait là aussi confusion des peines. Ce qui n'était pas le cas.

Après de multiples actes judiciaires, la Cour de cassation, saisie d'un pourvoi formé à la demande du garde des sceaux le 24 février 1989, se prononcera dans un arrêt (le Monde du 6 juillet 1989) contre la confusion des peines. Jean-Charles Willoquet resta donc en prison, après avoir fini, le 7 juillet 1989, de purger ses vingt années de réclusion, compte tenu des remises de peine.

C'est seulement le 27 décembre suivant qu'il sera remis en liberté, au bénéfice d'une libération conditionnelle. Depuis, et jusqu'à sa mort dans un appartement d'Alençon, celui qui fut aussi un lieutenant de Jacques Mesrine et tenta, en octobre 1975, de le faire s'évader, s'était fait oublier.

MÉDECINE

Le Téléthon 1990 bat tous les records

La santé par les médias

En réunissant plus de 300 millions de francs de promesses de dons, le Téléthon 1990 a battu les différents records de ses trois précédentes versions.

Une fois encore on a eu recours, avec succès, aux recettes trop bien connues des appels médiatiques à la charité. Une séduisante marraine — M^{me} Claude Cardinale — et un parrain d'occasion — Alain Prost — auront cette année amplement contribué à la collecte de fonds privée au profit de la recherche publique.

Sans doute convient-il de ne pas méconnaître cette manifestation enthousiaste de solidarité nationale organisée pour de jeunes enfants victimes de maladies héréditaires — les myopathies — qui réduisent souvent de manière dramatique leur espérance de vie.

Il s'agit désormais d'un de ces combats imposés, d'une lutte dans laquelle on ne peut pas ne pas s'engager, ne serait-ce qu'à cause des images poignantes que diffuse la chaîne publique qui depuis le début soutient l'opération Téléthon.

On ne saurait pour autant passer sous silence quelques aspects problématiques de cette importante manifestation.

Qu'il s'agisse de la recherche contre le sida ou contre les cancers, les médecins et les scientifiques nous ont appris à quel point ils pouvaient avoir besoin de l'argent facilement utilisable fourni par les associations privées.

Un défi lancé aux maladies héréditaires

Les recherches contre les myopathies n'échappent pas à cette règle, et les ressources considérables ainsi dégagées ne peuvent qu'aider les équipes spécialisées dans l'étude des pathologies neuro-musculaires héréditaires.

Il n'en est pas moins vrai que l'argent n'est pas le seul moteur de la recherche.

Au-delà des myopathies, le

Téléthon est pour l'essentiel perçu comme un défi lancé à l'ensemble des maladies héréditaires, qu'elles touchent ou non le muscle. Or tout indique que les responsables de cette opération hésitent à dépasser le monde des myopathies pour partager le fruit des efforts de la collectivité, aider de manière substantielle les travaux de recherche contre la mucoviscidose, les cécités d'origine héréditaire ou les nombreuses autres affections transmises sur le même mode.

Il y a aussi quelque exagération à laisser entendre aujourd'hui que les ressources dégagées grâce aux précédents Téléthons sont directement à l'origine des récentes avancées fondamentales réussies sur le chapitre des myopathies.

Pour l'essentiel en effet, ces avancées résultent des progrès dus aux techniques de la biologie moléculaire. Et si les financements complémentaires des travaux en cours sont nécessaires, on ne saurait leur attribuer la paternité des résultats enregistrés ces derniers temps concernant l'identification des gènes impliqués dans plusieurs types de myopathies.

En d'autres termes, le financement privé de la recherche dans ce domaine a heureusement coïncidé avec l'émergence de nouveaux concepts et de nouveaux outils de recherche sans lesquels il eût été impossible de progresser.

Plus généralement, certains contestent aujourd'hui — comme hier pour la recherche contre le cancer — l'aspect médiatique et artificiel de ces appels à la charité. Des appels qui, il faut le rappeler, substituent aux procédures normales de décision en matière d'investissements scientifiques des procédures fondées sur les images toujours émotives des enfants victimes ainsi que sur l'autopromotion individuelle et sur les publicités en cascade, procédés inhérents quoi qu'on fasse à ce type d'opération à grand spectacle.

JEAN-YVES NAU

créatifs, lucratifs, prospectifs

33 métiers d'avenir

le guide dans GLOBE de décembre

DEPUIS 1964

ISTH

Plus qu'un Institut

- SCIENCES-PO 2^e année entrée directe
- HEC - ESCP
- DROIT - SCIENCES ECO D.E.U.G. et 3^e année
- ENM - C.F.P.A.

PRÉPAS ANNUELLES ET 6, avenue Léon-Henry 75016 PARIS

DES PIONNIERS EN EXTRÊME-ORIENT

DES PIONNIERS EN EXTRÊME-ORIENT

L'ouvrage que Marc Meuleau a consacré à la Banque de l'Indochine offre au lecteur une chronique, nourrie de faits, extrêmement intéressante à suivre sur les cent années que couvre son histoire, et qui se recommande à la fois par la solidité de sa base documentaire, les qualités de la narration, l'objectivité des analyses et des conclusions, et fait peu fréquent dans une histoire d'entreprise, par le souci qu'a eu l'auteur de ne pas négliger les crises politiques et financières auxquelles les dirigeants de l'institution ont été confrontés et les commentaires souvent négatifs que leurs décisions ont provoqués.

Il fallait écrire l'histoire de la Banque de l'Indochine, et le livre de Marc Meuleau vient à son heure. D'abord parce qu'il s'agit d'une aventure passionnante qui tiendra le lecteur en haleine du début jusqu'à la fin. Il y verra la singulière entreprise de ces hommes qui ont porté le capitalisme financier français en Extrême-Orient, mais il traversera aussi des épisodes majeurs de l'histoire économique, politique, militaire de l'Asie comme de la France : l'expansion coloniale, la décomposition chinoise du début du siècle, les conquêtes japonaises, la déchirure de la Seconde Guerre mondiale et bien d'autres...

L'Histoire de la Banque de l'Indochine

FAYARD

AC, SAS, ARS, LA, R, LE, RE, DE, VIE, OUT.

sur de la A (le n un sam- BERG page 8

75 PTA 1 250 S

COMMUNICATION

Pour sortir d'une grave crise de financement

Les producteurs proposent de changer la réglementation des télévisions

Réunis le 7 décembre à l'initiative de l'Union syndicale des producteurs audiovisuels (USPA), les professionnels du secteur s'alarment de la crise de financement et proposent de remettre à plat toute la réglementation.

« La grande majorité des producteurs français est aujourd'hui au bord de l'asphyxie. Seul un plan Orsec peut maintenant éviter la catastrophe », Nicolas Traube, responsable d'Hamster, l'une des plus importantes sociétés de production audiovisuelle (Navarro, Série noire, etc.), n'est guère optimiste. Mais, sur la centaine de professionnels réunis le 7 décembre à Paris par l'Union syndicale des producteurs audiovisuels, il ne s'en est pas trouvé un pour contester son analyse.

En apparence pourtant, le secteur affiche une belle croissance dopée par la multiplication des chaînes et les aides de l'Etat : quelque cent-vingt sociétés privées réalisent un chiffre d'affaires de près de 3 milliards de francs, supérieur depuis deux ans à celui du cinéma. Mais ce développement cache une grave crise de financement. Pour remplir leurs obligations réglementaires, les chaînes multiplient les commandes mais n'ont pas les

moyens d'augmenter en proportion leur mise financière, qui ne dépasse plus guère le tiers du budget d'une fiction. Dans le même temps, les subventions du compte de soutien vont diminuant du fait de l'augmentation du nombre de producteurs.

Pour faire face, les producteurs doivent désormais investir plus de la moitié des budgets sans grand espoir de trouver à court terme un amortissement. L'exportation des programmes français est quasiment nulle. La vente de l'œuvre à une autre chaîne de l'Hexagone est des plus problématiques : le prix demandé pour une rediffusion, alourdi par les royalties à verser aux artistes-interprètes, reste supérieur au prix d'achat d'une série américaine.

« Pour financer une série à vocation internationale, on peut encore trouver des partenaires dans les autres télévisions européennes à condition de tourner en anglais, explique M. Jacques Peskine, président de l'USPA. Mais il devient pratiquement impossible de trouver de l'argent pour faire une œuvre franco-française. Or c'est ce type de programmes qui a aujourd'hui les faveurs du public, que les chaînes réclament et que les quotas réglementaires imposent. Pour sortir de cette impasse, il faut modifier rapidement tout le cadre réglementaire. »

Les producteurs demandent en priorité qu'on assouplisse les carcans qui enserrant les télévisions et limitent leurs ressources. Une ouverture de la publicité télévisée aux secteurs interdits (presse, cinéma, édition, distribution) rapporterait de 1,2 à 2 milliards de francs supplémentaires. La suppression de la loi sur la coupure unique dans les œuvres de fiction inciterait les chaînes à mieux financer les fictions : aujourd'hui TF1 retire quatre fois plus de ressources, à audience égale, d'une émission de variétés que d'une série diffusée à la même heure.

Unité inattendue

L'USPA demande aussi que l'on revioit tous les quotas de diffusion et de production imposés aux chaînes pour les inciter à acheter davantage de rediffusions françaises et d'œuvres européennes. Avec le double espoir de trouver ainsi un amortissement supplémentaire de la production sur le marché national et de stimuler les échanges européens et l'exportation.

Ce changement de stratégie n'est pas sans intérêt. Pour une fois les producteurs échappent aux réflexes corporatistes qui leur ont fait demander, pendant des

années, des quotas et des contraintes réglementaires sur les chaînes de diffusion. « Nous avons compris que le déficit des diffuseurs ne pouvait aider en rien les producteurs », reconnaît l'un d'entre eux. Aussi les revendications de l'USPA semblent-elles bénéficier d'un consensus assez large auprès des chaînes de télévision et même trouver quelques échos favorables auprès des sociétés d'auteurs. Pourtant, malgré cette unité inattendue et l'urgence de la situation économique, le gouvernement continue à faire la sourde oreille et ne semble guère disposé à remettre en cause son édifice réglementaire.

JEAN-FRANÇOIS LAGAN

□ Une télévision temporaire à Briançon. — Télé Sciences Frontières, une expérience temporaire de télévision scientifique dans la région de Briançon, vient d'être autorisée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Préparée pour le huitième Festival scientifique de Puy-Saint-Vincent (Hautes-Alpes), qui se tiendra du 21 au 25 janvier 1991, TSF diffusera pendant ce festival des documentaires, des émissions scientifiques, mais aussi des émissions grand public élaborées avec les chercheurs invités.

La BBC choisit le D2 MAC pour ses chaînes extérieures

La télévision publique britannique vient d'annoncer qu'elle allait utiliser la norme de télévision D2 MAC, associée au dispositif de cryptage Eurocrypt, pour ses chaînes à destination de l'étranger, BBC TV Europe et Enterprise Channel. La première est un condensé des meilleurs programmes de BBC 1 et BBC 2, diffusé dix-huit heures sur le satellite Intelsat VI vers les réseaux câblés européens. Sur la même satellite, la BBC diffuse aussi un service de télétexte et

des radios, dont la BBC World Service. Enterprise Channel est une chaîne expérimentale diffusée sur le satellite européen Olympus.

La norme D2 MAC Eurocrypt a déjà été choisie par les satellites de télévision directe français et allemand, ainsi que par deux chaînes à péage scandinaves. Ce choix renforce les partisans du D2 MAC, norme intermédiaire vers la télévision haute définition.

Câble

Nouvelle expérience de télé-achat

La filiale de TF1 Télé Shopping, qui réalise les émissions de télé-achat de la chaîne, vient de signer un accord avec les exploitants de réseaux câblés Communication Développement et Région Câble. Les séquences de télé-achat déjà diffusées sur TF1 serviront à confier un nouveau programme, Télé Shopping câble, diffusé toute la journée sur différents réseaux (Metz, Le Mans, banlieue lilloise pour commencer, soit 55 000 foyers). Les spectateurs pourront commander

directement leurs produits. Sur les réseaux, parce qu'il occupe un canal complet, le télé-achat n'est pas limité à un quart d'heure par jour comme sur les chaînes hertziennes. Le public est néanmoins limité, comme l'avait montré l'échec d'une première expérience en 1988 (le Monde du 29 mars 1989). Seuls peuvent donc se lancer sur ce marché des groupes rentabilisant leur activité par ailleurs, comme par exemple la société de Pierre Bellemare, associée au télé-achat de TF1.

Un journal prestigieux tirant à deux millions d'exemplaires

Le quotidien sud-coréen « Dong A Ilbo » a fêté son soixante-dixième anniversaire

SÉOUL

de notre envoyé spécial

A l'occasion des manifestations célébrant son soixante-dixième anniversaire, le quotidien sud-coréen Dong A Ilbo a organisé les 29 et 30 novembre à Séoul, avec le concours du Quay d'Orsay, un symposium sur le thème « Culture, entreprise et géopolitique ». Cette rencontre fut le pendant à un autre symposium organisé avec le journal japonais Asahi Shimbun. Compte tenu des relations étroites, quoique tourmentées, existant entre la Corée du Sud et le Japon, le fait que le Dong A Ilbo se soit tourné vers la France pour engager cette réflexion est significatif. « Les idées doivent circuler comme les produits et je souhaite un approfondissement des échanges avec la France », estime M. Kwon O-kie, vice-président du Dong A. Ce symposium fut, en outre, révélateur d'un éveil des Coréens aux enjeux culturels mondiaux, en particulier au mécénat.

Prises de position courageuses

Le Dong A Ilbo est le plus prestigieux des quotidiens coréens. Né en 1920, en pleine occupation japonaise, il est lié au réveil du sentiment national. Son histoire s'est confondue depuis avec celle de la construction de la nation coréenne. Respecté pour des prises de position courageuses pendant les dictatures de Park Chung-hee et de Chun Doo-hwan, et bien qu'il ait parfois été contraint de capituler devant les pressions du pou-

voir, le Dong A Ilbo bénéficie d'une place à part parmi les journaux coréens.

Tiré à près de 2 millions d'exemplaires, il publie cinq hebdomadaires et mensuels. A la différence d'autres groupes de presse, il n'a pas d'autres activités que l'édition. A la suite de la démocratisation entamée depuis 1987, les journalistes du Dong A ont formé une société des rédacteurs sur le modèle de celle du Monde.

Le symposium a réuni des personnalités françaises, dont M. Ahrweiler, président du Centre Pompidou, et M. Odo, président d'honneur de Total, et du côté coréen, des anciens ministres et des universitaires. Le Monde était associé à cette manifestation. La réflexion en matière de géopolitique a surtout porté sur le réajustement de l'après-guerre froide — la péninsule coréenne restant un des derniers stigmates de la situation antérieure — et sur la construction européenne.

En matière de mécénat, le Dong A a fait œuvre de pionnier, en lançant le ballet de l'Opéra de Paris à Séoul, il y a une trentaine d'années. Aujourd'hui, comme au Japon, les journaux et les chaînes de télévision sont les principaux organisateurs de manifestations culturelles. Certains groupes industriels, tels que Daewoo et Samsung, ont pour leur part créé des musées et mènent une politique d'achat dynamique (la demande croissante en œuvres d'art étrangères ayant d'ailleurs incité de grands marchands d'art à s'installer récemment à Séoul).

PHILIPPE PONS

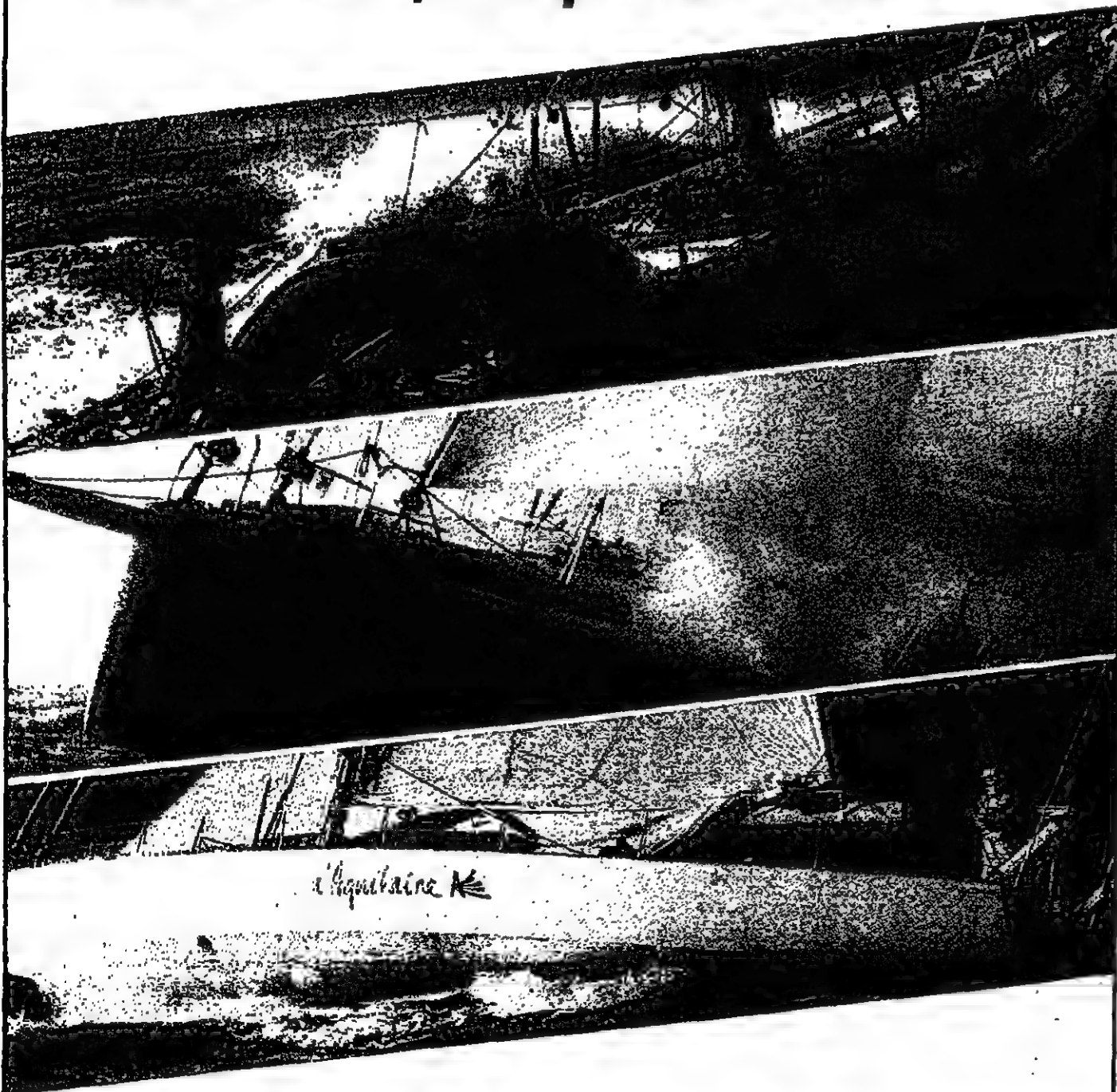
Parution de « Egunkaria » premier journal en langue basque

Un quotidien entièrement rédigé en basque a paru jeudi 6 décembre dans les kiosques français et espagnols des deux côtés de la frontière. C'est la deuxième tentative pour lancer un quotidien en langue basque, après la parution en 1937 d'un titre de ce genre au pays basque espagnol. Egunkaria sera « indépendant de tous les partis et non institutionnel » a déclaré un de ses responsables qui ajoute : « vouloir exister en langue basque est déjà une option politique ». Tiré à 15 000 exemplaires, le quotidien est édité par des associations et plusieurs sociétés ; il dispose d'une vingtaine de journalistes basés à la fois en Espagne (Bilbao, San Sebastian, Pampelune, etc.) et en France (Bayonne, Saint-Jean-de-Luz, Mauléon, etc.) et est imprimé sur les presses du quotidien Egin à Hernani (Guipuzcoa).

□ « Le Parisien » va supprimer les chroniques de ses grands éditorialistes. — Le Parisien a décidé de mettre fin début 1991 aux chroniques quotidiennes signées de journalistes-éditorialistes (Mme Michèle Cotta, MM. Philippe Alexandre, Alain Duhamel, Jean-Michel Royer et Albert Du Roy). Cette politique éditoriale avait été mise en place il y a quatre ans pour redresser l'image du quotidien auprès des lecteurs d'opinion.

□ M. Lev Spiridonov, nouveau directeur général de l'agence de presse soviétique Tass. — M. Lev Nikolavitch Spiridonov, membre suppléant du comité central et actuel rédacteur en chef adjoint de la Pravda, vient d'être nommé directeur général de l'agence Tass. Il remplace M. Leonid Kravtchenko, qui vient de prendre la tête du comité d'Etat pour la télévision et la radio (Gosteleradio). M. Spiridonov est âgé de cinquante-neuf ans ; il a collaboré au département de la propagande du Comité central de 1983 à 1985.

Titouan Lamazou, Champion du Monde



Ecureuil d'Aquitaine, Champion des Marques DÉFI LANCÉ, PARI TENU: 1987-1990

La Caisse d'Epargne a choisi de relever le défi de la concurrence pour tenir le pari de la performance. Titouan vous le dit : « Remporter le titre de champion ne s'improvise pas ». Professionnalisme, rigueur et ténacité sont les qualités qui font d'un grand skipper le symbole des Caisse d'Epargne.



Caisse d'Epargne Ecureuil

كتاب الأم

JOSEF NAD.

THÉÂTRE

Ronconi pulvérise l'Histoire...

Dans une usine Fiat désaffectée et repeinte
« les Derniers Jours de l'humanité » de Karl Kraus

TURIN

de notre envoyée spéciale

Entre campagne et banlieue, un quartier excentré de Turin, un immense bâtiment blanc d'aspect presque neuve : d'anciennes usines Fiat. Des pas tout d'acier des passerelles métalliques, trop hautes pour qu'on puisse voir qui marche. Il y a foule et elle est égarée. C'est là que Luca Ronconi, avec le Teatro stabile de Turin, présente jusqu'au 20 décembre l'œuvre géante de Karl Kraus *Les Derniers Jours de l'humanité*, défilant pamphlet d'une violence extrême, d'une ironie convulsive, où se déchaine la fureur de ce génial mégalomane — qui, tout seul, écrivait, éditait, publiait un magazine, contre son pays l'Autriche, ou plutôt contre sa façon de vivre la guerre, la première guerre mondiale.

Tout est décalé. On pénètre dans un atelier démesuré, bordé des deux côtés sur toute sa longueur de plates-formes portant d'anciennes presses d'imprimerie, avec au pied des piles de journaux. Des jeunes gens brillent : « *édition spéciale* », des passants insultent l'ennemi serbe, clament « *Vive les Habsbourg* ! », la guerre est déclarée. Au fond, une locomotive, une vraie, qui date du début du siècle. Partout il y a des gens qui apparaissent, disparaissent, des cris, un mouvement perpétuel de vases vides, de cloisons portant des affiches du temps, de canons verdis, de charlots poussés à main d'homme dans l'allée centrale, et sur lesquels se tiennent des personnages qui lancent de longs monologues baleines.

Alors, naturellement, on pense à *Orlando furioso*, qui a fait connaître Luca Ronconi en France, et dans toute l'Europe, spectacle épique et flamboyant où, montant de très hauts chevaux sculptés sur roulettes, les héros de l'Arioste fendaient la foule des spectateurs, s'affrontaient, s'invectivaient, tandis que sur des estrades d'autres personnages exécutaient d'autres épisodes. Le tout sur

le même ton emphatique, avec les mêmes gestes hyperboliques de marionnettes siciliennes. Le spectacle proposait une multitude de fragments que chaque spectateur était censé pouvoir organiser selon son désir.

Hantises et perfection

C'était en 1970, et Luca Ronconi pensait déjà aux *Derniers Jours de l'humanité*. Karl Kraus lui offre directement ce que le poème de l'Arioste lui permettait d'expérimenter. La pièce est construite en séquences inégales, et déplaçables. Elle éclate en tout sens, passe d'un lieu à l'autre, comporte un nombre incalculable de personnages. Elle s'adapte tout à fait à cette obsession de Ronconi : la destruction du temps et de la pensée, la projection scénique des labyrinthes du cerveau — ce labyrinthe qui achevait la représentation d'*Orlando furioso*, — avec les trous noirs de l'oubli, les moments de fusion entre folie et froidure qui engendraient une logique aberrante, meurtrière.

Les Derniers Jours de l'humanité représentent en quelque sorte le double opposé d'*Orlando furioso*. Si le jeu des acteurs reste outrancier, le mouvement incessant ne donne jamais l'impression de désordre, de bricolage ludique. Tout est tenu, réglé, surveillé par des régisseurs à talics-walkies. Ils déboulent au milieu des spectateurs, donnant l'impression qu'ils nous dirigent, que nous sommes des figurants dans ce qui se passe là, tout cela, et pourtant ailleurs, venant d'un autre temps. On croit entendre les échos toujours brûlants d'une histoire passée à laquelle on ne peut rien changer. Comme si, de chaque côté d'une vitre, acteurs et spectateurs cherchaient en vain à se parler, à s'entendre.

Depuis *Orlando*, vingt ans ont passé, une guerre menaçante et le théâtre, l'opéra ont offert à Ronconi maintes occasions de préciser, de

peaufiner ses hantises. Hantise de la désinformation qui attire l'attention vers un leurre — c'était le thème de *XX* à l'Odéon en 1971. Hantise de la façon déformée dont se traduisent et se transmettent les textes chargés d'interprétations au long des siècles — c'était la base de son *Oreste* en 1972 pour le Théâtre des nations. Hantise enfin de ces grands mouvements de l'histoire qui ne mènent nulle part. C'était *Utopia*, satire du boom économique italien d'après les *Discours d'Aristophane*, pour le Festival d'automne en 1975, tandis que le Candillio commençait à mourir.

Tout Ronconi est dans *Les Derniers Jours de l'humanité*, dans les harangues frénétiques de la bourgeoisie patriote (Marisa Fabbri) et de la journaliste avide d'action et de ragots (Annunziata Guerrieri), dans les professions de personnage qui représente Karl Kraus, (Massimo Francovich) face à un « optimiste » qui refuse de voir la mort et la défaite (Luciano Virgilio)... Ils sont soixante comédiens engagés dans une jubilation forcée, plus soixante-dix techniciens. Joué en continu, la pièce dure cent heures, et neuf heures. En actions simultanées, elle dure seulement trois heures trente.

Tout Ronconi est dans la splendeur du décor, dans la vision des déserts perdus, des tables recouvertes de nappes blanches devant lesquelles sont assis les survivants civils tandis que se mouline une musique d'opéra... Images fabuleuses qui se chevauchent, s'entrecroisent, avec une précision militaire. Tout Ronconi est là, dans ce spectacle enclavé dans sa perfection, fermé sur une amertume tranquille à laquelle nul ne peut apporter de soulagement.

C. G.

Jusqu'au 20 décembre. Tél. : 19/39 11-539-707.

LYRIQUE

...et déconstruit Mozart

Encore Ronconi. Mais à Bologne, cette fois, pour la mise en scène de « Don Giovanni », de Mozart. Entre farce bouffonne et messe noire

BOLOGNE

de notre envoyée spéciale

Que fait Don Giovanni lorsqu'il ne séduit pas ? Boire, manger peut-être. Que fait Luca Ronconi, metteur en scène conceptuel, en compagnie d'un personnage chez lequel la libido est reine, un gros bébé bloqué au stade oral ? Il le montre comme une machine à consommer, un corps vide sans arrière-pensées. Ainsi, la mise en scène du *Don Giovanni* de Mozart pour l'Opéra de Bologne (présentée parallèlement aux *Derniers Jours de l'humanité* à Turin) rappelle qu'un homme de théâtre pervers et intelligent peut en dire beaucoup et se montrer éclairant même s'il n'éprouve qu'une sympathie mitigée pour son héros, qu'il le trouve plutôt insignifiant.

Insignifiant, Don Juan ? Dénudé d'intérêt dès lors qu'on ne s'en laisse pas imposer par le mythe et qu'on mesure sa quasi-passivité dans le livret de Da Ponte (le « battant », c'est Leporello).

La « déconstruction » de *Don Giovanni* par Ronconi rappelle un peu son travail de sappe sur le mythe de *Siegfried* à l'Opéra de Paris. Parfaite antithèse de la dernière mise en scène de Strieher pour la Scala (le *Monde* du 15 décembre 1987). Puisqu'on voyait à Milan le prototype du séducteur méditerranéen, prototype construit sur des siècles de culture italienne, et dépeint par Strieher sous des couleurs — couleur du ciel, couleur des pierres — qu'on ne voit qu'en Italie.

Le « débauché puni » était ainsi doté d'une famille, d'un passé, d'une famille de pensée.

Le Don Juan de Ronconi n'a pas d'âge, pas de généalogie, pas de futur bien sûr, mais pas de passé non plus, on l'imagine échangé de toute éternité. Ce Don Juan, c'est Ruggero Raimondi, un monstre sacré dont la voix a perdu beaucoup de chaleur

et de vie au profit de techniques de séduction éprouvées (des tempos très rapides, pour que la voix ne se casse pas, par exemple).

Raimondi est le seul chanteur d'opéra qui se soit vraiment frotté au cinéma (*La vie est un roman*, de Resnais) et que son passage par le *Don Giovanni* de Losey semble avoir définitivement figé dans des attitudes de grand prêtre préoccupé. Ronconi n'a rien pu ou rien voulu contre cette grandiloquence crispée. Elle servait plutôt ses conceptions.

Un drogué halluciné

Don Giovanni, en fait, n'existe ici que quatre fois. Quand il tue le père de Donna Anna. Quand il se livre à « *ador di femina* ». Quand il fait sa profession de foi : les femmes lui sont plus nécessaires que « *le pain qu'il mange* » (l'oralité après l'odorat). Le héros existe enfin, et pleinement, quand il refuse — tout en disant, — de se repentir. C'est à ces détails que Ronconi s'est accroché, c'est là qu'il a creusé.

Le meurtre du père se conclut chez lui par un long embrassement, comme si le meurtrier, sorti des bras de Donna Anna, ne retrouvait ses forces qu'au contact d'un cadavre ; sa façon d'hummer, d'exprimer sa fureur est celle d'un drogué prêt à tout, sauvage, halluciné ; quant à la scène finale, messe noire bizarre, plongée dans l'obscurité, dans une chapelle, avec femmes nues dans des draps blancs, d'un reposoir, dîner servi sur l'autel et nappes pendant comme des draps de lit, elle évoque irrésistiblement une célèbre scène de cinéma : la mort de Dracula.

Don Giovanni, semble nous dire Ronconi, est un chef-d'œuvre inaccessible, impossible à montrer dans une mise en scène qui en intègre tous les aspects. Car il contient, en fait, trois opéras :

l'histoire de vampire dont nous parlions ; un cérémonial glacé entre Ottavio et Donna Anna où il n'y a qu'à écouter et rien à jouer (et Ronconi se débarrasse de ces scènes d'*opéra seria* en baissant le rideau et en abandonnant les chanteurs à l'avant-scène) ; il y a enfin toutes les algèbres entre Zerline, Leporello et Mazetto, soit du vrai théâtre bouffon à l'italienne, de la *comedia dell'arte*. Et pour nous faire partager ses idées de superposition, Ronconi a eu les chanteurs qu'il méritait : une Donna Anna et un Ottavio aussi virtuoses qu'émus (Jane Eaglen, Rockwell Blake) ; un Leporello vif-argent, impeccable vocalement (Alessandro Corbelli) ; une Zerline et un Mazetto délicieux, malicieux, jamais ridicules et qui, musicalement, tirent constamment la couverture à eux (Adelina Scarabelli et Giovanni Fumagalli), bien meilleur dans cet emploi que dans celui de Leporello avec Karajan ; une Elvira (Daniela Dessi) dure mais théâtralement vraie : à la croisée de tous les styles.

Ronconi montre aussi, à travers les décors monumentaux de Margherita Palli (immenses colonnes carrées, lits démesurés glissant sur des rails) que *Don Giovanni* échappe par définition au spectacle, débordant de toutes parts l'imagination, ne saurait être concentré dans un espace satisfaisant. Spectacle-démonstration, spectacle violent, donc, qui aurait nécessité une direction surplussante, à la Klemperer. Chailly, dans la fosse du *teatro comunale*, est ferme et précis, sans plus.

ANNE REY

Prochaines représentations : les 12, 15, 28, 31 décembre, 14 janvier, Teatro comunale de Bologne. Tél. : 19/39-51-529947.

Le dernier rire de Kantor

Suite de la première page

C'est d'abord comme pelatré que Kantor est apparu, c'est en adepte de Dada qu'il vilipendait l'art et ses bonnes manières. De 1934 à 1939, il suit des cours à l'académie des beaux-arts de Cracovie, s'intéresse au Bauhaus, s'abandonne dans l'étude du constructivisme, de l'abstraction géométrique. Il travaille la scénographie, et, influencé par le symbolisme, apprend par cœur, raconte, il, tous les drames de Maeterlinck, dont il monte *la Mort de l'innocence* avec des marionnettes. Plus tard, dans ses spectacles, les acteurs seront doublés par des mannequins qui leur ressemblent ou par de longues poupées molles pareilles à des fantômes sur le point de s'évanouir.

Pendant la guerre et la terreur nazie, Kantor organise dans des appartements des spectacles clandestins, qui déjà annoncent sa manière. Cette manière de briser les codes de la scénographie, d'utiliser et de théâtraliser des objets quotidiens — la « *réalité dégradée* ». Après la guerre, pendant le stalinisme, la marge de manœuvre pour les anti-conformistes est particulièrement étroite. Kantor s'installe dans une cave de Cracovie, en fait son atelier, y expose ses dessins — traits cassés, formes interromptes — et, poursuivant sa recherche d'un espace libéré, il y fonde en 1956 sa troupe le Cricot 2.

Kantor lit avec passion Wyspianski « *qui était presque nérophile* », Witkiewicz « *qui était considéré comme un destructeur* ».

total », et dont il projette de mettre en scène l'œuvre intégrale. Pendant ce temps, Jack Lang, qui dirige alors le Festival de Nancy, envoie dans le monde des prospecteurs chargés de déboucher ce qui se passe en marge du théâtre officiel. Et c'est ainsi que Michèle Kokosowski ramène de Cracovie Kantor et ses comédiens. On leur trouve un sous-sol qui donne sur la rue par un soupirail, et dans lequel, debout, écarés, car le public est trop nombreux, on saisit une image, on distingue les figures jumelles des deux frères Olek et Karol, piliers de Cricot 2, et la gueule taillée à la serpe du maître d'œuvre.

Pirate orgueilleux

Choc d'étrangeté absolue que la vision de ces êtres blafards, occupés à de mystérieuses tâches, que ce théâtre imprévisible, vociférant et pourtant secret. Kantor fuit le rationalisme, à supposer qu'il sache même ce que c'est. Il exige la vérité de l'instant. Grand prêtre de l'éphémère, parce qu'il est fait de contradictions et qu'il les affiche, il déclare que son théâtre n'existerait pas sans une base théorique solide, dans ses manifestes, *Théâtre Zéro*, *Théâtre de la mort*.

Après Nancy, il y aura des tournées, Malakoff, Chailly, avec Witkiewicz, toujours : les *Cordonniers*, la *Poule d'eau*, les *Guenons* et les *mignons*... En 1976, il y a la *Classe morte* — inspirée encore par Witkiewicz, mais surtout par une mémoire plus intime, — qui lui donne une renommée internationale et que, deux ans durant, il promène partout, d'Europe en Amérique latine en passant par l'Iran (au Festival de Chiraz).

La *Classe morte*, la procession de ces vieillards, accompagnés de leurs fantômes, retrouvant leurs banes d'école, concentre l'art de Kantor. Et raconte des angoisses éternelles dans des formes extrêmement personnelles, extraordinairement adaptées au temps présent. Car Kantor rassemble en lui la culture du siècle, culture de fulgurances et de bouleversements dont on n'a pas fini de tirer les leçons. Lui l'a assimilée, parce



Tadeusz Kantor dans « la Classe morte » au Festival d'automne, à Paris en 1977

qu'il en a vécu l'histoire, concrètement. Il a traversé tant de péripéties magnifiques et épouvantables, auxquelles il a survécu en pirate orgueilleux, sophistiqué.

Secouer les idées préconçues

Witkiewicz, Witkiewicz, et puis Cricotage. Qu'ils créent les artistes, je ne rendrai jamais... Kantor a continué de raconter son histoire et l'Histoire. Il a parcouru l'Europe, de Florence à Charleville-Mézières, pour enseigner à des stagiaires comment parvenir à « théâtre zéro », terrain vierge sur lequel peut naître un instant de poésie. Il aimait ça. Il aimait secouer les idées préconçues de ces jeunes gens qui redonnaient une rage toute neuve à ses obsessions.

On l'a constaté au dernier Festival d'Avignon, où pendant trois jours ils ont joué *O douce nuit*. Bizarre conte de Noël dans lequel les images familières du curé, de la croix, du juif crucifié, de la Sainte Famille, prenaient une force déchirante.

À Avignon, le rire de Kantor s'était fait moins sarcastique. Le vieux condottiere hypocondriaque, qui s'amusait à bousculer ses comédiens et son entourage avec ses exigences, semblait presque détendu. Revigoré, il était parti retrouver ses comédiens à Cracovie. Et lui qui disait « *J'ai beaucoup de reproches à faire au théâtre polonais* », il a laissé la contestation à l'église, est mort à la veille de l'élection de Walesa à la présidence de la Pologne.

COLETTE GODARD

DANSE

Jeux d'humour et de grâce

Dominique Bagnouet retrouve son énergie dans « So schnell »

MONTPELLIER

de notre envoyée spéciale

Un disque des Dons entendit et aimé il y a vingt-trois ans, le bruit des machines de la bonnetterie familiale au-dessus de laquelle il a passé son enfance... Les voilà resurgis pour accompagner des ballets d'aujourd'hui : Dominique Bagnouet sera toujours un nostalgique. Il avait récemment écrit dans *Jours étrangers*, créé l'été dernier « *poussé le bouchon un peu loin dans la subversion de sa propre danse* » (le *Monde* du 7 décembre). En effet. Subversion est peu dire : c'est de déconstruction, de laminage, de concassage, d'écrabouillage qu'il s'agit. Il sentait peut-être le temps de construire ? Quelques moments de gestuelle drolatique, un joli don frileux ne saurait pas *Jours étrangers* de l'emul. On l'oubliera.

So schnell, la création avec laquelle la danse a inauguré à son tour les 6 et 7 décembre l'Opéra Berlioz du Corum de Montpellier, a une tout autre envergure. Bruits de machines, donc, alternant avec des tranches de la cantate BWV 26 de Bach — on songe aux bandes industrielles de Thom Willems chez Forsythe — et des rondelles de silence. Bagnouet s'inspire de Roy Lichtenstein, sa décoratrice Christine Le Moigne a joué le jeu du pop'art et des trames dans ses

hautes colonnes grises, sa frise de petits nuages, ses trapèzes rayés de pluie ou ses quarts de soleil rouges. Et Dominique Bagnouet : a semé de pois ses T-shirts et ses jupettes.

Aux six danseurs de la compagnie se sont joints les huit stagiaires en insertion professionnelle formés cette année. Ce sont donc cette fois quatorze interprètes, chiffre considérable pour la danse contemporaine, que Bagnouet lançait sur le vaste plateau de l'Opéra Berlioz. Et c'est justement la maîtrise avec laquelle il occupe ce plateau qui frappe d'abord dans *So schnell*. Petites séquences se dissolvant ou s'imbriquant ingénieusement les unes dans les autres, savants entrelacs de directions multiples, solos ou grands déplacements, la construction à la fois fine et solide fonctionne parfaitement. Tantôt la chorégraphie est tout à fait désinvolte à l'égard de la musique, tantôt elle s'amuse d'un synchronisme passager. Toute l'énergie qui manquait à *Jours étrangers* se développe ici, lumineuse. Et que disent les petits personnages toujours attendrissants de Bagnouet ? Exactement ce qu'annonçait le chorégraphe : qu'au-delà de la technique, « *toujours l'homme arrive avec sa fragilité, ses faiblesses, ses impulsions, son humour* ».

SYLVIE DE NUSSAC

DANSE

DU 11 AU 15 DEC. 20H30

JOSEF NADJ

COMEDIA TEMPIO

LOG. 42 74 22 77

2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

AMERICAN LANGUAGE PROGRAM

2e TRIMESTRE : 7 Janvier 91.

14 NIVEAUX COURS SPECIALISES

INSCRIPTIONS : 1 place de l'Odéon, 75006 Paris. M° Odéon. Tél. : 46 33 18 52

49, rue Pierre Charron, 75008 Paris. M° Georges V. Tél. : 42 56 25 49

AGENDA

LUNDI 10 DÉCEMBRE

CINÉMAS

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Zavattini : le Dernier Train (1986, v.o. s.t.f.), de Nelo Risi, 14 h 30 ; Un jour dans la vie (1948, v.o. s.t.f.), d'Alfred Hitchcock, 17 h 30 ; Pour l'amour du ciel, v.f., de Luigi Zampa, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A LA POURSUITE D'OCTOBRE ROUGE (A. v.f.) : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94).

LES AFFRANCHIS (A. v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; v.f. : UGC Opéra, 8 (45-74-95-40).

L'AMIGUILLON DE LA MORT (Jap., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-33).

AIR AMERICA (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-66-63-93) ; UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94).

ALBERTO EXPRESS (Fr.) : Cinoche, 6 (45-33-10-82).

LES ARMES DE L'ESPRIT (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 6 (42-71-52-36) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).

L'AVENTURE DE CATHERINE C. (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Cosmos, 6 (45-44-28-80) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68).

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A. v.f.) : Le Berry Bôno, 11 (43-57-51-59) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Sov., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

CASTE CRIMINELLE (Fr., v.o.) : Utopie Champollion, 6 (43-26-84-65).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; République Cinéma, 11 (45-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-33) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-51-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-86).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A. v.f.) : République Cinéma, 11 (45-05-51-33) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-59) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68).

LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE (Fr.) : Panthéon, 5 (43-54-15-04).

58 MINUTES POUR VIVRE (A. v.f.) : George V, 8 (45-62-41-46).

LA CITÉ DES DOULEURS (Chin., v.o.) : République Cinéma, 11 (45-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-14-01-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50).

DADDY NOSTALGIE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

DAMES GALANTES (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

DANCING MACHINE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-51-59) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40).

DO THE RIGHT THING (A. v.o.) : Cinoche, 6 (45-33-10-82).

DOCTEUR PETITOT (Fr.) : Sept Parnasses, 14 (43-20-32-20).

DR M. (Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 6 (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Mistrail, 14 (43-20-32-20).

EDHOS D'UN SOMBRE EMPIRE (Fr.-Al.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-97-77) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60).

L'ENFANT MIROIR (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6 (45-33-79-38) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-97-77) ; Sept Parnasses, 14 (43-20-32-20).

EUROPA EUROPA (Fr.-Al., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6 (45-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82).

PARIS EN VISITES

MARDI 11 DÉCEMBRE

« Exposition des acquisitions, de la Mairie à Montparnasse, 11 heures, Musée d'Orsay, vestiaire collectives. »

« Goya, l'œuvre gravé », 14 h 30, Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (M. Marmottan).

« Les catacombes, dans les anciens cimetières », 14 h 30 (limité à 30 personnes), entrée, place Denfert-Rochereau (Monuments historiques).

« Autour d'Alphonse Mucha et de José Maria Sert », 14 h 30, 23, rue de Sévigné, Musée Carnavalet.

« Le nouveau Musée Cognacq-Jay dans l'hôtel de Donon », 14 h 30 (nombre limité), 8, rue Elzévir (D. Bouchard).

« Les passages marchands, une

15 heures : « Destins des princes de la Renaissance : le pape Jules II » (Paris et son histoire).

Cinéma, 5, avenue Mac-Mahon, 17 h 30 : « L'écologie à l'Israélienne », par M. Lipszyc (Association France-Israel).

Palais de la découverte, avenue Franklin-D. Roosevelt, 18 heures : « Initiation à l'astronomie ».

Auditorium de la galerie Colbert, 2, rue Vivienne, 19 heures : « Le combat contre l'ange, Delacroix » (Hors cadre).

Le Forum, 104, rue de Vaugirard, 20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

20 heures : « Qu'est-ce que votre corps pour vous ? », avec J. Barbin (CREHE).

8 (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-86).

DARKMAN (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-66-63-93) ; UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

DELTA FORCE 2 (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-66-63-93) ; UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

LA DÉSENCHÂNTÉE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6 (45-33-79-38) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-97-77) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-33) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-51-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-86).

LA DISCRÉTE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (45-33-79-38) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-58-88) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-86).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6 (45-33-79-38) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-97-77) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-33) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-51-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-86).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8 (45-59-38-14) ; République Cinéma, 11 (45-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : UGC

Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Sept Parnasses, 14 (43-20-32-20).

HENRY & JUNE (Fr., v.o.) : Cinoche, 6 (45-33-10-82).

ILS VONT TOUS BIEN (It., v.o.) : Reflet Logos, 11 (45-44-57-34) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Mistrail, 14 (43-20-32-20).

L'INSOUTENABLE LÉGERETÉ DE L'ETRE (A. v.o.) : Cinoche, 6 (45-33-10-82).

JEAN CALMADO AVENTURIER (Fr.) : UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Sept Parnasses, 14 (43-20-32-20).

JOURS DE TONNERRE (A. v.f.) : Paramount Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6 (45-33-79-38) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-97-77) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-33) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-51-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-86).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.) : Cinoche, 6 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-59) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68).

LUNG TA (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LE MARI DE LA COIFFEUSE (Fr.) : UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Sept Parnasses, 14 (43-20-32-20).

METROPOLITAN (A. v.o.) : Racine Odéon, 6 (43-26-15-88) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-97-77) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60).

MO' BETTER BLUES (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6 (45-33-79-38) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-97-77) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-33) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-51-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-86).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A. v.o.) : Studio Galand, 6 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-59) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68).

NON OU LA VAINTE GLOIRE DE COMMANDER (Fr., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

L'OBSERVATEUR (Sov., v.o.) : Cosmos, 6 (45-44-28-80).

L'ORCHIDÉE SAUVAGE (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-59) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

PEPI, LUCI, BOM ET AUTRES FILLES DU QUARTIER (Esp., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-97-77).

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALÉE DES MERVEILLES (A. v.f.) : Club Gaumont (Publics Métro), 9 (43-59-31-87) ; République Cinéma, 11 (45-05-51-33).

LA PETITE SIRÈNE (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-86).

LA PLAISANTERIE (technique, v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25).

PREMIERS PAS DANS LA MAFIA (A. v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

PRÉSUMÉ INNOCENT (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58).

PRETTY WOMAN (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; v.f. : Rex, 2 (42-66-63-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-51-59) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-86).

PRINTEMPS PERDU (Fr., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-97-77) ; Les Trois Balcons, 6 (45-61-10-60).

PROMOTION CANAPÉ (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; v.f. : Rex, 2 (42-66-63-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-51-59) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01

SPORTS

FOOTBALL : le championnat de France

Le pied de nez auxerrois aux princes de Marseille

L'Olympique de Marseille s'est largement incliné (4-0) dimanche 9 décembre à Auxerre à l'occasion de la dix-neuvième journée du championnat de France de football de première division. Cette défaite, la plus lourde depuis l'arrivée de l'entraîneur allemand Franz Beckenbauer sur la Canabière, plonge l'OM dans le doute et relance la compétition. Les Auxerrois, euphoriques tout au long de ce match au sommet, occupent la seconde place du classement avec deux points de retard sur Marseille.

AUXERRE

de notre envoyé spécial

Il était 18 h 03 et la campagne bourguignonne gelait dans l'indifférence. La nuit était tombée sur les vignes de Chablis. Dans le centre-ville d'Auxerre, le brouillard rampait depuis bien longtemps au pied des réverbères. Là-bas, le long d'un sinistre canal noyé dans la brume, le stade Abbé-Deschamps et ses dix-neuf mille spectateurs — la moitié de la population — allaient vivre un inoubliable moment d'euphorie. L'équipe locale, seconde du championnat de France, affrontait l'Olympique de Marseille, le premier du classement, dans un de ces duels disproportionnés dont raffole le peuple du football : le petit contre le grand, le pauvre face au riche, le village opposé à la métropole.

La seconde mi-temps venait de commencer. Auxerre menait déjà par un but à zéro, grâce à un tir victorieux de l'attaquant Christophe Cocard dès la cinquième minute de jeu. Le public était prêt à se satisfaire de cet écart minimal. Ce but d'avance suffisait à son bonheur. Il l'autorisait à espérer au moins un match nul, à réclamer une chanson au gardien marseillais Pascal Olmeta, à railler Bernard Tapie, absent pour l'occasion.

Les Auxerrois n'allaient pourtant pas se contenter de ce premier but. A 18 h 03, quand le défenseur Alain Roche inscrivit le second à l'issue d'une superbe contre-attaque, le public eut un peu plus à la victoire. Lorsque l'international belge Enzo Scifo marqua le troisième, trois minutes plus tard, il conclut au miracle. Quand le Hongrois Kalman Kovacs surgit pour inscrire le quatrième, soixante secondes plus tard, une forme d'hystérie collective s'empara du stade.

Il était 18 h 07. Auxerre venait de marquer trois buts en cinq minutes contre l'OM et s'enivrait de cette réussite inespérée. Sous une pancarte, un groupe de jeunes pouvait ironiser en chœur : « Mais où ils sont les Marseillais ? » à l'attention des joueurs de l'OM totalement inexistants. D'autres criaient haut et fort de ce Paris, d'Amiens et autres Tignes qui contemplanter leurs chaussures comme des gamins bontoux. Plus loin, sur les sièges orange de la tribune d'honneur, celle des notables et des supporters en pardessus, les dames en manteaux de fourrures commençaient elles-mêmes à se prendre au jeu, à fredonner les

chants de corps de garde entonnés par les étudiants des trawles populaires. Dans la tribune officielle, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail et maire d'Auxerre, jubilait aux côtés de M. Jean-Paul Huchon, le directeur de cabinet de Michel Rocard.

Auxerre, discrète préfecture de l'Yonne, était devenue, l'espace de cinq minutes, le temps de trois exploits, le centre du pays. Elle s'encanaillait sans retenue, émeutillait par cette victoire de la France profonde sur celle de la haute finance. Après tout n'était-elle pas venue pour ça ? Guy Roux, l'inamovible et truculent entraîneur auxerrois n'avait-il pas assuré que « même un mariage entre Jean-Pierre Soisson et Nathalie Baye aurait moins attiré les regards que ce match de foot » ? Avec son budget de trente-sept millions de francs quand celui de l'OM atteint deux cent millions de francs, avec une population de quarante mille habitants, Auxerre et son club de football cesseraient-ils donc jamais de défier la double logique du jeu et des enjeux ?

La PME du football

Croire que l'Association de la jeunesse auxerroise (AJA) est en fait le club des clubs de clubs artisanaux qui résiste, vaillant que vaillent, à la concurrence des multinationales du ballon rond, serait pourtant une erreur. Le club n'a plus rien du patronage qu'il était en 1905, lors de sa création. Il dispose d'installations de qualité, souvent bien meilleures que celles de clubs de grandes villes. Les pen-

sionnaires du centre de formation travaillent dans d'excellentes conditions. Guy Roux, même s'il se présente encore volontiers comme un « petit caporal » n'est plus seulement un paysan roublard. Au fil des ans et des contrats, il est aussi devenu un négociateur impitoyable et un gestionnaire averti. Le stade Abbé-Deschamps, sans être luxueux, est à l'échelle de la cité. L'affluence — en moyenne neuf mille spectateurs — y est constante. Quant à la subvention municipale (2,4 millions de francs en 1990 soit, selon Guy Roux, « dix centimes par jour et par habitant »), elle permet de compléter le budget sans endettier la ville.

Depuis dix ans qu'il est en première division, le club a donc grandi. Trois participations à des compétitions européennes ont aguerri les hommes autant que les structures. Et si Jean-Pierre Soisson se plaît encore à qualifier l'AJA de « PME du football », c'est d'une PME aux caisses bien remplies dont il s'agit. Les départs au compte-gouttes des grands joueurs formés sur place, Jean-Marc Ferreri (Bordeaux), Eric Cantona (Marseille) et Basile Boli (Marseille) ont toujours permis de maintenir l'équilibre financier. D'autant que, dans le même temps, le club se faisait une spécialité de la « remise en état » de joueurs de grand talent en proie au doute et acquis à peu de frais comme le Belge Enzo Scifo (inter de Milan puis Bordeaux) ou le jeune défenseur Alain Roche (Bordeaux puis Marseille), tous deux excellents contre l'OM.

PHILIPPE BROUSSARD

AVENTURE : le Raid Gauloises

Les gendarmes font la loi au Costa-Rica

PUERTO-JIMENEZ

de notre envoyé spécial

Un village du bout du monde, une cité gagnée sur la forêt vierge pour accueillir les chercheurs d'or, ainsi se présente Puerto-Jimenez, petit port de la côte pacifique du Costa-Rica. Un village en bout de piste aux maisons de bois et de toile ondulées dressées à la hâte pour les oroseros, ces hommes qui passent au tamis toutes les rivières de la péninsule d'Osa, située au sud du pays.

Samedi 8 décembre est un jour quelque peu exceptionnel. Ce n'est pas devant l'immeuble en ciment du Banco Central que la population se précipite en criant. Dans le soleil du matin, les enfants et leurs parents gagnent la plage pour fêter d'autres aventuriers qui luttent contre le courant pour atteindre la rive avec leurs chevaux, au terme d'une course de huit jours à travers les montagnes et les forêts du pays.

Avant-dernière étape du raid Gauloises, Puerto-Jimenez marque la fin des épreuves de marche et de descente des rivières d'une course qui a débuté samedi 1^{er} décembre, et qui doit s'achever, pour les premiers concurrents, mardi 11 décembre, après un saut en parachute. Parties de la côte atlantique, trente-cinq équipes de cinq personnes, comprenant obligatoirement au moins une femme, ont tenté l'aventure. Inspirés par les images et les récits de la première édition de ce raid, qui eut lieu l'an passé en Nouvelle-Zélande, les candidats à la victoire ont troqué leurs vêtements de baroudeur pour des tenues de sportif. A travers la jungle de ce pays d'Amérique centrale, il ne fallait pas seulement se frayer un chemin à la machette, mais aussi courir sans répit pour se classer en tête.

Dans cette lutte de tous les instants avec la nature et les éléments, les gendarmes du GIGN se sont montrés les plus rapides. Malgré une erreur d'orientation dans l'ascension du mont Chiripo, qui domina la région de ses 3 819 mètres, les militaires français ont réussi à combler leur retard sur les deux équipes costariciennes. « Nos deux points faibles étaient le canot et le rafting. Nous devions donc les compenser par la marche », explique Gilles Cauture, le responsable de l'équipe. « On ne s'attendait pas pour remplir les gourdes », raconte Dominique Robert, la femme de l'équipe.

Dominique n'est pas gendarme, mais, depuis son mariage, elle fait presque partie de la grande maison. Monitrice de ski de fond, elle poursuit à trente-huit ans la compétition en remportant des épreuves de slathlon, un sport qui allie le ski de piste, le ski de fond et la course à pied. Avec les hommes du GIGN, elle a connu les moments d'angoisse qui ont précédé le départ de France lorsque les finances étaient au plus bas et l'expédition presque compromise, faute de pouvoir payer les billets d'avion. Et puis, grâce à de généreux parents, tout s'est arrangé jus-

qu'au moment où un ordre venu de l'administration a privé l'équipe d'un de ses hommes d'assistance, envoyé en mission quelque part en Afrique. Heureusement, parmi les quatre-vingts militaires qui composent l'effectif du GIGN, il restait un vétéran du raid précédent, qui a pu le remplacer. Canot en mer, progression dans la jungle, marche en montagne : les difficultés ont commencé très vite. « J'avais peur des serpents, avoue Dominique, et au début je n'osais toucher à rien. » Mais, rapidement, ses craintes ont disparu lorsque la sensation collective a pris le dessus. « La force de l'équipe, c'était sa cohésion. Nous sommes restés unis à travers toutes les épreuves de cette compétition », explique Gilles Cauture. Cette cohésion s'est manifestée lors des descentes de rapides comme pendant les marches de nuit.

« Je n'ai jamais connu de baisse de moral, et pourtant on en a vraiment eue », laissait échapper Dominique, avant de préciser qu'elle a souvent pensé à ses deux fils pour oublier les difficultés du parcours. Et particulièrement, les 50 derniers kilomètres effectués avec trois chevaux dans l'épreuve « ride and funnel », qui ont été particulièrement éprouvants. Les petits quadrupèdes, bien moins fringants que leurs compagnons de voyage, ont nécessité beaucoup de soins. « On avait le sentiment de les tirer, et parfois on hésitait à les mettre à l'eau pour traverser des bras de mer », rappelle le responsable du groupe. Pourtant, là encore, les hommes du GIGN se sont montrés les plus rapides.

Le bivouac des policiers

Les autres équipes, qu'elles soient constituées de jeunes montagnards ou de champions de canot, n'ont pu rivaliser avec les gendarmes. La guerre des polices n'a même pas connu d'épisode costaricien, puisque l'équipe des hommes du RAID a rapidement abandonné toute ambition de victoire pour vivre la fin du parcours. « Ils bivouaquent avec la bande à Tillet, au bord d'un marigot », annonçait Gérard Fusi, l'organisateur de cette épreuve, au retour d'une mission de surveillance en hélicoptère. Le joyeux éducateur et ses camarades du Nord partageaient leur maigre ration de nourriture avec les policiers du commando du ministère de l'intérieur. Une image insolite, que favorise cette course pas comme les autres.

L'épreuve doit s'achever mardi 11 décembre par un saut en parachute dans le nord du pays. Cette ultime difficulté n'inquiète pas trop Dominique Robert, qui, pourtant ne s'est jeté que deux fois d'un avion pour obtenir les qualifications obligatoires. « Un saut, et tout est fini », résume-t-elle pour oublier ces huit jours « à la dure » qui, pourtant, demeurent pour elle comme « un fabuleux souvenir ».

SERGE BOLLOCH

VOILE : Coupe de l'America et Mumm Admiral's Cup

Le « sauvetage » des défis français

Le trentième Salon de la navigation de plaisance de Paris ferme ses portes lundi 10 décembre. Si l'augmentation du nombre des visiteurs ne s'est pas traduite par une hausse du chiffre d'affaires des exposants, les négociations menées en coulisses ont permis le « sauvetage » des défis français pour deux des plus prestigieuses épreuves de voile : la Coupe de l'America et la Mumm Admiral's Cup.

Lorsque le premier coup de canot de la Mumm Admiral's Cup 1991 résonnera, le 1^{er} août dans le Solent, ce bras de mer entre l'Angleterre et l'île de Wight, la flotte française devrait défilier devant la plate-forme crénelée du Royal Yacht Squadron de Cowes d'où, un jour fusté de 1851, la reine Victoria vit la goélette America mettre fin à la suprématie des marins anglais sur les océans. Après avoir obtenu son meilleur résultat en 1989 avec la quatrième place dans cette compétition bi-annuelle considérée comme l'officiel championnat du monde de course au large par équipe nationale de trois bateaux, la France a pourtant bien failli ne pas être au rendez-vous l'été prochain. Faute de commanditaires, plus intéressés dans

l'Hexagone par les retombées publicitaires des grandes épreuves transocéaniques comme la Route du rhum ou les courses autour du monde, les marins français auraient dû rester à quai s'ils n'avaient pu in extremis se mettre à l'heure suisse. Pour la première fois dans l'histoire de l'Admiral's Cup, les trois bateaux d'un pays porteraient un même nom, celui de l'horloger Corum.

En 1987 et en 1989, l'artisan suisse avait déjà financé la construction d'un des trois bateaux de l'équipe de France. La dernière fois, le 45 pieds Corum, dessiné et skipper par l'architecte rochelais Philippe Briand, avait pris une remarquable cinquième place au classement individuel après avoir remporté l'une des cinq manches de l'Admiral's Cup. Ce même bateau, rendu depuis plus performant dans le petit temps, sera encore au départ en 1991. Pour se conformer au nouveau règlement de l'épreuve qui impose dans chaque équipe un 50 pieds, un 45 pieds (two tonners) et un 40 pieds (one tonner), encore restait-il aux Français à trouver deux autres bateaux compétitifs.

Grâce à des accords de partenariat négociés par Corum avec deux propriétaires, italien et belge, l'équipe de France disposera du 50 pieds Capricorno, également dessiné par Philippe Briand et mis à l'eau en octobre 1990, et de

Mean Machine, troisième de la One Ton Cup 1990. La charte signée le 7 décembre au Salon de la navigation de plaisance du Rhodogier suisse et la Fédération française de voile prévoit que cette dernière sera responsable de l'encadrement sportif du défi et que la sélection des skippers et des équipages sera faite par le directeur technique national, Jean-Pierre Ducloy, en collaboration avec Corum, représenté par le rochelais Luc Gélis, ancien responsable du programme voiles du défi français pour la Coupe de l'America en 1987. Cette dernière clause pourrait permettre la présence à bord des trois bateaux français de régatiers suisses dans le respect des quotas autorisés par le règlement de l'Admiral's Cup.

« Ville de Paris »

Grâce à ce nouveau mode de sélection imposé par les circonstances, l'équipe de France pourrait enfin trouver cet esprit d'équipe qui lui a souvent fait défaut dans le passé, lorsqu'on réunissait pour l'occasion trois équipages habitués à lutter entre eux à longueur d'année sous des pavillons différents. La sélection des trois skippers et des quelque quarante-cinq équipiers devrait s'opérer en janvier pour permettre les entraînements en commun avant la participation, en mars, au Spi Ouest France puis à d'autres compétitions de préparation en mer du Nord.

La tâche des sélectionneurs risque toutefois d'être compliquée par l'évolution de l'autre grand défi français, la Coupe de l'America. L'équipage de Marc Pajot devrait s'installer à San-Diego dès février 1991 pour préparer le premier championnat du monde des Class America en mai, puis les éliminatoires de la Coupe de l'America, la Coupe Louis-Victor, qui débuteront en février 1992. Après avoir connu bien des vicissitudes dans ses recherches de financement au cours des derniers mois (le Monde du 17 juillet), Marc Pajot a enfin vu l'horizon s'élargir à l'approche du Salon. Le prochain Class America français défendra les couleurs de la Ville de Paris en contrepartie d'une aide financière de quelque 45 millions de francs. Le contrat, qui n'a pu être signé dans le cadre du Salon comme initialement prévu, devrait être paraphé le 14 décembre.

La conclusion de cet accord constitue un coup de théâtre au moment où l'avenir du défi français paraissait très compromis. Après avoir assuré momentanément la survie de cette entreprise par la vente (un peu plus de 10 millions de francs) au syndicat californien des Beach Boys de FI, le premier Class America mis à l'eau, Marc Pajot semblait avoir reporté ses derniers espoirs dans

l'aide d'entreprises nationalisées, sollicitées par le gouvernement de Michel Rocard, placé depuis l'origine à la tête du comité de parrainage du défi français.

Les négociations menées cet automne ont finalement échoué devant l'intransigeance de Marc Pajot. Ce dernier, qui a créé en 1988 avec Eric Ogden France Cup, une SARL destinée à gérer le défi, aurait refusé la mise en place d'une société d'économie mixte permettant au gouvernement et aux entreprises nationalisées concernées d'avoir un droit de regard et de décision sur la gestion.

En se tournant alors vers Jacques Chirac, le maire de Paris, Marc Pajot a, certes, dû revoir ses prétentions financières à la baisse. Les 45 millions de francs qui viendraient s'ajouter aux quelque 30 millions déjà recueillis sous forme de subventions ou de prestations techniques d'entreprises comme Dassault, le CNES, le Bassin d'Essais des carènes ou plus récemment Unisys, ne permettent pas encore de couvrir le budget prévisionnel du défi, chiffré à 180 millions de francs. Mais Marc Pajot espère désormais que la Ville de Paris incitera des marques de prestige ou des amis politiques de Jacques Chirac à se joindre à lui pour la conquête de l'America's Cup.

GERARD ALBOUY

Les résultats

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division (dix-neuvième journée)

Remes et Monaco	1-1
Nîmes et Bordeaux	0-0
Nancy et Lille	1-1
Toulon et Cannes	0-0
Montpellier et Toulouse	2-0
Caen et Metz	4-1
Sochaux et Saint-Etienne	2-0
Auxerre et Marseille	4-0
Brest-Paris SG et Lyon-Nantes, remis	

Classement. — 1. Marseille, 28 pts ; 2. Auxerre, 28 ; 3. Monaco, 25 ; 4. Montpellier, 21 ; 5. Caen, Nantes et Metz, 20 ; 6. Lille et Lyon, 19 ; 10. Brest, Bordeaux, Paris SG, Sochaux, Toulon et Nancy, 17 ; 13. Saint-Etienne, Cannes et Toulouse, 16 ; 15. Nîmes et Remes, 14.

Deuxième division (dix-neuvième journée)

Avignon et Dunkerque	0-0
Amiens et Nîmes	1-1
Caennais et Bastia	1-1
Tarbes et Rodez	1-0
Ajaccio et Lorient-Caennais	2-1

Valenciennes et Dijon	1-0
Albi et Clermont	1-0
Strasbourg et Martigues	2-1
Metz et Epinal	1-0

Classement. — 1. Nîmes et Lorient, 25 pts ; 3. Bastia, Valenciennes et Albi, 24.

GROUPE B

Rad Star et Laval	1-1
Le Mans et Rouen	0-0
Saint-Seurin et La Roche-sur-Yon	0-0
Angers et Lens	1-1
Bourges et Mont	1-1
Orléans et Tours	1-1
Le Havre et Saint-Quentin	3-0
Reims et Guingamp	4-0
Beauvais et Créteil	0-0

Classement. — 1. Le Havre, 28 pts ; 2. Guingamp, 22 ; 3. Angers, 21 ; 4. Laval, Reims, Rad Star, Beauvais et Tours, 20.

SKI ALPIN

Célérité de la première neige

Le vétéran autrichien Leonhard Stock (trente-deux ans) a remporté, samedi 8 décembre à Val-d'Isère, la première descente masculine de la Coupe du monde de ski alpin 1990/1991. L'Autrichien qui avait

créé une surprise plus grande encore en obtenant l'or de la descente des Jeux de Lake-Placid en 1980, s'est imposé devant le Suisse Franz Heinzer, deuxième à 13 centièmes, et son compatriote Peter Winkberger, troisième à 23 centièmes. Les Français Denis Rey et Franck Piccard ont dû se contenter respectivement onzième et quatorzième.

Coupe du monde féminine. L'Allemande Katrin Gutensohn-Knopf, victorieuse des deux dernières descentes de la saison dernière, a poursuivi sur sa lancée en s'imposant, samedi 8 décembre, dans la descente d'Altenmarkt (Autriche). Deuxième à 16 centièmes, l'Autrichienne Petra Kronberger a remporté le lendemain le super-G, devenant ainsi la première skieuse à avoir gagné une épreuve de Coupe du monde dans les quatre disciplines du ski alpin. Seuls le Luxembourgeois Marc Girardelli et le Suisse Pirmin Zurbriggen ont déjà réussi la même performance chez les hommes. Carole Marie, la meilleure représentante française à Altenmarkt, a pris la quatrième place du super-G et le sixième de la descente.

AUTOMOBILISME
Création d'une commission d'enquête sur la sécurité en formule 1

Au terme d'une saison émaillée d'incidents et d'accrochages « suspects », la Fédération internationale du sport automobile (FISA) a annoncé, vendredi 7 décembre, la création d'une commission d'enquête spéciale pour améliorer la sécurité en formule 1. Placée sous l'autorité de M. Jean-Marie Balestre, le président de la FISA, cette commission, qui comprendra six membres, aura pour tâche de mettre en œuvre les « réformes nécessaires au renforcement de la sécurité » dans le championnat du monde. Une de ses premières initiatives sera de convoquer tous les pilotes impliqués dans les incidents de la saison 1990, dont le plus célèbre restera l'accrochage entre Alain Prost et Ayrton Senna au départ du dernier Grand Prix du Japon.

La FISA a annoncé la création d'un « passeport sportif individuel » pour chaque pilote ainsi

qu'un réaménagement du code de discipline de la FI. La commission pourra, notamment, être saisie d'un incident par les commissaires d'un Grand Prix et prononcer des sanctions pouvant aller jusqu'à la suspension pour une ou plusieurs courses ainsi qu'à la rétrogradation de points au classement du championnat du monde. Un règlement devrait être défini pour établir une priorité dans les passages en courbe et pour les dépassements.

Le Conseil mondial de l'automobile a encore approuvé plusieurs nouvelles dispositions, comme l'interdiction, en cas de deuxième départ d'un Grand Prix, d'utiliser une voiture autre que celle utilisée pour le premier départ, ou la prise en compte des points marqués dans tous les Grands Prix pour le classement final du championnat du monde, alors que, jusque-là, seuls les onze meilleurs résultats des seize courses étaient retenus.

Compromettant le développement du constructeur français en Europe centrale

Un échec

Dans l'immense brocante que sont devenus les pays de l'Est pour les industriels occidentaux, les Allemands viennent de remporter une nouvelle victoire sur les Français. Volkswagen rafle Skoda - l'une des très rares pièces qu'il soit possible de restaurer. Ce nouveau succès allemand renforce l'impression désagréable, peut-être un peu convenue, que les industriels d'outre-Rhin considèrent ce pays comme leur débouché naturel, leur province économique. Et qui dit économique dit politique...

C'est du moins l'idée qu'on s'en fait à Paris. M. Mitterrand était allé lui-même plaider à Prague pour un rapprochement franco-tchèque. M. Fauroux, le ministre de l'Industrie, aussi. Les hommes de Volkswagen étaient allés eux, très rapidement, à Mlada Boleslav, le site historique de Skoda, tisser des liens étroits avec les cadres, les ingénieurs et les ouvriers eux-mêmes. Partir avec quelques retard, Renault a ensuite fait le forcing à Prague, faisant jouer les intermédiaires politiques et espérant que le gouvernement traiterait à l'encontre du choix des salariés. Méthode bien française...

Echec politique donc, mais est-ce aussi un échec économique ? La réponse est moins évidente. VW conforte certes avec Skoda sa place de numéro un européen. Ajoutées aux productions envisagées dans l'ancienne RDA, les 180 000 voitures de Skoda, qui deviendront 400 000, donneront un total de plus de 3,5 millions de véhicules pour VW, contre 2 millions pour Renault, soit presque le double. C'est beaucoup, et cela ne manque pas d'inquiéter M. Lévy, le PDG de la Régie.

VW s'est lancée dans une stratégie d'expansion de ses capacités en utilisant l'Est comme une zone de bas coûts de main-d'œuvre. La firme de Wolfsburg fait de même en Chine et au Mexique. Fiat mise sur la Pologne et l'URSS tout en n'oubliant pas l'Italie (le Mezzogiorno, où il va bâtir une nouvelle usine).

Face aux Japonais, cette politique offensive se justifie. Mais elle représente des investissements considérables. À l'évidence, on peut s'interroger sur les 26 milliards de marks promis (26 milliards de francs) par VW pour 400 000 voitures bas de gamme. Le marché de l'Est devrait porter sur 3 millions de voitures en 1995. Il n'est pas négligeable, mais ne représente que la cinquième, au mieux, de celui de l'Europe de l'Ouest. Renault, étant donné l'état de ses finances, a intérêt à y consacrer ses forces. Il ne pouvait faire mieux en Tchécoslovaquie que les 18 milliards offerts.

Cela étant, si la défaite économique est mesurée, il reste que les deux groupes français, Renault et PSA, sont absents de l'Europe orientale et centrale. VW et Fiat y sont présents massivement.

E. L. B.

□ Chômage technique dans l'usine Renault de Sandouville. - La production de R21 et de R25 sera ralentie à la suite de la décision de la direction de l'usine Renault de Sandouville, en Seine-Maritime, de mettre les 7 600 salariés en chômage technique pendant six jours, du 26 au 31 décembre, et du 2 au 4 janvier. Deux jours de chômage technique étaient déjà intervenus fin octobre, « en raison des mauvais résultats de septembre, et pour ajuster la production au volume des commandes ».

Prague choisit Volkswagen plutôt que Renault pour reprendre Skoda

Annoucé par le premier ministre tchèque, M. Petr Pithart, dimanche 9 décembre, le choix de Volkswagen comme partenaire de Skoda n'a pas créé la surprise en Tchécoslovaquie, tant des bruits persistants ont couru ces derniers temps sur la supériorité de l'offre de la firme allemande. Lundi matin, on affirmait chez Renault n'avoir pas encore eu de notification officielle. A 13 heures, la Régie annonçait des investissements en Yougoslavie et en Turquie.

PRAGUE

correspondance

« Le gouvernement tchèque, sur la recommandation de son Conseil économique, a décidé l'entrée de capital étranger dans l'entreprise Skoda de Mlada Boleslav (siège de la firme Skoda, à soixante kilomètres au nord-est de Prague) et a choisi de collaborer avec Volkswagen. » Le premier ministre tchèque a ainsi notifié, dimanche 9 décembre, la victoire du constructeur automobile ouest-allemand sur son rival français Renault. « Cette décision a été prise après accord sur tous les termes importants du contrat proposé par le gouvernement », a indiqué M. Pithart, tout en soulignant que les modalités précises du contrat restent à établir.

Le choix final a été fait par le ministre tchèque de la mécanique et de l'électronique conjointement avec les dirigeants de Skoda et après évaluation des offres concurrentes par la société d'audit internationale Price Waterhouse. La Banque d'investissement tchèque et le Crédit suisse First Boston ont également été mobilisés pour jouer le rôle de conseillers.

Volkswagen et Renault avaient été les deux seuls candidats à la reprise sélectionnés pour un deuxième tour décisif sur un total de 24 concurrents originels, parmi lesquels on comptait Citroën, Mercedes-Benz, General Motors ainsi que des constructeurs automobiles japonais.

Selon le premier ministre tchèque, les positions respectives des deux constructeurs sur le marché européen, leurs projets de production, les apports de technologie et les investissements proposés ont été autant de critères décisifs pour départager Volkswagen et Renault. L'offre allemande a prévalu également par ses aspects sociaux ainsi que par la volonté de « respecter le futur de la marque Skoda », a ajouté le chef du gouvernement tchèque, avant de conclure qu'avant tout, ce sont « les conditions financières générales et les

possibilités d'exportation offertes » qui ont fait la différence.

Skoda sera bientôt transformée en société anonyme dont Volkswagen acquerra entre 25 % et 33 % du capital. Par la suite, Volkswagen augmentera probablement sa part du capital dans Skoda, a ajouté M. Pithart, refusant de donner plus de détails sur le montant et les conditions de l'accord. M. Jan Vrba, ministre tchèque de l'Industrie, nous confiait cependant qu'au moment de la décision finale « l'offre de Volkswagen était bien supérieure à celle de Renault-Volvo ». Il est donc fort probable, comme des rumeurs le laissent entendre, que les chèques se soient servis de Renault pour inciter les Allemands à surenchérir au cours des toutes dernières négociations.

Satisfaction des syndicats ouvriers

En emportant la mise sur Skoda, Volkswagen met la main sur la meilleure entreprise automobile en Europe de l'Est. Le constructeur automobile allemand conquiert du même coup une position très forte sur un marché où la demande est énorme : Skoda contrôle actuellement 75 % d'un marché domestique tchèque estimé à 300 000 immatriculations. La firme allemande pouvait difficilement laisser ce marché à un concurrent.

L'actuel directeur de Skoda, M. Petr Dedeš, s'est déclaré « satisfait de la décision » qui a été,



selon lui, « prise de façon très sérieuse ». Il n'a jamais caché sa préférence pour l'offre de la firme allemande, dont la proximité géographique et l'expérience similaire avec la reprise florissante de la marque espagnole SEAT lui ont toujours semblé être des arguments décisifs en faveur de Volkswagen.

Les syndicats de Skoda, représentant les 15 000 employés de Mlada Boleslav, avaient récemment menacé de se mettre en grève si Renault était choisi, car le pro-

gramme social de Volkswagen leur semblait meilleur. Depuis que les Français se sont mis en lice, avec retard, mais encouragés par les autorités tchécoslovaques, les responsables de l'usine de Mlada Boleslav ont, à maintes reprises, plaidé pour un choix économique et non pas politique. Et l'offre de Volkswagen, estimée à 8 milliards de deutschemarks (26 milliards de francs) mais toujours de source non officielle (la direction de VW s'est contentée de ne pas démentir), a toujours dépassé celle de Renault : 13 milliards de francs français.

Au cours de la visite à Prague et Mlada-Boleslav, fin novembre, de MM. Lévy et Fauroux, M. Vladimir Dlouhy, ministre de l'économie, avait à maintes reprises répété qu'une décision politique - on entendait le choix de la firme française pour ne pas trop tomber dans la sphère d'influence allemande - ne pourrait intervenir qu'une fois les deux offres égales d'un point de vue économique. Côté français, MM. Fauroux et Lévy ont reconnu que si Renault n'offrait pas la même somme d'investissements que son concurrent, elle offrait en revanche un véritable partenariat tripartite Skoda-Renault-Volvo et un ambitieux programme de production : une augmentation de la production de la Skoda Favorit, à partir de 1993 la production de la R19 Chamade, et, en 1997, celle d'un nouveau modèle, dont Renault aurait réservé le prototype pour Mlada-Boleslav.

L'offre de VW, autant qu'on le sache, prévoit d'augmenter considérablement la production de la Skoda Favorit, qui connaît une forte demande, ainsi qu'un nouveau type de berline de catégorie moyenne. Les « possibilités d'exportations offertes » par VW sont probablement l'offre du réseau de distribution de VW. A l'origine, Skoda cherchait un partenaire étranger pour lui procurer un nouveau moteur pour la Favorit et aider à moderniser son usine de Mlada-Boleslav. La proximité de la centrale de VW à Wolfsburg (500 km) et de l'usine Trabant à Zwickau, où VW prévoit d'assembler son modèle Golf dans un proche futur, a évidemment joué en faveur de VW, si le moteur de la Favorit lui est livré de l'une ou l'autre de ces usines.

La proximité de l'Allemagne aura donc sans aucun doute joué un grand rôle dans la décision en faveur de Volkswagen. Selon M. Vrba, cette proximité a « ses avantages et ses inconvénients » et l'alliance avec le voisin redouté aura aussi privilégié l'aspect financier de l'affaire. Renault aura tenté sa chance jusqu'au bout. A l'occasion de son voyage le mois dernier, M. Fauroux a fait état de négociations concernant le nucléaire, les chemins de fer et le pétrole (avec Elf-Aquitaine). La France pourrait obtenir quelques compensations dans ces secteurs.

La proximité de l'Allemagne

ANNE DASTAKIAN

La course à l'Est

Les constructeurs automobiles français seront-ils les laissés pour compte de la course à l'Est ? Depuis la chute du mur de Berlin, ni Renault, ni PSA n'ont enregistré à l'Est de l'Elbe des percées significatives. Timidité excessive, prudence alimentée par des expériences malheureuses (Renault en Roumanie) ?

En tout cas, qu'ils soient européens (Fiat, Volkswagen), américains (General Motors, Ford) ou japonais (Suzuki), leurs concurrents n'ont pas ménagé leurs efforts pour poser des jalons dans l'ex-bloc soviétique en privilégiant la trio Tchécoslovaquie, Hongrie et bien sûr l'ex-RDA.

Volkswagen a été l'un des tout premiers constructeurs à réagir. Au début de l'année, la firme ouest-allemande décidait de transférer une partie de sa production dans les usines du combinat IFA en Allemagne orientale. Volkswa-

gen a déjà prévu d'investir pas moins de 4,4 milliards de deutschemarks (soit 15,4 milliards de francs) d'ici à 1995 dans l'ex-RDA et d'y produire environ 250 000 véhicules par an. La firme allemande a repris les sites de production de Zwickau d'où sortaient les célèbres Trabant pour y fabriquer ses modèles « Golfs ».

De son côté, General Motors s'est servi de sa filiale européenne Opel - dont le siège est en RFA - pour porter son offensive à l'Est. De toutes les firmes de Detroit, GM est incontestablement la plus active. Le constructeur automobile américain va produire en 1991 10 000 Opel Vectra dans l'ex-Rda et envisage de porter la cadence à 150 000 véhicules d'ici 1995.

GM a par ailleurs signé un accord avec le combinat tchèque BAZ pour fabriquer des boîtes de

vitesses et monter des Opel dans la région de Bratislava. L'Américain prévoit de produire, dans le cadre d'une société mixte créée en Hongrie avec le constructeur local RABA, 15 000 Opel destinées au marché intérieur et 200 000 moteurs pour l'exportation, d'ici à 1992. Egalement attiré par le marché hongrois, Ford devrait y investir 80 millions de dollars (400 millions de francs) pour la production de petits modèles, vraisemblablement de type Fiesta.

L'italien Fiat profite des relations industrielles de longue date entretenues avec l'Union soviétique et prévoit d'assembler des Tipo en Pologne. Contrastant avec la relative prudence des ses compatriotes, le japonais Suzuki doit pour sa part produire 15 000 véhicules par an destinés au marché hongrois.

Deuxième succès français en un mois dans le téléphone latino-américain

France Télécom va participer à la prise de contrôle du mexicain Telmex

Pour la deuxième fois en un mois, l'opérateur français de télécommunications, France Télécom, remporte un succès en Amérique latine : après avoir été choisi pour la privatisation du réseau nord du téléphone argentin, il participe à la prise de contrôle de la compagnie mexicaine Telmex, soit un investissement de 2,1 milliards de francs pour le français, quinze fois plus gros que celui consenti en Argentine.

Deux tentatives, deux succès : pour ses premiers pas à l'exportation, France Télécom a la baraka... en tous cas en Amérique latine. L'opérateur tricolore, nouvellement affranchi de son statut d'administration, a en effet remporté, dimanche 9 décembre, l'appel d'offres pour le contrôle de la compagnie nationale mexicaine de téléphone, Telmex. Sous la bannière de sa filiale France Câble et Radio, il y avait répondu il y a un mois, associé à l'américain Southwestern Bell et au conglomérat mexicain Carso,

dirigé par M. Carlos Slim. Le gouvernement mexicain, actionnaire de 55 % de Telmex, avait arrêté le principe de cette privatisation partielle il y a plus d'un an (Le Monde du 30 septembre 1989). Finalement, il n'a mis que 20,4 % du capital en vente. Mais ils permettent, en termes de droit de vote, de contrôler la compagnie (avec 51 % des droits de vote). Conformément à la loi mexicaine, le groupe national Carso sera majoritaire à l'intérieur de ce bloc de contrôle avec 10,4 % des titres, les deux partenaires étrangers se partageant à égalité le reste des actions (5 % chacun).

Le tandem a mis sur la table 1,757 milliard de dollars pour les titres en vente, soit environ 8,8 milliards de francs. Sur cette somme, le groupe Carso paiera 895,7 millions de dollars, la part revenant à France Télécom se chiffrant à 420 millions de dollars, soit 2,1 milliards de francs. Pour mémoire, France Télécom a dépensé 30 millions de dollars (150 millions de francs) pour reprendre la privatisation du réseau nord du téléphone argentin, il y a un mois (Le Monde du 10 novembre). Mais les deux opérations sont très différentes quant au montage financier : en

Argentine, le gouvernement vendait Entel pour réduire ses dettes. Au Mexique, le gouvernement cède le contrôle de sa compagnie nationale contre un paiement cash.

Une remise à flot pour 10 milliards de dollars

Face à lui, France Télécom avait deux autres candidats : l'un était composé de l'américain GTE associé à l'espagnol Telefonos et à la société de Bourse mexicaine Activall, et l'autre était le groupe industriel et financier mexicain Gentor. Mais ces deux offres étaient moins intéressantes financièrement que celle du tandem retenu : 1,68 milliard de dollars et 700 millions de dollars respectivement.

Telmex emploie environ 67 000 personnes et compte près de 5 millions de lignes, un chiffre bien moindre si on le compare à l'importance de la population (85 millions d'habitants). A titre de comparaison, la France compte 28 millions de lignes pour 55 millions d'habitants. Au Mexique, 8 foyers sur 10 n'ont pas le téléphone...

FRANÇOISE VAYSSÉ
Lire la suite page 23

Dans 65 pays sur les 5 continents

6000 ANCIENS ELEVES

Etre là où demain les hommes échangeront

UNE PRESENCE MONDIALE

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION

Diplôme homologué par l'Etat

A.O. DU 15 SEPTEMBRE 1990

Enseignement Supérieur de Gestion

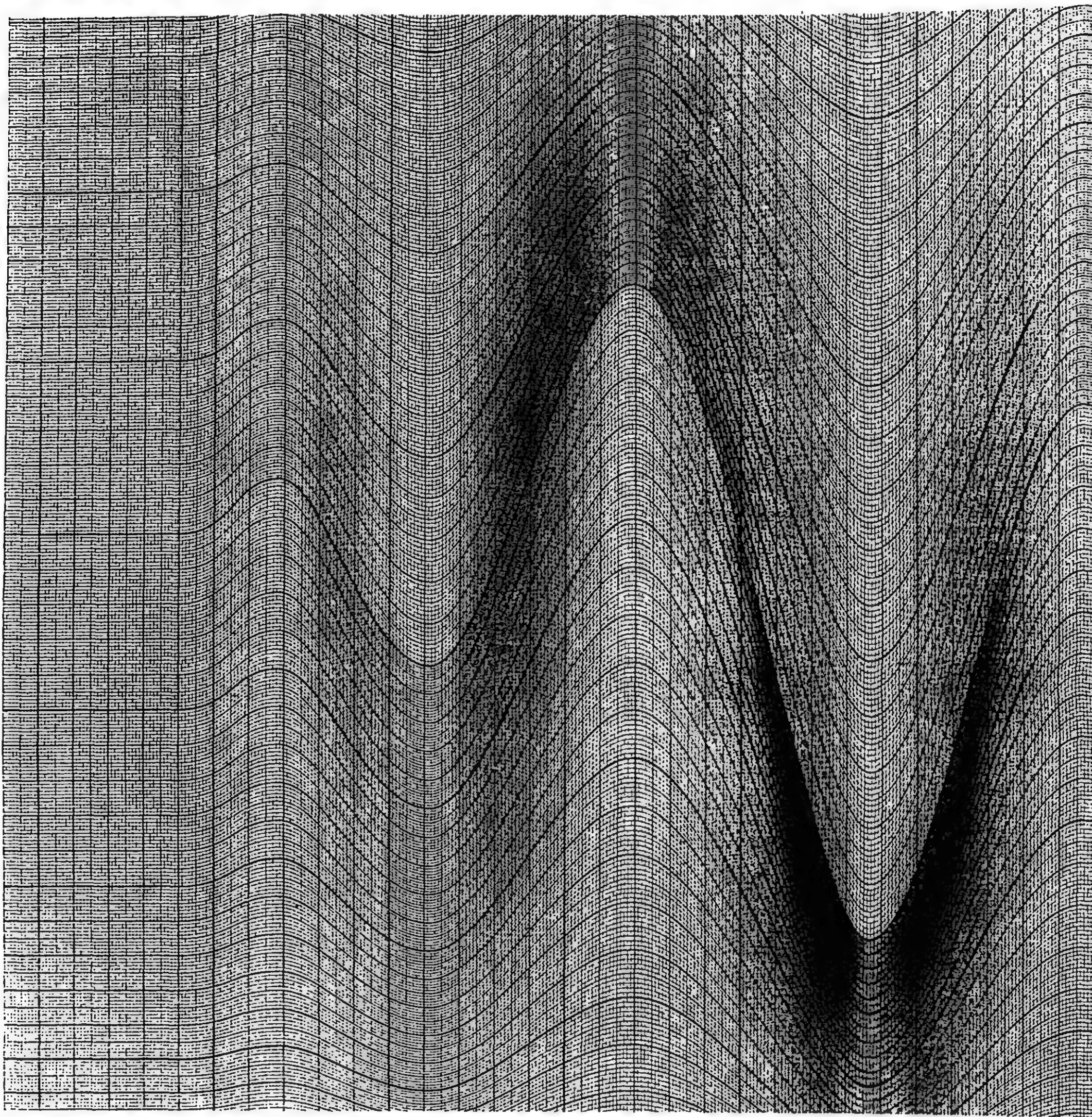
11 rue de la Harpe - 75005 Paris - Téléphone: (1) 45 23 60 00

Je suis un ami.

BERG page 8

76 PIA

1 250 S



QUAND LA PENSÉE EST SOUPLE, ELLE VA PLUS LOIN.

La force d'un grand groupe industriel comme Matra, c'est la souplesse d'esprit qui lui permet de marier rigueur et intuition créative. Pour relever les

défis technologiques du monde de demain, nous n'hésitons jamais à dépasser les idées reçues. Dans nos métiers, fondés sur une forte base technologique

commune, l'espace, la défense, le transport, l'automobile ou les télécommunications, les réalisations de Matra témoignent dans le monde entier.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Présent dans les grands secteurs stratégiques des télécommunications - terminaux fixes et mobiles, réseaux et communication d'entreprise, communication publique - MATRA relève aussi le grand défi des radiocommunications de la fin du XX^e siècle, la radiotéléphonie numérique pan-européenne (GSM) : la France, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne et la Suisse ont déjà rejoint MATRA et ses partenaires européens.

TRANSPORT

MATRA est le leader mondial des systèmes de transports urbains automatisés. ALMA, le VAL démontre quotidiennement sa régularité et sa sécurité remarquables. Orly, Toulouse, Bordeaux et Rennes, Jacksonville, Chicago et Taipei ont choisi la modernité en l'adoptant. Dans le monde, les automobiles de MATRA transportent chaque jour plus de 12 millions de passagers.

DÉFENSE

MATRA, c'est 45 ans d'expérience et d'innovation au service de la défense. Architecte de systèmes de défense et de commandement, fabricant d'équipements pour les forces armées de 60 pays, MATRA est présent sur les cinq continents.

AUTOMOBILE

MATRA est le créateur de l'espace, le référence mondiale reconnue. Fabricateur et commercialisateur en étroite collaboration avec Renault, l'Espace a été élu voiture de la décennie. La logique EUCLIDE de MATRA DATAVISION a permis une étude et sa fabrication.

ESPACE

MATRA a créé avec GEC-MARCONI l'entreprise spécialisée internationale de l'espace en lançant les premières séries de technologies. Ainsi MATRA MARCONI SPACE offre à l'Europe la maîtrise complète des systèmes de communication spatiale pour les télécommunications. Tous les services de la terre, les programmes spatiaux, le transport spatial et les missions.

MATRA

HAUTE TECHNOLOGIE CRÉATIVE

هكذا انظر

ÉCONOMIE

COMMERCE INTERNATIONAL

Après l'ajournement des négociations du GATT

Le Japon craint une résurgence du protectionnisme

Les Japonais ont accueilli avec des sentiments mitigés la rupture des négociations du GATT. Ils craignent de devoir reprendre leurs discussions bilatérales avec les États-Unis et s'inquiètent d'une possible résurgence du protectionnisme.

TOKYO

de notre correspondant

Les Japonais sont d'autant plus préoccupés qu'ils ont conscience d'être partiellement responsables de la rupture des négociations de Bruxelles, bien qu'ils aient adopté un profil relativement bas au cours de celles-ci. Si l'absence de compromis entre Américains et Européens ne les a guère encouragés à faire un geste, ils savent qu'ils risquent de retrouver les difficultés lorsqu'ils entameront les négociations bilatérales avec les Américains, perspective qui ne les entousiasme guère, les relations entre les deux pays étant déjà suffisamment tendues.

Dans ses commentaires, le quotidien économique *Nihon Keizai* partage l'opinion du ministre des affaires étrangères, M. Nakayama, qui a déclaré, à l'issue des négociations de Bruxelles, qu'étaient à craindre une résurgence du protectionnisme et un renforcement des blocs économiques.

Le poids du lobby paysan

Les négociateurs nippons sont rentrés de Bruxelles avec l'assurance que l'idée-force qu'ils défendaient, le principe de la sécurité alimentaire, n'était pas retenue par leurs partenaires. Les termes du dilemme sont clairs : un échec de l'Uruguay Round se traduira par l'ouverture d'un nouveau front dans les négociations bilatérales avec les États-Unis, mais des concessions signifient un affrontement avec les agriculteurs et une tension politique intérieure.

Le lobby paysan a bloqué les initiatives auxquelles étaient pourtant

favorables l'administration (affaires étrangères et ministère du commerce international et de l'industrie) comme les milieux d'affaires, inquiets des conséquences d'une rupture des négociations de l'Uruguay Round. Le Parti conservateur est, quant à lui, divisé. Les Japonais, qui ont rejeté avec les Coréens et la CEE un projet d'ouverture de 5 % des marchés agricoles, vont vraisemblablement réexaminer à plat le dossier du riz, principal point d'achoppement des négociations. L'ouverture minimale demandée reviendrait à importer 500 000 tonnes de riz. Mais cette concession pourrait être une brèche lourde de conséquences.

Selon une étude du Comité de recherches sur le riz (organisme privé), l'ouverture du marché du riz signifierait que 6,3 millions de tonnes importées, soit 67 % de la production locale, remplaceraient rapidement le riz japonais, qui vaut six à huit fois plus cher. Pour rester compétitifs et en jouant sur la qualité de leur riz, les paysans qui ne seraient pas mis hors du marché devraient disposer d'exploitations de 19,3 hectares (actuellement, la superficie moyenne est de 0,9 hectare) afin de réduire de 40 % leurs coûts.

Les défenseurs de l'agriculture japonaise font en outre valoir que les rizières constituent un élément essentiel de la préservation de l'environnement. En outre, alors que le Japon, consommateur de riz, a réduit de 30 % sa production, les États-Unis en produisent deux fois plus qu'ils n'en consomment. Les agriculteurs sont d'autant plus remontés contre les Américains que ceux-ci ont forcé le Japon à ouvrir son marché de la viande sans faire des concessions analogues.

Les Japonais savent aussi que les Américains ont fait de l'ouverture du marché du riz une question de principe (et de survie de leurs propres rizières) : même si le Japon importait tout son riz des États-Unis (10 millions de tonnes, soit 3 milliards de dollars), ces achats ne combleraient guère plus de deux semaines du déficit commercial annuel.

PHILIPPE PONS

Les Européens se félicitent de la cohésion de la CEE

C'est avec un sentiment de soulagement et d'inquiétude mêlés que les Européens ont accueilli l'échec provisoire ? - de l'Uruguay Round. Soulagement parce que, selon les termes de M. Elisabeth Guigou, ministre française des affaires européennes, les Douze ont fait preuve d'une « bonne cohésion », se montrant « soudés entre eux » et « fermes ». La CEE s'est montrée capable de traverser sans se diviser une négociation très ardue.

Mais inquiétude dans la mesure où les semaines qui viennent vont voir s'intensifier les pressions de la part des États-Unis. « Nous souhaitons bien entendu un succès des négociations », a rappelé M. Guigou dans un entretien à Europe 1, estimant qu'il s'agissait « des progrès équilibrés sur l'ensemble des dossiers ». M. Carlo Hills, principal négociateur américain, a dit clairement que son pays ne reviendrait à la table des négociations qu'à des conditions « enfin réunies pour conclure ».

Les pays du tiers-monde - et l'on pourrait ajouter tous les pays tiers

qui ont assisté en spectateurs impuissants au duel entre États-Unis et CEE - considèrent pour leur part que la conférence de Bruxelles a été « prise en otage », comme l'a dit le ministre indien du commerce M. Subramanian Swamy. Ils aussi ne reviendront que si les chances de conclure sont sérieuses.

Le président américain George Bush a brandi, dimanche 9 décembre à Caracas, la menace d'un développement du bilateralisme après l'échec de l'Uruguay Round. Les États-Unis, a-t-il dit, sont prêts à négocier avec les pays d'Amérique latine l'élimination des barrières douanières. Il a ainsi laissé entendre, dès l'annonce du report des négociations du GATT, ce que pourrait être le monde en cas d'échec définitif : une série de « blocs commerciaux » construits au détriment des règles multilatérales valables pour tous. Le premier ministre australien, Bob Hawke, en appelant dès vendredi 7 décembre à la constitution d'une zone commerciale Asie-Pacifique, ne disait pas autre chose.

INDUSTRIE

Le cinquième Forum international de Cannes

Les Français réalisent une première percée sur le marché nippon des équipements de loisir

Le cinquième Forum international des équipements de loisirs (FIDEL) à Cannes, du 3 au 5 décembre, a fait une large place au marché japonais qui connaît, depuis quelques années, une véritable explosion liée à la prospérité du pays et à l'apparition de nouveaux modes de vie. Il a été l'occasion de démontrer que les Français obtiennent sur ce marché quelques succès.

CANNES

de notre correspondant régional

Baliboutant il y a cinq ans, l'industrie des loisirs au Japon connaît une expansion fulgurante. Une loi de 1987 a décidé le doublement des capacités touristiques du pays avec un programme d'équipement pour un chiffre d'affaires estimé à près de 2 000 milliards de francs.

Pour l'aménagement du littoral, par exemple, le gouvernement prévoit la construction de plus d'une centaine de marinas publiques et de près de 300 marinas privées, le nombre de places de bateaux passant de 250 000 en 1989 à 400 000 en l'an 2000. Les prévisions concer-

nant le développement du golf - 250 sont à l'étude - du ski, de la thalassothérapie, des centres de remise en forme et des parcs de loisir à thème - 60 sont à l'étude - sont tout aussi impressionnantes.

Ces projets sont lancés par de grandes sociétés nipponnes en quête de diversification. Mais la demande, encore floue, devrait suivre en raison de la diminution du temps de travail dans les entreprises japonaises. Les salariés nippons, de plus en plus nombreux, commencent à goûter aux joies du week-end et des « ponts » prolongés notamment à l'occasion du *Golden Week* (la fête de l'empereur en mai) et de l'Obon (fête des morts en août). De 2 189 heures par an, en 1988, la durée du travail devrait descendre à 1 800 heures en 1992.

Or les Japonais ont un pouvoir d'achat élevé et certaines catégories de la population, en particulier les jeunes, friands de ski, et les « office ladies » (jeunes femmes salariées) constituent des cibles privilégiées. Ce nouveau style de vie, encouragé par le gouvernement, rend très prometteur le marché des loisirs, qui représente, déjà, un chiffre d'affaires deux fois plus important que celui de l'industrie automobile.

Dans un domaine où la créativité

est la clé du succès, les investisseurs nippons ont cependant besoin d'idées et de savoir-faire qu'ils sont allés chercher aux États-Unis, en Australie mais aussi en Europe et notamment en France.

Des parcs d'attraction

Plusieurs architectes et ingénieurs français ont en effet saisi la chance que leur pays offre de travailler sur le marché nippon. Un important contrat d'exclusivité a ainsi été signé à l'occasion du FIDEL entre un cabinet d'architectes rouennais, Japac (créateur, entre autres, du Nautiparc de Chambéry), et deux grandes sociétés japonaises, Kanematsu (import-export) et Kioka Chioyda TechnoAce (ingénierie) pour la réalisation de parcs aquatiques, de centres de thalassothérapie et de thermalisme au Japon et en Asie du Sud-Est. Premier projet concret né de cette association : un parc aquatique couvert de 22 000 mètres carrés qui sera construit à Tokyo (un milliard de francs d'investissement).

M. Jean-Michel Baylet, ministre délégué au tourisme, a également annoncé à Cannes, en autre accord de partenariat entre un groupement

d'investisseurs japonais et la Société française d'études, de réalisations et de gestion (SFERG) à laquelle est due, notamment, le parc Astérix, près de Paris. Cet accord porte sur la construction, à proximité de Tokyo, du deuxième grand parc récréatif du Japon - après celui de Disney ouvert en 1988 - sur le thème de la France, conçu pour accueillir 10 millions de visiteurs par an (un milliard de francs d'investissement en première phase). A la différence de Japac, chargé seulement d'une mission d'architecture, la SERG aura la maîtrise complète de l'opération.

L'architecte François Spoerry, créateur de la cité lacustre de Port-Grimaud, vient d'être choisi, d'autre part, tout récemment, par le groupe Tokyo pour étudier un énorme projet de station littorale intégrée de 12 000 à 15 000 logements sur l'archipel de Riou-Kiou, au sud d'Okinawa. Il est aussi en compétition avec deux équipes américaines dans un concours d'architecture concernant un projet immobilier et de loisirs sur un endigage de 500 000 mètres carrés (10 000 logements) dans la baie de Sagami, à l'ouest de Tokyo.

GUY PORTE

REPÈRES

PROTECTION SOCIALE

Forte hausse des cotisations santé en Espagne

Les cotisations d'assurances santé vont être fortement augmentées en Espagne par les sociétés privées, les hausses allant de 15 % à 25 %, doublant même pour les plus de soixante ans. Ces augmentations, rendues possibles par la libération des tarifs des assurances privées de santé en 1984, concernent six millions d'Espagnols, le système de sécurité sociale public étant incapable - notamment les hôpitaux - de satisfaire une demande de soins croissante. Ces hausses sont la conséquence des demandes que font les médecins depuis le printemps d'une revalorisation importante de leurs honoraires.

ENDETTEMENT INTERNATIONAL

Les banques rachètent le tiers de la dette de l'Uruguay

La Banque centrale d'Uruguay a annoncé dimanche 9 décembre que les 32 banques créancières du pays avaient accepté de racheter un tiers de sa dette qui se monte à 560 millions de dollars. Ce rachat doit se faire avec une décote de 44 %. Cette opération serait la plus importante jamais réalisée par un pays endetté. Elle permettra à l'Uruguay d'économiser une quarantaine de millions de dollars par an sur le service de sa dette.

France Telecom dans le capital de Telmex

Suite de la page 21

Le réseau est équipé en communication par les suédois Ericsson et le français Alcatel, qui en a hérité lors d'un rachat de l'américain ITT en 1987. Nul doute que ces industriels-tous deux présents en France-bénéficieront d'un courant d'affaires intéressant après la victoire de France Télécom : selon les autorités mexicaines, la remise à flot du réseau nécessitera un investissement de 10 milliards de dollars (50 milliards de francs), une somme considérable pour un pays aussi endetté que le Mexique même en ces temps de remontée de prix du pétrole.

Les associés se sont fixés entre eux une certaine répartition du travail : France Télécom sera responsable de la construction du réseau (son point fort) et de l'international. SouthWestern se voyant confier le commercial et les mobiles et le groupe Carso, la finance et le personnel : lors d'une conférence de presse, le 9 septembre 1989, le ministre des communications avait précisé qu'aucun employé de Telmex ne serait licencié, mais leur convention collective avait été modifiée au printemps précédent dans un sens moins favorable.

Commentant ces succès après celui de l'Argentine, le ministre français de PTT, M. Paul Quilès a estimé qu'il « consacrait la capacité de l'opérateur public France Télécom à se déployer sur la scène internationale » et montre « combien la haute qualité des télécommunications françaises est reconnue » hors de l'Hexagone. Selon lui, cette prise de participation

« bénéficiera à l'économie française toute entière ».

Autant la victoire française en Argentine avait été une surprise pour l'opérateur français qui bénéficie de la disgrâce d'un candidat américain initialement retenu - autant le succès mexicain était espéré (le Monde du 23 septembre).

Son financement rentrera dans le cadre général des besoins de financement de France Télécom en 1991, commentait-on lundi matin auprès de l'opérateur : jeudi 6 décembre, s'est justement tenue une réunion au FDES (fonds de développement économique et social), sous la présidence de M. Pierre Bédégovoy, attribuant le montant des crédits qui lui seront nécessaires l'an prochain.

Car, si France Télécom n'a pas d'autres projets de l'ampleur de celui du Mexique très avancé, il n'en a pas moins des espoirs dans d'autres régions, notamment dans les pays de l'Est où il vient de désigner M. Jacques Dondoux, ancien directeur général des télécommunications, comme « ambassadeur ».

FRANÇOISE VAYSSE

SERVICES

Pour éviter les litiges

Les blanchisseurs et les teinturiers devront afficher prix et conditions de responsabilité

Le Conseil national de la consommation a approuvé mardi 4 décembre un projet d'arrêté réglementant l'affichage des prix dans les blanchisseries et teintureries, a annoncé le secrétaire d'État à la consommation. Ce texte, qui vise à rendre plus claire l'information sur la qualité des services offerts, doit prévoir également l'affichage des conditions de responsabilité du professionnel et d'indemnisation du client, en cas de détérioration ou de perte, ce qui permettra de réduire le nombre des litiges.

Le nombre des accords conclus entre les professionnels et les associations de consommateurs dans le cadre du travail des comités départementaux de la consommation a progressé : 143 accords ont été signés, dont 43 pour la seule année 1990. C'est dans le secteur des services que le plus grand nombre d'accords ont été conclus, mais la blanchisserie-teinturerie n'est pas en tête. C'est la réparation automobile qui vient en tête, avec 42 accords signés, devant le secteur de la construction de maisons individuelles, avec 29 accords.

AFFAIRES

Destiné à aider les sociétés de capital-risque

Le réseau Eurotech donne son label au Crédit lyonnais

Eurotech Capital, créée par la CEE pour aider les entreprises de capital-risque, vient de donner son label à Innolion, filiale de capital-risque du Crédit lyonnais.

A ce titre, Innolion bénéficiera d'une aide financière de la CEE, égale à 4 % de chacune des participations qu'elle prendra dans un projet transnational de haute technologie. Elle aura également accès à deux services mis en place par la CEE pour aider les entreprises de capital-risque : Eurotech Projects, base de données sur les principaux projets de recherche européens, et Eurotech Data, service capable de fournir en moins de quinze jours un dossier sur la valeur technique et économique de projets de recherche.

Innolion est la première société française sélectionnée par Eurotech, qui ne compte pour l'instant pour autres membres que deux sociétés financières italiennes : la Sofipa (du réseau Mediocrédito, équivalent italien des SDR, sociétés de développement régional) et la FIP, société de capital-risque de la Banca internazionale del Lavoro, première banque italienne.

Créé en décembre 1988, Eurotech a pour objectif de rassembler douze sociétés membres d'ici à 1992. Celles-ci doivent être impliquées dans des entités financières européennes ayant une capacité minimale d'investissement de 50 millions d'euros (350 millions de francs) et acceptant d'en réserver au moins 20 % pour les prises de participation dans des sociétés, de préférence petites et moyennes, qui développent des projets transnationaux de haute technologie.

La contribution d'Eurotech à Innolion s'élèvera à 3 millions de francs, montant qui devra être remboursé en cas de succès, dans dix ans, augmenté de la moitié de la plus-value dégagée.

Vient de paraître :

Fonds Monétaire International
PERSPECTIVES
DE L'ÉCONOMIE MONDIALE
OCTOBRE 1990
(avec le scénario chocs pétroliers de l'FMI)
Le document de référence de tous les professionnels de l'économie.
Prix : 170 F. Par correspondance : 190 F.
Diffusion : WORLD DATA
The New International Bookstore in Paris
10, rue Nicolas Flamel 75004 Paris
Tél (1) 42 78 05 78 Fax (1) 42 78 14 72

SOCIAL

En raison d'une grève des contrôleurs aériens

La moitié des vols annulés à Air France et Air Inter mardi 11 et mercredi 12 décembre

Air France n'assurera que la moitié de ses vols moyen-courriers mardi 11 et mercredi 12 décembre, en raison de la grève d'une partie des contrôleurs aériens pour ces deux journées, indique la compagnie dans un communiqué publié samedi. Tous les vols long-courriers de la compagnie sont en revanche maintenus, précise Air France, qui annonce également « quelques annulations » pour la soirée de lundi et la matinée de jeudi.

De son côté, Air Inter annulera également près de 50 % des vols prévus, mais sera cependant en mesure de transporter « près de 60 % des passagers, grâce à l'utilisation préférentielle des gros-porteurs

de sa flotte ». En outre, les vols à destination de Strasbourg « seront intégralement maintenus » en raison de la session en cours du Parlement européen, indique Air Inter.

Cette réduction du trafic est due à la grève des contrôleurs aériens et des électroniciens de la sécurité aérienne du centre d'Atthis-Mons (Essonne), qui gère l'ensemble du trafic pour la partie nord de la France.

Par ailleurs, des perturbations interviendront sur les liaisons nationales et internationales italiennes, lundi 10 et mardi 11 décembre, entre 6 heures et 13 heures, en raison d'une action des contrôleurs de vols italiens qui ont confirmé dimanche leur mot d'ordre de grève.

M. Krasucki note avec

« une certaine satisfaction »

l'évolution de Force ouvrière

« Je note avec une certaine satisfaction que les positions de Force ouvrière ont connu des évolutions qui permettent des convergences », estime M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT dans un entretien publié lundi 10 décembre dans *Libération*. « Dans la dernière période, FO a affirmé des positions revendicatives plus nettes et qui, sur certaines questions sont très proches des nôtres », souligne M. Krasucki. « Bien sûr, FO affiche une opposition catégorique à toute idée d'action commune avec la CGT. C'est un fait et c'est dommage », regrette-t-il. Néanmoins, le leader de la CGT considère qu'il n'est « ni raisonnable ni réaliste pour une organisation d'avoir une position plus revendicative qu'avant et de persister dans un refus de rapprochement ».

SNCF : grève sur une ligne banalisée de la gare Saint-Lazare. - Le trafic risquait d'être très perturbé toute la journée du lundi 10 décembre sur la ligne de Paris-Saint-Lazare à Mantes-la-Jolie, qui assure l'essentiel du trafic banalisé de la SNCF au départ de Saint-Lazare, en raison d'une grève des mécaniciens de cette ligne. L'arrêt de travail, décidé en raison du mécontentement lié à la notation des agents, a commencé lundi à 3 heures et devait durer vingt-quatre heures.

Manifestation de Forbach : plus de 2 millions de francs de dégâts. - Après la manifestation des mineurs des houillères de Lorraine, à Forbach le 6 décembre, les dégâts sont estimés à plus de 2 millions de francs. La mairie a été particulièrement touchée avec les machines à traitement de textes, des ordinateurs, le central téléphonique. Au total, 103 vitres et 66 boîtes à fleurs ont été cassées. A la sous-préfecture, le coût des dégradations est évalué à 500 000 F. Douze personnes avaient été blessées à la suite d'affrontements (le Monde du 8 décembre).

TECHNOLOGIES

Contrastant avec le succès commercial du vingt-neuvième Salon de l'emballage

L'étonnant manque de vigueur des fabricants français de la machine à emballer

Les industriels de l'agroalimentaire, de la chimie, des cosmétiques et de bien d'autres secteurs ont dépensé plus de 5 milliards de francs en 1989 pour s'équiper en machines à emballer. Deux tiers de ces commandes ont été honorées par des constructeurs étrangers. La machine à conditionner made in France aurait-elle du mal à s'imposer ? Radiographie du secteur.

Octobre 1989 : Coca-Cola inaugure en grande pompe sa plus vaste unité de conditionnement au monde, installée à quelques kilomètres de Dunkerque. La firme d'Atlanta a investi 350 millions de francs pour parvenir à remplir pas moins d'un milliard de «boîtes-boissons» par an. Ce mégasite industriel où les cannettes défilent au rythme vertigineux de mille six cents par minute a été équipé par des concepteurs de machines allemands dans leur majorité. «Notre politique est de privilégier les fournisseurs locaux. Mais dans le cas de Dunkerque, nous n'avons pas trouvé d'offres de constructeurs français satisfaisantes», explique-t-on au siège parisien de la Coca-Cola Beverages Company.

Étonnant ! Alors que les grands groupes français s'affirment comme des leaders mondiaux dans le domaine de l'emballage (depuis le rachat d'American National Can, Pechiney s'est adjugé la place de numéro un, suivi de très près par le franco-britannique CMB-Packaging), les équipementiers, c'est-à-dire les concepteurs de machines chargées de conditionner sont à la traîne.

Pas faute de marché : verseuses ou soufleurs (mise d'un contenu dans un contenant), suremballeuses (conditionnement sous cartons ou film plastique), encaisseuses et palettisatrices (mise sur palettes ou gondoles prêtes à l'expédition) se vendent souvent d'un coup comme des petits pains.

La multiplication des actions de promotion sur les lieux de vente, les exigences accrues de la grande distribution et le souci permanent de différencier les produits les plus anodins ont dopé l'industrie du conditionnement dans son ensemble, celle des machines spécialisées en particulier. «Notre parc machines a quatre à cinq ans d'âge en moyenne», explique Michel Marcon, responsable à la direction technique de Gervais-Danone. «Les technologies évoluent vite. Nous sommes obligés de les renouveler rapidement. Par ailleurs, la croissance du marché produit frais a été telle au cours des trois dernières années que nous avons installé pour nos seuls sites huit à dix nouvelles lignes de conditionnement par an.»

Manque d'agressivité commerciale alors ? Le déséquilibre des échanges extérieurs semble l'indiquer. En 1989, la France a importé deux fois plus de machines d'emballage qu'elle n'en a vendues à l'étranger. Le déficit a atteint 1,5 milliard de francs en 1989 et a tendance à s'accroître au fil des ans.

Les raisons de cette défaillance semblent plus structurelles. Les machines d'emballage n'échappent pas aux insuffisances propres à l'industrie française des biens d'équipement dans son ensemble.

Principale faiblesse : l'extrême atomisation du tissu industriel dans ce secteur. «Sur les deux cent cinquante concepteurs de machines d'emballage en France, très rares sont ceux qui emploient plus de vingt salariés», note Jacques Baudry du SCILPAQ-EMBALCO, le syndicat professionnel des fabricants de machines de conditionnement. Corollaire de cet émiettement : ces entreprises manquent de surface financière et éprouvent souvent les plus grandes difficultés pour constituer un réseau commercial quelque peu étoffé. Leur taille réduite les rend peu aptes à traiter des grosses commandes et les empêche souvent d'être des assembleurs complets. Dans l'em-

bouteillage, par exemple, le marché des grandes séries (lignes capables de traiter plus de dix mille bouteilles à l'heure) est entièrement aux mains d'un petit groupe composé de constructeurs italiens (Simonazzi) et allemands (Robert Bosch Gough, Kettner, Holstein und Kappert).

Rien de bien surprenant. La RFA et l'Italie sont en effet les deux principaux exportateurs mondiaux de machines d'emballage. Les fabricants italiens présentent certes la même structure éclatée que leurs concurrents français. Mais, comme le note Michel Pinet, qui suit le secteur à la division équipement et machines de la direction générale de l'industrie, ce handicap est largement compensé par une solidarité interentreprises des plus intensives. Résultat : les grosses commandes sont prises par un constructeur qui se charge ensuite de distribuer le travail entre les entreprises amies.

Concentration géographique

Ce mode de travail en réseaux est facilité par la concentration géographique de l'industrie italienne de la machine de conditionnement. La région Emilie-Romagne, et plus particulièrement la vallée de la province de Modène, s'est transformée en une véritable «vallée de l'emballage». Une concentration géographique qui n'existe pas en France, même si certains industriels (parmi lesquels Vega Automation, spécialiste des robots pour l'emballage) tentent de fédérer un pôle emballage à l'image de celui de Modène dans la région de Troyes. Les principaux constructeurs allemands, eux, jouant sur la puissance, appartiennent généralement à des groupes mécaniques aux assises incontestablement plus solides.

Contraints par leur taille à pratiquer une stratégie de niches, certains constructeurs français affirment toutefois de belles réussites : SIDEL, une entreprise du Havre,

rachetée par ses dirigeants à Saint-Gobain en 1987, est le numéro un mondial des constructeurs de machines à fabriquer des bouteilles en plastique ; ERCA est aussi en tête de son marché : pour les lignes de fabrication de pots de yaourt, fromages frais, crème dessert ; etc. IMAJE, à Valence, est le spécialiste mondial des unités de marquage à jet d'encre, indispensables pour indiquer les dates de péremption des produits alimentaires.

Ces succès, réels, n'en demeurent pas moins l'arbre qui cache la forêt. À côté d'un SIDEL qui réalise à l'exportation les quatre cinquièmes de son chiffre d'affaires, la majorité des constructeurs cannotent leur activité dans le strict cadre national. Une attitude encourageant par les grands donneurs d'ordres (notamment les industriels de l'agroalimentaire) très soucieux de nouer des accords d'exclusivité avec leurs équipementiers. Ce comportement présente l'avantage d'assurer des débouchés certains aux petits constructeurs. Tout comme elle leur permet de mener des efforts de développement qu'ils n'auraient pu seuls assumer. Revers de la médaille : cette politique de partenariat, souvent menée avec une rigueur exagérée, n'incite pas les fabricants de machine à aller prospecter de nouveaux marchés. «Une situation d'autant plus dommageable, estime-t-on à la direction générale de l'industrie, que la machine à conditionner constitue l'un des rares secteurs dans le domaine des équipements et machines où le jeu international n'est pas figé.» Des places seraient donc à prendre. De l'avis des experts, il ne fait cependant aucun doute que l'industrie française de la machine à emballer va jouer son sort sur sa capacité à se concentrer.

CAROLINE MONNOT

Grâce à un nouveau procédé Kodak

Le son des compacts au cinéma

L'industrie cinématographique s'apprête à prendre un tournant technologique majeur. La bande-son d'un film va pouvoir être numérique et avoir donc une qualité équivalente à celle du disque compact. Fruit d'une recherche menée au sein d'une joint-venture américaine réunissant la compagnie Optical Radiation Corporation et le groupe Eastman Kodak, le procédé CDS (Cinema Digital Sound) vise un marché important de plusieurs milliers de salles réparties à travers le monde.

Véritable serpent de mer, la bande-son numérique est périodiquement annoncée, puis retardée, depuis près de dix ans. Ces contretemps étaient dus au fait que les procédés employés étaient pour la plupart basés sur des supports du type disque dur, bande lisse et même disque compact. Ce qui posait de gros problèmes de synchronisation entre le son et l'image en raison du manque de souplesse du procédé (notamment en cas de coupure accidentelle du film). L'astuce de Kodak est d'avoir couché les informations audionumériques directement sur le bord de la pellicule image.

Une durée de vie importante

En l'espace de quelques mois, une quinzaine de salles se sont, d'ores et déjà, équipées du système CDS. Le Kinépolis, à Bruxelles, est le premier cinéma européen à avoir franchi le pas. Optical Radiation prévoit d'équiper 250 salles d'ici au printemps prochain, dont près de 4 % en Europe. Du jamais vu dans un secteur d'activités connu pour sa traditionnelle prudence en matière de nouveauté technologique.

Cet enthousiasme s'explique en grande partie par le fait que les exploitants misent depuis près d'une dizaine d'années sur la qualité de la reproduction du son pour ramener les spectateurs dans les salles obscures. Déjà, le logo Dolby Stereo, ou les initiales THX font indéniablement «vendre» du fauteuil, au même titre que le mot CinémaScope dans les années 60.

Mais ces procédés, même s'ils apportent des améliorations par rapport aux moyens traditionnels, ne satisfont plus les spectateurs habitués au confort d'écoute du disque compact.

Le système Dolby provoque parfois des surprises sonores tout à fait étranges : passage intermitte des dialogues ou de la bande musicale d'un haut-parleur à un autre, déphasage donnant une impression de flou sonore et entraînant une perte d'intelligibilité, etc.

Une tête de lecture optique mal réglée, une pellicule légèrement gondolée ou rayée, un projecteur défectueux, une légère dérive de l'électronique du décodeur, une copie mal équilibrée, suffisent à provoquer des pertes dans la diffusion de la bande-son. Il faut ajouter que la chaîne de production,

qui va du mixage en auditorium à la diffusion en salle en passant par le report et la duplication, constitue un véritable parcours du combattant. Ainsi, bien des directeurs du son et des mixeurs ont eu la peine à reconnaître leur travail une fois le film projeté en public.

Ces derniers acceptent d'autant plus mal la chose qu'ils travaillent quotidiennement avec des équipements audio numériques : tableurs de mixage, processeurs de signal, magnétophones numériques DAT (Digital audiotape), échantillonneurs, etc. L'intérêt du système CDS est qu'il permet, grâce au numérique, d'unifier pour la première fois l'ensemble du processus de production d'une bande-son de cinéma, depuis l'enregistrement sur un plateau ou la création en studio jusqu'à la diffusion en salle. En outre, le son numérique résout le vaste problème des copies. Chacune est parfaitement identique à la bande originale, et ce quel que soit le nombre de tirages effectués.

La durée de vie des copies est également un élément important, notamment en termes financiers. En effet, chaque nouvelle copie (image et son) coûte en moyenne quelques milliers de francs. Or des tests portant sur un million de pastilles successifs d'une copie de Dick Tracy avec son numérisé ont montré que la perte de qualité était imperceptible.

En outre, ce nouveau procédé ne nécessite pas d'investissement important pour être utilisé. La pellicule est lue, ou plutôt décodée, par un pinceau lumineux. La tête de lecture optique s'adapte directement sur la plupart des projecteurs existants. L'exploitant n'a plus qu'à relier le décodeur à son système de diffusion habituel (amplificateur et enceintes).

L'une des particularités de ce système est qu'il permet de disposer de six pistes audio (au lieu de quatre sur le Dolby) entièrement indépendantes. Du coup, la spatialisation du son, sa définition en terme stéréophonique, devient exceptionnelle. À côté des pistes audio, deux pistes de données permettent aussi d'automatiser synchrones par rapport à l'image : lever et baisser de rideau, allumage et extinction des lumières en salle, déclenchement d'effets spéciaux, etc. Kodak prévoit même de mémoriser des informations techniques sur le film lui-même : titre, date, lieu de tournage, numéro de copie, etc.

L'extrême simplicité du système, son faible coût (environ 100 000 F pour l'ensemble lecteur et le décodeur numérique/analogique) sont des atouts indéniables pour les distributeurs et les exploitants. Reste à attendre l'avis des producteurs. Ceux-ci n'ont pas encore donné officiellement leur position. Il y a fort à parier que la réaction du public sera le véritable détonateur. La télévision numérique à haute définition devrait également jouer un rôle dans l'accélération du processus. La transmission de films avec son numérisé est en effet nettement plus simple à réaliser. Ce qui ne fera que renforcer la bataille entre le grand écran et le cinéma en pantoufles.

DENIS FORTIER

REPÈRES

De Gaulle et la technologie

Ceux qui estiment que l'Histoire peut utilement éclairer l'avenir liront avec intérêt le numéro de novembre de la revue *Centrales* (1) consacré à «De Gaulle et la technologie». Après une analyse des réflexions du général en matière de technologie réalisées par Patrice Noailles, ingénieur-conseil à la Société générale et ancien conseiller technique d'Alain De Gaulle, la revue donne la parole à un historien (Girolamo Ramunni), à des hommes politiques proches de De Gaulle (Alain Peyrefitte, Robert Galley, Alain Pratte, Pierre Guillaumat, Pierre Messmer, Jacques Foccart, Jean-Marcel Jeanneney, Olivier Guichard) et au ministre de la recherche Hubert Curien. Jacques Paret, professeur à l'École nationale supérieure des techniques avancées et ancien directeur général de la recherche et de la technologie, conclut ce numéro en rappelant que c'est avec l'avènement de la V^e République que les structures d'organisation de la politique de la recherche furent mises en place.

(1) *Centrales* est la revue de l'Association des anciens élèves de l'École centrale des arts et manufactures, 8, rue Jean-Goujon, 75008 Paris. Tél. 47-23-66-32.

Histoire encore...

Preuve de consécration ? Une histoire de l'informatique vient d'être publiée dans la collection «Que sais-je ?». La discipline est couverte de façon très extensive : son histoire, selon l'auteur Jean-Yvon Birrien, maître de conférences associé à l'université de Bretagne occidentale, remonterait en effet à l'an - 10000 avec les boules, jetons et écritures uniciformes. L'ouvrage est divisé en sept périodes. Pour chacune d'elles, l'auteur présente une chronologie des événements, une ana-

lyse générale de la période et une présentation des découvertes.

► *Histoire de l'informatique*, par Jean-Yvon Birrien. «Que sais-je ?», Presses universitaires de France, 127 p.

... le monde en 2100

Thierry Gaudin, chef du centre de prospective et d'études du ministère de la recherche et de la technologie, fera sourire ceux qui estiment qu'on ne peut établir de prévision à cinq ou dix ans. Un *brin* provocateur, le livre qu'il vient en effet de publier aux Éditions Payot a pris l'an 2100 pour horizon. La justification en est simple : selon les Nations unies, la population mondiale devrait dans un siècle se stabiliser entre dix et quinze milliards d'habitants. «Je me disais qu'il serait intéressant de voir à quoi pourrait ressembler le portrait hypothétique d'une planète «stabilisée», quels fonctionnements techniques, économiques et sociaux on pourrait y prévoir, et quelles transitions, à quelle vitesse, nous amèneraient à ce nouvel état», explique l'auteur dans son éditorial.

Les conclusions sont souvent des extrapolations des tendances déjà apparentes aujourd'hui. L'effacement, industrialisé, devient de plus en plus raffiné et didactique. Dans les villes, une étrie de «sauvages urbains» exclus de la société considère la ville comme une jungle. L'effet de serre augmente la température du globe de 3 °C, ce qui fait fondre une partie des glaces polaires et monter d'au moins 1 mètre les océans. Les humains commencent à habiter l'espace et des villes marines autonomes se construisent.

Pour les quarantes dernières années de ce prochain siècle, l'auteur est des plus optimistes : «Le principe de plaisir est le moteur des plus grandes réalisations... Le respect et l'épanouissement de la vie sous toutes ses formes sont la préoccupation majeure.» Puis-je-à avoir raison.

► *2100, récit du prochain siècle*. Éditions Payot. 600 p., 195 F.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-93
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEURRE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beurre-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. André Fontaine, gérant.

Impression :
12, rue de Valenciennes
94512 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 347
ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-23-33.

ABONNEMENTS PP. Paris RP
1, place Hubert-Beurre-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities
A.C.B.S.P.

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109

MBA Master of Business Administration
UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel : programme américain unique dans son concept.
Fully approved to grant the
Master of Business Administration
with an emphasis in international management.

Filière d'admission : 3^e CYCLE
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Écoles - Titulaires de magistère, maîtrise.

Programme de 12 mois à San Francisco, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au : M.B.A.

Informations et sélections : European University of America
17/25, rue de Chaillot (métro Iéna) - 75116 Paris, (1) 40.70.11.71
Continental par European University of America • 1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109
Programme associé en Europe et en Asie : Tai Ming, Hong Kong et aux USA : P&D

كانام لالاحل

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Chers transports urbains

Métros, trains et tramways ne font pas recette.
Point de salut hors d'une répartition harmonieuse des circulations

LES villes du monde entier affrontent le casse-tête de leurs transports. Pas de ville sans transports collectifs : même des moindres urbains comme Los Angeles ont compris que la voiture ne suffisait plus et jouent - depuis peu - la carte du métro et du tramway. Mais pas de transports urbains sans argent : et c'est là que le bât blesse, car autant l'automobile attire subventions et prêts et fait l'objet de toutes les attentions de la part de ses propriétaires, autant métros, trains et tramways ne font pas recette au sens propre du terme.

Les usagers, les États, les collectivités locales ou les entreprises doivent ouvrir concurremment leur bourse pour financer la déconiture technique ou financière des réseaux. Qu'on se souvienne de l'état où se trouvait le métro new-yorkais il y a moins de dix ans.

Cette mobilisation épidémique ne suffit pas, comme on le voit actuellement en France, où les systèmes de financement des transports urbains s'essouffent et ne parviennent plus à maintenir le service à hauteur des besoins. Et l'on annonce un triplement des populations urbaines de la planète dans les vingt ans.

Une telle impasse a inspiré une mission d'étude du conseil général des Ponts et Chaussées sur ce sujet, auprès de soixante-cinq agglomérations d'une vingtaine de pays développés, afin de comprendre comment celles-ci faisaient face à cette gageure. Conduite par Claude Quin, ancien

président de la RATP, cette enquête a donné lieu à un rapport riche en comparaisons internationales et coécrit par Michel Houé, chargé de mission à l'Observatoire économique et social des transports (OEST), et Alain Méry, responsable des études générales au Syndicat des transports parisiens (STP).

« La première conclusion de ce panorama des transports urbains est que nulle part, sauf en Extrême-Orient, les usagers ne supportent seuls la charge des investissements et de l'exploitation des réseaux, et que nulle part au monde les transports publics ne sont gratuits », explique Claude Quin. Ni à Moscou, ni à Oslo, ni à Sydney, ni à Vancouver.

Une marge bénéficiaire

Le pourcentage des dépenses de transports urbains couvertes par les recettes en provenance des usagers. A Budapest, la vente des billets couvre 15 % des charges. A Lausanne, elle représente 60 %. A Oslo, 46 %. A Barcelone, 64 %. Les cités américaines oscillent entre des taux de 20 % à 40 % et les grandes villes françaises entre 35 % et 60 %.

Le Japon, Hongkong et Singapour occupent une place à part puisqu'ils sont les seuls pays où les métros et les bus sont en mesure de dégager une marge bénéficiaire. A Singapour, par exemple, les dépenses d'exploitation sont couvertes à 94 % par les recettes tarifaires.

Il a bien fallu compléter ces ressources insuffisantes, tant il est vrai que « les transports publics ne peuvent pas être considérés comme un bien marchand quelconque », écrivent les rapporteurs. Leurs effets économiques, sociaux et politiques sont tels qu'ils impliquent une intervention publique. Les collectivités locales et les États ont donc versé des subventions ; mais, à l'avenir, le fond a été atteint et, la mode du libéralisme aidant, l'argent public est devenu plus rare. Aussi les exploitants ont-ils été priés de faire des économies au cours des années 80.

On a vu les transports de Bruxelles réduire leur personnel de 16 % ou les bus londoniens limiter le personnel à bord à un seul agent. Les transports interurbains britanniques ont été également privatisés, ce qui a eu pour effet de réduire jusqu'à 22 % les subventions, mais d'augmenter de 30 % les tarifs. A moins d'accepter d'exclure les plus défavorisés, voire de renoncer à la paille naturelle en faveur de l'automobile, il n'était pas possible d'attendre de cette revalorisation tarifaire la solution des problèmes.

Aussi les responsables des transports ont-ils fait assaut d'imagination pour trouver des ressources complémentaires et, si possible, stables. C'est ainsi que l'Allemagne octroie des aides financières aux Länder à partir d'un fonds alimenté par une taxe additionnelle sur les contribuables collectés par l'État ; les Länder peuvent consacrer 30 % de cette aide aux transports publics.

L'idée est née de faire payer les bénéficiaires indirects des transports collectifs. Par exemple, le commerce à Atlanta (Géorgie), le financement des transports de la ville est, en grande partie, assuré par une taxe additionnelle sur les ventes au détail, fixée à 1 % jusqu'en 2012.

La récupération des plus-values

A Los Angeles, les terrains et les bureaux situés à proximité d'une station du futur métro acquerront une taxe comprise entre 0,7 % et 2 % des loyers pratiqués dans le secteur. A Londres, le promoteur d'un ensemble immobilier situé autour de la première station des Docklands prendra en charge 40 % des frais de prolongement d'une ligne de métro léger.

Dans le cas de la France, il ne s'agit pas de récupération des plus-values foncières ou commerciales, qu'affectent les pays anglo-saxons, mais d'une contribution (autour de 1 %) prélevée sur la masse salariale des entreprises de plus de neuf salariés par l'intermédiaire de l'URSSAF : le versement transport (5,7 milliards de francs en 1987 pour l'Île-de-France) qui peut couvrir de 20 % à 35 % des coûts d'investissement et « que l'étranger nous envie », note Claude Quin.

« Ce recours aux bénéficiaires indirects des transports est très répandu, quelle que soit l'orientation politique du pays considéré », soulignent les rapporteurs. Ce n'est ni plus ni moins que

l'application de la théorie de l'externalité, c'est-à-dire qu'il faut chercher ailleurs les ressources que le marché est hors d'état de procurer, comme en matière d'environnement, où le pollueur doit être le payeur.

Malgré cette recherche du long terme et du bien collectif, les responsables des villes prennent peu en compte l'ensemble de la chaîne des transports. Hormis à Singapour, où la possession de la voiture et son usage sont sévèrement réglementés et imposés (l'accès au centre-ville coûte 5 dollars par jour), et en Italie, où une quarantaine de cités ont interdit leur accès aux automobiles, on a peu étudié l'ensemble des déplacements. Peut-être en raison d'un « émiettement des tâches qui fait que la gestion de la circulation ou la responsabilité de la voirie relèvent le plus souvent d'autorités administratives différentes ». Le laissez-faire - laisser-rouler l'emporte encore.

On retiendra des recommandations d'un rapport surtout financier quelques convictions fortes qui engagent l'organisation des transports. Point de salut hors d'une répartition harmonieuse entre les différents modes de transport, qui pourrait confier à la voiture les déplacements en zone diffuse et périphérique et aux transports collectifs, la desserte de la zone dense et centrale. Cela suppose que les infrastructures (parkings, quais, stations) et les tarifs soient conçus pour faciliter ces échanges entre modes, étant entendu que « la coexistence ne peut être une réponse durable ».

Autre conclusion : la France n'a pas assez recours aux bénéficiaires indirects des transports dans le domaine immobilier et foncier. « Après tout, le coût de la voirie nécessaire par une construction est inclus dans la taxe locale d'équipement », note Claude Quin. Pourquoi les immeubles dont le prix profite du doublement de la ligne A du RER, à Paris, ne contribueraient-ils pas à son financement ?

On notera encore la certitude que la puissance publique est la seule capable de définir les politiques de transport, à condition que des comptes simples permettent d'y voir clair dans les coûts et que des relations contractuelles transparentes définissent les responsabilités des entreprises exploitantes des réseaux et notamment en Île-de-France, où la confusion règne.

« Si l'on ne veut pas retrouver la paralysie des transports des années 50, conclut Claude Quin, il est indispensable de promouvoir cette bonne économie mixte qui consiste non pas à juxtaposer l'initiative privée et la puissance publique, mais à permettre à celle-ci de se développer dans l'intérêt général. »

ALAIN FAUJAS

(1) Le Financement des transports collectifs urbains dans les pays développés, de Claude Quin, Michel Houé et Alain Méry. La Documentation Française, 130 F.

Les Etats-Unis d'une récession à l'autre...

La récession qui s'amorce sera sans doute de faible ampleur et de courte durée, mais le retour à une croissance soutenue n'est pas assuré

par Véronique Riches

B AISSE de la production, montée du chômage, exacerbation des risques financiers... la récession américaine tant de fois annoncée se précise aujourd'hui. Nourrie par ce qui s'est écoulé depuis la précédente, qui avait débuté en juillet 1981 et devait s'achever presque aussitôt, elle est la plus sévère de la décennie antérieure, puisqu'elle prit fin seize mois plus tard, en novembre 1982.

La production industrielle avait entre-temps baissé de 9 %, le PNB de 3,5 %, l'emploi manufacturier avait été réduit de 11 % et le taux de chômage s'était accru de près de 4 points. Le retournement qui s'est amorcé ces derniers mois sera-t-il comparable ?

Si les récessions américaines - au nombre de sept depuis la seconde guerre mondiale - ont été d'ampleur et de durée variables, leur déroulement diffère cependant assez peu de l'une à l'autre. Elles se caractérisent par la simultanéité de contractions importantes de la consommation des ménages, des investissements et des stocks qui, généralement, interviennent au terme d'une période de haute conjoncture et se manifestent par une inversion brutale des rythmes d'activité. Cette inversion est d'autant plus marquée que des ressourcements monétaires provoqués par les tensions inflationnistes de fin de cycle anticipent souvent les retournements.

Les récessions seraient moins vives si des éléments stabilisateurs pouvaient en amortir l'impact. On attend généralement cela des politiques économiques, mais l'état de surchauffe qui caractérise les périodes pré-récessionnistes américaines conduit plus souvent à l'adoption de mesures procycliques que l'inverse. On a cru par ailleurs que l'ouverture récente des Etats-Unis jouerait ce rôle d'amortisseur, mais probablement avait-on surestimé la compétitivité externe des entreprises américaines et l'évolution actuelle des échanges internationaux.

La remise à niveau des parts de marché des Etats-Unis dans le com-

merce mondial a été rapide à la suite de la précédente dépréciation du dollar (1983-1987). Les exportations de biens et services ont progressé en volume de 14 % l'an en moyenne entre 1986 et 1989, et leur poids dans le PNB est passé de 10 % à 14,5 %. Mais on ne peut escompter une poursuite durable de ces gains.

La dépréciation du dollar de ces derniers mois est certes de nature à favoriser la compétitivité américaine sur les marchés extérieurs. Mais, dans un contexte de fort ralentissement des échanges mondiaux, les effets de cet avantage seront en tout état de cause de faible ampleur.

De même, les récessions seraient atténuées, voire évitées, si les contractions de la demande étaient décalées dans le temps. L'« amortissement en douceur » - *soft landing* (appellation appliquée au ralentissement progressif de l'économie américaine observé depuis deux ans) - est précisément l'illustration de décalages cycliques des différentes composantes de la demande intérieure aux Etats-Unis.

Une médiocre conjoncture

Ce « déphasage » s'est amorcé dès 1986 sur le marché de l'immobilier. Depuis, les mises en chantier de logements neufs n'ont cessé de diminuer et le montant des investissements « résidentiels » de se réduire. Le tassement des dépenses de consommation des ménages s'est engagé plus tardivement, mais celles-ci ne progressent plus que de 1,5 % l'an en moyenne depuis la mi-1988, tandis que les investissements productifs ralentissent progressivement.

Des performances extérieures masquaient en définitive une conjoncture médiocre dans plusieurs secteurs ou régions des Etats-Unis, que l'on percevait dans le rythme régulièrement déclinant du PNB depuis le début de 1988. Ce contexte pré-récessionniste, atypique pourrait être en mesure de modifier le déroulement de la fin de cycle actuel.

L'économie américaine, à l'inverse d'un état de surchauffe, fonctionne en « sous-régime » depuis plusieurs trimestres maintenant. Cela a deux implications majeures : en premier lieu, la situation conjoncturelle appa-

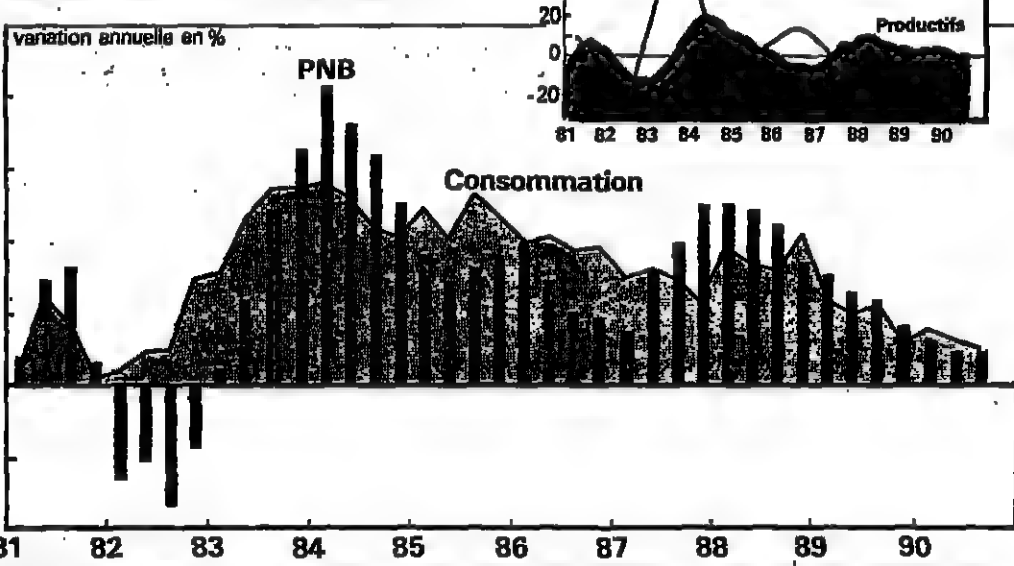
raît dès lors plus dégradée que durant les veilles de récession antérieures car des ajustements à une croissance ralentie ont déjà été réalisés. La baisse de l'emploi s'est amorcée dès la mi-1989 dans le secteur manufacturier et s'est diffusée à l'ensemble des secteurs dès lors que des perspectives extérieures assombries ont été confirmées au printemps. Le taux de chômage remonte, et le climat de confiance des consommateurs en était rapidement affecté.

De leur côté, les entreprises pâtissent de pertes de productivité depuis la mi-1989 qui se soldaient par des baisses conséquentes de leurs profits. Les dépenses des agents se contractent sur les consommations d'autant que les banques se montrent de plus en plus réticentes à accorder des crédits.

Six trimestres d'une croissance ralentie ont en effet ravivé les déséquilibres jusqu'alors en veilleuse. Au niveau budgétaire, d'abord, une moindre activité réveillait brutalement les risques de dérapage du déficit fédéral et contraignait les autorités à l'adoption de mesures d'urgence. Dans le secteur privé ensuite, endettement généralisé, faillites des caisses d'épargne, banques déficientes et compagnies d'assurances sur le point de devenir insolventes les inquiétudes les plus vives, en même temps que se précise le déclin économique. Malades de trop de libéralisme et d'une concurrence effrénée durant les années 80, les entreprises financières se sont trop souvent engagées dans des opérations coûteuses dont elles payent aujourd'hui les frais.

En conséquence - et cela constitue la seconde caractéristique majeure de l'environnement conjoncturel actuel des Etats-Unis, la politique monétaire a dû s'engager sur la voie d'un assouplissement progressif, de sorte qu'elle est aujourd'hui moins contraignante qu'en période de pré-récession habituelle. Les risques de dérapages inflationnistes émanant de saturations du marché du travail et de l'appareil productif écartés, les taux des Fed funds ont été réduits de façon quasi ininterrompue depuis le début de 1989. Alors proches de 10 %, ils étaient en octobre dernier inférieurs de 2 points à ce niveau, au contraire des cinq récessions anté-

Evolution du PNB américain et des composantes de la demande intérieure



rieures avant lesquelles ils avaient été augmentés de 2 à 8 points.

L'ampleur du retournement en cours, dans un contexte pré-récessionniste a priori plus défavorable, pourrait en définitive en être atténuée. Car à une situation conjoncturelle durablement morose ne succèderait-elle pas une phase de pleine activité. L'adaptation du comportement des agents à une croissance médiocre, dont témoignent les résultats économiques des dix-huit derniers mois, devrait en effet permettre d'atténuer les enclenchements en cascade à l'origine des récessions les plus graves et les plus longues.

Les ajustements qui se sont opérés sur le marché du logement, par exemple, sont déjà sensibles : les mises en chantier de logements neufs ayant atteint dès l'automne les niveaux les plus bas connus lors des cycles antérieurs, les baisses les plus importantes sont donc sans doute déjà dépassées dans ce secteur. La contraction des dépenses des ménages pourrait être de même moins brutale que par le passé compte tenu de la faiblesse de la consommation depuis maintenant un an et demi. Enfin, les fluctuations de stock, qui, traditionnellement, jouent un rôle déterminant durant les périodes de retournement conjoncturel, seront atténuées, les entreprises opérant dorénavant à des niveaux de stock très réduits et de fait moins sensibles aux fluctuations de la demande.

Lire la suite page 26

► Economiste à l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques).

Le succès en affaires dépend des décisions que vous prenez... qui dépendent des informations que vous recevez

PANORAMA DE L'INDUSTRIE COMMUNAUTAIRE 1990

Edité par l'Office des publications officielles des Communautés européennes. Pour 165 secteurs de sociétés, de fabrications et de services, de l'industrie à la structure des sociétés, les perspectives, les tendances de la production, l'emploi et le commerce. Les chiffres depuis 1980 jusqu'à 88 ou 89 et pour tous les secteurs principaux, les prévisions 1991. Une comparaison des chiffres de la Communauté avec ceux des Etats-Unis et du Japon. Cet ouvrage a été élaboré en coopération avec les associations professionnelles européennes. 1250 p., 262 F.

Vente en librairie et par correspondance

La documentation Française, 28, quai Voltaire 75340 Paris Cedex 07.

Journal Officiel, Service des publications des CE, 26, rue Desaix 75727 Paris Cedex 15.

son de la A (A) n (A) xam- s.

BORG page 8

75 PTA, 1, 2, 50 F.

CHAMPS ECONOMIQUES

CONJONCTURE

Un choc amorti

Le ralentissement de l'activité économique a atténué les tensions inflationnistes, et une certaine reprise s'effectuerait au milieu de 1991

par Claude Levant

Quatre mois après le début de la crise du Golfe, il est possible de faire un premier bilan de l'impact sur les pays industrialisés du choc inflationniste qu'elle a provoqué. L'examen des évolutions de prix montre que dans la plupart des pays l'accélération est de l'ordre de 1 point (0,8 en France); c'est-à-dire qu'elle s'est limitée à la stricte répercussion mécanique de la hausse des produits pétroliers. Les prix des autres produits sont restés sur leurs tendances antérieures.

C'est là un résultat important qui marque une différence par rapport aux évolutions observées lors des deux chocs pétroliers. Il est sans doute pour une bonne part l'effet du ralentissement d'activité constaté au premier semestre, qui a atténué les tensions inflationnistes apparues en 1989 et qui tenaient au niveau élevé d'utilisation des capacités de production. Il est aussi dû au resserrement des politiques monétaires.

Les Etats-Unis ont connu une accélération des prix un peu supérieure à la moyenne. Il faut y voir l'effet de la dépréciation du dollar, qui accentue l'inflation importée, tandis que les composantes inté-

rieures des prix sont refroidies par l'assombrissement des perspectives économiques.

On peut considérer que les rythmes de prix sont maintenant stabilisés, car la hausse des produits pétroliers a complètement intégré l'augmentation des cours; les indices de novembre et décembre seront bien meilleurs que ceux des mois précédents.

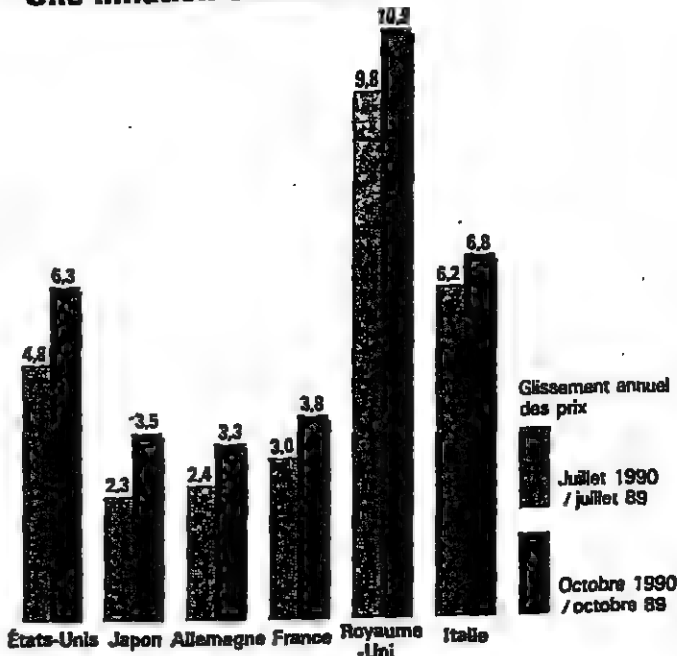
Il subsiste de grandes différences dans les rythmes d'inflation entre les pays européens, notamment entre le groupe à inflation faible (Allemagne, Benelux, France) et le Royaume-Uni et les pays de l'Europe du Sud. Ces différences posent en 1991 des problèmes dans la gestion des mécanismes communautaires. Si l'on excepte le Royaume-Uni, la production

industrielle a connu un rebond au troisième trimestre dans les pays industrialisés: une progression souvent modeste (1 % aux Etats-Unis, 1,5 % en France et en Italie, 2 % au Japon) mais qui tranche avec la tendance déclinante du trimestre précédent. Comme on pouvait s'y attendre, la crise du Golfe n'a pas dans un premier temps affecté la croissance; elle l'a même plutôt soutenue en favorisant des phénomènes de stockage.

Néanmoins, les perspectives de production formulées par les chefs d'entreprise indiquent maintenant dans tous les pays européens une tendance au ralentissement. L'Allemagne fait exception, la croissance y est encore vive (3 % au troisième trimestre) et l'élan créé par l'ouverture à l'Est n'y paraît pas brisé. Mais l'Allemagne ne semble plus «tirer» ses partenaires commerciaux, même les plus proches, comme les pays du Benelux.

Pour le premier semestre 1991, les perspectives de croissance en Europe sont très médiocres: on ne voit pas en effet quelle composante de la demande pourrait soutenir la production. Les exportations vont souffrir du ralentissement de la demande mondiale et de la perte de compétitivité liée à la baisse du dollar.

Une inflation contenue



Les entreprises ont, elles, trois bonnes raisons de limiter la croissance des investissements: les capacités de production ne sont plus saturées, les perspectives de croissance se sont nettement infléchies et surtout l'autofinancement des investissements est en réduction rapide. Il avait déjà été affecté au premier semestre par le ralentissement de la croissance, il a été amputé au troisième trimestre par l'alourdissement des coûts des consommations intermédiaires avec la hausse des prix de l'énergie, qui n'a pas été répercutée dans les prix de vente des autres biens, sans doute en raison de la pression de la concurrence.

Un sentier de croissance

Enfin, la consommation des ménages pourrait baisser au premier semestre 1991, où coïncideraient la répercussion des ponctions sur le pouvoir d'achat dues à l'augmentation des prix des produits pétroliers et une hausse du taux d'épargne par un effet dit d'encaisse réelle. Un tel phénomène, qui traduit la volonté des ménages de maintenir la valeur réelle de leurs placements, a été observé après chaque accélération de l'inflation.

Le second semestre 1991 s'annonce sous de meilleurs auspices. L'évolution observée depuis la hausse des prix du pétrole, qui correspond à l'amortissement du choc extérieur sans relâche de la course des prix et des salaires, est en effet le schéma le plus favorable à un retour rapide à un sentier de croissance équilibrée. Toutefois, même en supposant une nette reprise à partir du milieu de l'année, les chiffres de croissance annuelle pour 1991 seront sensiblement plus faibles que ceux des deux années précédentes.

Garçons cependant à l'esprit que ces chiffres en moyenne annuelle ne sont pas totalement représentatifs du profil conjoncturel des années 1990 et 1991: par exemple, le taux de croissance pour 1990 qui apparaît encore satisfaisant en France est dû pour une bonne part à la forte activité de la fin 1989 qui fait que malgré une conjoncture médiocre au premier semestre 1990, le niveau moyen de 1990 est sensiblement supérieur à celui de 1989. A l'inverse, le chiffre de croissance plus modeste attendu pour 1991 est dû avant au profil médiocre de l'année 1990 qu'à la conjoncture propre de 1991.

De fortes différences sont attendues dans les rythmes de croissance entre les pays industrialisés, en raison des variations dans les dates de retournement cycliques et des problèmes spécifiques des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Il y a là des décalages conjoncturels qui, cumulés avec les effets de la baisse du dollar et du prélèvement pétrolier, sont susceptibles de faire des problèmes d'échanges extérieurs une préoccupation majeure de 1991.

Une autre préoccupation sera l'emploi, le ralentissement de la croissance faisant réapparaître aux Etats-Unis comme en Europe - sauf peut-être en Allemagne - une augmentation lente et, souhaitons-le, temporaire des taux de chômage.

Les Etats-Unis d'une récession à l'autre...

Suite de la page 25

La croissance sera négative au cours des prochains trimestres, mais ces données permettront sans doute que la récession actuelle soit limitée dans son ampleur et sa durée, et la sortie pourrait s'amorcer à partir de la mi-1991. Le retour à une croissance soutenue est-il pour autant assuré au terme de cette période? Cela est peu probable.

Les sorties de crise, au cours desquelles se réalisent les rattrapages des pertes antérieures, sont généralement des périodes de vif redressement de l'activité. Or celle de 1991 pourrait être affectée d'une relative lenteur, à des pertes moindres correspondant des besoins de rattrapage inférieurs. Mais surtout, les perturbations financières qui découleront d'un retournement conjoncturel, même amorti, compromettront une reprise durable.

La relative souplesse d'adaptation des institutions financières permettra sans doute d'éviter que leurs difficultés ne se transforment en une crise généralisée, mais les faillites se multiplieront inévitablement avec l'entrée en récession, qui pèseront en bout de course sur l'Etat fédéral, garant des dépôts. Or, multiplier les interventions de sauvetage du type de celle des caisses d'épargne est-il encore envisageable? Une aggravation d'un déficit, dès lors alarmant, ne se passera pas d'un changement important de politique économique.

Le contribuable en sera la première victime; il ne sera pas la seule, compte tenu de l'ampleur du redressement à opérer. A la négligence budgétaire qui a caractérisé les années 80 pourrait de fait succéder une rigueur obligée à même de porter un préjudice durable à la croissance américaine.

VÉRONIQUE RICHES

A l'hôpital pour enfants de Vulturesti, en Roumanie, on n'a pas vu de médecin depuis 2 ans.

Avec vous, nous envoyons une équipe médicale dans 20 centres d'enfants. Appelez-nous.

HANDICAP INTERNATIONAL

Equilibre

N° VERT 05 04 06 70

APPEL GRATUIT

18, rue de Gerland - 69007 Lyon

☐ Je vous adresse ci-joint ma participation de _____ F.
☐ Je préfère m'engager pour un an auprès des enfants roumains (parrains solidaires: 120 F/mois). Je recevrai des photos et des nouvelles chaque trimestre. Ci-joint mon premier versement.
 Nom _____ Prénom _____
 Adresse _____

Intérieur Cuir
 Panneaux de portes Cuir
 + Pneus super taille basse
 + Jantes alliage
 + Direction assistée
 + Verrouillage électrique des portes
 + Lève-vitres AV électriques
 + 2 Rétroviseurs extérieurs réglables de l'intérieur
 + Volant réglable en hauteur
 + Check-panel
 + Phares antibrouillard

A PARTIR DE
104 900 F

Prix au 13.09.90. AM. 91

Tipo 1.6 16 V: moteur 16 soupapes, 2 ACT, injection électronique. Vitesse maxi sur circuit: 204 km/h. Consommations GEE: 6,8/8,7/10,1 litres.

FIAT

Tipo 16 soupapes.



CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE PARIS ILE-DE-FRANCE. 3615 FIAT

هكذا من الأمل

Pure

CHAMPS ECONOMIQUES

POINT DE VUE

Demain l'Union slave

Une URSS recentrée sur la Russie et l'Ukraine resterait un géant de 200 millions d'habitants

par Christian Saint-Etienne

A Samarcande, le thermomètre marque 30° à l'ombre, mais l'air est si sec que l'on ne transpire pas. Les étals des marchandes de fruits et légumes, de poissons froids et de viande regorgent de couleurs et d'odeurs mêlées aux herbes aromatiques. On pourrait être n'importe où en Asie centrale. Mais ici, au sud de l'Union soviétique, on touche du doigt une des questions souvent ignorées ou considérées comme allant de soi par l'économie théorique (qu'elle soit marxiste ou capitaliste) : la distribution. A 3 000 km au nord, les Russes font littéralement des heures de queue pour des fruits frais et des tomates à moitié pourries, lorsqu'il y en a.

Les moyens de transport et de distribution qui doivent assurer que l'offre rencontre la demande sont désorganisés, inadéquats ou parfois incertains. Aeroflot est la première compagnie aérienne au monde, mais les beaux fruits et légumes du Sud n'atteignent pas le Nord. Sauf lorsque des paysans prennent carrément l'avion avec leurs sacs : contrepoint dérisoire d'un système en déroute apparente.

On sait que les Soviétiques font des heures de queue pour tout. Mais comment dire ce qui se passe le quart de sa vie à attendre debout, sans savoir si l'attente sera récompensée, peut faire à un peuple ? Comment apprécier la somme d'abrutissement et de démolition, et finalement de dégoût de ce que l'on obtient enfin ? Le peuple russe est visiblement las, fatigué, pas encore totalement abruti, mais il est temps que ça se termine.

A Moscou, dans la rue Gorki, on ne voit personne sourire. Dans les contrées, où les beaux immeubles du début du siècle ont des façades lépreuses à 400 mètres de la place Rouge, les gens se pressent pour rentrer dans des appartements où 10 mètres carrés par personne représentent le début du confort.

Le salaire moyen de 300 roubles par mois vaut 300 francs au taux de change pour touristes, 300 francs par mois de salaire moyen après 70 ans de socialisme. Et les guides officiels annoncent directement qu'il est inutile de changer des devises en roubles ; il n'y a rien à acheter avec des roubles.

Tout se paie en francs, même au fin fond de l'Ouzbékistan. Il est inutile de se fatiguer à proposer des dollars. Tous les changeurs au noir connaissent parfaitement les grandes devises occidentales et proposent au moins le double du change officiel. Inutile de se cacher pour changer au noir : tout se fait presque ouvertement quand ce ne sont pas les douaniers qui proposent leurs services. Au Pérou aussi, la police fait le change de devises. C'est plus instable dans le pays de Lénine, qui reste symboliquement omniprésent, même et surtout dans les plus petits villages.

Une dure transition

Comment reprendre un tel pays en main alors que soixante-dix ans d'un gouvernement de fer sont à l'origine de l'échec ? Serrer davantage ou tout lâcher ? L'empire russe va-t-il s'effondrer comme un château de cartes, aussi brutalement que l'implacable empire des Incas à l'arrivée de quelques cavaliers espagnols ? C'est peu probable, mais la transition sera dure.

L'empire russe avec un parti totalitaire domini par les Russes blancs, de Bedin à Vladivostok, a vécu. Mais une URSS recentrée sur la Russie et l'Ukraine resterait un géant économique et militaire de 200 millions d'habitants. Se gausser des problèmes de Gorbatchev sous prétexte que la Géorgie, l'Azerbaïdjan ou l'Ouzbékistan ont des velléités d'indépendance est une erreur d'analyse qui peut conduire à un drame stratégique pour l'Europe de l'Ouest.

Aussi longtemps que la Russie et l'Ukraine tiennent ensemble (et en supposant qu'un *modus vivendi* pacifi-

que soit trouvé avec les autres républiques, même si elles quittent formellement l'URSS), l'Union slave Russie-Ukraine reste un géant à la population homogène. L'attachement des Slaves à l'héritage de Pierre Le Grand, qui a déjà retrouvé une stature équivalente à celle de Lénine, et les liens créés par le renouveau de la religion orthodoxe conduisent à anticiper, au-delà d'une transition difficile, que l'Union slave tiendra le choc.

Les Slaves souhaitent globalement une transition ordonnée et sont prêts à accepter de nouveaux sacrifices si on peut leur montrer qu'il y a de la lumière au bout du tunnel. Et même si l'impression désagréable laissée par les immeubles mal entretenus et par le manque de motivation évident des travailleurs peut choquer, la population de l'Union slave est éduquée, la recherche scientifique est de premier plan, et les ressources naturelles sont considérables.

La production de pétrole pourrait être relancée sous cinq ans avec l'aide occidentale ; une amélioration du transport et du stockage pourrait, en dix ans, transformer l'Union slave en exportateur de céréales. Cette Union slave est une puissance dominante dans l'aéronautique, les industries de défense, et sous réserve de progrès de management, est un leader potentiel dans de nombreuses filières industrielles. Même aujourd'hui, dans un contexte de crise évidente, le système de production continue de fonctionner. La médiocrité apparente ne saurait occulter les forces potentielles.

Mais si le diagnostic précédent est exact, pourquoi la situation soviétique semble-t-elle en voie de dégradation continue ? Il faut distinguer plusieurs niveaux de problèmes et de réformes. Si les économies planifiées sont moins efficaces que les économies de marché dans un monde incertain où la demande évolue rapidement et de manière difficilement prévisible par une seule autorité placée au centre d'une économie, il serait simpliste de ramener les difficultés actuelles des

pays socialistes au seul fait que ces pays ont des économies planifiées.

A court terme, les pays de l'Est souffrent au moins autant d'une mauvaise politique macroéconomique et d'une mauvaise gestion microéconomique que des méfaits de l'économie planifiée (1).

La politique macroéconomique de la plupart des pays socialistes se caractérise par des déficits budgétaires considérables, résultant du poids insupportable des dépenses militaires et de subventions à la consommation et au logement.

Du plan au marché

Ces déficits ont été convertis pour une part souvent prépondérante par la création monétaire, ce qui s'est traduit par une accumulation d'encaissements monétaires oisifs que les ménages tentent désespérément de transformer en biens réels. Ainsi, en Union soviétique, les liquidités inemployées atteignent entre le quart et le tiers du PIB.

La mauvaise gestion microéconomique se caractérise par le poids des dépenses improductives, notamment militaires, et donc par une mauvaise allocation des ressources ; des pertes de stockage et de distribution qui selon les produits vont du dixième au quart de la production, voire davantage ; une non prise en compte du coût du temps et de l'argent qui se traduit par des délais de réalisation, des gaspillages de ressources physiques et une mauvaise utilisation des ressources monétaires résultant de taux d'intérêt réels négatifs atteignant parfois 5 %, et même plus ; et finalement, une absence de définition de centres de responsabilité avec mesure de performances. Par exemple, l'URSS produit suffisamment de céréales pour couvrir ses besoins, mais elle n'arrive à récolter et stocker durablement pour être consommables qu'environ les deux tiers de la récolte.

Si les pays de l'Est devaient passer d'une économie dirigée à une écono-

mie de marché sans corriger la mauvaise gestion microéconomique et les défauts de la politique macroéconomique, ils passeraient simplement d'une économie planifiée inefficace à une économie de marché en crise ouverte. Inversement, l'application d'une bonne politique macroéconomique (réduction du déficit budgétaire, réforme financière) et une meilleure gestion microéconomique pourraient conduire à une amélioration spectaculaire à court terme de la situation de ces pays. Pour conforter cette politique, il faut aussi organiser le passage du plan au marché par des réformes institutionnelles, économiques et sociales.

Les réformes institutionnelles (droit de la propriété, de la concurrence et des contrats ; liberté d'entreprise ; comptabilité et fiscalité) visent à créer les conditions d'une concurrence réelle et transparente entre les unités de production, qu'elles soient publiques ou privées. Il est essentiel, avant tout, de rendre les unités de production autonomes avec une comptabilité précise par centre de décision individualisé, la privatisation pouvant alors intervenir au moment opportun.

Ce qui fait la force de l'économie de marché, c'est l'entreprise autonome et concurrentielle opérant dans un environnement législatif et réglementaire clairement défini et stabilisé. Or c'est justement sur le point de l'autonomie des entreprises que l'URSS a échoué lors des réformes Khrouchtchev en 1953, Kossyguine en 1965, et Gorbatchev en 1987-1988. Il y a là un véritable nœud gordien que l'Union slave devra trancher.

La principale réforme économique est la réforme des prix qui vise à supprimer les subventions et à aligner les prix des biens échangeables (sur un marché) sur les prix internationaux. Des prestations compensatoires, pour limiter la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs résultant de la suppression des subventions, peuvent amortir le coût social de la réforme.

Sur la base de réformes institution-

nelles et d'une réforme des prix réusies dans le cadre d'une politique macroéconomique rigoureuse, il est possible d'introduire la liberté du commerce extérieur et des changes. Il faut apporter une attention particulière à la création et au développement d'un système financier permettant d'allouer de manière efficace l'épargne vers l'investissement. Cela suppose de favoriser la concurrence entre banques commerciales autonomes et de faciliter l'implantation de banques étrangères qui introduiraient les techniques de prêts aux entreprises.

Ces réformes institutionnelles et économiques doivent être complétées par des réformes sociales (droit syndical, protection sociale) qui faciliteront l'acceptation des disciplines nouvelles associées au marché. L'incapacité du gouvernement soviétique depuis cinq ans à reprendre le contrôle de la politique macroéconomique et à faire les réformes minimales qui s'imposent explique la dégradation constante de la situation économique soviétique.

Mais des choix macro et microéconomiques pertinents, et une véritable autonomie des entreprises dans le cadre d'une Union slave intrinsèquement puissante, pourraient conduire à des progrès spectaculaires qui faciliteraient le passage du plan au marché. L'empire russe a vécu. La Russie pourrait être rapidement, à l'échelle de l'Histoire, de retour.

(1) On pourrait débattre de la pertinence de la distinction entre mauvaise gestion de l'économie planifiée et inefficacité de l'économie planifiée comparée à l'économie de marché. La mauvaise gestion et l'inefficacité congénitales sont évidemment liées ; mais elles ne se confondent pas. Une économie de marché n'est pas automatiquement bien gérée ; une économie planifiée peut l'être plus ou moins bien.

► Chargé de cours à l'université de Paris-Dauphine.

MAIRIE DE PARIS

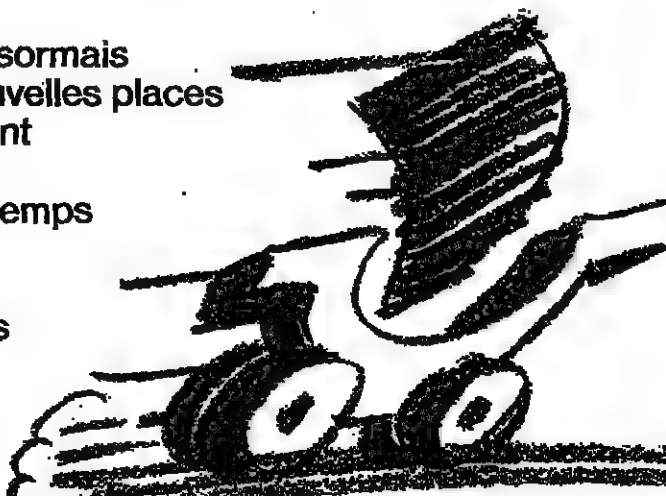
Stationnons dessous, circulons dessus, on sera plus heureux dans les rues.

STATIONNER : une nécessité pour tous les automobilistes : il faut bien se garer de temps en temps. Autant le faire avec le minimum d'inconvénients, le but final étant un stationnement qui ne gêne pas la circulation.

STATIONNER DESSUS : il est de plus en plus difficile de trouver des places. Tout le monde le sait. En étendant le stationnement payant (10 000 à 15 000 places de plus par an), la Mairie de Paris veut offrir à des usagers plus nombreux des places à utiliser pour des stationnements de courte durée, tout en espérant décourager les voitures ventouses. La diversité des tarifs selon les rues permet de répondre à la diversité des demandes. Enfin, sur 70 % des places, le stationnement des résidents est facilité.

STATIONNER DESSOUS : 5 000 places de stationnement souterrain sont désormais créées chaque année, soit en moyenne un parc de stationnement par mois. Ces nouvelles places sont destinées principalement aux résidents. Un effort particulier est fait dès à présent pour améliorer le confort et la sécurité des parcs souterrains anciens et nouveaux. Stationner dessous, c'est choisir de désencombrer les rues et de se garer plus longtemps sans craindre une contravention.

BIEN STATIONNER pour mieux circuler : c'est l'intérêt de tous, automobilistes et piétons. Avec la Mairie de Paris, nous pouvons, tous ensemble, y arriver.



Paris veut rouler, on va tous l'aider.

36.14 code Paris / Infos Voirie : 42.76.53.53

RADIO

se,
nse,
nse,
rés
à la
r le
ver-
des-
ette
our-

, son
de la
A. l'é
n un
sami-
S.
BERG
page 8

25 PTA
L. 7503

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

VTOICI sans doute un document qui en dit long sur la politique européenne de la France, sur ses grands et sur ses petits. Cela ne tient ni à la hardiesse de certaines affirmations qu'il contient, ni au caractère péremptoire de plusieurs des arguments qu'il met en avant. Comme il arrive souvent en pareil cas, on y est tranché sur les points qui restent obscurs et flous sur d'autres qui appelleraient une réponse claire. Le texte dont il s'agit n'est autre que la « communication » faite par le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget quelques jours avant de se rendre à Rome pour participer à la conférence intergouvernementale sur l'Union économique et monétaire (1).

La principale intention de ce texte officiel est de renverser au passage, sans en avoir l'air, quelques mythes et d'essayer d'en créer d'autres sur ce sujet inépuisable qui s'appelle la construction européenne. C'est ainsi que, pour la première fois dans une déclaration gouvernementale, la date du 1^{er} janvier 1993, ouverture officielle du grand marché unique, institué comme il se doit par l'Acte unique, est quelque peu démythifiée. Il n'est pas dit que cette date a perdu son importance. Mais, au lieu d'apparaître comme un commencement absolu, elle est comme absorbée dans un autre calendrier destiné à occuper toute l'attention des chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que de leurs ministres réunis à Rome.

Ce nouveau calendrier est constitué par les étapes successives de l'Union économique et monétaire. La première d'entre elles vient d'être franchie, le 1^{er} juillet dernier. Elle était marquée par « la libération complète des mouvements de capitaux ». La France a ainsi rejoint aujourd'hui — aux formalités administratives près — l'Allemagne fédérale, où le contrôle des changes n'a jamais existé, la Grande-Bretagne, où il est abolit il y a dix ans, et les pays du Benelux.

Il a été convenu à l'occasion du précédent sommet des Douze que la première étape devra faire place à la deuxième le 1^{er} janvier 1994. Pour décrire les conditions de ce passage, Pierre Bérégovoy use d'un raccourci propre à faire oublier bien des angosées réelles incohérentes de la perspective d'une brusque plongée dans le bain glacé de la concurrence. Le ministre qualifie de « simples » les critères qui ont été retenus pour

« Le gouvernement économique pleinement démocratique » de l'Europe

décider de monter à la vitesse supérieure. Le premier de ces critères, c'est, « plus ni moins, l'achèvement du marché unique » et l'autre « la ratification du traité d'union ». Et Pierre Bérégovoy d'ajouter : « Aucun [d'eux] n'impose à la France une modification profonde de sa politique économique ou de sa législation. Dès aujourd'hui, la France est prête pour cette seconde étape. »

Quoi qu'en dise le ministre, rien n'est moins « simple » que cette notion d'achèvement du marché unique. La commission avait bien essayé au départ de lui donner un contenu incontestable en proposant un nouveau — mais impraticable — régime de la TVA (laquelle aurait été acquittée non plus dans le pays de consommation mais dans le pays de production). Cela aurait évidemment rendu inutile tout contrôle fiscal aux frontières. Mais les Etats ont renvoyé à plus tard (certains disent aux calendes grecques), une réforme d'envergure dans ce domaine. On se contentera, en attendant, d'un régime provisoire, dont on estime qu'il permettra de sauver la face, c'est-à-dire de supprimer certaines vérifications aux frontières et donc de déplacer les postes de douane les plus voyants.

Quoi qu'il en soit, si on comprend bien le texte de la « communication », la mise en vigueur de l'Acte unique n'appellera pas de changement significatif, ni dans notre politique ni dans nos lois. Pour justifier un point de vue aussi optimiste, le ministre peut certes se prévaloir de plusieurs succès, dont le franc fort est incontestablement un des plus spectaculaires. Mais, pour ne citer qu'un seul fait, l'inaptitude qu'a montrée au cours des deux ou trois dernières années l'économie française à réduire le nombre de ses chômeurs et notamment de ses jeunes chômeurs — lesquels ont pratiquement disparu en Allemagne de l'Ouest — n'est-elle pas le signe de graves insuffisances ? La France est-elle vraiment à même de tirer le

meilleur parti possible d'un grand marché ? Des millions de Français continuant à vivre mal dans un pays qu'on dit prospère. On aura beau s'efforcer de leur imposer la solidarité, cela n'y changera rien. La cause unique de cette malheureuse situation, c'est une organisation économique qui laisse encore beaucoup à désirer.

Il est en tout cas pratiquement acquis que les Douze franchiront, si telle est l'expression juste, la ligne impénétrable qui sépare, le 1^{er} janvier 1994, la première étape de la seconde. Avec cette fois-ci la logique, selon toute vraisemblance de son côté, Pierre Bérégovoy invoque à nouveau la simplicité. Selon lui, « le contenu de la deuxième étape est guidé par un principe simple : la responsabilité ultime des décisions reste aux autorités nationales ».

La grande innovation de la deuxième étape sera la création et l'acclimatation d'une « nouvelle institution monétaire » destinée à se transformer en Institut d'émission pour la Communauté (« système européen de banque centrale »). Les politiques monétaires y feront l'objet d'une « coordination systématique ». Ce n'est pas toujours le chemin qu'on prend dans la pratique. Par exemple, la nouvelle définition donnée par la Banque de France aux agrégats monétaires rapproche la France un peu plus des conceptions anglo-saxonnes et s'éloigne des analyses plus strictes, mais peut-être plus éclairantes, des prestigieuses banques d'émission du continent.

AUTRE mot-clé de la construction européenne : la convergence des politiques économiques qui doit s'affirmer, notamment — l'exemple n'est pas pris au hasard par Pierre Bérégovoy —, par « une réduction des déficits budgétaires ». Ce sont les Allemands qui ont traditionnellement insisté sur ce thème. Juste retour des choses, on leur retourne aujourd'hui le compliment : si les travaux de Bruxelles devaient

avoir pour effet d'empêcher l'Allemagne réunifiée de s'engager un peu trop vite dans la voie américaine du déficit, ce serait un résultat considérable, même si les rappels à l'ordre français grignolent à être un peu plus discrets et modestes.

Le schéma de Pierre Bérégovoy pour la troisième étape — aucune date n'a été fixée, et pour cause, pour sa mise en vigueur — n'est exempt ni de force ni de faiblesse. Sa force principale, il la tire paradoxalement d'une certaine prudence institutionnelle dérivée de Jean Monnet, lequel n'oubliait jamais la réalité, fût-elle nationale ! Pour Pierre Bérégovoy, l'ambition des deux conférences intergouvernementales à venir est de mettre en commun entre Etats démocratiques d'importants éléments de souveraineté. C'est là la grande tradition de la construction communautaire, qui n'est pas nécessairement la même chose qu'une construction fédérale. Jean Monnet, pour sa part, parlait d'« exercice en commun de souveraineté déléguée ».

La faiblesse du schéma présenté par le ministre français, elle se trouve dans ce qui voudrait être le point fort de sa déclaration, où il préconise l'institution d'un « gouvernement économique pleinement démocratique » pour l'Europe des Douze. Le ministre aura sans doute l'occasion de s'expliquer sur ce « pleinement démocratique ». Une chose est claire : pour lui, cela ne passe pas nécessairement par un renforcement du Parlement européen. Cette institution décidément n'a pas l'heur de plaire à l'exécutif français, fût-il, à dominance socialiste !

Quant au « gouvernement économique », une expression qui fut employée pour la première fois au début du mois d'octobre par François Mitterrand devant la convention franco-allemande du mouvement européen, il est présenté comme l'indispensable complément de l'union monétaire. Un « pôle économique » doit se développer parallèlement au

« pôle monétaire » constitué par le futur système européen de banque centrale. D'où la formule qu'on croirait tirée d'un discours d'Edgar Faure, employée par Pierre Bérégovoy : « L'indépendance d'institutions monétaires ne se conçoit que dans l'interdépendance avec un gouvernement économique. » Dans la pratique, il ne s'agit pas (heureusement) d'un nouvel organe. Ce qu'on désigne à Paris du nom de « gouvernement » ne sera autre que le « conseil européen » (chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres) et le conseil des ministres de la CEE, renforcé par un secrétariat plus étoffé.

Ce souci de symétrie rappelle l'obsession de la cohérence chez les planificateurs français du temps où la France croyait à un plan. L'INTERROGER sur le sens de ce gouvernement économique revient à poser la question suivante : quelles tâches lui seraient dévolues ? L'Europe doit-elle avoir un gouvernement fort pour débattre des affaires budgétaires de la Communauté ? La réponse n'est pas évidente puisque, selon le principe de subsidiarité, il est entendu que l'essentiel des dépenses continueront à relever des Etats nationaux.

Dans un discours prononcé quelques jours auparavant, le 29 novembre, Pierre Bérégovoy révélait sa préoccupation. Le point qu'il soulève a fait l'objet de vives discussions à Bruxelles entre les différents partenaires de la Communauté. Le débat est en cours. Parmi les missions qui seraient dévolues au gouvernement économique de l'Europe, Pierre Bérégovoy met en bonne place la politique de changes. A Paris, on se plaît à souligner que c'est là le point de vue franco-britannique, qui s'oppose à celui de la Bundesbank.

L'enjeu est considérable pour la raison suivante : depuis une bonne vingtaine d'années, pour ne pas remonter plus loin, la source principale de création monétaire inflationniste dans le monde provient des opérations de soutien du dollar sur les marchés des changes. Dissocier la politique de changes de la gestion monétaire, ne serait-ce pas empêcher la Banque centrale européenne de remplir la mission qui lui a été confiée d'assurer la stabilité du pouvoir d'achat de l'euro ?

(1) Voir nos éditions datées du vendredi 7 décembre (p. 33).

Une crise peut en cacher une autre

Le prix du pétrole peut retomber à 15 dollars le baril, ce qui rendra malaisée une politique de maîtrise de l'énergie

par Jean-Marie Martin

LA crise du Golfe achevée, le prix du baril retombera à 15 dollars, et même moins. Cheik Yamani l'a pronostiqué début novembre. Il n'a vraisemblablement pas tort si la crise ne se dénoue pas par un conflit entraînant des destructions très importantes dans la région. En trois mois, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et Abou-Dhabi ont accru leur production de 50 %.

Privée des apports irakiens et koweïtiens, l'OPEP produit presque autant fin novembre que fin juillet, à quoi s'ajoute une reprise au Mexique, en mer du Nord et même aux Etats-Unis ! Qui, le moment venu, pourra convaincre le Venezuela de plafonner sa production ? Qui empêchera l'Arabie saoudite et les Emirats de s'affranchir définitivement des quotas que l'OPEP ne parvenait déjà pas à faire respecter ?

Une offre plus vulnérable

A 15 dollars le baril en 1991, le pétrole retrouverait, en prix constants, une valeur inférieure à celle de 1974. Cette perspective réjouira à juste titre tous les pays importateurs de pétrole d'Europe centrale, d'Afrique subsaharienne ou d'ailleurs qui ne disposent d'aucune marge de manœuvre. Elle devrait être aussi bien accueillie aux Etats-Unis, où l'administration Bush ne semble avoir aucune illusion sur la possibilité de restaurer un minimum d'autonomie pétrolière. En revanche, elle devrait inquiéter tous ceux pour qui la vulnérabilité de l'approvisionnement pétrolier est une composante essentielle des tensions et des risques d'affrontement dans le monde.

Le premier choc pétrolier, en 1973, avait provoqué la croissance et surtout la diversification des réserves, en accélérant le transfert des investissements d'exploration-production du Moyen-Orient vers les Etats-Unis, la mer du Nord et

les nouveaux pays producteurs, dits NOPEP. S'il était d'une ampleur comparable — ce qui n'est pas le cas — le choc de 1990 ne provoquerait pas les mêmes effets.

En dépit de progrès techniques remarquables qui ont contribué à abaisser les coûts et à élargir les réserves, la production de la mer du Nord et des Etats-Unis est entrée dans une phase de rendements décroissants. En outre, la baisse des prix, depuis le milieu des années 80, a divisé par deux, en moyenne, les budgets d'exploration.

Cherchant à redéployer leurs investissements vers des régions plus propices, les compagnies pétrolières se sont tournées à nouveau vers les pays du Sud. Ces réorientations ont, dans l'ensemble, été assez bien perçues ; après plusieurs années d'exploration réduite à l'état, nombre de pays membres de l'OPEP ont réformé leurs codes pétroliers et leur fiscalité en vue d'une relance de l'exploration par les compagnies internationales, le plus souvent en joint-ventures.

Ce mouvement se poursuivra-t-il après le conflit du Golfe ? Ce n'est pas certain. Qu'un compromis soit trouvé ou que le conflit éclate, les forces des Etats-Unis resteront dans le Golfe. L'instabilité politique de la région, alimentée par les conséquences dramatiques d'une recrudescence des revenus pétroliers dans les pays les plus peuplés, ne créera pas un climat propice au développement de l'exploration.

Les compagnies internationales pourraient alors se tourner vers l'Union soviétique, dont l'industrie pétrolière traverse une grave crise. Là aussi, les réglementations ont été assouplies et, pour la première fois, des appels d'offres ouverts ont été lancés. Ce ne sont pas les ressources qui font défaut, mais, outre des conditions physiques et climatiques difficiles, l'instabilité politique actuelle fera hésiter. Entre les ministères centraux et ceux de chaque République, qui est et qui sera demain le bon interlocuteur ?

Au total, l'actuelle crise du Golfe pourrait à la fois refermer de nombreuses portes entrebâillées et dis-

suaider d'en ouvrir de nouvelles. Surtout, elle pourrait accroître considérablement la vulnérabilité de l'offre dont une part grandissante dépendra de la conjonction politique et de ses prolongements militaires. Les prix du brut fluctueraient moins au gré des déclarations du secrétaire général de l'OPEP qu'à celles des responsabilités politiques des Etats-Unis sur le Moyen-Orient !

Même si les prix du brut ne retombent pas à 15 dollars, la demande pétrolière mondiale sera difficile à contenir pour la simple raison qu'elle devient de plus en plus une demande de carburant. C'est le cas aux Etats-Unis depuis longtemps.

C'est désormais aussi le cas au Japon et en Europe occidentale : 60 % et plus de la consommation pétrolière (hors matières premières de la chimie) sont destinés au transport aérien et surtout routier. A ce jour, la demande de ce secteur échappe à toute maîtrise : depuis 1985, elle dépasse 2,5 % par an aux Etats-Unis, 4 % en France, 10 % ou plus en Corée du Sud, en Thaïlande, à Singapour ou à Hongkong.

Une demande moins maîtrisable

Le besoin de déplacement des personnes et de transport des marchandises, lié à l'organisation des sociétés industrielles et à la concentration urbaine, joue évidemment un grand rôle, mais il n'est pas le seul. Dans tous les pays, l'industrie automobile reste l'un des pivots de la croissance économique.

La maîtrise du transport routier et la priorité à la construction de véhicules économiques n'ont pas résisté longtemps à la séduction de la puissance et de la vitesse, quel qu'en soit le coût social par ailleurs. La consommation de carburant qui en résulte est aujourd'hui sans substitut. Elle ne peut donc que continuer à croître avec le parc mondial de véhicules, qui devrait atteindre 500 millions d'unités vers la fin du siècle, soit 25 % de plus qu'aujourd'hui.

Les 30 à 40 % restants de la

consommation pétrolière peuvent être remplacés par de l'énergie nucléaire ou d'autres combustibles fossiles (charbon et gaz naturel) et être utilisés plus efficacement. C'est ce qu'on fait de nombreux pays après la crise de 1973. Aujourd'hui, cependant, la poursuite des substitutions et des économies d'énergie rencontre de nouveaux obstacles, qu'un pétrole à 15 dollars rendrait pratiquement insurmontables.

Les programmes nucléaires sont interrompus dans de très nombreux pays, d'abord aux Etats-Unis, qui devaient jouer un rôle directeur dans les perspectives d'après 1973. Bien plus, un sort similaire les guette en Union soviétique et en Europe centrale si les réformes économiques, politiques et réglementaires en cours ne parviennent pas à effacer le spectre de Tchernobyl.

Restent les autres combustibles. Bien placés en termes de ressources et de prix internationaux, le charbon rencontre et rencontrera de plus en plus d'obstacles liés aux pollutions qu'il provoque et à la crainte d'une émission excessive de gaz carbonique. Même si la grande convention mondiale que certains appellent de leurs vœux n'est pas pour demain, certains pays ont décidé, ou vont décider, d'appliquer des taxes carbone dont le charbon sera la première victime.

Le gaz naturel est mieux placé. Il peut continuer à gagner des parts de marché, en pénétrant rapidement sur celui de la production d'électricité. Cette croissance de la demande pourrait cependant rencontrer la limite de l'offre (de transport, principalement) si la perspective d'un pétrole à 15 dollars le baril décourage l'investissement.

Parmi tous les pays importateurs de l'OCDE, la France a désormais l'un des approvisionnements énergétiques les moins dépendants du seul pétrole. Du coup, sa marge de manœuvre est plus étroite que celle de ses voisins car elle ne peut plus compter sur les mesures qu'elle a mises en œuvre avec succès après 1973.

La diversification géographique

des importations de pétrole brut avait réduit la part du Moyen-Orient de 71,5 % en 1973 à 29,4 % en 1985. Remontée à 44,5 % à la veille du conflit du Golfe, cette part sera difficile à diminuer de façon significative au cours des prochaines années.

Avec une participation du nucléaire qui approche 75 % de la production d'électricité, il n'existe plus beaucoup de fuel lourd à « chasser » de la production thermique. La croissance du parc nucléaire pourrait-elle déplacer d'autres produits pétroliers dans l'industrie et le résidentiel tertiaire ? Sans doute, mais dans des proportions limitées, car le rythme en sera subordonné à la vitesse de renouvellement des équipements dans l'industrie.

Et la stratégie française...

En outre, la concurrence sera vive de la part du gaz naturel, et du fuel-oil tant que les raffineries hésiteront à se lancer sans réticences dans des investissements de conversion profonde. Désormais, seul le cadre européen est adapté à une stratégie de redéveloppement de l'énergie nucléaire.

Reste la maîtrise de la demande d'énergie. Par rapport à 1973, son principal atout réside dans un stock renouvelé de techniques et un capital inappréciable de savoir-faire. Mais elle doit aborder des terrains d'une tout autre complexité que ceux où elle a fait ses preuves jusqu'à présent. Le premier — et le plus important — est celui des transports, alors que la plupart des objectifs fixés au début des années 80 ont été abandonnés.

Dans l'esprit des responsables politiques, l'expansion de l'industrie automobile, face notamment à la concurrence japonaise, compte beaucoup plus que la consommation de carburant des véhicules et l'impact négatif du trafic routier sur l'environnement. La diminution uniforme du taux de TVA sur les automobiles et la désindexation partielle de la TIPP augmentent mal d'une politique de maîtrise de la demande.

Si l'on veut réduire la vulnérabilité de notre système de transport, il faudra pourtant bien maîtriser la consommation de carburants par le respect des limitations de vitesse, l'incitation à l'achat de véhicules économiques, le développement du transport combiné rail-route et une relance des innovations dans le transport urbain.

Le second terrain, déjà prospecté à l'étranger, l'est encore fort peu en France. Une électricité abondante et relativement bon marché, grâce au programme nucléaire, risque de faire perdre de vue les avantages des techniques décentralisées, flexibles et économiques en énergie qui sont en train de faire leurs preuves. Le Public Utility Regulatory Policy Act (PURPA) a donné le coup d'envoi aux Etats-Unis, impulsant la production combinée chaleur-force, qui, outre ses rendements très élevés, permet fréquemment la combustion d'ordures ménagères ou de déchets végétaux. Les turbines à gaz ont profité de l'ouverture et progressé rapidement en direction des cycles combinés.

C'est par ce canal que d'autres innovations favorables aux énergies renouvelables pourraient progressivement s'insérer dans les systèmes d'approvisionnement. Ce terrain est cependant tout aussi difficile que celui des transports. C'est localement, et au cas par cas, que de tels projets peuvent être montés. Encore faut-il qu'il existent des capacités locales d'initiative et des modes de financement adaptés. Celui par tiers payant en est un bon exemple, mais il n'est pas le seul.

Le transport et la production combinée chaleur-force n'épuisent pas le contenu d'une politique de maîtrise de la demande d'énergie. L'un et l'autre illustrent cependant deux aspects essentiels de toute politique dans ce domaine : la durée qui s'oppose au « stop and go » lié aux fluctuations des prix pétroliers ; l'articulation de l'initiative (normes) au local (initiatives), souvent mal comprise de certaines institutions nationales.

► Directeur de l'Institut d'économie et de politique de l'énergie (CNRS-université de Grenoble).

Directeur
Général

STEIN HEURTEY

Juriste d'entreprise

هنا من الأمل

Le Monde *des* Dirigeants

**STRONG PEOPLE
MANAGER FOR
SUCCESS STORY**

DIRECTEUR DE NOTRE FILIALE FRANCAISE Paris

En lien direct avec notre Directeur Europe, vous gerez les aspects humains, commerciaux et budgétaires de notre filiale afin d'assurer le développement.

Environ 40 ans, diplômé d'études supérieures, vous avez acquis une solide expérience d'encadrement à dominante commerciale, en environnement informatique (constructeur, SSII, pér-informatique (télécoms, réseaux...)). Votre anglais est courant. Vos qualités d'écoute, de jugement et de négociation ont révélé votre capacité à agir pour le développement d'une structure.

Nous vous proposons une rémunération et un challenge très attractifs, au sein d'une société figurant parmi les "top performers" dans son domaine.

Adressez C.V. et lettre manuscrite en anglais sous réf. 514429/UM à MERCURI URVAL, 95 av. Victor Hugo, 92563 RUEIL MALMAISON CEDEX. Votre dossier sera traité en toute confidentialité.

Mercuri Urval

Executive Service

Créez votre fonction

Au sein d'un groupe suédois, leader européen du papier pour sac, prendre en charge la réorganisation de la comptabilité et du contrôle de gestion du groupe CHAMPA (près d'un milliard de CA, 900 personnes), tel est le challenge de notre

Controller

Rattaché au Directeur Général du Groupe, basé à Paris, vous :

• êtes responsable de nos comptables sur les sites de production (3 établissements en France et des filiales en France et à l'étranger) • étudiez et mettez en place la restructuration comptable du groupe • auditez notre contrôle de gestion et étudiez un nouveau système informatique • coordonnez le reporting à la maison mère en Suède.

Diplômé de l'enseignement supérieur en Comptabilité Finance + DECS, vous avez une expérience approfondie et réussie de direction comptable/cabinet d'audit et de bonnes connaissances en informatique.

Vous pratiquez couramment l'anglais.

Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo sous réf. E01157/M.

BERNARD KRIEF RECRUTEMENT
BP 286-07 - 75326 Paris Cedex 07.

Cette société de haute technologie -
130 personnes, plus de 40 ans d'exis-
tence, en excellente santé financière -
recherche son

Directeur Général

Sous l'autorité directe du PDG (Ingénieur + IAE), vous participerez à l'évolution de la société en organisant le commercial, en menant l'administratif et en pilotant le prochain transfert de nos usines dans de nouveaux locaux (12 000 m² couverts). Vous serez alors l'un des acteurs privilégiés de notre développement.

De formation Sup de Co ou Sciences Po..., vous possédez une expérience industrielle d'au moins 5 ans, ainsi qu'une réelle sensibilité technique. Homme de dialogue, convivial, vous êtes rigoureux, dynamique et prêt à vous investir dans une équipe qui gagne.

Poste basé à SAINT-ETIENNE.

Merci de téléphoner au 77.33.88.33 ou d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 1716/M à notre Conseil : **Pierre ZENTAR PRO CONSULTANT**, 18, rue Rouget de Lisle, 42000 SAINT-ETIENNE.



pro consultant

Le Monde *des* Juristes

LE DEVELOPPEMENT DE NOTRE GROUPE BANCAIRE
PARIS nous conduit à renforcer le Service Juridique
en créant un nouveau poste de

Rédacteur Juridique

Vous aurez à allier connaissances juridiques et réflexion. L'autonomie dans la réalisation de votre travail sera effective jusqu'à la présentation de vos résultats. Vous saurez vous intégrer de façon complémentaire à l'équipe en place. Titulaire d'une Maîtrise en droit privé (droit des affaires) vous êtes libre rapidement et recherchez votre premier emploi. Ce poste implique l'utilisation quotidienne de la micro-informatique (traitement de texte).

Merci d'adresser votre dossier s/réf. 7411/M (à précéder sur l'enveloppe) à l'Agence AFFLUENTS - 43, rue du Chemin-Vert 75011 PARIS - qui transmettra.

Société de services

recherche pour son siège en Provence :

RESPONSABLE DU SERVICE JURIDIQUE - 400 KF

Dépendant directement de la Direction Générale, ce juriste confirmé animerait un service chargé :

- d'assister et de conseiller la Direction Générale ainsi que les diverses entités du Groupe ;
- d'assurer le suivi juridique des sociétés du Groupe (conseils, rapports, assemblées) ;
- en relation avec la Direction financière, de constituer les dossiers liés aux opérations de prises de participations, d'acquisition de fonds de commerce, projets de fusions, etc. ;
- de la supervision des services Immobilier et Assurance des sociétés du Groupe ;
- de la supervision d'une équipe de jeunes juristes de très bonne qualification chargés de suivre les problèmes courants, y compris contentieux (sauf social) ;
- de la gestion des dossiers contentieux les plus importants en liaison avec la Direction Générale.

Le candidat devra avoir environ 45 ans, une solide formation supérieure (école supérieure de gestion, doctorat de 3^e cycle...) et justifier d'une expérience de 5 à 10 ans dans un poste similaire ou un cabinet de conseils. Des qualités de rédacteur seront particulièrement appréciées, ainsi qu'une capacité d'animation et un esprit de coopération indispensables.

Merci d'adresser vos CV + lettre manuscrite sous n° 8180 Le Monde Publicité, 5, rue de Montesseny, 75007 Paris.

STEIN HEURTEY

Leader mondial dans notre spécialité, nous étudions, concevons et réalisons des équipements thermiques industriels. Avec un CA de 900 MF dont 80% à l'export et 700 personnes, nous recherchons :

Juriste d'Entreprise

Rattaché au Responsable du "Service Contrats", vous participerez à la rédaction et à la négociation des contrats commerciaux, dans leurs aspects juridiques et fiscaux. Vous aurez également à prendre en charge les dossiers juridiques qui ponctuent la vie de l'entreprise.

Pour accomplir ces missions, vous aurez à effectuer des déplacements à l'étranger.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (maîtrise de droit privé commercial + DESS ou DEA) âgé de 30 à 35 ans, justifiant d'une expérience en milieu industriel et, si possible dans le domaine de la fiscalité et des contrats internationaux. Une bonne connaissance de la propriété industrielle serait également souhaitée.

Vous maîtrisez l'anglais, une seconde langue et la pratique de l'outil informatique seraient appréciées. Homme de terrain et de contact, vous devez faire preuve de rigueur dans l'étude et la négociation des dossiers et établir des relations de confiance avec vos interlocuteurs.

Evolution possible au sein du groupe FIVES LILLE par le biais d'une charte de mobilité.

Merci d'adresser votre candidature détaillée (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. J.E au Responsable des Ressources Humaines STEIN HEURTEY BP 88 91002 EVRY CEDEX.

GROUPE FIVES-LILLE
LE MONDE EN DIRECT

634 000
LECTEURS
CADRES
SUPÉRIEURS,
le Monde
est la
première
source
d'information
des cadres
supérieurs.
(IPSOS 90)

36 15
LM

Juriste international

Au sein de l'équipe juridique du groupe, vous êtes le spécialiste reconnu des contrats de distribution à l'export.

Intervenant en tant que conseil auprès des Directeurs export et des directions des opérations internationales, vos compétences couvrent également les contrats d'implantation, de licence, de joint venture. Pour optimiser la qualité de votre service, vous mettez en place un programme de gestion informatique des contrats de distribution.

Rigoureux par nature et par formation, vous savez vous montrer ouvert et dynamique dans vos relations avec l'ensemble des sociétés du groupe.

De formation juridique supérieure (DES Droit des Affaires ou équivalent européen ou américain), vous pratiquez couramment l'anglais et si possible une autre langue européenne. Vous avez 3 à 5 ans d'expérience en entreprise multinationale ou en cabinet. réf. RB221/M.

Responsable du Service Propriété Industrielle

Vous prendrez la responsabilité du service Marques et Modèles (6 personnes). Les développements du groupe, notamment en Europe, élargissent sans cesse notre patrimoine de marques parmi les plus prestigieuses dans le monde (environ 20 000 à ce jour). Vous gerez le patrimoine, en assurez la protection et recherchez les antériorités.

A 35 ans environ, vous avez acquis une expérience de 10 ans en cabinet ou en entreprise multinationale après une formation juridique de Droit des Affaires et une spécialisation en Droit de la Propriété Industrielle. Vous pratiquez couramment l'anglais.

La dimension d'encadrement de ce poste et surtout les perspectives de développement de notre patrimoine sont une promesse réelle d'intérêt pour un spécialiste déjà reconnu et apprécié. réf. RB222/M.

Ces deux postes sont basés au siège du Groupe à Paris 8e.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant votre rémunération actuelle et la référence du poste, à BSN, Service Recrutement des Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

BSN

Danone, Pazzani, La.

Kronenbourg, Evian...

BSN est le 3^e groupe

alimentaire européen :

50 Mds de F de CA,

50 000 personnes dont

5 000 cadres,

une implantation

industrielle dans

20 pays, une politique

de développement

axée en priorité

sur l'Europe.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

BSN
GROUPE

de
un
JFS
rés
à la
le
ter-
dev-
ntie
out-

i son
de la
A l'a
un
sami-
t.
BERG
page 8

75 P1A

1 250 \$

Le Monde *Juristes*

JURISTE

Notre groupe est leader au plan mondial dans les services financiers et le tourisme. Rattaché au Directeur Juridique France, vous prendrez en charge : la gestion et le suivi des dossiers juridiques, contrats, litiges. Vous serez notre conseil sur toutes les activités du groupe, plus particulièrement dans le domaine bancaire.

Vous êtes titulaire d'un DEA de droit des affaires. Vous avez une première expérience réussie de 2 ans minimum en entreprise ou cabinet international. Vous êtes parfaitement bilingue anglais.

Votre personnalité affirmée, vos qualités relationnelles et votre volonté d'investissement personnel vous permettront de vous intégrer et d'évoluer rapidement au sein de notre société.

Le poste est basé à Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature avec photo et prétentions sous réf. 9072 à Annie COUTANCEAU, Responsable de Recrutement, AMERICAN EXPRESS CARTE FRANCE, 4 rue Louis Blériot, 92500 RUEIL MALMAISON.



RESPONSABLE DES AFFAIRES JURIDIQUES

Fort d'un DEA en Droit des Affaires et si possible d'une bonne connaissance du Droit du Crédit et du Droit Immobilier, vous souhaitez intégrer une Direction Juridique au sein d'un Groupe important dans le domaine Financier et Immobilier.

Votre tempérament énergique et autonome lié à une expérience similaire en entreprise ou en cabinet d'avocat, vous y a préparé.

Le Groupe Arcade vous propose cette opportunité et les responsabilités suivantes : Information et conseil aux sociétés du Groupe, révision des documents contractuels, instruction et suivi des dossiers, relations avec les cabinets conseils et d'avocats.

Pour un premier contact, merci de nous adresser votre dossier de candidature : Groupe Arcade - Direction Juridique - 63, rue de la Victoire 75009 Paris.



JURISTE

Entreprise à taille humaine bénéficiant d'une assise internationale, nous sommes aujourd'hui la première mutuelle d'Assurance Vie de la CEE avec une croissance de + 33 % par an.

Pour participer à notre développement :

- vous êtes responsable des procédures juridiques pour la création et la gestion de nos sociétés filiales,
- vous avez un rôle de conseil interne auprès des services demandeurs (centralisation de l'information et réalisation d'études),
- vous êtes l'interlocuteur unique auprès de nos partenaires extérieurs en matière de contentieux et de consultation juridique.

A 30 ans environ, de formation DESS Droit des Sociétés ou équivalent, vous possédez une expérience de 2 à 5 ans dans un Cabinet d'avocats ou de Conseil Juridique. En plus de vos qualités de rigueur et de méthode, vous possédez un sens relationnel développé.

Vous parlez anglais et connaissez si possible le droit des assurances.



Merci d'adresser lettre + CV + photo + prétentions sous référence 1024 à Nathalie Lemesle, NORWICH UNION, 36 rue de Châteaudun, 75441 PARIS CEDEX 09.

Mille et une raisons de nous rejoindre

Notre Entreprise spécialisée dans la chimie minérale, compte parmi les leaders européens dans ses domaines d'intervention. En France, nous réalisons un Chiffre d'Affaires de 4 milliards de Francs et employons 2000 personnes. Nous vous proposons de vous associer à notre développement en tant que :

RESPONSABLE DU SERVICE JURIDIQUE

Au sein de notre Direction Juridique et Fiscale de 10 personnes vous prendrez spécifiquement en charge à l'aide de deux collaborateurs toutes les questions afférentes : aux contrats commerciaux, à l'immobilier, au contentieux, et aux différentes études juridiques couvrant par exemple les domaines du transport ou de la concurrence.

Votre formation juridique Supérieure en Droit privé et votre pratique courante de l'anglais commercial alliées à une expérience de 3 à 5 ans acquise de préférence dans un environnement industriel vous ont apporté le savoir-faire requis pour maîtriser ce poste. Vos connaissances en fiscalité valoriseraient encore plus votre candidature.

Mais c'est la fiabilité de vos études et de vos conseils, votre pragmatisme et votre ténacité qui vous feront réellement reconnaître comme l'homme de la situation.



oryade

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre, CV, photo) sous réf. LM/192 à notre Conseil : ORYADE - François PELLETIER 16, avenue Hoche - 75008 PARIS.

Protégez notre développement

Grand laboratoire pharmaceutique (900 MF de CA, 1000 personnes), notre présence internationale nous oblige à veiller constamment sur le développement technique et commercial de nos nouveaux produits.

Pour travailler à l'élaboration de nos contrats commerciaux et assurer la sécurité de nos marques, nous recherchons un :

Jeune Juriste d'Affaires

Au sein de notre Direction Juridique, vous suivez l'évolution de la législation en matière contractuelle et en propriété industrielle afin de pouvoir conseiller le Groupe lors de toute prise de décision commerciale.

Polyvalent, vous contribuez entre autres au choix, à l'évolution et à la protection de nos marques à travers le monde, ainsi qu'à la rédaction et au suivi de nos contrats.

De formation supérieure, maîtrise de Droit Privé, avec 3 ans d'expérience en Droit des Affaires, et parfaitement bilingue anglais, votre capacité à vous adapter vous permet d'assurer une réelle diversité de missions dans un Groupe en très fort développement.

Si vous êtes intéressé par ce poste à responsabilités multiples, adressez lettre et CV sous réf. 075/1 à : JOUVEINAL - DRH - BP 100 - 94265 FRESNES Cedex

jouveinal

ELLE & VIRE

MAMIE NOVA

MEULE D'OR :

marques de vitalité

et potentiel d'avenir.

5500 hommes et

femmes par leur

professionnalisme,

leur imagination,

construisent

avec passion

l'avenir du lait.

Avec 17 mil-

liards de CA,

17% à l'export,

ULN se situe

au premier

rang des

groupes

laitiers eu-

ropéens.



Nous recherchons pour notre Direction Financière et Juridique un :

Juriste spécialisé en Droit des Affaires (H/F)

Rattaché au Directeur des Affaires Juridiques, vous devrez notamment : • participer à l'élaboration des contrats et des documents contractuels • participer le cas échéant aux négociations • assurer un rôle de conseil et d'audit interne en matière juridique.

Votre sens du contact, votre imagination, votre rigueur et vos qualités rédactionnelles seront vos principaux atouts pour réussir dans cette mission.

De formation supérieure Maîtrise de Droit (option Droit des Affaires), anglais courant, vous avez acquis une expérience d'environ cinq ans dans une fonction similaire et possédez des connaissances et une pratique du droit international.

De fréquents déplacements entre Neuilly et le siège basé à Condé-sur-Vire (Normandie) sont à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + photo + prétentions) sous la référence M1978 à Madame Cartier, Direction des Ressources Humaines, 120 Avenue Charles De Gaulle, 92522 Neuilly sur Seine cedex.

Société spécialisée dans la vente de documents et de services juridiques recherche :

UN JURISTE DE DROIT PRIVÉ

Dans un secteur d'activité dynamique et au sein d'une équipe jeune et performante, il aura en charge le conseil auprès des professionnels et des particuliers dans les domaines les plus divers.

Le poste s'adresse à un jeune candidat possédant une première expérience (au moins 2 ans) acquise au sein d'une société de conseil juridique, d'un cabinet d'avocats, d'une compagnie d'assurances.

Avec un fort potentiel lui permettant de devenir conseil juridique ou avocat de haut niveau, il aura l'esprit organisé, le goût de communiquer et la volonté de progresser.

POSTE BASÉ A BREST

Merci d'adresser CV + photo + prétentions à MEDIA SA Espace Grand Large - BP 334 - 29274 BREST Cedex

Cabinet d'audit en expansion

recrute

FISCALISTE

- Formation comptable ou Impôts : 30 ans minimum

- Rémunération 180 - 240 KF selon expérience

- Intéressement pour atteindre 300 KF la deuxième année.

- Les candidats motivés et disponibles rapidement voudront

bien adresser leur candidature (CV + photo + salaire actuel), sous référence IM03 à PLURIAL - 43, Rue Camot

92761 ANTONY CEDEX, qui transmettra.

JEUMONT SCHNEIDER INDUSTRIE

recherche

JURISTE

Ayant au moins 5 ans d'expérience professionnelle acquise en milieu industriel ou en cabinet. Compétences en droit des affaires, assurances...

Pratique de l'anglais.

Envoyer CV sous réf. M100 à la Direction du Personnel et des Ressources Humaines - 70, avenue du Président Wilson - Cedex 59 - 92058 PARIS LA DEFENSE.

GRUPE SCHNEIDER

Responsable du Service Contentieux

La Banque Populaire de la Côte d'Azur recherche son Responsable du Service Contentieux.

Vous gèrerez l'ensemble des dossiers contentieux et le recouvrement des créances impayées.

Vous apporterez votre compétence et vos conseils en matière juridique aux Responsables d'Agence de notre Réseau d'Exploitation. Vous animerez une équipe de sept rédacteurs.

De formation juridique supérieure avec une expérience professionnelle de quelques années acquise de préférence dans le contentieux bancaire, vous avez de solides connaissances en comptabilité, fiscalité et micro-informatique. Vous êtes aujourd'hui un manager disposant de réelles aptitudes pour la négociation et l'organisation.

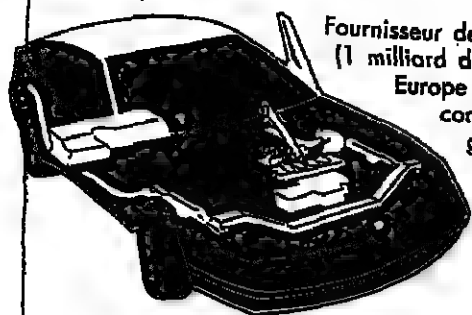
Envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous référence RSC 11/90 à : Direction des Ressources Humaines, 457, Promenade des Anglais, 06200 Nice.



BANQUE POPULAIRE CÔTE D'AZUR

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

هكذا من الأهل



Fournisseur de fonctions complètes automobiles, LEBRANCHU (1 milliard de CA) regroupe 1500 personnes sur 9 sites en Europe et développe des activités de Bureau d'Etudes, conception et réalisation de prototypes, production grande série.

Dans le cadre de l'internationalisation de notre groupe, nous recherchons un :

JEUNE AUDITEUR FINANCIER

Votre mission : Rattaché au Directeur Général, vous contrôlez les résultats financiers et l'organisation des filiales. Vous harmonisez les procédures, sur l'ensemble de nos sites, et, à partir de vos analyses, proposez des actions en terme d'investissement et d'organisation.

Votre profil : A 30 ans environ, avec une formation économique supérieure, vous avez acquis une solide connaissance des méthodes d'Audit lors d'une première expérience. Autonome et rigoureux, vous pratiquez couramment l'anglais, la connaissance de l'espagnol serait un plus.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :
Christine CHUZEL - Service Recrutement
271 Chaussée Jules César - 95250 BEAUCHAMP

LEBRANCHU

LE PARTENAIRE POUR CREER.



Responsable de trésorerie prévisionnelle

LE LIVRE DE PARIS, filiale du Groupe HACHETTE, occupe une place de premier plan en Europe dans l'édition et la vente d'encyclopédies et d'ouvrages de référence.

Sous la responsabilité du Directeur du Contrôle de Gestion, vous élaborerez le budget de Trésorerie et en assurerez le suivi.

Vous participerez à l'ensemble des études et simulations financières. Enfin, vous proposerez toutes optimisations sur les modèles et systèmes de prévision et de gestion de Trésorerie.

De formation ESC ou équivalent en Contrôle de Gestion, vous possédez 2 à 3 ans d'expérience dans une Direction équivalente ou un cabinet d'Audit et vous avez une parfaite maîtrise de la micro-informatique et de l'anglais.

Notre choix repose sur vos qualités de rigueur, de méthode, sur votre capacité de dialogue et de travail en équipe.

Merci d'adresser lettre, C.V. photo et présentations sous la référence 430/M à Jacques de Pol, Le Livre de Paris - 3/5 avenue de Gandel - 92220 Bagneux.

HACHETTE
GROUPE LIVRE

Steelcase Strafor

Leader européen de l'aménagement des espaces de bureaux (6 600 salariés ; 3,5 milliards de FF de chiffre d'affaires), les valeurs qui nous rassemblent sont la recherche de l'excellence, la volonté de leadership, le culte du client et l'internationalisation. Nous recherchons un

Contrôleur de Gestion

Rémunération motivante

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un candidat à fort potentiel pour prendre en charge, au niveau européen, le contrôle de gestion de l'une de nos divisions industrielles. Vous êtes responsable du processus budgétaire consolidé, analysez les résultats et proposez toute mesure nécessaire au développement de l'activité.

Vous mettez en place les équipes et les systèmes nécessaires à une analyse économique performante. Agé de 26/30 ans, vous êtes diplômé d'une grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP...) et bénéficiez d'une expérience

de 2 à 5 ans en milieu industriel et/ou en cabinet d'audit. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Si vous êtes intéressé par la perspective de rejoindre un groupe performant susceptible de vous offrir d'intéressantes perspectives d'évolution à court terme,

contactez Pascale Gutton au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS sous réf. PG6405MO.

Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier

Un Etablissement financier leader dans son domaine et disposant d'une implantation internationale recherche son

Contrôleur de Gestion

Rattaché à notre Contrôleur Financier, votre rôle sera d'élaborer le budget, d'assurer le contrôle budgétaire et l'analyse des écarts, et le reporting mensuel du groupe. Vous fournirez à la Direction Générale tous les chiffres nécessaires pour la gestion de l'entreprise (tableaux de bord...).

A environ 30 ans, parlant couramment l'Anglais, de formation supérieure, vous avez au moins 3/4 ans d'expérience de la fonction en milieu financier de préférence. Vous êtes un praticien averti de l'outil micro-informatique.

Votre potentiel, vos qualités de communication, vos facultés d'adaptation et de créativité comme d'autonomie, vous font souhaiter rejoindre une structure dynamique et évolutive.

Contactez Frédéric Serres au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération à Michael Page Banking & Insurance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS sous réf. FS6425MO.

Michael Page Banking & Insurance

Spécialiste en recrutement Banque - Assurance



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Ensemble entreprenons le futur

Fort de 3500 collaborateurs appartenant à une cinquantaine d'établissements, la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS gère un budget de plus de 2 Milliards de Francs afin d'assurer sa mission consultative, ainsi que ses autres missions d'appui aux entreprises, de formation, d'aménagement et d'équipement de la circonscription. Elle recherche aujourd'hui :

3 JEUNES ORGANISATEURS

Ces diplômés de l'enseignement supérieur (ESC ou équivalent + DECS) disposant d'une première expérience, d'environ 2 ans, dans les fonctions Comptabilité/Gestion participeront activement au projet de refonte du Système d'Information Budgétaire, Analytique et Comptable de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, dans ses aspects organisationnels et financiers.

Vous êtes ouvert, désireux de vous intégrer dans un environnement évolutif et diversifié, de participer à un projet d'entreprise ambitieux et motivant ; vous avez l'esprit critique, le goût des solutions pragmatiques et le sens des contacts humains, alors envoyez votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en indiquant vos prétentions de salaire, s/réf. F 278 M, à Ernst & Young Conseil, 150 Boulevard Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG
CONSEIL

Holding d'un des premiers groupes agro-industriels mondiaux (CA : 57 MdF), nous faisons partie d'un groupe international prestigieux, dynamique et ambitieux et recherchons notre

TRESORIER FRANCS ET DEVISES (H/F)

Collaborateur direct de notre Directeur de la Trésorerie et du Financement et animant une équipe de 11 personnes, une large mission de gestion opérationnelle et prévisionnelle des besoins et des risques de nos filiales vous attend : centralisation des reportings et prévisions budgétaires mensuelles, animation des réunions avec les trésoriers, gestion quotidienne de leurs besoins de financement et de leurs risques de change, contrôle de l'enregistrement comptable des opérations, relations bancaires...

A 28/30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC ou Matrisse de gestion avec, de préférence, un DECS), vous avez évolué, depuis 5 ans environ, de l'audit ou du contrôle de gestion vers la trésorerie au sein d'un groupe de taille internationale et désirez aujourd'hui développer des compétences de haut niveau dans ce domaine. Vous maîtrisez l'anglais et la micro-informatique. Des opportunités d'évolution au sein de notre groupe seront offertes à un candidat de valeur.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre, CV et prétentions, sous référence H 281 M, à Ernst & Young Conseil, 150 Boulevard Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG
CONSEIL

Concitez goût de la rigueur et des chiffres avec passion de la communication

filiale de l'un des tout premiers groupes de Communication en France et en Europe, la stratégie commerciale ambitieuse de notre jeune équipe de Direction nous a conduit à occuper aujourd'hui la première place sur nos marchés (CA : 500 MF). Consolider cette réussite est à présent notre objectif. Nous recherchons notre :

DIRECTEUR COMPTABLE PARIS

Directement rattaché à la Direction Générale, vous encadrerez une équipe d'une douzaine de personnes et aurez une double mission : améliorer et garantir la fiabilité des informations comptables et fiscales à produire périodiquement pour les besoins tant internes qu'externes (reporting mensuel, consolidation, liasse fiscale) ; en liaison avec le Contrôle de gestion et les opérationnels, participer au développement d'un système d'information intégré concourant à l'optimisation du contrôle des coûts et de la qualité de nos prestations.

Agé de 35/40 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (DECS minimum ; Expertise Comptable précisée), vous êtes un professionnel de la comptabilité (de type anglo-saxon). Vous aspirez aujourd'hui exercer l'entière responsabilité de la fonction comptable et fiscale d'un groupe important, dans un contexte jeune et dynamique.

Nous vous offrons la possibilité de concilier votre goût de la rigueur et des chiffres, assorti d'excellentes qualités relationnelles, avec un intérêt marqué pour la communication.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre, CV et prétentions, sous réf. F 285 M, à Ernst & Young Conseil, 150 Boulevard Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG
CONSEIL

LVMH

MOËT HENNESSY - LOUIS VUITTON

Avec un portefeuille de marques parmi les plus prestigieuses du monde, notre groupe réalise un chiffre d'affaires de plus de 20 milliards de francs, dont 80% à l'étranger, et emploie 13000 collaborateurs. Notre développement nous conduit à renforcer nos structures d'audit interne et à rechercher un

AUDITEUR INTERNE Paris

Vous aurez la responsabilité de missions d'audit opérationnel, financier ou de management tant en France qu'à l'étranger (Etats-Unis et Extrême-Orient). De fréquents déplacements sont à prévoir. Vous travaillerez en étroite relation avec les auditeurs de nos filiales au développement des procédures et du contrôle interne.

De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP... + DECF) vous avez acquis une expérience d'au moins 3/4 ans d'audit dans un Cabinet Anglo-Saxon, complétée par une première expérience au sein d'un grand groupe international ou de Conseil en Organisation. Une bonne connaissance de l'environnement informatique sera un atout supplémentaire. Votre professionnalisme, vos excellentes qualités relationnelles, votre parfaite maîtrise de l'anglais sont indispensables pour réussir et évoluer au sein de notre groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre, CV et prétentions sous la référence E 276 M à Ernst & Young Conseil, 150 Boulevard Haussmann, 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG
CONSEIL



PARIS

Les 15, 16 et 17
janvier 1991

Unesco
125, avenue de
Suffren
75007 Paris
Métro Ségur

Accès libre
et gratuit

Renseignements :
Tél. : (1) 47-00-59-24
du lundi au vendredi
de 9 h à 13 h

3 jours pour éclairer votre avenir professionnel :

Mardi 15 janvier :

Les assises de l'emploi : partager l'expérience

- 8 h 45 : accueil des participants
- 9 h 00 : ouverture par André Fontaine, directeur du journal *le Monde*
- 9 h 15 : introduction par Jean-Marie Dupont, directeur de la communication du *Monde* : « les années 90, vues il y a dix ans »
- 9 h 45 : « La gestion prévisionnelle de l'emploi : de 3 ans à 15 jours »
- Dominique Thierry, délégué général de Développement et emploi
 - Jean-Claude Crosse, directeur des relations du travail du groupe Thomson
 - Xavier Stéfani, directeur des Ressources humaines de Cap Sesa
 - Giorgio Ferretti, General manager de la Banca commerciale italiana
 - Vincent Merle, consultant chez Bruhnes Consultants
- 11 h 30 : « Y a-t-il encore des partenaires sociaux ? »
- Pierre Guillen, vice-président, délégué général de l'UIMM
 - Jean-François Colin, directeur des Ressources humaines de la SNCF
 - Bruno Trentin, secrétaire général de la CGIL
 - Yves Lasfargue, directeur de la recherche de IFG Technologies
 - Zigmund Tyszkiewicz, secrétaire général de l'UNICE
- 14 h 30 : « Les cohabitations dans l'entreprise : les jeunes et les anciens, les diplômés et les promus... »
- Jean-Emmanuel Combes, associé, directeur des Ressources humaines de Price Waterhouse
 - René Lasserre, secrétaire général du CIRAC
 - Thierry Leroy, secrétaire général des AGF
 - Guy Malhouître, directeur adjoint à la direction du personnel et des affaires sociales de EDF
- 16 h 00 : Pause
- 16 h 15 : « Les ressources humaines et le recrutement dans le cadre des fusions-acquisitions »
- Nicolas Bühler, directeur général adjoint de Bossard Consultants
 - Christian Brière de la Hossieraye, directeur des Ressources humaines de Bull
 - Yves Barou, directeur des Ressources humaines de Rhône-Poulenc - RORER
 - Michel Combe, directeur des Ressources humaines du groupe Concept
- 17 h 45 : Conclusion

Entrée sur invitation

Mercredi 16 et jeudi 17 janvier :

Les Tribunes des entreprises :

AGF : des métiers et des styles

Apple : l'entreprise apprenante, du développement de l'individu au développement de l'entreprise

Bossard Consultants : réussir dans le conseil : Bossard Consultants, groupe européen leader, présente un métier d'ouverture

Groupe BULL : des carrières européennes pour un défi mondial

CJDES : entreprendre pour des idées, travailler pour la solidarité... l'économie sociale

(Centre des jeunes dirigeants de l'économie sociale)

Crédit Lyonnais : la diversité des métiers dans un groupe financier international

EDF et GDF : deux entreprises à dimension internationale

Elf Aquitaine : thème en cours d'élaboration

Framatome : les technologies de l'essor, de la maîtrise du changement au développement des compétences

France Télécom : les profils du changement

GEC ALSTHOM : nos métiers font avancer le monde ; avec vous, nous ferons mieux encore

Hewlett Packard : gérer la complexité, exigence et plaisir

Banque Indosuez : l'opportunité de devenir expert dans une banque d'affaires internationale

Lafarge Coppée : la place des commerciaux dans l'industrie

Price Waterhouse : quelle Europe dans la gestion des hommes ?

Promodès : la gestion des cadres à haut potentiel : l'apprentissage du management

Rhône-Poulenc : un groupe de 94 000 entrepreneurs ; l'éthique de Rhône-Poulenc dans le management des Ressources humaines

Schlumberger : 50 000 personnes de 90 nationalités dans 100 pays ; la place des hommes dans la gestion globale de l'entreprise

Sligos : LES HOMMES : facteur de succès d'une société de services performante et innovatrice

SNCF : une gestion efficace des hommes, pour entreprendre et s'investir dans des projets ambitieux

Snecma : être ingénieurs et techniciens aujourd'hui dans l'Aéronautique et l'Espace, pour quelles aventures du futur ?

Thomson : gestionnaires des cadres, une nouvelle fonction au service du développement des carrières

Total : La gestion des cadres expatriés et internationaux

Les Forums de l'emploi :

- Les débats des universités et des écoles : « Université-entreprise : la réconciliation » animé par Frédéric Gaussen, responsable du *Monde Initiatives*
- « La dimension européenne dans la formation » animé par Frédéric Gaussen, responsable du *Monde Initiatives*
- « Quelles réponses aux besoins de la formation continue ? » animé par Jean-Marie Dupont, directeur de la communication du *Monde*
- « Les Bac + 2 » avec la participation de la MNEF, animé par Catherine Bédaride, rédactrice en chef adjointe du *Monde de l'éducation*
- Les débats SVP apporteront des réponses concrètes aux cadres et responsables des PME-PMI sur : « Pourquoi choisir une PME-PMI pour faire carrière ? » « L'expatriation »
- L'APEC, avec un débat sur le thème suivant : « Et si les cadres expérimentés avaient quelque chose à apporter aux entreprises ? »

Les portes de l'Action :

- Préparer l'avenir : 6 conseillers d'orientation seront présents pour aider les étudiants à mieux connaître les formations qui existent afin de préparer leur avenir
- Le kiosque aux stages : le CDTE et la MNEF proposent un kiosque spécialement consacré aux stages en entreprise pour toutes les formations et dans tous les domaines.
- Les conseils des experts aux cadres : pour les cadres ayant déjà une expérience professionnelle de 3 ans, des consultations individuelles et gratuites seront offertes par les cabinets de recrutement, sous l'égide du SYNTEC et de la Chambre nationale syndicale des conseils en recrutement.

de
vas
JRS
rés
la
r le
ter-
des-
rtie
out

son
de la
A. de
n un
sami-
t.

BERG
page 8

76 PTA
1 250

DIRECTEUR DE NOTRE AGENCE CENTRALE

Au cœur du marché de l'économie sociale

Paris - GMF Banque affirme sa présence sur le marché de l'économie sociale et son intention d'en être un des acteurs majeurs. Pour mettre en œuvre cette orientation stratégique, GMF Banque renforce ses relations de partenariat avec les associations, les mutuelles et les coopératives. La mission principale du directeur de notre agence centrale sera de participer à l'élaboration des plans de développement, de fédérer toute l'équipe autour de ces projets, de concrétiser et d'intensifier les relations avec nos clients. Ce poste est proposé à un spécialiste de ce secteur,

issu de la banque, ayant eu la responsabilité d'une clientèle diversifiée et ayant développé des relations à tous niveaux. Votre formation et votre expérience vous ont donné une compétence, une force de persuasion, un esprit entrepreneurial et mobilisateur qui ne sont plus à prouver et qui sont indispensables à ce poste. Merci d'adresser votre dossier à J.P.H. VERON en précisant la référence A/F9824M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74. (PA Minitel 36.15 code PA)

**GMF
Banque**

**PA Consulting
Group**

Creating Business Advantage

FUTUR DIRECTEUR BRANCHE RESIDENCES ET FOYERS

Marseille

Cet important groupe financier et immobilier implanté sur la façade méditerranéenne (PACA et L.R.) représente 600 personnes et gère 20.000 logements. Sa diversification l'amène à créer un poste de futur directeur de branche. Sous l'autorité de la direction actuelle, il prendra en charge le développement et la gestion de l'ensemble des foyers non médicalisés (personnes âgées, jeunes travailleurs, migrants... etc.) représentant une gestion de 500 logements. Ce poste intéresse un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (bac + 5) et ayant une expérience de direction de centre de profit dans la restauration

collective, l'hôtellerie / para hôtellerie, de cliniques ou d'organismes sociaux. Ce poste constitue une opportunité pour intégrer une structure en constante évolution qui a besoin de cadres de haut niveau. Les réponses seront transmises à notre client. Prière d'indiquer les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Ecrire à H. MICHERON en précisant la référence B/X 4010M et joindre photos et présentations - PA Consulting Group - 11, cours Gambetta - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.21.12.72. (PA Minitel 36.15 code PA)

**PA Consulting
Group**

Creating Business Advantage

La compétence, de A à Z...

... car la clôture réelle du dossier est à long terme puisqu'il s'agit de crédit-bail immobilier. Dans l'intervalle, vous nous aurez prouvé votre rigueur, votre connaissance de la gestion, vos qualités de contact. C'est pour vous, diplômé (pouvant faire valoir une première expérience) en gestion et/ou en droit, l'opportunité de prouver votre sens de l'entreprise.

Pour ce faire, vous vous assurerez tout d'abord que le dossier commercial, financier, administratif est complet (permis de construire, garanties...). Bien sûr, vous contrôlerez le bon déroulement des opérations d'acquisition de terrain, de réalisation des constructions. Le suivi de notre clientèle et de nos immeubles vous échoit tout autant : recouvrements, montage des barèmes financiers et comptables, cessions de contrats, assurances... Il est clair qu'après formation, vous jouerez d'une réelle autonomie.

Etablissement actif, dont l'actionariat est composé de groupes financiers de tout premier plan, nous intervenons dans le financement en crédit-bail de locaux d'activités, d'hôtels, d'immeubles à usage industriel, de bureaux, de centres commerciaux... Nos structures souples, légères, l'esprit d'initiative qui nous anime, favorisent des parcours motivants liés à l'acquisition de compétences et à la performance. Nous avons demandé à Philippe Vuittey, associé du cabinet Sirca, d'étudier votre candidature. Adressez-lui vite un dossier sous la référence 246 885 LM au 140, boulevard Haussmann - 75008 Paris, en indiquant votre niveau actuel de rémunération.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Libonne

Membre de Syneco

GROUPE FINANCIER DE PREMIER PLAN RECHERCHE UN

ANALYSTE FINANCIER POUR NOTRE DIRECTION DES PRETS IMMOBILIERS

Au sein d'une équipe de jeunes analystes financiers vous serez chargé d'étudier et de quantifier les différents risques encourus par notre groupe lors des opérations de financements d'habitat social, de prises de participation et validerez les analyses financières faites par nos directions régionales. Vous prendrez personnellement en charge des dossiers spécifiques et nous représenterez dans différentes instances administratives et professionnelles.

Pour ce poste qui requiert autant de rigueur que de sens du contact, nous souhaitons rencontrer un analyste financier ayant une première approche de l'immobilier social de 2 à 5 ans et possédant une formation supérieure, de préférence orientée vers la finance.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous référence 69, à MEDIA PA - 50-54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra

Quand on est le n°1 mondial du contrôle qualité, ça ouvre des horizons.

De l'agro-alimentaire au nucléaire, SGS est le n°1 mondial de l'inspection et du contrôle qualité. Intervenant dans tous les secteurs d'activité, la compétence au service de la sécurité et de la qualité est le point fort de nos équipes professionnelles. Dans le cadre du fort développement de nos activités, nous recherchons :

Responsable Comptabilité-Finance. PARIS

A 30/35 ans, titulaire d'un DECS ou équivalent, vous avez une expérience de 5 ans au moins en service comptable de PME. Au sein d'une filiale de 150 personnes, sous la responsabilité du Président de cette filiale, et en liaison étroite avec la Direction Financière du Groupe SGS FRANCE, vous prendrez en charge l'intégralité de la fonction finance, comptabilité, contrôle de gestion de cette filiale, et animerez une petite équipe comptable (réf. RCP).

Responsable Administratif et Financier CHERBOURG

A 30/35 ans, titulaire du DECS ou équivalent, vous avez une expérience de 5 ans au moins en tant que Responsable Administratif et Financier d'une PME. Au sein d'une filiale de 130 personnes, sous la responsabilité du Directeur Général de cette filiale, et en liaison étroite avec les différentes directions fonctionnelles du Groupe SGS FRANCE, vous superviserez les sections administratives, paye et comptable de la filiale ; vous assurerez le reporting comptable et de gestion auprès de la maison-mère. Vous prendrez par ailleurs en charge l'ensemble des problèmes administratifs et logistiques (réf. RAC).

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence du poste choisi à Francis BERGERON - Directeur du Personnel SGS QUALITEST - 16, rue du Louvre - 75001 PARIS.

SGS

SGS Qualitest

LA QUALITE, C'EST NOTRE AFFAIRE

DE LA REMUNERATION A L'EVALUATION DES FONCTIONS

Région parisienne - Ce groupe puissant est l'un des leaders de l'assurance française. Intégré au département des ressources humaines, le jeune cadre qu'il souhaite recruter mettra en place des indicateurs permettant un meilleur pilotage de la politique salariale et mènera les études nécessaires à la création d'un système d'intéressement. Il participera de plus à la conception de la méthode d'évaluation des fonctions et assurera la maintenance du système d'identification des emplois. Ce poste s'adresse à un jeune cadre, de formation

Bac + 4/5 économie - gestion (option ressources humaines souhaitée) complétée par une première expérience courte de la fonction personnel acquise dans le domaine des études et/ou de la rémunération. La connaissance des métiers de l'assurance serait très appréciée. Ecrire à C. BUSO en précisant vos prétentions ainsi que la référence A/F9826M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.12. (PA Minitel 36.15 code PA)

**PA Consulting
Group**

Creating Business Advantage

Le C.M.M. recherche un

OPERATEUR FRONT OFFICE

Au sein de notre Direction des Affaires Financières, vous aurez plus particulièrement en charge la réalisation de nos opérations de refinancement et vous participerez à la gestion de la trésorerie et du portefeuille obligataire, ainsi qu'à la mise en place des techniques de suivi et de couverture du risque de taux global de la banque. Avec une formation supérieure (DESS ou équivalent), vous utiliserez couramment la micro-informatique. Vous avez un goût prononcé pour les analyses globales.

Envoyer C.V., photo, prétentions à la D.R.H. Fédération du Crédit Mutuel Méditerranéen, 494 Avenue du Prado, 13008 MARSEILLE.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

ACOVA RADIATEURS CHAUFFAGE ET DECORATION

CONTROLEUR DE GESTION "ENTREPRISE"

ACOVA (700 personnes, 350 Millions de F de CA) connaît une importante expansion en France et en Europe. Sur le marché HAUT DE GAMME qui est le sien, elle occupe la première place. Son développement lui a permis de proposer aujourd'hui le poste de CONTROLEUR DE GESTION. Auprès de la Direction Générale, participant au Comité de Direction, vous assurerez de façon autonome une fonction complète : préparation des plans budgétaires mensuels et annuels et reporting ; conseil actif de toutes les hiérarchies concernées sur le plan de la gestion ; optimisation des systèmes informatiques existants ; création de nouvelles procédures et développement des outils d'analyse ; missions particulières d'audit et d'organisation. Le domaine INDUSTRIEL (liste de 500 pers.) représente une part majeure de votre mission. Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la fonction (30/35 ans), diplômé de l'enseignement supérieur (Sup de Co, Ing, ou Univ.) avec une expérience réussie de plusieurs années, dans un contexte INDUSTRIEL de préférence. Le poste est basé à EVRY. Les conditions offertes ainsi que les perspectives d'évolution sont de nature à motiver un candidat de valeur. Nous vous remercions d'adresser votre dossier sous réf. M 112 R1 à notre Conseil NEMESIS - 10, rue de Richelieu 75001 PARIS.

NEMESIS

Contrôleur de Gestion ESC,...

Paris

HACHETTE LITTÉRATURE GÉNÉRALE rassemble les célèbres collections d'HACHETTE Guides de voyage, Littérature et Pratique.

En liaison étroite avec le Directeur Administratif et Financier de ce Département, vous prendrez en charge le contrôle budgétaire, la mise au point et la réalisation d'un tableau de bord mensuel, le reporting auprès de la Direction Générale du Groupe ainsi que la réalisation de différentes études.

Vous possédez 2 ou 3 ans d'expérience en cabinet ou contrôle de gestion opérationnelle, une bonne connaissance de la micro-informatique et si possible de la comptabilité analytique.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 90110/M à la Gestion des Cadres du Groupe Livre HACHETTE, 24, boulevard Saint-Michel - 75006 PARIS.

**HACHETTE
GROUPE LIVRE**

de
sav
ars
rés
la
r le
ver
des
stie
our

son
de la
A (li
n un
admi-
t.

BERG
page 8

76 PIA
1 250 S

Le Monde de la Gestion

Importante
banque
spécialisée
sur une
clientèle
juridique et
institutionnelle
recherche
des

Animateurs de réseau bancaire

Au sein du département de l'exploitation, vous intégrerez notre Direction du développement et plus spécifiquement le secteur de l'animation commerciale.

Responsable d'une zone géographique, vous interviendrez auprès du réseau et/ou de la clientèle implantée en Province. Vous élaborerez les plans d'action commerciale, en créant des outils de suivi d'activité et en assistant les exploitants auprès de la clientèle (conseil, formation, visites, participation au montage d'affaires...).

Vous représenterez notre établissement lors de manifestations que vous organiserez, et vous alimenterez la structure marketing en informations issues du terrain.

Pour ce poste, où connaissances techniques et force de conviction vont de pair, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (Banque-Finances...) justifiant d'une expérience réussie dans le secteur bancaire et disponible pour des missions de courte durée en province.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 72 à :

MEDIA PA - 50/54, rue de Silly
92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.



recherche

CONTROLEUR DE GESTION

DE FORMATION SUPERIEURE EN ECONOMIE GESTION

Il aura acquis son expérience industrielle dans le secteur agro-alimentaire.

Ses objectifs : — finaliser la mise en place du Contrôle de Gestion
— verrouiller la structure du suivi budgétaire
— susciter et pérenniser les flux d'informations dans l'entreprise.

Poste basé à SAINT-DIZIER (52)

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions s/réf. GEST à
Hervé RENGOT - S.A. MIKO
26, rue Lamartine - 52111 SAINT-DIZIER CEDEX

Important Groupe Industriel

recherche pour deux de ses unités de production :

CONTROLEURS DE GESTION H/F

• Bourges (réf. CRM) • Tarbes (réf. CRM)

30 ans environ, ingénieurs avec une formation gestion, ou diplômés d'une ESC ; expérience de 5 ans environ acquise en milieu industriel. Merci de nous adresser, sous la référence concernée, lettre manuscrite, CV et prétentions. Confidentialité totale garantie.

SM Conseil

38 RUE DE LISBONNE 75008 PARIS

AUDITEUR INTERNE



SOPREMA

de sa politique de développement, il recherche un AUDITEUR INTERNE.

Rattaché à la Direction Générale du groupe, le candidat aura pour mission d'étudier le bien-fondé et la cohérence des circuits d'information, la conformité avec les procédures internes et l'efficacité de la gestion de la société et de ses filiales françaises et étrangères, de proposer des améliorations du contrôle interne.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un candidat, diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce (ECS, ESCAE...) à fort potentiel, possédant une expérience réussie de 2-3 ans, dans un contexte similaire ou au sein d'un cabinet d'audit ou d'un service financier en entreprise.

Le poste est basé à Strasbourg, dans un cadre de travail agréable. Le candidat se verra proposer une rémunération intéressante et une excellente opportunité d'évolution au sein de la société.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 44/3146 E à :

EGOR REGION EST
18, rue Auguste Lamey - 67082 STRASBOURG CEDEX

EGOR

PARIS AN EN PROVINCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDELAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Ennuyeux, la direction comptable ? Objection, Votre Honneur !

En effet GIDE LOYRETTE NOUËL, premier cabinet français d'avocats d'affaires (300 personnes à Paris et dans les bureaux à l'étranger), n'est pas vraiment un contexte de tout repos. 4 000 sociétés lui ont confié leurs dossiers, et c'est avec passion que les 40 associés défendent les positions de leurs clients. Un milieu riche en matière grise, où chaque affaire est un nouveau cas particulier pour l'équipe comptable.

En vous proposant la responsabilité de cette équipe (10 personnes), nous vous confions LE projet qui nous tient à cœur : concevoir une organisation comptable de pointe dans une société qui a doublé son CA en 3 ans, et la mettre complètement au service de nos prestations. Votre maturité professionnelle et l'expérience très concrète des meilleurs systèmes de gestion informatisée sont pour cela vos meilleurs atouts.

Vous êtes à la fois créatif et organisé, disponible et convivial, décideur et diplomate... et vous parlez l'anglais : c'est vrai, nous sommes exigeants. Mais vous pourrez l'être aussi, si vous avez le punch et l'envergure nécessaires pour ce projet. Ecrivez à Claire de Bucy, Sirca, 140 bd Haussmann, 75008 Paris, elle étudiera confidentiellement votre candidature. Réf : 178 312 LM.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

Groupe de communication
cherche
POUR MÉDIA DE PROXIMITÉ (30 collaborateurs)
1 HEC, ESSEC...

Expérience en contrôle de gestion
et management des hommes, pour Paris,
Rhône-Alpes, Haute-Savoie, Savoie.
Salaire annuel de départ : 180 KF

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV
sous référence : 8162 au Monde Publicité
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

845 000
LECTEURS
CADRES,
le Monde
est le
premier titre
d'information
des cadres.
(IPSOS 90)



AUX COMMANDES DE VOTRE AVENIR

L'un des leaders mondiaux en matériels de travaux publics et agricoles recherche plusieurs

BUSINESS AUDITORS

Au sein de l'équipe d'Audit basée au Plessis Belleville (Oise), vous interviendrez sur les différents sites européens du groupe pour des missions opérationnelles : votre action ainsi que vos recommandations seront très proches du terrain et s'inscriront totalement dans le management des affaires.

Agé de 25/35 ans environ, de formation financière supérieure (ESC, DECS, Maîtrise...), vous justifiez d'une expérience d'audit de 3 ans minimum acquise en grand cabinet ou en entreprise. Vos atouts majeurs sont votre autonomie, votre mobilité, votre parfaite maîtrise de l'anglais ainsi que la pratique de l'informatique ; vous pourrez compter sur un salaire attractif et des perspectives d'évolution rapides.



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

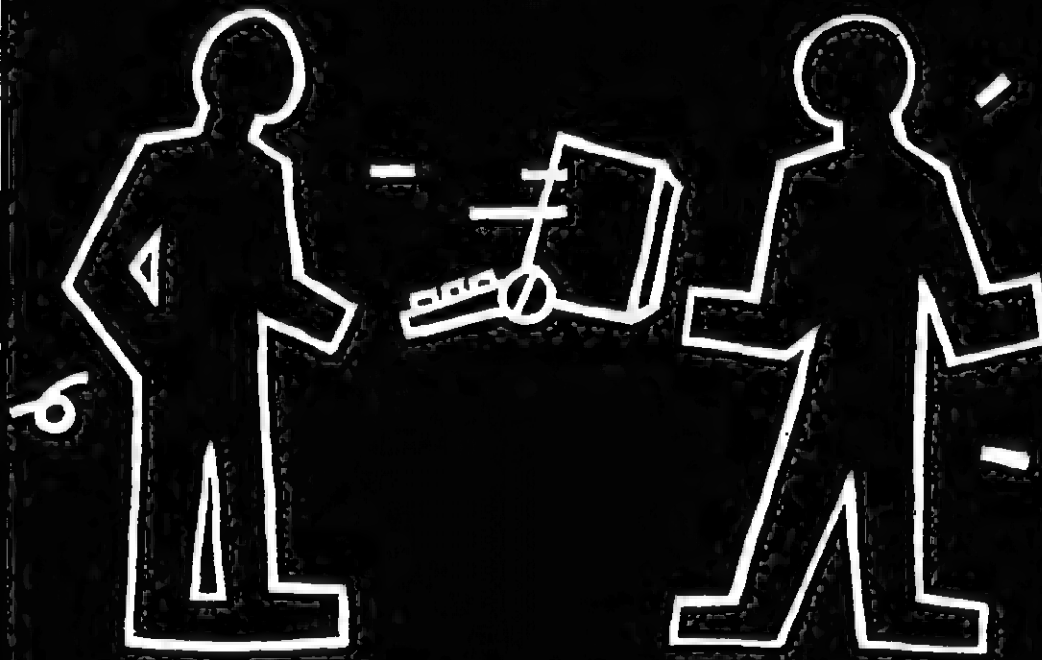
Case Poclain S.A.

J I Case
A Tenneco Company



Contactez Charles CHABOD, au (1) 45.53.26.26 ou adressez C.V. + photo
+ n° tél. + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini
75116 PARIS, sous réf. CCH6385MO.

Maintenant, vous pouvez répondre
en quelques minutes à l'offre
d'emploi de votre vie.



Maintenant, en 15 L.M., vous pouvez
répondre immédiatement à l'offre d'em-
ploi de votre vie. En 15 L.M., conservez
également dans une "Boîte aux lettres"
très confidentielle la
réponse de votre futur
employeur. 36 15 L.M.
C'est aussi un motif

36 15
LM

à annoncer par les pages du Monde
consultés en quelques minutes et la
sélection de toutes les offres d'emploi
correspondant à votre profil. Avec
36 15 L.M., vous pouvez
être informé de
tous les postes impor-
tants pour votre carrière.

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

هكزام الأهل

Le Monde de la Gestion

RESPONSABLE DU CONTROLE DE GESTION

Paris - Le groupe GMF : plus de 17 milliards de chiffre d'affaires réalisés sur huit secteurs d'activités. La branche Assurance LARD (chiffre d'affaires : 6,5 milliards de francs) recherche son responsable du contrôle de gestion. Rattaché à la direction du contrôle de gestion et de la planification, sa mission sera de fournir des outils de décision et de suivi budgétaire, de développer et de piloter le nouveau système de comptabilité analytique. Il animerait une équipe de 3 personnes. Ce poste s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement

supérieur (ESC ou équivalent), ayant déjà acquis dans une grande entreprise une première expérience de 5 ans minimum notamment dans le domaine de la comptabilité analytique. Cette fonction peut évoluer vers une direction de contrôle de gestion ou vers un secrétariat général. Ecrire à Dominique BAUD-BERTRAND en précisant la référence A/F9820M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.12. (PA Minitel 36.15 code PA)



Creating Business Advantage

CHARGE DE CLIENTELE

Economie sociale

La banque du groupe GMF (un des premiers de l'assurance en France) est par vocation très présente auprès des associations, des mutuelles et des coopératives, à qui elle apporte tout son soutien pour développer leurs activités. Au sein de notre agence centrale, à Paris, notre équipe de chargés de clientèle construit et développe des relations de partenariat avec tous nos clients, acteurs du marché de l'économie sociale. En rejoignant cette équipe, vous serez partie prenante d'un des axes stratégiques du développement

de GMF Banque. Ce poste s'adresse à des chargés de clientèle expérimentés, âgés d'au moins 28 ans, et possédant une formation supérieure. La nature du poste proposé, les responsabilités, ainsi que le niveau de rémunération, sont des éléments qui motiveront des candidats de valeur. Merci d'écrire à J.P.H. VERON en précisant la référence A/F9825M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74. (PA Minitel 36.15 code PA)



Creating Business Advantage

DIRECTEUR FINANCIER

Filiale française d'un groupe international, société de distribution du secteur agro-alimentaire, recherche son :

Dans une structure légère (80 personnes) située en Région Parisienne, le Directeur Financier, membre du Comité de Direction, contribue à la volonté d'expansion du Groupe.

Missions :

- Elaborer et mettre en place le contrôle de gestion, puis en suivre l'opérationnalité.
- Prendre en charge la comptabilité et en assurer les évolutions informatiques.
- Gérer les équilibres et flux financiers, les budgets, le reporting.

Profil :

Formation supérieure : gestion, comptabilité, finance.
7 à 10 ans d'expérience dans une société de commerce ou de distribution lui donne la maîtrise de la fonction, et une solide pratique du contrôle de gestion et de la fiscalité.
Pratique de l'anglais souhaitée.

L'évolution du poste nécessite que le Directeur Financier ait des qualités managériales et une approche globale de l'entreprise.



Notre conseil Gilles Desroches traitera votre candidature. Merci d'adresser une lettre + CV sous réf. 9011M à Evelyne Le Nél - KGS Recrutement - 63 avenue de Villiers - 75017 Paris.

Directeur administratif et financier

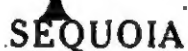
évolatif

Créez votre fonction complète, puis devenez à moyen terme l'Adjoint de notre Directeur Général. Filiale d'un groupe international, spécialisée dans la distribution exclusive de marques de forte notoriété (produits parapharmaceutiques, d'hygiène, d'entretien..., 190 MF. 65 personnes). L'élargissement récent de nos activités, le développement prévu à brève échéance, notre forte croissance exigent ce renforcement.

Vous aurez autorité sur l'ensemble des équipes existantes : comptabilité générale, analytique, contrôle de gestion, clients, budgets et reporting, informatique (AS 400), administration générale et du personnel. Analyser les systèmes, procédures, outils de gestion, proposer les adaptations souhaitables, puis les mettre en œuvre afin de garantir la réussite de notre évolution, voilà l'essentiel de votre mission. Enfin, vous deviendrez le véritable Patron de notre futur Centre de Gestion de Services et bras droit du Directeur Général.

De formation supérieure adaptée ESC et DECS, bilingue anglais, vous exercerez une fonction similaire depuis environ cinq ans, de préférence dans la filiale d'un groupe international. Deux atouts : la connaissance de la logistique (stocks, transport, etc...) et l'italien courant.

Cette opportunité en très proche banlieue vous motive : notre Conseil vous documentera avant entretien après réception de votre dossier s/réf. 8103-9. Discretion totale garantie.



60, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.

DANS UNE REGION QUI BOUGE, IL FAUT SAVOIR EVOLUER

La Banque Populaire de la Région Nord de Paris (48 agences - 750 pers.) appartient au cinquième groupe bancaire français. Notre ambition : accroître notre productivité.

JEUNE ORGANISATEUR

Au sein de notre direction Organisation, vous participerez activement à la conduite de nos projets : études d'opportunité, définition des besoins, élaboration des cahiers des charges, coordination avec l'informatique.

Vous avez une formation supérieure (école d'ingénieurs, maîtrise de gestion...) et vous possédez 1 à 3 ans d'expérience professionnelle.

Vous avez déjà participé avec succès à des missions d'organisation.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo, à la BPRNP - Département des Ressources Humaines - 32, boulevard Jules Guesde - 93200 SAINT DENIS.



BANQUE POPULAIRE DE LA REGION NORD DE PARIS

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE



Contrôleur de Gestion central industriel

MARSEILLE

Notre Société parmi les leaders sur ses marchés (1,6 milliard de C.A. - 3 sites de production) recherche un : Nous souhaitons confier cette fonction à un jeune ingénieur AA ou DESCAF et voulant valoriser ses compétences de contrôle de gestion acquises depuis au moins 3 ans en milieu industriel. Rattaché au Responsable du Contrôle de Gestion de la Société, et en liaison avec les 3 Contrôleurs de Gestion Usine, il aura pour mission essentielle :

- La coordination des plans et budgets industriels et le suivi des performances des 3 sites de production.
- La détermination des prix de revient des produits.
- Les études de faisabilité des projets industriels de la Société (investissements, branches d'activité).

Il assurera en outre un rôle d'aide et de conseil auprès de la Direction de Production de l'Entreprise. Le poste est basé à notre siège social à Marseille.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV, photo et prétentions, à : RCL - DIRECTION DU PERSONNEL 29, Bd Charles-Nédelec 13003 MARSEILLE

Jeune Contrôleur de Gestion pour notre Direction Générale

Groupe de transports à forte renommée, (4 milliards de CA), notre activité couvre le transport national et international ainsi que la logistique de distribution. La décentralisation est un élément clé de notre réussite : sur la France, notre présence est assurée par un réseau d'agences gérées en centres de profits.

Rattaché à la Direction Générale, notre Contrôleur de gestion développe, implante et fait évoluer les outils de gestion permettant le pilotage économique des unités opérationnelles (reporting, budgets, tableaux de bord...). Conseil de sa Direction, il suit les résultats du groupe et de ses différentes unités, anticipe les évolutions, suggère les solutions les plus appropriées et fournit tous les éléments nécessaires aux prises de décisions stratégiques. Il assiste également les opérationnels dans la gestion de leur centre de profits.

La trentaine, diplômé d'une école de commerce et si possible du DECS, vous avez 3-4 ans d'expérience du contrôle de gestion dans une société de transports ou de services. Passionné par la gestion des entreprises, vous êtes autonome, efficace et très proche de la réalité du terrain. Bien sûr, vous êtes un excellent relationnel. Alors, adressez CV et lettre manuscrite, sous référence MD/271.08/M, aux Conseils en Recrutement Associés - 58, avenue Kléber - 75116 Paris.

LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIES



se, las ars res a la r le ter-des-rtie our-

i son de la A (le n un nam-

BERG

page 8

75 PTA

1.250 \$

MARCHÉS FINANCIERS

Un départ annoncé et préparé

M. Régis Rousselle démissionne des présidences de la SBF et du CBV

Confirmant ses intentions de ne pas rester à la tête de la Société des Bourses françaises (SBF) et du Conseil des Bourses de valeurs (CBV), M. Régis Rousselle a annoncé, le lundi 10 décembre, sa démission. Le CBV, instance chargée de la réglementation des marchés, devrait élire mercredi 12 décembre pour successeur M. Bruno de Maulde, président du Crédit du Nord. La présidence de la SBF, société assurant le fonctionnement de la Bourse, sera confiée, à l'issue de l'exercice 1990, à M. Jean-François Théodore, actuel directeur général.

Cette réorganisation n'a rien d'une surprise. De simple rumeur circulant durant l'été, la nouvelle est devenue certaine en septembre lorsque M. Régis Rousselle lui-même confirma son prochain départ pour occuper, à tout bruit supplémentaire, tout était ensuite une question de calendrier. « Conscient d'avoir mené à bien la mission de mise en place de la réforme de la Bourse », le président de la SBF et du CBV abandonne ses mandats pour « réaliser d'autres projets » sur lesquels il reste, pour l'instant, discret. A quarante-deux ans, l'ancien agent de change retourne non sans une certaine satisfaction dans la coulisse, quittant après deux ans et demi le devant d'une scène agitée.

Le 14 juin 1988, pour remplacer les dirigeants de l'ex-chambre syndicale des agents de change éliminés par les pertes de plus de 300 millions de francs enregistrées sur le Matif (Marché à terme international de France), le CBV et la SBF nommèrent à leur présidence M. Régis Rousselle et confiaient à M. Gérard de la Martinière, président du Matif, la direction générale de la SBF. « Nous sommes là pour faire le ménage », affirmait alors le nouveau dirigeant peu connu dans la profession, mais déjà réputé pour son intransigence dans les négociations.

L'ex-chambre syndicale des agents de change, devenue depuis Société des Bourses françaises, et dont il assure la vice-présidence, M. Rousselle la connaît bien. Diplômé de l'Ecole centrale des arts et manufactures de Paris, il y entre en 1972, à vingt-quatre ans comme informaticien. Deux ans plus tard, il fonde la société Finance Engineering, spécialisée dans la création et la diffusion d'outils informatiques d'aide à la décision. Il rejoindra ensuite rapidement la charge Meeschaert-Meeschaert et deviendra agent de change en 1981. La charge s'appellera alors Meeschaert-Rousselle et deviendra l'un des principaux intervenants sur le marché obligataire. Dans le cadre de la réforme de la Bourse, ouvrant le capital de ces ex-charges aux établissements financiers, la société était cédée en partie à la Compagnie du Midi peu avant le krach d'octobre 1987.

Deux crocodiles

En prenant les rênes de la SBF et du CBV, M. Rousselle ne juge pas utile dans un premier temps de se dessaisir de ses fonctions de président de Meeschaert-Rousselle. Mais l'ampleur de la tâche à mener pour mettre en place la nouvelle réglementation des marchés définie par la loi votée quelques mois auparavant, en janvier 1988, l'occupe à plein temps. Sans oublier les multiples problèmes venant s'ajouter, comme les difficultés rencontrées par de nombreuses sociétés de Bourses.

Cette double fonction n'est pas sans poser de problèmes. Très rapidement, M. Rousselle contacta les représentants successifs de son actionnaire principal, MM. Bernard Pagézy et Claude Bédier, pour être détaché de ses fonctions et pouvoir se consacrer uniquement à la Bourse.

Il se heurtera par deux fois à un refus. « J'aurais dû être plus ferme, et je paie cette erreur », reconnaîtra-t-il plus tard, d'autant

que sa société de Bourse pâtit dans le même temps d'une mauvaise conjoncture dans le secteur obligataire. De fait, elle enregistrait 78,5 millions de pertes l'an dernier. A la fin du mois de novembre 1989, un chassé-croisé, s'opéra, et M. Régis Rousselle, directeur général de la SBF, ira remplacer son patron à la présidence de Meeschaert-Rousselle. Les deux hommes avaient conjointement pendant dix-sept mois réorganisé la place parisienne dans une parfaite harmonie apparente. « Sans doute était-il difficile de deux crocodiles de vivre dans le même marigot », commentait-on alors à l'annonce de cette nouvelle.

Déjà contesté pour ses méthodes parfois brutales, M. Rousselle se voit en plus critiqué par ses pairs : « Comment un homme qui a lui-même perdu plusieurs dizaines de millions dans sa propre société peut-il nous donner des leçons et nous représenter dans les instances internationales ? », s'insurgeaient de nombreux ex-agents de change, tandis que d'autres ne se privaient pas pour ironiser : « Tant qu'il s'occupe de ses projets européens de cotations de valeurs, il ne nous fait pas de tort ». Mais aucun de ses détracteurs n'ose se présenter contre lui au mois d'avril dernier lorsque son mandat à la présidence du Conseil des Bourses de valeurs est remis aux voix.

Un technicien de la modernisation

S'il manque de charisme, M. Régis Rousselle n'en est pas moins un excellent technicien qui a mis sur les rails la dernière étape de la modernisation de la place française, achevant la mutation d'un système archaïque pour lui substituer celui d'une place internationale dotée désormais d'une organisation cohérente et d'un système de marché performant.

Pour mener cette réorganisation tambour battant, il avait choisi de cumuler à la fois le poste de président de l'organisme chargé de la réglementation, le CBV, et celui d'occupant du fonctionnement des marchés (SBF).

Ces fonctions seront désormais dédoublées. M. Jean-François Théodore aura prochainement la haute main sur la SBF, dont il assure la direction générale depuis le mois de janvier. Dans l'ombre de M. Rousselle, cet ancien chef du service des financements et des participations à la direction du Trésor s'est initié consciencieusement à sa future tâche. Les relations entre les deux hommes ont été cordiales — M. Théodore lui avait été imposé par les pouvoirs publics — et se sont renforcées au fil des mois d'une estime réciproque.

M. Théodore a découvert la SBF, société qui n'a plus rien à voir avec l'ex-chambre syndicale des agents de change. D'établissement public aux multiples missions, elle s'est transformée en moins de deux ans en une société privée de prestations de services. Une PME qui certainement vivra dans la prospérité, à l'instar de son futur président. Quant au Conseil des Bourses de valeurs, s'il élit vraisemblablement le président du Crédit du Nord, M. Bruno de Maulde, à sa tête, il ne fera que confirmer une évolution observée depuis le lancement de la réforme : la mainmise progressive des banques sur la Bourse française.

DOMINIQUE GALLOIS

Le siège de l'OPAEP transféré au Caire

Le conseil ministériel de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) a achevé le 8 décembre, au Caire, ses travaux au cours desquels il a notamment décidé de transférer provisoirement le siège de l'organisation de Koweït au Caire. Le conseil s'est réuni en présence des ministres du pétrole d'Arabie Saoudite, du Koweït, de Bahreïn, des Emirats arabes unis, de Libye, de Syrie et d'Égypte. L'Algérie et le Qatar n'étaient pas représentés au niveau ministériel, alors que l'Irak était représenté par son ambassadeur au Caire. Le ministre égyptien du pétrole, M. Abdel Hady Kandil, a

appelé ses homologues arabes à mettre de côté les différends politiques. « Il ne faut pas que les différends politiques compromettent nos intérêts économiques, il ne faut pas que la crise du Golfe nous fasse oublier les dangers qui guettent la nation arabe. Nous devons dépasser cette crise avec le moins de dégâts possible », a-t-il dit.

Par ailleurs, le ministre koweïtien du pétrole, M. Rachid Al Oumairi, a déclaré que les pertes de l'industrie pétrolière koweïtienne depuis l'invasion irakienne s'élevaient à quelque cinq milliards de dollars.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en variation (en millions de francs)

29 novembre 1989

Total actif	681 162
dont :	
Or	168 954
Disponibilités à vue à l'étranger	133 168
Ecos	54 111
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 080
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	56 732
Concours au Trésor public	38 520
Titres d'Etat bons et obligations	36 510
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	411
Effets privés	83 726
Effets en cours de recouvrement	45 697
Total passif	681 162
dont :	
Billets en circulation	245 952
Comptes courants des établissements financiers à la constitution de réserves	48 658
Comptes courants du Trésor public	67 068
Reprises de liquidités	12 768
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 020
Ecos à fin du Fonds européen de coopération monétaire	54 457
Réserves de réévaluation des avoirs publics en or	191 340

TAUX DES OPÉRATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9,26 %
Taux des pensions de 10 jours	10 %
Taux des avances sur titres	12 %

LONDRES

Succès pour la privatisation de l'électricité britannique

La privatisation des douze compagnies britanniques de distribution d'électricité a suscité au total quelque 12,75 millions de demandes d'actions, devenant la plus populaire en date des privatisations britanniques. Le record était jusqu'à présent détenu par British Gas.

Les compagnies d'électricité ont été en moyenne dix fois sous-souscrites. Les petits investisseurs et les abonnés seront prioritaires dans les attributions. Sur les 12,75 millions de demandes, faites par environ 6,75 millions de personnes — certaines ayant déposé des demandes pour plusieurs compagnies régionales —, 10,2 millions, soit 80 %, portent sur 500 actions ou moins. Le titre était proposé à 240 pence (24 francs), mais le versement initial n'est que de 100 pence. L'introduction en Bourse officielle aura lieu mardi 11 décembre.

FAITS ET RÉSULTATS

□ Développement de Lafarge Coppée en Amérique du Sud. — La filiale néo-zélandaise de Lafarge Coppée, le CNCP, vient de signer un accord avec un partenaire de ce pays pour créer une nouvelle société dont la CNCP détiendra 60 % du capital. Cette société regroupera deux usines de l'Etat du Minas Gerais, ce qui permettra à la CNCP d'augmenter de 7 % sa part du marché local. Par ailleurs, la nouvelle ligne de production de la cimenterie de Vencomos Partigaleto, au Venezuela (dans laquelle Lafarge détiend 20 % du capital), vient d'être mise en service. Il s'agit de la cimenterie la plus importante du continent américain, avec une capacité annuelle de 2,7 millions de tonnes.

□ Nobel Plastiques reprend le groupe Silvatrim. — Nobel Plastiques, société française de transformation des matières plastiques, annonce la reprise de l'intégralité du capital du groupe monégasque Silvatrim, spécialisé dans les produits métallo-plastiques de carrosserie automobile. Nobel Plastiques, dont le siège est basé à Nanterre, se dote ainsi de nouvelles compétences technologiques et acquiert des parts de marché importantes dans le domaine de la carrosserie. Cette opération effectuée, Nobel Plastiques réalisera un chiffre d'affaires consolidé d'environ 1 milliard de francs. Le chiffre d'affaires global de la branche auto industrielle de Nobel Plastiques et de Silvatrim s'élève à 600 millions de francs, compte tenu de l'apport de Silvatrim, qui prévoit pour 1990 un chiffre d'affaires de 280 millions de francs.

PARIS, 10 décembre

Pause

Le semaine s'est ouverte sur une séance matinée d'indécision. En repli de 0,39 % des les premières transactions, les valeurs françaises n'ont cessé d'évoluer entre la hausse et la baisse, tout au long de la matinée, pour afficher une avance minime de 0,04 % à la mi-journée. En début d'après-midi, l'équilibre n'était toujours pas trouvé et le repli moyen était de 0,11 %. Plus tard dans la journée, peu avant l'ouverture de la bourse de New-York, la baisse était un peu plus sensible, le recul étant de 0,22 %.

A l'évidence, la place parisienne s'est accordée une petite pause, ce lundi. A l'exception du marché new-yorkais vendredi, les places étaient en général plutôt bien orientées. La vue progressive du Matif et l'équilibre n'était toujours pas trouvé et le repli moyen était de 0,11 %. Plus tard dans la journée, peu avant l'ouverture de la bourse de New-York, la baisse était un peu plus sensible, le recul étant de 0,22 %.

Du côté des valeurs françaises, les conditions climatiques profitent aux valeurs spécifiquement hivernales, telles les Skis Rossignol ou Damier, que l'on retrouvait dans les plus fortes hausses. Tout comme les titres de la distribution, tels Au Printemps et Nouvelles Galeries en cette période de fêtes. BSN restait en retrait, après l'accord conclu avec LVMH, sur le cession par le groupe agro-alimentaire des maisons de champagne. Pommeroy et La Bière du spécialiste du luxe pour 3,1 milliards de francs.

TOKYO, 10 décembre

Consolidation

Pour la quatrième séance consécutive, la Bourse de Tokyo a tiré sur une hausse. L'indice Nikkei s'est apprécié de 262,18 points à 23 784,87, soit un gain de 1,11 % par rapport à la clôture de vendredi.

Selon les opérateurs, l'avance du jour, l'optimisme suscité par les derniers développements de la crise du Golfe et l'apparente détente du conflit entre la banque centrale américaine (Fed) vendredi ont stimulé la tendance. « Aujourd'hui, ce qui importe, c'est que nous n'ayons rien perdu des gains de vendredi. Nous n'avons besoin d'une consolidation, remarquait un analyste.

VALEURS	Cours de 7 déc.	Cours de 10 déc.
Alcatel	520	532
Banque Paribas	1 040	1 040
BNP	2 200	2 200
BNP Paribas	2 200	2 200
BNP Paribas	2 200	2 200
BNP Paribas	2 200	2 200
BNP Paribas	2 200	2 200
BNP Paribas	2 200	2 200
BNP Paribas	2 200	2 200
BNP Paribas	2 200	2 200

PARIS, 10 décembre

Changements

Le dollar s'est nettement affaibli lundi 10 décembre à Paris, du fait de la baisse des taux d'intérêt américains, et ce malgré les incertitudes de la situation internationale. Le dollar contre mark a même atteint son plus bas historique à 1,4630 avant de remonter à 1,4696. Le mark contre franc est resté ferme à 2,3950.

□ Banque royale : hausse de 82 % de son net annuel. — La Banque royale, la plus importante banque privée du Canada, a annoncé mardi 8 décembre, une progression de 82 % de son revenu net annuel à 965 millions de dollars canadiens (4,24 milliards de francs) pour l'exercice clos le 30 octobre dernier, contre 529 millions de dollars (2,32 milliards de francs) l'année dernière. La banque explique ces bons résultats par le fait qu'elle avait dû décaisser l'an dernier des provisions de 1,1 milliard de dollars (4,80 milliards de francs) pour couvrir des risques sur des prêts à des pays en développement. En 1990, cette provision n'a fait l'objet d'aucun ajout. L'actif total de la banque totalisait 125,9 milliards de dollars (554 milliards de francs) au 30 octobre.

Le Monde-RM

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Lundi 10 décembre
Christian Bregou,
président de
CEP Communication.

Mardi 11 décembre
Claude Petelin,
responsable de la mission
jeunes à la Caisse des dépôts.
Le Monde Initiatives du
12 décembre publie une
enquête sur la mission jeunes
à la Caisse des dépôts.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis Associés	370	360 50	IDA	331 80	335
Amis	105		Idem	126	131
BAC	168 10	154 70	IMS	935	910
BICM	821	820	IR	335	335
Bolton (Ly)	410	410	IPBM	120	120
Bolton (Ly)	179	174	Loca Invest	78 50	78
Cibles de Lyon	3180	3180	Locom	127 90	130
CAL-de-Fr. (C.C.I.)	878	878	Marm Com	108	110
Calsor	320		Molix	590	590
Cardi	435	438	Obvati Logoban	78 50	78
C.E.E.P.	180	180	Presbourg	255	254
C.F.P.I.	269	262	Publ Filapoch	650	631
C.N.I.M.	800	800	Rand	306	
Cofeur	265	260	Rhone-Alp. Eau (Ly)	175	175
Converg	301 80	300	Sh-H. Mangron	85	87 80
Conform	898	908	Select Invest (Ly)	437	438
Craies	211 30	212	Serbo	170	168
Daphn	406	418	S.M.T. Goupil	165	170
Démas	680	680	Supr	100	107
Dewevy Worms Co	800	800	Thermador H. Ly	245	250
Desqueres et Gir	222 30	230	Union Fin. de Fr.	348	348
Diverley	800	880	Viol et Co	85 10	84
Doville	420	430	Y. St-Laurent Group	850	855
Edison Balford	215	190 20			
Europ. Propriété	380	380			
Finacor	127	130			
Financière	188	189 40			
GF (group. L.)	340	334			
Grand Lira	408	395			
Graphique	178	178			
Groupe Olym	115				
Guinot	385				
I.C.C.	220	225			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

Marché des options négociables le 7 déc. 1990

Nombre de contrats :

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Bouygues	560	20	8
CGE	300	14	5,38
EW-Agrestine	36	2,50	1,40
Euromat SA-PLC	36		2,50
Euromat SA-PLC	36		2,50
Euromat SA-PLC	36		2,50
Euromat SA-PLC	36		2,50
Euromat SA-PLC	36		2,50
Euromat SA-PLC	36		2,50
Euromat SA-PLC	36		2,50

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 7 déc. 1990

Nombre de contrats : 80 113

COURS	Échéances
Décembre 90	Mars 91
100,46	100,52
100,42	100,50
	100,62

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
Mars 91	1,47	1
100		

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 4,9950 F ↓	PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)
Le dollar s'est nettement affaibli lundi 10 décembre à Paris, du fait de la baisse des taux d'intérêt américains, et ce malgré les incertitudes de la situation internationale. Le dollar contre mark a même atteint son plus bas historique à 1,4630 avant de remonter à 1,4696. Le mark contre franc est resté ferme à 2,3950.	Valeurs françaises : 78,90
FRANCOFORT 7 déc. 10 déc.	Valeurs étrangères : 80,28
Dollar (en DM) : 1,8338 1,4096	(SBF, base 100 : 31-12-81)
TOKYO 7 déc. 10 déc.	Indice général CAC 442,75
Dollar (en yen) : 132,17 130,55	(SBF, base 1000 : 31-12-87)
MARCHÉ MONÉTAIRE	Indice CAC 40 : 1 693,52 1 698,71
(effets privés)	NEW-YORK (Index Dow Jones)
Paris (10 décembre) : 9 516-7116 %	6 déc. 7 déc.
New-York (7 décembre) : 7 116-118 %	Industrielles : 2 602,48 2 598,18
	LONDRES (Index Financial Times)
	6 déc. 7 déc.
	Industrielles : 1 717,90 1 723,98
	Mines d'or : 151 150,49
	Fonds d'Etat : 83,04 83,29
	TOKYO
	7 déc. 10 déc.
	Nikkei Dow Jones : 23 322,49 23 784,87
	Indice général : 1 740,34 1 757,82

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
1 an	1 an	1 an	1 an
1 an	1 an	1 an	1 an
1 an	1 an	1 an	1 an
1 an	1 an	1 an	1 an
1 an	1 an	1 an	1 an
1 an	1 an	1 an	1 an
1 an	1 an	1 an	1 an
1 an	1 an	1 an	1 an
1 an	1 an	1 an	1 an

TAUX DES EUROMONNAIES

1 an	1 an	1 an	1 an	1 an	1 an
1 an	1 an	1 an	1 an	1 an	1 an
1 an	1 an	1 an	1 an	1 an	1 an
1 an	1 an	1 an	1 an	1 an	1 an
1 an	1 an	1 an	1 an	1 an	1 an
1 an	1 an	1 an	1 an	1 an	1 an
1 an	1 an	1 an	1 an	1 an	1 an
1 an	1 an	1 an	1 an	1 an	1 an
1 an	1 an	1 an	1 an	1 an	1 an
1 an	1 an	1 an	1 an	1 an	1 an

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

هنا من الأهل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 10 DECEMBRE

Cours relevés à 14 h 26[illegible]**COMPTANT** (selection)**SICAV** (sélection)

7/12

VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			

Cote des Changes

Marché libre de l'or		Indice H.S.	Hong Kong

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - m : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

de
144
ars
rés
à la
r le
ter-
des-
mie
our-

BERG
page 1
1/5 PIA
1 2.50

En réduisant les incitations publicitaires à la consommation

Les parlementaires devraient durcir le projet de loi contre le tabagisme et l'alcoolisme

L'Assemblée nationale examinera, mardi 11 décembre, le texte de la commission mixte paritaire relatif à la lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme. Ce texte sera présenté jeudi au Sénat. Si, comme de nombreux éléments le laissent penser, ce texte était adopté en l'état, il modifierait considérablement le paysage publicitaire en matière d'incitation à la consommation de tabac et de boissons alcoolisées. On sait que ces consommations sont à l'origine de plus de cent mille morts prématurées chaque année en France.

En janvier 1989, M. Claude Evén, alors ministre de la solidarité et de la protection sociale, innovait courageusement en demandant aux

cinq « sages » français de la santé publique de rédiger un plan d'action qui, en luttant contre l'alcoolisme et le tabagisme, devait permettre d'éviter chaque année plusieurs dizaines de milliers de morts prématurées.

Moins de deux ans plus tard, et après bien des péripéties médiatico-politiques, ce plan devrait entrer en vigueur après l'adoption dans les prochains jours par l'Assemblée nationale et le Sénat du texte établi par la commission mixte paritaire. Ce document, compromis constructif entre les votes des deux assemblées, réduit de manière drastique les publicités incitant à la consommation de tabac et de boissons alcoolisées. Il correspond ainsi à une étape essentielle de la lutte préventive contre ces drogues dont le commerce licite est fortement taxé et à l'origine de multiples maladies aux conséquences souvent mortelles.

Pour de nombreux spécialistes, le texte de la commission mixte paritaire présidée par M. Jean-Pierre Fourcade améliore de manière considérable celui – tout à fait irréaliste il est vrai – auquel avait abouti le Sénat en octobre

dernier. Maintenant, d'une part l'interdiction du calcul de l'indice des prix incluant ceux du tabac et, d'autre part, l'affectation de 10 % des dépenses publicitaires de l'alcool à l'éducation sanitaire et à la prévention de l'alcoolisme, ce texte interdit fort heureusement dans un délai de deux ans toutes les possibilités de parrainage et de publicité directe ou indirecte en faveur du tabac.

Salles interdites

Pour les boissons alcoolisées, la publicité dans les salles de cinéma est via l'affichage extérieur devrait disparaître, la seule exception concernant l'affichage autorisé dans les zones de production. Cette exception, explique-t-on, correspond au besoin d'information locale de la viticulture et dans tous les cas la publicité autorisée devra se limiter à des messages strictement informatifs excluant – comme c'est le cas aujourd'hui – pour les boissons alcoolisées industrielles (bières) ou étrangères (whiskies, vodkas) – les associations à la sexualité, au voyage et plus généra-

lement au plaisir inhérent à la levée des inhibitions.

La seule faille du texte concerne la possibilité laissée aux publicités incitant à la consommation de boissons alcoolisées sur les ondes radiophoniques. Même si le projet de la commission mixte paritaire prévoit une limitation de la forme, des stations et des tranches horaires (de nature à limiter les risques de dérèglement), il aura pour effet de conforter auprès des plus jeunes l'image perverse de ces alcools, « boissons initiatiques ». Fallait-il, pour tenter de rééquilibrer une manne publicitaire qu'on imaginait trop favorable à la presse écrite pour adultes, réduire ainsi la cohérence du projet ?

Il faut cependant espérer que cette faille ne sera pas de nature à faire ajourner l'adoption d'un projet de loi qui, parce qu'il réduit considérablement les incitations publicitaires à la consommation par les plus jeunes de produits dangereux, constitue un progrès considérable pour la collectivité sans qu'il en résulte l'exercice des libertés individuelles.

JEAN-YVES NAU

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

In-cro-ya-ble !

STUPEUR ! La France est sous le choc. La France et l'Angleterre. Vous vous rendez compte un peu, il neige en hiver ! C'est d'autant plus étonnant qu'il a fait chaud cet été ! Vingt centimètres de neige dans la région de Lyon, quarante en Auvergne, dix dans le Finistère, l'Ecosse patine entre les congères et on caille à Manchester. Comment s'attendre à une chose pareille ? Vous me direz : Pas besoin de tendre un doigt mouillé, suffisait d'écouter la météo pour savoir que le vent allait tourner.

Où, mais comme il lui arrive de se tromper, on allait quand même pas y prêter attention. Résultat, en une nuit, deux des pays les plus industrialisés du monde se retrouvent plongés dans l'obscurité du haut Moyen Âge. Trois cent mille foyers privés d'électricité, plus de lumière, plus de chauffage, câbles alourdis par les flocons... Elles ont bonne mine, nos centrales nucléaires !

De part et d'autre du fameux tunnel sous la Manche, fantastique prouesse technique, les gares, les aéroports, les écoles,

tout est fermé. Les Concorde et les TGV sont cloués au sol sous une housse blanche, les bagnoles se carambolent sur des routes verglacées et les cabines téléphoniques se transforment en igloos, au grand dam des sapeurs-pompiers débordés.

Si encore c'était du jamais vu, mais non, à chaque coup c'est pareil. A chaque coup de chaleur, à chaque coup de vent, à chaque coup de froid, on est pris de court, pris de panique, tout s'arrête, tout se grippe. Les installations patent, les gens claquent. Et, faute de les prévoir, les autorités défilantes tentent de limiter les dégâts en multipliant les appels à ne pas mettre le nez dehors : Restez donc terrés dans vos trous noirs, sinon le ciel va vous tomber sur la tête.

A se demander comment ils survivent en Suède, en Finlande ou en Norvège. Elle l'a fait, la presse britannique. Elle s'est pas gênée pour poser la question. La réponse vaut son pesant de glapissement : Là-bas, le plus souvent, elle est bonne, la neige, elle est poudreuse, tandis qu'ici elle est collante. Ça fait toute la différence !

Deux disparitions

Le chorégraphe Boris Kochno

Le chorégraphe et librettiste d'origine russe Boris Kochno est mort dans la nuit du 8 au 9 décembre à l'Hôpital Tenon, à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

Boris Kochno était l'un des derniers collaborateurs slaves de Serge Diaghilev, sinon le dernier. Né en 1903, fils d'un colonel de hussards, il vint au monde à Moscou, puis à Paris, où il fit ses études au lycée impérial de Moscou. Quand le « tsar de la danse » avait repris ses Ballets russes aux Champs-Élysées lors du départ de Massine, en 1921, il avait appelé à ses côtés Kochno, alors d'une prestance superbe, à titre de conseiller artistique.

Grand amateur de peinture et d'une culture raffinée, celui-ci n'allait pas tarder à affirmer son goût de façon prépondérante dans le choix des ballets. Jusqu'à ce qu'il se voie confier le rôle du librettiste pour les créations aussi brillantes que les *Fâcheux* (Auric, Braque), les *Mateos* (Auric, Pruna), enfin et surtout le *Fils prodigue* (Prokofiev, Rouault), ce chef-d'œuvre absolu que l'opéra nous a encore présenté au début de cette année.

Jusqu'en 1939, Kochno avait dirigé ses talents aux Ballets de Monte-Carlo, alors dirigés par René Blum. Il avait fallu attendre le lendemain de la guerre pour que Boris Kochno affirmât pleinement son autonomie. Animateur des Ballets Roland Petit, au Théâtre des Champs-Élysées, c'est à lui que l'on

doit les livrets des délicieux *Forains* (Sanguet, Christian Bérard) et des non moins charmants *Amours de Jupiter* (Jacques Ibert, Jean Hugo).

Boris Kochno n'était pas de ceux qui aiment plastronner. Seuls ses intimes reconnaissent et saluaient, les soirs de première, sa silhouette trapue au crâne rasé, à la moustache tombante, qui lui donnait un air de Tatars Boule et smoking.

Il possédait une rare collection de tableaux de l'école impressionniste, et ses libéralités à la Ville de Paris lui avaient valu, sur ses vieux jours, la propriété de son minuscule hôtel Renaissance dans la non moins minuscule rue Marie-Stuart. C'est dans ce logis digne d'une page intimiste des *Très Mousquetaires* qu'il m'avait reçu il y a pas si longtemps. Je garde dans l'oreille son accent russe à couper au couteau, son rire d'ogre, je revois sa bizarre chaise curule où il était assis à califourchon.

OLIVIER MERLIN

La comédienne Lana Marconi

Lana Marconi, cinquième femme et veuve de Sacha Guitry, est morte le 8 décembre à son domicile parisien. Elle était âgée de soixante-quatorze ans.

Née en Roumanie, Catherine Marcovici prend le nom de Lana Marconi pour jouer dans quelques pièces et films de son époux – qui lui avait été présenté par Arletty – notamment le diable boiteux. *Toa, Je l'ai été trois fois, Si Versailles m'était conté, Napoléon, Si Paris nous était conté.*

Les obsèques de Lana Marconi auront lieu le 12 décembre à la Madeleine à Paris et son corps sera inhumé au cimetière Montmartre auprès de Sacha Guitry.

M. Léotard souhaite la dissolution de l'Assemblée nationale

M. François Léotard, député du Var, maire de Fréjus, a indiqué, lundi 10 décembre, qu'il souhaite que le président de la République prononce la dissolution de l'Assemblée nationale, afin que de nouvelles élections législatives donnent à la France « une majorité nouvelle, solide et cohérente ». Dans un communiqué, M. Léotard émet le vœu que cette majorité soit « libérale et européenne » et que l'opposition présente à cette fin, « dans le cadre d'une formation commune (...) un véritable contrat de législature ».

L'ancien président du Parti républicain, cofondateur du mouvement Force unie avec M. Michel Noir et M. Michèle Barzach, n'évoque pas l'éventualité de se démettre lui-même de son mandat parlementaire, mais il approuve « sans réserve » l'attitude « personnelle » du maire de Lyon, qui, estime-t-il, « en quittant sa formation politique, a souhaité qu'un nouveau jugement du suffrage universel puisse s'exprimer sur sa décision ». M. Léotard approuve, aussi, « l'attitude collégiale » de l'opposition, qui avait décidé, le 19 novembre, de voter la censure et qui acceptait donc, « par avance, le principe de la dissolution » de l'Assemblée nationale.

□ **Attentat contre un complexe touristique en Corse.** – Six villas en cours de construction dans un complexe touristique de Poggio-Mezana, à une trentaine de kilomètres au sud de Bastia (Haute-Corse), ont été détruites par l'explosion de bouteilles de gaz samedi 8 décembre. La lettre « R », symbole de l'organisation Résistenza, a été découverte sur les bâtiments, propriété d'une société immobilière italo-corse.

CHINE : le prochain plénum du PC

M. Li Peng exclut tout débat sur le sort de M. Zhao Ziyang

PÉKIN

de notre correspondant

Le premier ministre chinois, M. Li Peng, a exclu que le prochain plénum du comité central du Parti communiste puisse débattre du sort de l'ancien secrétaire général, M. Zhao Ziyang, limogé en 1989 pour « libéralisme bourgeois ». S'adressant à la presse, lundi 10 décembre, avant d'entreprendre une tournée dans quatre pays de la région, M. Li Peng a confirmé que la septième session plénière du comité central, qui a subi des reports à répétition en raison des divergences sur la politique économique à suivre, avait été une nouvelle fois différée jusqu'à l'ex-

trême limite possible pour pouvoir être quand même tenue cette année. Elle se réunira, a-t-il dit, à la fin du mois.

M. Li Peng a expliqué ces reports par l'importance des enjeux économiques, qui a conduit le Parti communiste à « donner pleine expression à la ligne de masse qu'il a toujours poursuivie », un euphémisme qui confirme l'ampleur des désaccords entre tenants de la planification centralisée et de l'ouverture au marché.

La tournée asiatique du premier ministre, sa deuxième à l'étranger cette année, le conduira successivement en Malaisie, aux Philippines, au Laos et à Sri-Lanka.

F. D.

VIETNAM : après ses critiques contre le régime

Le rédacteur en chef adjoint du « Nhan dan » est prié de regagner Hanoi

Les dirigeants vietnamiens veulent le retour de M. Bui Tin, rédacteur en chef adjoint du quotidien officiel *Nhan dan*, dont les critiques contre le régime faites récemment à Paris (*Le Monde* du 30 novembre) sont en passe de faire de lui le plus connu des « dissidents » vietnamiens, ont affirmé, lundi 10 décembre, des sources informées. « Bui Tin peut revenir au Vietnam en toute sécurité pour discuter de ses idées et pour formuler ses critiques », a estimé un intellectuel proche de la direction communiste, qui doute cependant qu'il puisse conserver ses fonctions à la direction du *Nhan dan*.

Les critiques de M. Bui Tin ont renforcé le débat en cours avant le septième congrès du PC, prévu dans quelques mois, ont estimé des sources bien placées. « Bui Tin a formulé tout haut des critiques dont certaines sont pensées tout bas par nombre d'intellectuels ou même de membres de la hiérarchie », a estimé une autre source proche des milieux officiels. Outre sa position dans la presse officielle, qui a fait de lui pendant de nombreuses années un interlocuteur privilégié des journalistes étrangers, M. Bui Tin est aussi connu pour son rôle éminent comme officier supérieur pendant la guerre. – (AFP)

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Politique : « La démocratie en danger », par douze députés socialistes ; Consommation : « Publicité à l'essai », par Bernard Dubois 2

La crise du Golfe 3

L'élection de M. Walesa à la présidence en Pologne 6

Attentat en Catalogne 8

Six policiers tués 8

Renovateurs 10

Des initiatives à gauche comme à droite 10

SECTION B

Les leçons du Téléthon 13

Un record de générosité 13

Crise de la production audiovisuelle 14

Les producteurs ne trouvent plus le financement des fictions françaises 14

Ronconi 15

entre Kraus et Mozart 15

Le metteur en scène italien monte les *Derniers Jours de l'humanité*, à Turin, et *Don Giovanni*, à Bologne 15

SECTION C

Football : la victoire d'Auxerre 20

Les secrets d'une PME 20

France Telecom 21

au Mexique 21

L'opérateur français entre dans le capital de la Compagnie nationale mexicaine de téléphonie 21

Après l'échec de la conférence du GATT 23

Les Japonais redoutent un retour du protectionnisme 23

Technologies 24

Bientôt le son des disques compacts au cinéma 24

Changement de « tête » à la Société des Bourses françaises 38

Le départ de M. Rousselle 38

CHAMPS ÉCONOMIQUES

TRANSPORTS URBAINS
• Les Etats-Unis, d'une récession à l'autre • Demain, l'union slave
• La chronique de Paul Fabra :
• Le gouvernement économique pleinement démocratique • de l'Europe 25 à 28

Services

Abonnements 24
Annonces classées 29 à 35
Carnet 17
Echecs 17
Loto, Loto sportif 17
Marchés financiers 38
Météorologie 19
Mots croisés 17
Radio-Télévision 19
Spectacles 18
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 9-10 décembre 1990 a été tiré à 536 765 exemplaires.

FAURE informatique s'engage !

A l'occasion du Paris-Dakar, Faure informatique engage son directeur sur la moto numéro 1. Pour faire partager son enthousiasme, une remise maximum et réellement exceptionnelle de 20 % est offerte sur toute la gamme distribuée, à base de 388, notamment les tout-nouveaux portables.

Offre valable de ce jour au 17 janvier 1991 inclus.

Tél : 45 81 50 59 - 45 85 05 41

Télécopie : 45 80 70 13

51 Rue de l'Espérance - 75013 Paris

TISSUS
LE
MAGASIN
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS



Ecole
Internationale
des Affaires

Un art de travailler
et de vivre

Les différents établissements de l'E.I.A. :

- L'Ecole Supérieure de Commerce (ESC Marseille)
- Centre d'Etudes Supérieures Européennes de Management (CESEM-Méditerranée)
- Centre d'Etudes de Commerce Extérieur et de Transports Internationaux (CECE-CSTI)
- Ingénierie du tertiaire. Conduite du Changement (ISGA)
- Institut supérieur d'Etudes Financières et d'Ingénierie (ISEFI)
- Centre de Recherche de l'EIA (CREIA)
- Centre de Préparation Opérationnelle aux Affaires (CPOA)
- Centre Management Marketing Technologies (CM2MT)
- Masters spécialisés

Domaine de Luminy, C921, 13288 Marseille Cedex 9
Tél : 91 26 98 00 - Fax : 91 41 55 96